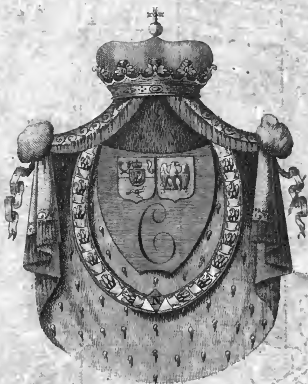
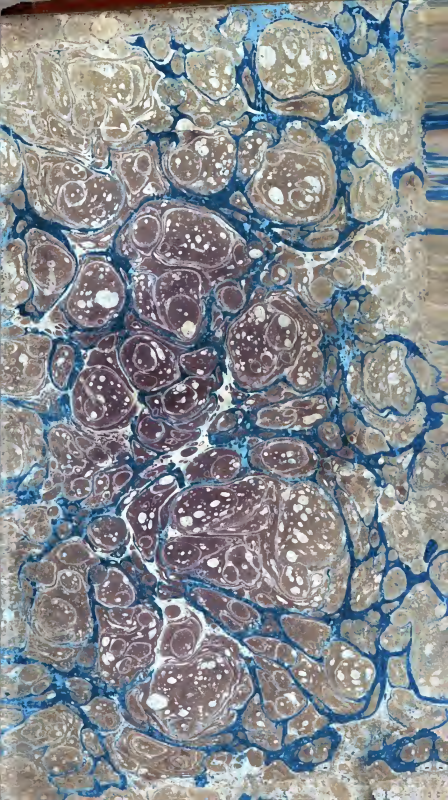




COURS ÉLÉMENTAIRE
D'HISTOIRE UNIVERSELLE.

X.



COURS ÉLÉMENTAIRE

D'HISTOIRE UNIVERSELLE,

RÉDIGÉ SUR UN NOUVEAU PLAN,

OU

LETTRES DE M.me D'IVRY A SA FILLE,

PAR M.lle M. DE B******.

DÉDIÉ A S. A. I. ET R. MADAME MÈRE.

HISTOIRE MODERNE.

TOME SIXIÈME.





PARIS,

J. G. DENTU, IMPRIMEUR-LIBRAIRE,

RUE DU PONT-DE-LODI, n° 3, PRÈS LE PONT-NEUF.

1809.

COURS
ÉLÉMENTAIRE
D'HISTOIRE UNIVERSELLE.

LETTRE LV.

Histoire d'Espagne et de Portugal pendant le quinzième siècle. — Expulsion des Maures, et réunion de tous les royaumes d'Espagne sous la puissance de Ferdinand d'Arragon et d'Isabelle de Castille. —Aperçu sur les royaumes du Nord, Pologne, Danemarck, Suède, Norwège et Russie, jusqu'à la fin du quinzième siècle.

En terminant notre aperçu sur l'histoire d'Espagne pendant le quatorzième siècle, vous avez vu, ma chère Aline, les successeurs de Henri de Transtamare continuer d'occuper le trône de Castille. Nous avons parlé de D. Juan, fils de Transtamare, et de Henri III, son petit-fils. Ce dernier mourut empoisonné en 1408, et laissa pour héritier un enfant de quatorze mois. D. Juan III eut le

bonheur de trouver dans D. Ferdinand son oncle, un tuteur sage, prudent et désintéressé. Il veilla sur les intérêts de son pupille, jusqu'au moment où lui-même fut appelé au trône d'Arragon. La reine, mère de D. Juan qui avait gouverné de concert avec son beau-frère, continua d'élever son fils, et de l'instruire, le mieux qu'elle put, au milieu des cabales qui agitaient la Castille. Cette princesse mourut avant que le jeune roi fût en état de gouverner; il avait à peine douze ans quand il perdit sa mère. Il tomba alors entre les mains d'un de ses cousins qui, sous prétexte de le mettre en sûreté, le retint prisonnier. D. Alvare de Lune, connétable de Castille, l'affranchit de ses liens, et devint son favori et son conseil.

La faveur du connétable, l'empire qu'il conserva long-temps sur l'esprit du roi, le rendirent l'objet de la jalousie des autres grands; et comme ils redoutaient d'ailleurs sa capacité, ils conjurèrent contre lui. D. Alvare était un homme grave et sévère; il ne plaisait point à la reine, princesse de Navarre. Les courtisans augmentèrent l'éloignement de cette princesse pour le favori. Elle éleva son fils, le prince des Asturies,

dans des sentimens peu favorables au connétable; et la haine qu'il lui portait s'étendit jusqu'au roi son père. Ce prince fut le fléau de D. Juan; il prit les armes contre lui; et, de concert avec sa mère, le fit prisonnier, le relâcha; parvint encore à s'en saisir, et le remit de nouveau en liberté. Le connétable, toujours fidèle à son roi, était toujours opposé aux rebelles dans ces circonstances critiques; et lorsque ceux ci faisaient leur paix avec le faible D. Juan, ils ne manquaient pas de lui représenter que c'était l'autorité qu'il donnait au connétable qui était cause de leurs révoltes. On finit apparemment par le lui persuader; il abandonna son favori à la haine de son fils, et D. Alvar fut traîné sur l'échafaud. Après avoir gouverné le roi et le royaume avec un pouvoir absolu pendant trente ans, il périt en criminel. On l'accusa de malversations; mais il est généralement regardé comme une victime d'état. D. Juan mourut un an après son favori, et laissa d'une seconde femme un fils et une fille nommés D. Alphonse et dona Isabelle. Il les recommanda tous deux au prince des Asturies, leur frère aîné.

Ce prince succéda à son père, et prit le nom de D. Henri IV. Il commença son

règne en 1454; et ce monarque, énervé par les voluptés, abandonna les rênes du gouvernement à des favoris qui se combattirent. Sa cour devint un foyer de désordres scandaleux et de divisions. Le roi avait des favoris, la reine en avait aussi; et quoique les deux époux parussent vivre d'ailleurs en assez bonne intelligence, la reine se conduisait avec tant d'imprudence qu'on contesta la légitimité de la naissance de sa fille, nommée Jeanne. En vain le roi la reconnut pour sa fille, et fit même célébrer avec solennité la naissance de cette enfant, on s'opiniâtra à soutenir qu'elle n'était que la fille de la reine. On prétend que les courtisans ne la désignaient entr'eux que sous le nom de la petite bâtarde. Henri l'avait cependant déclarée héritière de Castille; mais il était peu puissant dans sa cour : il avait donné aux Espagnols l'exemple d'une si grande mollesse et d'une débauche si effrénée, qu'ils le méprisaient, et ne faisaient nul cas de ses opinions. Le gouvernement étant si faible, les mécontens eurent beau jeu, et ne tardèrent pas à faire la loi en Castille. Les favoris étaient plus maîtres que le roi lui-même; et le marquis de Villena ayant pris le dessus sur celui qui pas-

sait pour l'amant de la reine, l'éloignement de l'infante Jeanne fut résolu. Pour écarter du trône celle qu'on disait être la fille de son rival, Villena proposa à Henri de marier sa sœur Isabelle au roi de Portugal. Cette princese refusa cette alliance, et dit qu'elle ne se marierait que du consentement des états de Castille. Peu après Villena, mécontent du roi qui commençait à lui préférer un autre favori, entreprit ouvertement de faire échouer le dessein que marquait Henri d'engager les grands à reconnaître sa fille dona Jeanne héritière de sa couronne : il se proposa, au contraire, de faire assurer le trône à D. Alphonse, frère du roi, et forma une ligue pour exécuter ce projet. Villena commença par engager Alphonse et Isabelle à quitter la cour de leur frère afin de n'être plus sous sa puissance. La ligue eut ensuite un plein succès. Les mécontens déposèrent Henri dans une assemblée tenue à Placentia, et désignèrent Alphonse pour le remplacer.

Villena commença alors à trouver qu'on avait poussé les choses trop loin, et se défendit de souscrire à cet acte, ce qui irrita contre lui son oncle l'archevêque de Tolède. Le roi parvint à rega-

gner ces deux chefs de la cabale, en promettant la main de sa sœur à D. Pèdre Giron, frère de Villena. La princesse Isabelle aurait eu peine à éviter cet hymen, si une maladie n'était venue la délivrer de l'époux qu'on voulait lui donner. Giron tomba malade et mourut à l'instant où l'on se disposait à célébrer ce brillant mariage.

La ligue durait toujours. Le roi leva des troupes : il y eut une bataille dont le succès fut incertain. Quelques villes rentrèrent sous l'obéissance du roi ; mais ce qui le replaça solidement sur le trône, fut la mort subite du jeune Alphonse. Les mécontens offrirent alors la couronne à Isabelle ; elle les remercia, et se contenta du titre d'héritière. Cette modération toucha le roi ; cependant il ne l'était point assez pour consentir au mariage de sa sœur avec Ferdinand, fils du roi d'Arragon. Mais cette alliance se fit malgré lui, et malgré Villena qui ne voulait point que la princesse devînt indépendante. Pour balancer le crédit d'Isabelle, le favori songea alors à chercher à Jeanne un époux qui pût soutenir ses droits. Il songea au duc de Berri, frère de Louis XI. Ce prince mourut avant que le mariage pût s'accomplir.

D. Henri, prince du sang de Castille, qui vivait obscurément dans l'Arragon, parut propre à remplacer le prince français. On l'appela en Castille; mais on ne lui trouva point les qualités nécessaires pour lutter contre le pouvoir d'Isabelle; et Villena passa en Portugal pour négocier le mariage de Jeanne avec le roi de ce pays.

Pendant l'absence du favori, le roi de Castille vit sa sœur et Ferdinand son époux; il les combla de caresses et d'honneurs; mais Villena qui en fut instruit, sut, malgré son éloignement, inspirer au roi tant de prévention contre ces époux, qu'il changea tout à coup pour eux, et voulut les faire arrêter. Ils prirent la fuite; et peu après une maladie grave, dont le marquis fut attaqué en revenant de Portugal, délivra Isabelle de cet ennemi dangereux. Henri IV ne lui survécut pas long-temps, et nomma en mourant dona Jeanne son héritière.

Ses dispositions ne furent point suivies. On était si persuadé qu'elle n'était point sa fille, que, d'un commun accord, les grands déférèrent la couronne de Castille à Isabelle, sœur de Henri. Cette princesse ne tarda guère à y joindre celle d'Arragon, du chef de Ferdinand

son époux. De ce moment la Castille et l'Arragon furent réunis pour toujours; et bientôt après tous les royaumes d'Espagne passèrent sous une même domination.

Ferdinand possédait de son chef ceux de Navarre et d'Arragon ; il était fils de D. Juan, roi de Navarre qui, après la mort de son frère D. Alphonse V, hérita de ce prince le royaume d'Arragon et celui de Sicile. Cet Alphonse, roi d'Arragon, est le même que nous avons vu appelé en Italie par la reine Jeanne de Naples pour la secourir contre le duc d'Anjou. Il passe pour avoir été l'un des plus grands princes qui aient porté le diadème d'Arragon. Dans la guerre qu'il soutint contre les Génois, il fut fait prisonnier par le duc de Milan, allié de ces républicains. Cet échec n'empêcha pas Alphonse de revenir en Italie aussitôt qu'il eut recouvré sa liberté; il s'y rendit plus puissant que jamais, se fit couronner roi de Naples et de Sicile, et de l'aveu des états, fit reconnaître héritier du trône le duc de Calabre son fils.

Ce prince était un bâtard qu'Alphonse fit légitimer; et il soutint avec valeur les assauts que lui livrèrent René et Jean d'Anjou, qui entreprirent de faire revi-

vre, à main armée, les droits de leur maison. René, frère de Louis III d'Anjou, tour à tour adopté et rejeté par Jeanne II, reine de Naples, René, successeur de ses prétentions, entreprit de les faire valoir. Il eut d'abord des succès qui donnèrent de l'inquiétude à Ferdinand; mais ce dernier se rendit bientôt supérieur, et mit en fuite ses compétiteurs.

Pendant qu'une race bâtarde d'Arragon régnait à Naples, D. Juan, roi de Navarre, ayant hérité de son frère le royaume d'Arragon, vit s'élever dans sa famille des troubles et des attentats. Ce monarque s'était marié deux fois; il avait eu de sa première femme D. Carlos et dona Blanche. Sa seconde épouse, dona Henriquez, fut mère de D. Ferdinand. Cette belle-mère voyait avec jalousie le prince D. Carlos qui devait hériter du trône d'Arragon; celui de Navarre était destiné à dona Blanche. Le désir de faire régner son fils rendit la reine criminelle; elle commença par jeter de faux soupçons dans l'esprit de son époux sur le prince D. Carlos. Le roi son père, qui était vieux et ombrageux, le fit arrêter; il le relâcha ensuite : mais D. Carlos, doux et sensible, ne put s'accoutumer à

la défiance que son père lui montrait; il mourut de chagrin, ou de poison, généralement regretté. S'il existe des doutes sur les causes de la mort de D. Carlos, il paraît qu'on n'en a point sur celles qui enlevèrent sa sœur dona Blanche à la fleur de son âge. Cette princesse fut empoisonnée par son ambitieuse belle-mère. Dona Henriquez, tourmentée de remords, fit en quelque sorte l'aveu de ses crimes sur son lit de mort. Avant d'expirer on l'entendit plusieurs fois s'écrier : « Ferdinand, mon fils, que tu coûtes cher « à ta mère »!

Ce prince, qui était destiné à réunir toutes les Espagnes sous sa puissance, dut donc une partie de ses états aux crimes d'une marâtre. D. Juan les lui fit attendre long-temps : il vécut jusqu'à quatre-vingt-deux ans, gouverné jusqu'à la fin de sa vie par des femmes et des favoris.

C'est en 1474 que Ferdinand, déjà placé sur le trône de Castille, qu'Isabelle son épouse lui faisait partager, entra en possession des états de son père. L'Espagne chrétienne se trouva sous un seul sceptre ; et cette réunion des forces des chrétiens amena la destruction de l'empire des Maures. Ferdinand et Isabelle

préparèrent avec adresse la ruine des mahométans en Espagne en réunissant leur puissance ; ils se firent un plan de conquête qu'ils suivirent lentement, mais sûrement. Plusieurs années furent employées à resserrer les Maures dans Grenade leur capitale : en prenant toutes les villes qui l'environnaient, et en les privant de toute correspondance avec l'Afrique, ils commencèrent par leur ôter tous les moyens de se recruter et de réparer leurs pertes. Ferdinand et Isabelle, pour rendre leur puissance plus certaine, sans risquer de pousser les Maures au désespoir, n'usèrent pas seulement de la force, mais encore de l'indulgence, de la clémence et de la persuasion, moyens souvent plus efficaces que les armes.

Les Maures se défendaient vaillamment ; et ils obtinrent de Ferdinand plusieurs capitulations honorables et avantageuses. Quelques-uns, effrayés par les pressentimens de la ruine qui menaçait leur royaume, demandèrent la permission de s'en éloigner. Plusieurs se retirèrent dans les états de leurs agresseurs : Ferdinand leur donna des maisons et des terres. Ceux qui voulurent être transportés en Afrique, y passèrent sur les vaisseaux du roi. Il y eut des capitaines

assez scélérats pour égorger et faire jeter à la mer plusieurs de ces malheureux, afin de s'emparer de leurs dépouilles. Le roi et la reine firent faire d'exactes recherches, et les coupables furent punis : on se ressaisit des effets volés, et on les restitua, en Afrique, aux parens de ceux qui avaient été tués.

Mais pendant que quelques mahométans éprouvaient les effets de la justice de Ferdinand, le plus grand nombre, restés dans le royaume de Grenade, se livraient au désespoir en voyant leur perte assurée. Resserrés dans leur capitale, ces malheureux reconnurent trop tard qu'il ne leur restait aucune ressource. On vit alors une espèce de délire s'emparer d'eux; tantôt ils faisaient des sorties, et se jetaient sur les chrétiens avec une furie qui leur ôtait la vue du danger; tantôt ils tombaient dans une stupeur qui tenait de l'anéantissement. Revenus de cette langueur, ils s'abandonnaient aux larmes et aux cris du désespoir. Ils tendaient des mains suppliantes vers le palais de leur prince, comme s'il avait pu les secourir, et l'accablaient d'injures, comme s'il était cause de leur infortune. Ils entraient dans leurs mosquées, s'y confondaient

en gémissemens, couraient aux tombeaux de leurs ancêtres, les embrassaient, sortaient brusquement de leurs maisons, et y rentraient bientôt pour revoir encore ces lieux chéris, témoins de leur ancien bonheur.

Le sort des restes infortunés de ces peuples vous attendrira sans doute; toute faible qu'est l'image que je vous présente de leur désolation, vous ne pourrez leur refuser votre pitié. Une circonstance contribua beaucoup à faire réussir le projet de Ferdinand de chasser les Maures d'Espagne. Le roi de Grenade, Alboacen, vit son neveu Boabdilla révolté contre lui. Ferdinand fomenta cette guerre civile, soutint le neveu contre l'oncle pour les affaiblir l'un par l'autre; et à la mort d'Alboacen, il attaqua Boabdilla avec toutes les forces de la Castille et de l'Arragon. Quelques années furent employées à faire la conquête du royaume des mahométans; et la ville de Grenade, réduite à ses seules forces, soutint encore un siége de huit mois. Boabdilla se rendit; il livra sa capitale aux conditions qu'on ne toucherait ni aux biens, ni aux lois, ni à la liberté, ni à la religion des Maures. Après avoir obtenu cette honorable capitulation,

Boabdilla vint lui-même remettre les clefs à Ferdinand et Isabelle, et fut finir ses jours en Afrique. La reine Isabelle entra dans Grenade en triomphe, et ceux des Maures restés dans cette ville furent traités avec beaucoup de douceur; ils devinrent en quelque sorte les fermiers de leurs vainqueurs: les Espagnols chrétiens ne subsistaient que du travail et de l'industrie de leurs anciens ennemis. Ils n'avaient point chez eux de manufactures, point de commerce, très-peu d'usage des choses mêmes les plus nécessaires à la vie: tout leur commerce intérieur et extérieur se faisait par les Juifs, devenus nécessaires à une nation qui ne savait que combattre. Il y avait un grand nombre de Juifs parmi les Maures; ils furent compris dans la capitulation et traités comme eux.

C'est en l'an 1492 que Grenade, après avoir été sept cent soixante-dix-neuf ans sous la domination des Maures, retourna sous celle des chrétiens. Cette victoire mérita à Ferdinand le surnom de catholique et le fit regarder dans l'Europe comme le vengeur de la religion et le restaurateur de sa patrie. Il fut dès lors appelé roi d'Espagne; et à la puissance entière de ce pays et du royaume de

Sicile, il voulut unir la possession du Roussillon et de la Cerdagne. Il eut à ce sujet de grands démêlés avec la France; ils ne se terminèrent que par la cession que lui fit Charles VIII, lorsqu'il voulut aller conquérir le royaume de Naples.

Les mahométans de Grenade conservèrent quelques années la satisfaction de pratiquer leur religion; mais à l'occasion de quelques troubles, il leur fut enjoint de se faire chrétiens ou de quitter la ville et de se retirer en Afrique. Le plus grand nombre se soumit au baptême. Beaucoup de familles maures s'étaient retirées dans les montagnes des Alpujarras qu'on leur avait donné pour retraite. Une guerre qui éclata dans ces montagnes fit enjoindre la même alternative à ceux qui les habitaient. Ceux qui préférèrent s'expatrier, donnèrent par famille une somme de dix pistoles : la somme produite par cet impôt monta à cent soixante-dix mille pistoles. Vers le même temps, les Juifs furent bannis d'Espagne : on venait de reconnaître qu'ils avaient attiré à eux tout l'argent du pays. Leur expulsion fut résolue; on ne leur accorda que six mois pour vendre leurs effets; et il leur fut fait défense, sous peine de la vie,

d'emporter avec eux ni or, ni argent, ni pierreries. Ils furent ainsi inhumainement chassés et dépouillés. Trente mille familles juives sortirent d'Espagne, et portèrent leur industrie en Afrique, en Portugal et en France. Il paraît que ces pays ne leur étaient point aussi favorables que le climat de l'Espagne, car on en vit beaucoup rentrer dans ce royaume, en feignant de s'être faits chrétiens. L'inquisition était alors établie en Espagne, et les recherches de ce tribunal redoutable tombaient principalement sur les nouveaux catholiques : au moindre acte de leur ancienne religion, ils éprouvaient les effets du pouvoir sanguinaire de ce tribunal. Son autorité assura la tranquillité des états de Ferdinand et d'Isabelle. Sous ces souverains habiles, les royaumes d'Arragon et de Castille jouirent de l'état le plus florissant. Leur politique fut quelquefois cruelle, mais ils rendirent leurs sujets heureux; sous eux, l'inquisition, si terrible dans la suite, n'attaquait guère que les nouveaux chrétiens; et la confiscation de leurs biens enrichissait les Espagnols, ce qui les disposait à souffrir volontiers les recherches du tribunal sanguinaire.

La découverte de l'Amérique ouvrit,

vers le même temps, une nouvelle source de richesses à la nation espagnole. Tout concourait donc alors à son agrandissement et à sa gloire. Ferdinand et Isabelle, si heureux dans ce qui pouvait flatter leur ambition, ne le furent point dans leurs enfans ; ils avaient marié Jeanne, leur fille aînée, à Philippe, archiduc d'Autriche, fils de l'empereur Maximilien, et s'étaient unis à ce prince par une double alliance : la fille de l'empereur, l'archiduchesse Marguerite, épousa D. Juan ; mais ce jeune prince mourut presqu'aussitôt. Isabelle pleurait encore la mort de son fils, lorsqu'elle fut un peu consolée par la naissance d'un prince dont sa fille accoucha : c'était le célèbre Charles-Quint. La princesse d'Espagne donna le jour à un second fils nommé Ferdinand ; mais l'égarement de son esprit qui se manifesta à la suite de cette couche, vint désoler sa mère. Le principal objet de la folie de Jeanne était son mari, qu'elle aima avec une passion portée à l'extravagance.

La reine Isabelle, témoin de l'aliénation de l'esprit de sa fille, ressentit encore plus vivement le regret de la mort de son fils, et tomba dans une langueur qui la conduisit au tombeau, en 1504.

Elle laissa, par son testament, la Castille à Dona Jeanne, qu'on a surnommée la folle, et, après elle, à son petit-fils Charles, et la tutelle et la régence du royaume à Ferdinand, son mari, jusqu'à ce que Charles fut en âge de gouverner. Ferdinand survécut douze ans à Isabelle, et mourut comme elle dans un état de langueur. Il laissa aussi l'Arragon à son petit-fils. Ferdinand-le-Catholique s'est rendu célèbre par sa profonde politique. Il réunit à la couronne Gibraltar et Cadix; tint en respect les grands de son royaume, par la seule crainte que son habileté inspirait; se fit restituer par la France le Roussillon, qui devait être le prix de sa complaisance d'abandonner Naples aux français; mais quand il fut en possession de ce gage, il continua ses conquêtes dans ce royaume, par les exploits de Gonsalve de Cordoue, qu'on a surnommé le grand capitaine.

L'archiduc Philippe mourut avant son beau-père, et la mort de ce mari trop aimé mit le comble à la folie de Jeanne. Elle promenait partout après elle le cadavre de son époux, et il ne lui resta que quelques instans lucides trop rares pour qu'elle fût capable de gouverner. Ferdinand privé en mourant de

la présence de son petit fils, qui était dans les Pays-Bas, confia l'administration au cardinal Ximenès.

Ce célèbre cardinal, le Richelieu de l'Espagne, n'attirera point aujourd'hui notre attention ; il est temps de la porter sur le Portugal, qui commençait à sortir de l'obscurité. Cette nation, qui fut la première des nations modernes qu'on vit naviguer sur l'Océan atlantique, n'a dû qu'à elle seule le passage du cap de Bonne-Espérance, au lieu que les Espagnols durent à des étrangers la découverte de l'Amérique. Mais c'est à un seul homme, à l'infant D. Henri, que les Portugais furent redevables de la grande entreprise contre laquelle ils murmurèrent d'abord. Presque toujours les hommes de génie doivent lutter contre les préjugés de la multitude, et ce n'est que le flambeau de l'expérience qui fait sentir le prix des nouvelles découvertes.

Celles qu'on doit aux Portugais, la gloire qu'ils méritèrent par le changement qu'ils opérèrent dans le commerce, appelle aujourd'hui votre intérêt, ma chère Aline. Jusqu'alors nous n'avons considéré ces peuples que dans leurs rapports avec les Espagnols; il est temps d'en faire une mention particulière.

Nous avons vu la royauté s'établir en Portugal, en 1139. Auparavant c'était un comté; ses premiers rois furent français d'origine. Alphonse VI, roi de Castille et de Léon, voyant ses frontières infestées par les Maures, demanda, vers 1087, du secours à Philippe I, roi de France. Il lui vint beaucoup de chevaliers français, et les Maures furent repoussés par eux. En reconnaissance, le roi de Castille donna des domaines assez étendus, au midi de la Galice, à Henri, l'un des plus distingués de ces chevaliers; il lui permit de rétablir les anciennes villes, d'en bâtir de nouvelles, et d'étendre ses limites sur les Maures quand l'occasion s'en présenterait. Il scella cette concession par le mariage de dona Theresa, sa fille naturelle, avec le nouveau comte.

Henri gagna dix-sept batailles sur les Maures, et gouverna avec autant de bonheur que de prudence. Alphonse Henriquez, son fils, hérita de sa valeur et de sa sagesse : ce fut lui qui prit le titre de roi, en 1139, après une victoire signalée sur les Maures. Nous avons vu que les rois de Castille entreprirent en vain de lui disputer ce titre; il sut le soutenir par ses armes, et D. Sanche, son succes-

seur, ne dégénéra point de ses vertus.

Ces princes eurent des règnes longs et glorieux; la puissance du royaume de Portugal fut assurée, et les troubles qui s'élevèrent dans la suite ne purent renverser cette monarchie.

Sous Alphonse IV, vers le milieu du quatorzième siècle, arriva la malheureuse aventure d'Inès de Castro, si inhumainement sacrifiée à la jalousie des Portugais contre les Castillans. Je crois vous avoir parlé de cette jeune personne, fille d'un gentilhomme Castillan, réfugié à la cour d'Alphonse : elle avait su plaire à son fils D. Pedre; ce prince l'adorait depuis long-temps; ne pouvant lui donner publiquement le titre d'épouse, il s'était contenté de l'épouser en secret après la mort de sa première femme. Inès lui avait donné plusieurs enfans, et le roi fermait les yeux sur la passion de son fils qu'il n'ignorait point; lorsque des courtisans, jaloux de l'accueil que don Pedre faisait aux compatiotes d'Inès, et de la fortune de ses frères, que le prince comblait de biens, persuadèrent au roi de remarier son fils à quelque princesse voisine. Pour y parvenir, il fallait rompre les liens qui attachaient don Pedre à Inès; et la mort de cette

infortunée fut résolue. Elle avait échappé une première fois à la rage de ses envieux, en se jetant avec ses enfans aux pieds du roi ; elle avait attendri ce monarque ; mais ses cruels courtisans lui reprochèrent de manquer de courage ; ils lui arrachèrent un ordre barbare, et la malheureuse Inès fut poignardée.

Le désespoir de D. Pèdre le porta aux plus grands excès de fureur ; il mit à feu et à sang les plus belles provinces, et il eût peut-être dans sa vengeance détrôné son père, si la reine sa mère ne fût parveue à le calmer. Elle lui fit sentir qu'il était inhumain de faire porter aux peuples la peine de l'injustice de son père ; ce prince était juste ; il posa les armes et revint à la cour. Alphonse fit ce qu'il put pour guérir ce cœur blessé, mais il n'obtint que de la dissimulation.

D. Pèdre, monté sur le trône, vengea la mort d'Inès sur tous ceux qui étaient soupçonnés d'y avoir contribué. Il se fit livrer deux coupables, réfugiés en Castille, et se donna le cruel plaisir d'assister à leur supplice.

Ce prince a été nommé le Justicier. Il était sévère, inflexible, ne connaissait que le droit, et il était inaccessible aux sollicitations. Il rendait la justice sans

égard ni acception de personne ; les plus grands seigneurs furent punis par lui, comme de simples particuliers, des excès qu'ils se permettaient.

Ferdinand, son fils, fut léger et inconséquent, autant que son père avait été prudent et mesuré. Ce prince s'abandonnait à ses premiers mouvemens, ne réfléchissait aucune de ses actions, et n'en prévoyait pas les suites. On le vit dissiper en peu de temps les trésors que son père avait amassés. Son inconstance se marqua principalement dans ses projets de mariage ; il rechercha la princesse d'Arragon, rompit tout à coup pour tourner ses vues sur l'infante de Castille ; et lorsque toutes les conditions de cette alliance furent réglées, on le vit encore abandonner cette princesse pour Eléonore Tellez. Cette dame était l'épouse de D. Juan d'Acunha ; mais la passion du roi ne connaissait point d'obstacles ; n'ayant pu séduire l'épouse de D. Juan, il fit déclarer nul son mariage, et quoiqu'il fut fiancé avec l'infante de Castille, il rompit ses engagemens, et plaça sur le trône la belle Eléonore Tellez.

Cette femme cruelle, jalouse et intrigante le fit bientôt repentir de son choix ; elle remplit sa cour de troubles, et im-

mola à sa fnreur jusqu'à sa propre sœur. Régente après la mort de son époux, sa mauvaise conduite fit perdre à sa fille Béatrix la couronne de Portugal. D. Juan d'Avis, fils naturel de D. Pedre le Justicier, fut élu, et se soutint sur le trône, en s'alliant à l'Angleterre. La paix de son règne ne fut troublée que par une expédition en Afrique. Il prit Ceuta, forteresse qu'il croyait nécessaire pour brider les Maures et leur ôter la facilité des débarquemens.

Son fils Edouard voulut l'imiter; il fit assiéger Tanger par don Ferdinand, son frère; mais l'expédition fut malheureuse. Le roi de Fez investit les Portugais dans leur camp, et ils n'obtinrent la permission de se rembarquer qu'en promettant de rendre Ceuta. Le prince Ferdinand fut gardé en otage jusqu'à ce que le roi de Portugal eût ratifié le traité.

Cet événement fut la matière d'une grande délibération dans le conseil; on agita vivement la question de savoir si l'on sacrifierait Ceuta, le plus illustre monument de la gloire du feu roi, ou don Ferdinand, fils de ce monarque. Le conseil préféra ce dernier parti; Ferdinand resta en Afrique, et mourut

captif, parce que les Maures s'opiniâtrèrent à refuser tout autre objet en échange. Edouard fut emporté par une peste qui ravagea le Portugal.

Alphonse V, fils et successeur d'Edouard, était encore enfant lorsqu'il perdit son père; don Pèdre, son oncle, s'empara de la régence, quoique le feu roi l'eût laissée à la reine sa femme, et les démêlés de l'oncle et de la mère d'Alphonse indisposèrent ce jeune monarque contre don Pèdre. Il avait cependant épousé sa fille, mais cela ne l'empêcha pas de le sacrifier à de faux soupçons lorsqu'il eut pris la conduite des affaires. Alphonse fit diverses expéditions en Afrique qui lui méritèrent le surnom d'Afriquain. Il fut moins heureux dans ses entreprises en Castille; il soutint contre elle une guerre ruineuse, et vint en France, avec cinq cents gentilshommes, demander des secours à Louis XI. Ce prince était trop prudent pour s'engager témérairement; il amusa de vaines paroles l'imprudent Alphonse, et ce monarque, honteux d'avoir fait une fausse démarche, ou bien se livrant de nouveau à de romanesques projets, s'embarqua pour Jérusalem. Il écrivit en Portugal qu'on

ne le reverrait plus, et manda au prince don Juan, son fils, qu'il pouvait prendre la couronne. Ce prince obéit; il prit le titre de roi; mais peu après son père revint: il avait senti la folie de son entreprise, et résolut de renoncer aux expéditions lointaines; il rentra dans sa patrie. Son fils eût pu faire quelque difficulté de lui rendre le trône, mais il fut assez juste pour ne point se faire un titre de l'abandon qu'Alphonse lui avait fait du souverain pouvoir; il s'empressa de le lui rendre, mais ce ne fut pas pour long-temps: Alphonse V, dégoûté des grandeurs, abdiqua bientôt pour se retirer dans un cloître.

Don Juan remonta sur le trône en 1481, et fut très-sévère à l'égard des grands qui voulaient se rendre indépendans; il fit trancher la tête au duc de Bragance, mari de la sœur de la reine, qui s'était permis de se mettre sous la protection des rois de Castille et d'Arragon. Le roi l'avait averti; il brava sa défense, et D. Juan fit un exemple qui servit de frein aux autres seigneurs. On vit cependant le jeune duc de Visen, frère de la reine, se mettre à la tête d'une conspiration. Son beau-frère le fit venir, et lui demanda ce

qu'il ferait à un homme qui voudrait lui ôter la vie. «Je le tuerais de ma main, répondit le jeune imprudent». «Meurs donc, dit le roi en le frappant de son poignard; tu as prononcé ta sentence». Ses complices furent étranglés ou jetés dans des citernes. De tels châtimens portèrent l'effroi dans tous les cœurs, et son règne fut tranquille.

Le royaume de Congo fut découvert de son temps, et D. Juan recommanda aux navigateurs de traiter les habitans avec douceur, et de commercer avec équité.

C'est sous le règne de D. Juan I[er], qu'avaient commencé les découvertes des Portugais. Le prince Henri de Portugal, fils du roi, rendit son nom célèbre en trouvant le passage qui conduit au cap de Bonne-Espérance. Il inspira à ses pilotes le courage de doubler le cap Non, qui avait jusqu'alors été le terme des navigations connues. L'intrépidité du prince enhardit quelques-uns à s'avancer dans l'Océan à travers les rochers, les bancs de sable et les flots écumans d'une mer orageuse. Mais quoique dès la première tentative on eût retrouvé l'île de Madère, qu'on pense avoir été connue des Carthagi-

nois, et que le prince Henri y eût fait planter des vignes de la Grèce et des cannes de sucre qu'il tira de Sicile et de Chypre, il se passa un long temps avant que d'autres pilotes osassent tenter le passage. Le cap Boyador avait jeté l'épouvante dans tous les esprits. Après treize ans de lutte, la fermeté et le courage du prince triomphèrent de tous les obstacles; on passa les tropiques, et on fut à près de quatre cents lieues par delà jusqu'au cap Vert. C'est par les soins du prince Henri qu'on trouva les îles du cap Vert et des Açores. Les côtes de Guinée furent découvertes sous D. Juan II, ou du moins ce fut sous le règne de ce prince qu'on commença à y recueillir des petites parcelles d'or.

La découverte du royaume de Congo vint ouvrir un nouveau champ à l'astronomie, en présentant un nouveau ciel et de nouvelles étoiles: les Européens virent alors, pour la première fois, le pôle austral et les quatre étoiles qui en sont voisines.

Le roi Emmanuel, successeur de D. Juan II, fit la guerre aux peuples d'Afrique, et, noble héritier des desseins de ses pères, il profita habilement de leurs découvertes. La direc-

tion de l'aiguille aimantée avait dirigé les pas des navigateurs jusqu'à la pointe de l'Afrique, où le cap des Tourmentes causa d'abord encore plus d'effroi que celui de Boyador; mais il donna l'espoir de trouver au delà de ce cap un chemin pour embrasser la navigation de l'Afrique, et trafiquer aux Indes; dès-lors il reçut le nom de cap de Bonne-Espérance. Ce nom ne fut point trompeur. Bientôt le roi Emmanuel, qui passe pour avoir été le plus habile géographe de son temps, envoya, malgré les remontrances de tout le Portugal, une petite flotte de quatre vaisseaux sous la conduite de Vasco de Gama, dont cette expédition a rendu le nom immortel.

Ce voyage de Gama changea le commerce de l'ancien monde. En ouvrant une nouvelle route, il fit perdre à Venise la source des richesses que cette république s'était acquise, en tirant, presque seule, de la ville d'Alexandrie, les denrées de l'Orient et du Midi; elle s'enrichissait, par cette industrie, aux dépens du reste de l'Europe. Sans le voyage de Vasco de Gama, la république de Venise serait devenue la puissance prépondérante de l'Europe,

mais le passage du cap de Bonne-Espérance détourna la plus grande source de ses richesses.

Je ne m'arrêterai point, ma chère Aline, à vous développer tous les avantages qui résultèrent de cette heureuse découverte; j'aime mieux terminer mon aperçu sur le Portugal en vous disant que le roi Emmanuel unit à la gloire qui résulta de l'expédition de Gama, toutes les vertus qui peuvent faire chérir un souverain. Prince sage et puissant, il se fit respecter au dehors, et n'usa au dedans de son autorité que pour le bonheur de ses sujets. Il les enrichit en rendant son royaume le centre du commerce de l'univers; et par la somptuosité des édifices qu'il fit élever, il changea la face du Portugal. Des colléges, des églises, des palais, des hôpitaux étaient autant de monumens de sa grandeur; et les flottes nombreuses qui sortaient de ses ports, l'opulence des grands, l'aisance du peuple, l'air de satisfaction répandu sur tous les visages, faisaient concevoir aux étrangers la plus haute opinion du monarque, auteur de tous ces biens.

Père tendre, époux complaisant et chéri, Emmanuel trouvait sa félicité

dans le sein de sa famille; ses enfans le rendirent aussi heureux qu'il méritait de l'être. Il fut toujours le père de son peuple, juste sans sévérité, compatissant et pieux sans affectation. Ce prince, si digne d'éloges, avait banni de son royaume la pauvreté et la tristesse. Il mourut trop tôt pour le bonheur des humains; une maladie épidémique l'enleva à l'âge de cinquante-trois ans, après un règne de ving-six ans. Il mourut l'an 1521.

Vous voyez, ma chère Aline, que ce beau règne nous a fait entamer le seizième siècle; mais comment ne point se laisser entraîner à finir de suite le portrait d'un prince si vertueux: j'aurais craint de mettre en oubli une partie de ses belles qualités, en remettant à un autre jour ce qui me restait à vous en dire.

D'après les règles que je me suis prescrites, et que j'ai constamment suivies jusqu'à présent, je devrais terminer ici le tableau du quinzième siècle, mais le goût des expéditions me gagne: le désir de trouver une nouvelle route, un plus vaste champ à nos aperçus historiques se communique jusqu'à moi. J'ai grande envie de vous promener aujourd'hui

dans le Nord, et, sans suivre les routes ordinaires, vous transporter d'abord en Pologne pour voir en passant comment ce *pays de plaines* s'était érigé en royaume électif.

L'enfance de la Pologne n'offre point les illusions qui entourent le berceau des autres peuples du Nord; on n'y trouve point les féeries et la magie conservées par des traditions orales dans les chansons des Bardes : la Pologne se montre tout à coup dans son adolescence; ses annales sont dégagées de fables absurdes.

En 559, sous Lech, le premier duc ou roi que l'on connaisse, on commence à faire mention de cette nation. Selon les historiens polonais, ce Lech descendait en ligne directe de Japhet, fils de Noé. Comme Alexandre, il laissa son empire au plus digne, et Viscimir, guerrier illustre, s'empara du gouvernement. Ce prince porta les armes dans tous les pays voisins, et à sa mort, la nation opprimée par ses victoires, qui avaient coûté beaucoup de sang, voulut essayer un autre gouvernement; elle se mit sous celui de douze grands seigneurs, qu'elle nomma *Palatins* ou *Vaivodes*, se lassa d'eux, et revint

au gouvernement ducal ou royal.

Les grandes qualités de Vanda, fille d'un de leurs rois, déterminèrent les Polonais à lui déférer la couronne. Cette princesse possédait au suprême degré les attraits de son sexe ; elle y joignait une intelligence supérieure et un courage mâle. Sa justice, sa modération, son éloquence et son affabilité lui assuraient les cœurs que sa beauté captivait ; mais les Polonais ne jouirent pas très-long-temps du bonheur de l'avoir pour souveraine. Rithogar, prince teuton, demanda la main de Venda, et menaça en même temps la Pologne de tous les fléaux de la guerre s'il éprouvait un refus. L'orgueil de Venda se révolta de la manière impérieuse dont ce prince énonçait ses prétentions ; elle choisit la guerre, et la fit avec succès. Rithogar fut vaincu dans une bataille, et se tua de honte et de désespoir. Venda le vit se percer de son épée, et, frappée des traits nobles et des grâces touchantes de ce prince expirant, elle ne voulut pas lui survivre, et se noya dans le Weser.

Les Polonais reprirent alors le gouvernement aristocratique. Ils furent tourmentés et pillés par les Hongrois et les

Moraves; leurs chefs, qui ne s'entendaient pas, les défendaient mal. Un simple charron, nommé Prémislas, se mit à la tête des Polonais, et mérita le trône par ses victoires. Prémislas fut un grand prince; il se montra ami des arts et de la paix, quoiqu'il fût redevable de son élévation à ses succès guerriers.

Lech III, son successeur, ne fit rien de mémorable, mais il fut vertueux et simple dans ses mœurs. Ses deux descendans immédiats marchèrent sur ses traces; mais Popiélus, son arrière-petit-fils, dégénéra de ses vertus : sa complaisance pour son épouse, femme cruelle et calomniatrice, le porta à commettre de grandes injustices. Par ses conseils il fit empoisonner trois de ses oncles, princes très-estimés, qui avaient été ses tuteurs. En Popiélus on vit finir, vers 860, la première race des ducs ou rois de Pologne.

Le titre de duc avait été jusque-là, pour ainsi dire, alternatif avec celui de roi; mais le premier cessa entièrement d'être en usage sous Piaste, successeur de Popiélus; il était charron comme Prémislas, et dut son élévation aux services qu'il avait rendus à la na-

tion dans un temps de disette. Il fut sur le trône le consolateur de la veuve, le tuteur de l'orphelin, l'ange tutélaire du pauvre et du malheureux; il n'était ni guerrier, ni politique, mais ses vertus lui tinrent lieu de talens. Piaste appaisa plusieurs commotions intestines. La noblesse, toute mécontente qu'elle était de ce choix ignoble, n'osa se révolter ouvertement contre un prince qui ne respirait que pour le bonheur de ses sujets. Il donna une excellente éducation à Ziemowite, son fils, qui ne dégénéra point de ses vertus; elles se soutinrent dans les enfans de ses enfans. Ziemomislas, l'un d'eux, mort en 964, fut appelé l'OEil de la Chrétienté.

Boleslas se rendit célèbre par ses exploits; il s'empara de la Bohême et de la Moravie, subjuga la Poméranie, la Saxe, la Prusse et la Russie. Quand l'âge et la satiété des conquêtes l'engagèrent à poser les armes, il s'appliqua à faire jouir ses sujets du fruit de ses victoires; il s'occupa de rendre heureux le peuple qu'il avait rendu puissant.

La reconnaissance pour le père fit placer sur le trône Miscilas son fils; mais ce prince ne fut point un digne

successeur de Boleslas; il se livra bientôt à des excès de débauche qui abrégèrent ses jours.

Les Polonais élurent pour lui succéder Casimir, son fils, encore dans l'adolescence. On avait nommé régente Rischa, sa mère; mais cette princesse gouverna si mal, qu'elle irrita les Polonais; ils la chassèrent du royaume. Casimir, victime des fautes de sa mère, vint avec elle se réfugier en France, et se fit moine dans l'abbaye de Clugny. C'est ce même prince, dont nous avons parlé, qui fut rappelé en Pologne par les vœux des Polonais, fatigués de l'anarchie. Le pape lui donna dispense de ses vœux, et c'est de ce moment que l'autorité des papes s'établit en Pologne. La taxe, appelée *denier de Saint-Pierre*, fut le prix du retour de Casimir dans sa patrie, et de son rétablissement dans ses droits de souverain. Ce prince avait fréquenté dans sa jeunesse les écoles de l'université de Paris; il conserva toute sa vie le goût des sciences, et tâcha de le répandre dans son royaume. Casimir eut des vertus pacifiques, mais Boleslas, son fils et son successeur, montra de grands talens militaires; il fit la

guerre au roi de Bohême, vainquit les Hongrois, mais s'attacha particulièrement à la Russie, dont il résolut de faire la conquête. Ses succès furent d'abord rapides, mais il fut arrêté par Kiovie : cette ville ne se rendit qu'après une longue résistance; et Boleslas, au lieu de punir le courage de ses habitans, comme on faisait dans ces temps barbares, récompensa leur bravoure en les sauvant du pillage et des insultes de son armée. Kiovie était la plus riche et la plus voluptueuse ville du Nord. Les Polonais se laissèrent infecter de la contagion des plaisirs; Boleslas lui-même s'abandonna aux voluptés les plus sensuelles. Il se plut tellement, ainsi que ses soldats, dans cette vie molle et efféminée, qu'ils parurent avoir oublié la Pologne.

On prétend que cette armée resta sept ans sans songer à retourner dans ses foyers. Les femmes polonaises, irritées de l'indifférence de leurs maris, et de la préférence qu'ils donnaient aux Kioviennes, se conduisirent à peu près comme vous avez vu les Lacédémoniennes le faire en semblable circonstance. Les esclaves furent admis aux droits des époux, et au retour de ceux-

ci ils durent livrer bataille, et même une bataille sanglante pour rentrer dans leurs biens. Il résulta même de cette aventure une suite de guerres civiles qui désolèrent la Pologne; elle fut inondée du sang de ses habitans. Il s'éleva ensuite une contestation de richesses et de puissance entre le roi et le clergé; le pape s'en mêla : le fougueux Grégoire VII lança contre Boleslas une sentence d'excommunication. Abandonné par ses sujets, le roi fut réduit à s'enfuir en Hongrie avec Miscilas, son fils. Il fut réduit à une telle misère, qu'on prétend qu'il exerça le métier de cuisinier dans un couvent de la Carinthie, où il mourut.

Ladislas, frère de Boleslas, obtint du pape, avec beaucoup de peine, le titre de duc. Le souverain pontife partageait ses faveurs entre ce prince et le roi de Bohême; il donnait tantôt à l'un, tantôt à l'autre la dignité royale. Ladislas finit cependant par l'obtenir en aggravant la redevance des Polonais à l'égard du Saint-Siége. Mais sans m'arrêter à la suite des démêlés entre les deux rivaux, ni même m'astreindre à vous donner la suite des successeurs de Ladislas, qui présente beaucoup de que-

relles de famille, je vous dirai qu'après une longue série de guerres civiles, soutenues avec des succès divers, Henri, surnommé l'Honnête, descendant de l'ancienne famille des Piaste, l'emporta sur les rivaux qui se disputaient le trône de Pologne. Il ne l'occupa point très-long-temps : après cinq ans de règne il fut empoisonné, et la couronne devint de nouveau l'objet des brigues et des cabales. Primislas et Ladislas se la disputèrent si vivement, qu'ils finirent par se partager le royaume. La mort du premier donnait à Ladislas l'espoir de réunir toute la Pologne sous son autorité; mais les Polonais le déposèrent pour ses vices, et appelèrent Venceslas, roi de Bohême. Sa mauvaise administration, et ses préférences trop marquées pour les Bohémiens, déplurent bientôt aux Polonais. Ladislas profita de leur mécontentement pour se faire rétablir; il fit à ses sujets des promesses de réforme, et n'y fut pas infidèle. Remonté sur le trône, il se conduisit en roi sage, et fit oublier les égaremens de sa jeunesse.

Casimir, son fils, fut son successeur à la couronne; il mérita le surnom de Grand en défendant ses états contre les

chevaliers teutoniques qui attaquèrent ses frontières du côté de la Prusse; il étendit d'ailleurs sa domination du côté de la Russie, et donna des lois écrites à ses sujets. Jusqu'alors les Polonais ne connaissaient que des traditions orales: ce ne fut que vers le milieu du quatorzième siècle qu'ils commencèrent à avoir un code de lois écrites. Casimir eut assez de peine à faire passer celui qu'il leur donna, parce qu'il abolissait plusieurs coutumes abusives des seigneurs.

A la gloire d'un guerrier et d'un législateur, ce prince unit des qualités qui firent chérir sa mémoire : il fut, pour ses peuples, un modèle d'intégrité, de prudence et de sagesse. Il n'eut point d'enfans, ou du moins n'en laissa pas en mourant; mais attentif à conserver au sang des Piastes la succession de la Pologne, Casimir prit de justes mesures pour qu'elle passât après lui à son neveu, Louis, roi de Hongrie, fils de sa sœur. C'est ce même Louis de Hongrie que nous avons vu venger le meurtre de son frère André, par la mort de Jeanne I[re], reine de Naples. La domination de ce prince ne fut point agréable aux Polonais, parce que Louis montra beaucoup

de partialité en faveur des Hongrois; cependant il sut conserver la couronne de Pologne, et après lui elle passa à sa fille.

La princesse Hedwig fut élue sous la condition qu'elle ne prendrait un mari que de l'aveu de la nation polonaise. Plusieurs princes se mirent sur les rangs; Guillaume d'Autriche vint en personne lui faire sa cour, et plut à la princesse par sa bonne mine, sa galanterie et sa magnificence. Elle était disposée à l'agréer; mais Jagellon, grand-duc de Lithuanie, se présenta; et l'offre qu'il fit de réunir pour toujours ses domaines à la couronne, lui valut l'agrément des états. Ils engagèrent leur reine à céder à l'intérêt de leur patrie; et malgré son penchant pour le prince d'Autriche, elle épousa le duc de Lithuanie. Ce mariage tourna cependant fort heureusement, et la réunion de la Lithuanie ajouta beaucoup à la puissance de la Pologne.

Une des conditions de cette alliance avait été que Jagellon embrasserait la religion chrétienne et l'établirait en Lithuanie. Il se fit baptiser, et prit le nom de Boleslas; d'autres disent Ladislas. Il règne en général beaucoup de confusion dans la chronologie des princes po-

lonais, et il est difficile de la suivre avec exactitude.

La puissance de la Pologne s'affermit sous Jagellon et ses descendans; son fils, Ladislas VI, soutint victorieusement les efforts d'Amurat, dans l'irruption de ce sultan en Hongrie. La valeur de Ladislas seconda celle du brave Huniade, et tous deux forcèrent le conquérant turc à demander la paix. Le bonheur de cette expédition valut à Ladislas la couronne de Hongrie, qu'il joignit à celle de Pologne; mais ayant rompu la paix qu'il avait solennellement jurée, il fut tué dans cette célèbre bataille de Varnes, dont je vous ai parlé. Je vous ai dit aussi quels honneurs Amurat fit rendre aux mânes de Ladislas, qui serait mort au comble de la gloire si les mauvais conseils du légat du pape ne l'avaient porté à se parjurer.

Casimir, frère de Ladislas, profita du désastre de Varnes; il se fit élire roi de Pologne, et régna assez paisiblement. Sans attaquer directement les Turcs, il parvint à les éloigner de la Pologne en plaçant de fortes garnisons sur ses frontières. Il affaiblit aussi les chevaliers teutoniques, par l'appui qu'il donna aux rebelles de Prusse, qu'il reçut sous sa

protection. Il eut enfin la gloire de placer Ladislas, son fils aîné, sur les trônes de Hongrie et de Bohême. C'est Casimir qui rendit l'usage de la langue latine commune dans ses états, par un édit qui enjoignait aux nobles de l'étudier. Ce prince fit d'ailleurs des changemens utiles dans l'administration, et cependant il mourut plus estimé que regretté.

Deux de ses fils lui succédèrent successivement; mais comme nous sommes parvenues à la fin du quinzième siècle, il est temps de finir ici notre aperçu sur la Pologne, et de jeter nos regards sur les puissances du Nord, dont j'ai promis de vous dire un mot.

Le Danemarck doit d'abord attirer notre attention: ce royaume, situé entre l'Océan, la mer Baltique et l'Allemagne, composé de plusieurs îles dans la mer Baltique, et d'une presqu'île qui tient à l'Allemagne, ce royaume auquel est joint celui de Norwège et la grande île d'Islande, n'a point jusqu'ici été honoré d'une mention particulière dans notre petit cours.

Mon Aline doit cependant se rappeler que nous avons parlé, dans l'histoire d'Angleterre, de plusieurs rois de Danemarck à l'occasion des invasions des

peuples du Nord. En nous en occupant, j'ai légèrement, mais suffisamment indiqué leur origine commune; il me paraît inutile d'y revenir, et je ne remonterai même point au-delà des Suénon, Canut, Hardi Canut, Magnus, etc., dont une partie des hauts faits vous sont déjà connus. Avant ces princes, l'histoire de Danemarck n'offre qu'une sèche chronologie, et quelques faits héroïques et fabuleux dignes de figurer dans les anciens romans de chevalerie. Je pense rendre service à mon Aline en ne lui parlant point d'un Holdan qui tue douze hommes pour obtenir la main d'une princesse gardée par ces intrépides guerriers qu'on lui avait donnés pour surveillans; d'une Oto ou Olaun, dont les regards tuaient comme ceux du basilic; et d'autres princes ou princesses dont l'histoire n'est pas plus vraisemblable ni plus intéressante. Laissons de côté tout ce qui tient du merveilleux et de la grossièreté des peuples barbares; contentons-nous de parcourir les annales des Danois à l'époque où ils commencèrent à sortir de l'ignorance et de la barbarie.

Ce n'est que dans le dixième siècle que leur histoire devient digne de vous

intéresser; leurs excursions chez des peuples policés et éclairés préparèrent une heureuse révolution dans leurs mœurs. La valeur des Danois vous est déjà connue, ainsi que celle de quelques-uns de leurs chefs les plus fameux par leurs conquêtes; mais je dois dire qu'aux titres de conquérant de l'Angleterre et de prince très-vaillant, Harald, qui régnait en 940, joignit les qualités d'un monarque juste et pieux. Il établit des évêchés, fonda et dota des monastères, fit baptiser Swen ou Suénon, qu'il éleva dans la religion chrétienne. Le zèle d'Harald pour la propagation du christianisme, mécontenta ceux qui restaient attachés au culte des idoles: son fils, qui était fort ambitieux, se montra favorable à ces païens; et s'étant fait des partisans, il se mit à leur tête et se révolta ouvertement contre son père. Les deux partis en vinrent aux mains; et après un long combat on était convenu d'un accommodement; Harald l'avait accepté, lorsqu'il fut tout à coup assassiné. Ce crime n'a point été imputé à son fils, et il donna des regrets à la mort de son père.

Suénon Ier releva les idoles, mais n'abjura point cependant la religion chré-

tienne; il permit seulement l'exercice du paganisme. Ce prince fut fait prisonnier par les Vandales, et ne put racheter sa liberté qu'au prix de deux fois la pesanteur de son corps en or pur, en y joignant encore son armure complète. Les dames danoises firent généreusement le sacrifice de leurs bijoux pour compléter sa rançon. Suénon reconnut cette preuve de leur attachement en leur accordant des avantages dans les conventions matrimoniales. Ce prince fut aussi vaincu par le roi de Suède, et s'enfuit en Ecosse. Le roi de ce pays se fit honneur de le secourir et le rétablit dans son royaume. Rentré dans la possession de ses états, Suénon attribua ses revers à l'espèce d'apostasie qu'il s'était permise en bannissant le clergé et gênant l'exercice de la religion. Il reconnut sa faute, et la répara en l'avouant publiquement, et en exhortant les Danois de revenir à la religion que son mauvais exemple leur avait fait abandonner.

Depuis ce moment la vie de Suénon fut marquée par des succès; non-seulement il effaça la honte de ses premières défaites, mais il se couvrit de gloire par la conquête d'une partie de l'Angle-

terre, et fraya le chemin aux victoires de Canut, son fils, surnommé le Grand. Ce prince, que nous avons vu régner en Angleterre et partager ses états entre ses trois fils, vous est assez connu. Pour vous rappeler sa puissance, il suffira de dire qu'il donna l'Angleterre à Harald, le Danemarck à Hardi Canut, et à Suénon, le dernier, la Norwège. Des mains de Hardi Canut, le sceptre de Danemarck tomba, par accord, après plusieurs guerres, dans celles de Magnus, prince de Nörwège, qui a été surnommé le Bon. Il eut pour successeur son fils, Suénon II.

Les cinq fils de ce prince montèrent après lui, successivement, sur le trône. Ils ont, comme leur père, été distingués par des surnoms qui donnent une juste idée de leurs caractères et de leur mérite. Harald, l'aîné, a été nômmé le Simple. Canut IV, second fils de Suénon, fut appelé le Pieux. On vante sa sagesse et sa justice; il se montra d'ailleurs l'ami des savans. Olaüs IV, son successeur, mourut, dit-on, de chagrin de ne pouvoir soulager son peuple dans une grande famine qui affligeait le Danemarck. De cette calamité on l'a nommé, assez improprement, l'*Affamé*.

Eric mérita le surnom de Bon, comme Magnus son grand-père. Il parut, dit-on, sous son règne, un musicien qui possédait si bien le talent d'émouvoir, que par le charme de son harmonie il faisait passer du calme à la fureur. Eric voulut faire l'épreuve de ce talent extraordinaire, et tua quatre de ses gardes dans l'accès de frénésie que le musicien lui procura. En revenant à lui, il fut pénétré de remords, et voua, en expiation de ce meurtre, un pélerinage à la Terre-Sainte. Il partit malgré les prières de ses sujets, qui l'aimaient et voulaient le retenir dans son royaume. Il mourut dans l'île de Chypre.

Eric le Bon laissa deux fils; mais les Danois, fidèles à l'engagement qu'ils avaient fait avec Suénon de faire régner successivement ses cinq fils, appelèrent au trône Nicolas, le dernier des enfans de ce prince, de préférence à ceux d'Eric. Nicolas était alors prisonnier en Flandres; les Danois le rachetèrent pour le couronner; mais son règne ne fut qu'un enchaînement de troubles excités par ses neveux.

Je ne m'arrêterai point à vous rendre compte des divisions de famille; je vous dirai seulement qu'elles furent poussées

très-loin sous le règne de l'indolent Nicolas; les querelles intestines occasionèrent des meurtres et des guerres civiles, et l'esprit de révolte continua sous ses successeurs. On vit de fréquens assassinats jusqu'au règne de Valdemar, qui fut l'un des grands princes du Danemarck. Couronné dès son enfance, il marqua l'époque de sa majorité par des actes de clémence. Il se montra, dès sa jeunesse, aussi brave guerrier que bon politique; il fit connaître ses talens militaires aux Vandales, qui venaient infester ses côtes. De bonnes lois et des négociations avantageuses prouvèrent sa sagesse et son habileté dans le gouvernement. Sa réputation engagea les Norwégiens à lui offrir leur couronne, et il réunit les deux royaumes par le seul ascendant de la vertu.

Les descendans de ce prince régnèrent long-temps assez glorieusement; mais il semble que les grandes qualités étaient particulièrement affectées aux monarques du nom de Valdemar. Le troisième prince de ce nom, qui régnait dans le quatorzième siècle, se rendit célèbre non-seulement par les établissemens pieux et utiles qu'il fit dans son royaume, mais par la part qu'il prit dans

les affaires d'Allemagne. Valdemar III fut père de la plus grande princesse dont s'honore le Danemarck. Il donna le jour à la célèbre Marguerite, qui réunit sur sa tête les trois couronnes du nord.

Cette princesse avait été mariée au roi de Norwège; elle en eut un fils nommé Olaüs, et elle était veuve lorsque son père mourut. Valdemar ne laissait point d'enfans mâles; mais il avait un petit fils nommé Albert, fils d'Ingelburge, sœur aînée de Marguerite. Ce prince avait des droits avant le fils de la princesse Marguerite; cependant elle parvint à faire élire Olaüs; et en qualité de tutrice de son fils, Marguerite gouverna les deux royaumes de Danemarck et de Norwège comme si elle en eût été souveraine. Elle ne tarda pas à le devenir par la mort de ce jeune prince, dont le plus grand mérite fut de l'avoir pour mère.

Marguerite était encore assez jeune lorsqu'elle perdit son fils; ses sujets la pressèrent vivement de se remarier; elle refusa de le faire, mais consentit à se nommer un successeur. Afin de conserver long-temps son autorité, elle eut soin de le prendre très-jeune, et fit choix d'un de ses alliés, prince de la maison

de Meklenbourg. Il se nommait Henri; on lui fit prendre le nom d'Eric plus agréable aux Danois.

Albert, neveu de Marguerite, ne manqua pas de revendiquer les droits qu'il avait sur le Danemarck, du chef de sa mère, aînée de Marguerite. Mécontent de n'avoir pas été choisi pour successeur de sa tante, il se permit sur elle des plaisanteries qui la piquèrent vivement, et cette reine ne tarda point à se venger de l'imprudent Albert.

Ce prince étant monté sur le trône de Suède, gouverna mal, se fit de nombreux ennemis par la hauteur avec laquelle il traitait la noblesse et vexait le clergé. Sa conduite soulevait tous les esprits, et Marguerite augmenta l'animosité par ses émissaires. Elle eut l'adresse de gagner les Dalécarliens, ouvriers et possesseurs des mines, qui sont une des principales richesses de la Suède. Une seule bataille décida du sort d'Albert. Abandonné de ses sujets qu'il avait aliéné, il fut pour ainsi dire livré par eux à sa tante. Le roi, ses fils et ses principaux partisans tombèrent entre les mains de la victorieuse Marguerite. Elle les enferma dans des forteresses de Danemarck, s'avança dans la Suède en con-

quérante, et y fut reçue en souveraine.

Tous les ordres de l'état s'empressèrent de lui en conférer le titre ; mais il ne lui fut bien assuré que dans la célèbre assemblée tenue à Calmar, en 1397. Le traité qui fut alors conclu a été appelé l'*union de Calmar*. La réunion solennelle des trois royaumes de Danemarck, Suède et Norwège, en était l'article principal ; elle fut consentie par les états des trois royaumes, sous la condition que le roi serait choisi alternativement par eux, et approuvé dans une assemblée générale.

Le traité de Calmar affermit tellement la puissance de Marguerite, qu'elle ne craignit point de rendre la liberté à son neveu. Albert sortit de prison pour vivre en simple particulier, et il accepta les avantages que sa tante lui fit à cette condition.

Cette princesse avait donné à Eric, désigné son successeur, le titre de roi, et il la seconda dans les soins du gouvernement. Marguerite gouverna avec tant de sagesse et d'habileté, qu'elle rendit ses trois royaumes également florissans. Toutes les parties de l'administration furent l'objet de son attention ; elle fit des réglemens utiles pour le com-

merce, les finances, la marine, les armées, les lois civiles et militaires; son vaste génie embrassa enfin tout ce qui pouvait concourir au bonheur de ses peuples. Cette reine prouva que rien n'était impossible à son sexe. Elle fut surnommée la Sémiramis du nord. Son père, dit-on, semblait prévoir quelle serait un jour sa gloire. Il disait d'elle : « La nature s'est trompée en la faisant « femme ; sa première intention était « d'en faire un homme ».

Eric X succéda à sa bienfaitrice, mais ne soutint pas dignement les espérances qu'on avait conçues de lui lorsqu'il n'était encore qu'associé au trône. Il ne sut point, comme la célèbre Marguerite, ménager les intérêts des trois royaumes et se concilier tous les suffrages. Il avait commencé par mécontenter les Norwégiens, dont le ressentiment lui paraissait peu redoutable; mais bientôt les Suédois et les Danois se plaignirent également de son indolence dans les soins du gouvernement, et de son entêtement pour ses favoris. La méprisante indifférence avec laquelle il recevait les remontrances des états, finit par les porter à le déposer. Après vingt-huit ans de règne on lui signifia qu'il

n'était plus roi. Eric, retiré dans l'île de Gothland, où il s'était fait une demeure délicieuse, reçut cette nouvelle avec insouciance. Il laissa les trois états arranger les affaires à leur gré et se donner le roi qu'ils voulurent.

Ils firent choix du fils de sa sœur : Christophe, duc de Bavière, fut élu en 1456. Il laissa flétrir son oncle par un décret du sénat de Danemarck, qui lui reprochait publiquement les fautes pour lesquelles on l'avait dégradé. Du reste, le successeur d'Eric le traita avec égard ; il le laissa vivre tranquillement dans sa voluptueuse solitude. Christophe s'attacha les Danois par le sacrifice qu'il leur fit de quelques parties de son autorité. Les Suédois n'eurent pas tout-à-fait autant à se louer de ce prince ; aussi est-il jugé bien différemment par les historiens de l'une et de l'autre nation. Il mourut jeune et sans laisser d'enfans de Dorothée de Brandebourg qu'il avait épousée.

Cette princesse aimable s'était acquis l'estime et l'attachement des Danois : ils inclinaient pour lui donner la couronne; mais ils craignaient sa jeunesse et le mari qu'elle pouvait prendre. Elle les tira d'inquiétude en promettant que si

elle se remariait, elle ne prendrait un époux que de leur choix. Les états fixèrent le leur sur le troisième fils du duc d'Oldembourg, qui épousa la veuve de Christophe et régna en Danemarck sous le nom de Christiern I.

En ce prince commença la grandeur de la maison d'Oldembourg, qui occupe encore aujourd'hui le trône de Danemarck.

Les Suédois ne se crurent pas engagés, par le choix des Danois, à reconnaître Christiern; ils prétendirent que son élection était contraire au traité de Calmar, et déférèrent leur couronne à Charles Canutson, leur compatriote. Les deux rivaux se firent la guerre, et pendant toute leur vie ils remplirent les deux royaumes de troubles. Ils s'arrachèrent mutuellement le sceptre, l'abandonnèrent, le reprirent; ces alternatives coûtèrent cher aux deux peuples.

Je ne suivrai point aujourd'hui, ma chère Aline, les alternatives de bonne et de mauvaise fortune de Christiern et de Canutson, et je vous dirai même fort peu de chose des rois de Suède qui avaient précédé Albert, neveu de la célèbre Marguerite.

Les annales de la Suède remontent ce-

pendant au-delà de notre ère commune, mais jusqu'au temps de l'établissement du christianisme, vers le milieu du neuvième siècle, elles ne contiennent guère autre chose que des fables plus ou moins absurdes. On trouve une assez longue suite de rois, mais sans dates fixes, et sans succession certaine. Le merveilleux, les opérations magiques jouent un grand rôle dans les hauts faits des premiers monarques suédois. Leurs historiens les présentent presque tous comme des sorciers ; et comme je pense que mon Aline n'est point assez crédule pour ajouter foi à des contes absurdes, je me dispenserai de l'en entretenir.

La conversion des Suédois au christianisme date à peu près de l'époque du règne de Louis-le-Débonnaire. Le moine Anchaire, envoyé en Suède par ce prince, en convertit un grand nombre. Mais quelque temps après une partie des nouveaux chrétiens revint à son ancienne idolâtrie, d'autres persévérèrent dans le christianisme, et il y eut pendant long-temps des luttes et des guerres de religion. Un roi protégeait les missionnaires, un autre les persécutait: ces alternatives introduisent dans

l'histoire ecclésiastique autant de confusion qu'il y en a dans l'histoire civile.

Ce n'est que vers le milieu du douzième siècle qu'on commence à apercevoir un peu plus de persévérance dans les idées religieuses. Sous Eric, surnommé le Saint, plusieurs monastères furent fondés, et ce prince publia de bonnes lois administratives, qu'il fit observer exactement. Mais sous ses successeurs on vit s'élever des troubles, qui finirent par amener la réunion de la Suède au royaume de Danemarck. Des alternatives de rois chassés, détrônés, rétablis, et quelques injustices criantes, avaient préparé la révolution dont Marguerite profita. La famille des Falkenger, celle des Birger et de Valdemar, s'étaient disputé la couronne. Leurs querelles sanglantes avaient fatigué les Suédois. Magnus, grand-père d'Albert, après avoir possédé les deux couronnes de Suède et de Norwège, avait été chassé, et ses états partagés entre ses deux fils, Eric et Hacquin. Le premier fut élu roi de Suède, et le second de la Norwège. Eric fut empoisonné, et Magnus reprit alors sa puissance; mais en ayant de nouveau abusé, et se voyant prêt à être déposé, il voulut se faire un appui du

roi de Danemarck, qu'il avait précédemment cherché à dépouiller. Passant d'une extrémité à l'autre, Magnus lui abandonna une des plus belles provinces de la Suède, sous la condition qu'il l'aiderait de ses secours. Les états s'indignèrent de cet abandon, et pour se soustraire au ressentiment de ses sujets, Magnus se sauva en Norwège auprès de son fils Hacquin. Les Suédois prièrent ce prince de ne pas laisser revenir son père en Suède. Hacquin s'y engagea, et promit de plus de rompre toute liaison avec Valdemar, roi de Danemarck, dont les Suédois redoutaient l'ambition. Mais étant devenu amoureux de la princesse Marguerite, Hacquin oublia sa promesse aux Suédois, et il épousa cette fille de Valdemar. Les Suédois piqués, prononcèrent sollennellement la déposition du père, et déclarèrent nuls tous les droits du fils à la couronne de Suède. Peu après ils la donnèrent à Albert, duc de Mekelbourg.

Ce prince se conduisit mal; et les Allemands qui composaient sa cour commirent tant de désordres et de déprédations, que les Suédois préférèrent à son joug celui de la reine Marguerite,

à qui ils se soumirent, ainsi que nous l'avons vu. Cette princesse, dont l'alliance avait d'abord fait perdre à Hacquin, son époux, la couronne de Suède, eut donc la gloire de la reconquérir, et de vaincre, par la sagesse de son gouvernement, les préjugés des Suédois contre le joug des Danois. Nous venons de voir qu'après elle l'union des trois royaumes ne se soutint pas ; et sans entrer dans les détails, je vous dirai qu'il n'y a pas de pays qui ait été plus malheureux que la Suède. De temps immémorial elle était en guerre avec le Danemarck, des rivières de sang avaient coulé, les paix n'avaient été que des trèves faites pour reprendre haleine, et se porter ensuite des coups plus meurtriers. Les Suédois, fatigués de ces alternatives, donnerent les mains à l'union de Calmar ; ils crurent trouver les avantages d'un gouvernement libre sous des rois protecteurs. Mais sur la fin du règne de Marguerite, ils commencèrent à sentir les étreintes, et sous Eric, ils se débattirent dans leurs liens, qu'ils ne parvinrent à rompre qu'après de grands efforts.

Nous nous arrêterons aujourd'hui à cette époque, afin de pouvoir dire un

mot de la Russie. Cet empire, aujourd'hui si puissant et d'une si vaste étendue, était alors loin de jouer un rôle important dans les états de l'Europe. Ce n'est que vers le milieu du quinzième siècle, que la Moscovie ou Russie commença à prendre une forme de gouvernement un peu fixe. Les Russes, dont il est difficile de démêler la véritable origine, de dire s'ils descendaient des anciens Scythes, des Huns, Cimbres ou Sarmates; les Russes, enfin, qui paraissent être un mélange de tous ces peuples et des anciens habitans du pays, n'étaient depuis le onzième qu'un assemblage de demi-chrétiens sauvages. Esclaves des Tartares de Casan, descendans de Tamerlan, ils payaient un tribut à ces Tartares. Le duc, ou czar de Moscovie, conduisait lui-même ce tribut à l'ambassadeur tartare. Il consistait en argent, en pelleteries et en bétail. Tel était l'assujétissement où les Russes étaient réduits, que leur chef devait se prosterner devant celui des Tartares. Il lui présentait du lait à boire, et s'il en tombait sur le cou du cheval de l'ambassadeur, le prince russe était obligé de le lécher. Cet état d'asservissement dura jusqu'à Jean Basilowitz, qu'on re-

garde comme le fondateur de l'empire russe, quoiqu'il ait succédé, mais par règnes interrompus, à ses ancêtres. Jusque-là ces peuples semblables à des hordes de sauvages qui avancent, reculent, se combattent, se chassent et reviennent ensuite sur leurs pas, attendaient un chef entreprenant et assez habile pour réunir leurs tribus dispersées, et en faire un corps de nation. Soumis comme je viens de le dire aux Tartares de Casan, ils étaient d'un autre côté pressés par les Lithuaniens, et, vers l'Ukraine, ils étaient encore exposés aux dépradations des Tartares de la Crimée, successeurs des Scythes de la Chersonnèse taurique, auxquels ils payaient un tribut. Continuellement exposée aux irruptions de ces peuples redoutables, la Russie était encore déchirée par des guerres intestines, par de fréquentes vicissitudes entre ses souverains. Les débats sanglans de ses princes contribuaient à la rendre une proie facile pour les Polonais et les Tartares. Enfin il se trouva un chef assez courageux et assez habile pour affranchir les Russes de tant de servitude. Ce chef valeureux fut Jean Basilowitz; il était fils de Basile, qui avait été renversé du trône par un

usurpateur, nommé Démétrius. Ce barbare ne s'était point contenté de lui ravir la couronne, il lui avait fait crever les yeux. Cette cruauté avait indigné les Russes. Se soulevant contre Démétrius, qu'ils avaient d'abord accueilli, ils le chassèrent, et rétablirent Basile. Jean, qui lui succéda, trouva le trône dégradé, au point qu'indépendamment de l'humiliante cérémonie dont j'ai parlé plus haut, le grand duc de Moscovie, seul titre qu'on donnait alors au souverain, demandait humblement audience aux ministres que l'empereur de Tartarie entretenait dans la capitale des Russes. La princesse Sophie, épouse de Jean Basilowitz, engagea son époux à secouer ce joug humiliant. Il y était assez disposé de lui-même, mais il fallait qu'il fut secondé par ses sujets. Il parvint à stimuler leur courage; et non-seulement s'affranchit de toute servitude, mais devint le monarque de ces mêmes Tartares qui le tenaient dans la sujétion. Il se mit à Casan leur couronne sur la tête.

Il joignit à ses états Novogorod et la ville de Moscou, qu'il conquit sur les Lithuaniens à la fin du quinzième siècle. Il étendit aussi ses conquêtes dans la Fin-

lande, ce qui devint un sujet de rupture entre la Russie et la Suède.

Jean Basilowitz dut une partie de ses conquêtes autant à sa politique qu'à sa bravoure. Il se mettait rarement lui-même à la tête de ses armées ; mais il savait diriger ses généraux avec une sagacité qui les rendait presque toujours vainqueurs. Malgré quelques défauts, ce prince mérita le surnom de Grand. Il avait commencé à régner en 1462, et laissa en 1505, à son fils Basile, une grande monarchie, dont il est regardé comme le fondateur.

C'est assez pour aujourd'hui, ma chère Aline, d'avoir considéré les premières bases de cette nouvelle puissance ; nous suivrons une autrefois ses développemens, et nous verrons comment Basile, successeur de Jean, soutint les efforts des Tartares et des Polonais pour lui reprendre ce que son père leur avait enlevé.

Ce léger aperçu sur les royaumes du Nord vous mettra au moins à même de juger des progrès qu'ils firent dans les siècles suivans, pour parvenir à l'état de civilisation dont ils étaient encore si éloignés à la fin du quinzième siècle.

LETTRE LVI.

Rois de France pendant le seizième siècle : Louis XII, François I, Henri II, François II, Charles IX, Henri III et Henri IV. - Coup-d'œil général sur l'histoire de France, d'Angleterre et d'Italie pendant la durée de ce siècle.

Nous allons commencer aujourd'hui l'histoire du seizième siècle. Il nous offrira, ma chère Aline, de grandes révolutions dans les états, une grande amélioration dans les lumières, et une suite de grands hommes qui honorent leur patrie. Nous en trouverons dans le nord, dans le midi, et dans le centre de l'Europe, qui méritent également de fixer notre attention; mais de quel coté porter d'abord nos regards, c'est ce qui devient presque embarrassant.

L'empire d'Orient n'existe plus; l'empire grec est détruit; Constantinople, devenue la proie des Turcs, semble n'être plus pour nous la puissance à qui nous devons donner le premier rang. Vainc-

ment Sélim met sous la domination ottomane la Syrie et l'Egypte, et après lui son fils, le grand Soliman, marche jusqu'à Vienne, et se fait d'un autre côté couronner roi de Perse dans Bagdad, prise par ses armes. Vainement ce grand conquérant fait trembler à la fois l'Europe et l'Asie ; ce n'est point l'empire des Turcs qui doit d'abord fixer notre attention. Si nous consultions le rang de préséance parmi les états chrétiens, ce serait l'Allemagne qui réclamerait le premier rang. La France n'avait alors que le second, mais nous sommes françaises, et nous approchons des temps où l'histoire de notre nation mérite notre plus grand intérêt. Donnons-lui donc dès aujourd'hui cette prépondérance qu'elle ne tarda pas à acquérir sur les autres puissances de l'Europe.

Le bon roi Louis XII nous appelle. Le règne de ce prince, qui fut le père de son peuple, va nous dédommager de la tyrannie d'un Louis XI, et de la faiblesse et de la légèreté de Charles VIII. On remarque, comme une circonstance assez particulière, que Louis, duc d'Orléans, objet de la jalousie des autres seigneurs, menacé d'être encore une fois victime des intrigues de la cour,

craignait l'exil, et même la prison, lorsque la mort de Charles VIII vint lui ouvrir le chemin du trône. Ce prince ne laissait point d'enfans mâles; et Louis, petit-fils du duc d'Orléans, frère de Charles VI, était de droit l'héritier de la couronne. Il l'obtint sans difficulté, et fut couronné sous le nom de Louis XII. Dès le premier moment de son avénement, il fit connaître qu'il savait immoler aux intérêts de l'état le ressentiment et la vengeance des torts particuliers. Ce mot si connu, et qui lui fait tant d'honneur : « Il n'appartient pas au roi « de France de punir les injures faites « au duc d'Orléans ». Ce mot rassura ceux dont il avait eu à se plaindre avant qu'il fut roi. Aucun, même de ceux qui l'avaient le plus maltraité, n'éprouva les effets de sa vengeance; son ame, véritablement royale, sut tout pardonner; ils conservèrent leurs places et leurs biens, et le ministère ne fut même point changé. On vit à la cour de Louis XII tous les ministres qu'avait eu son prédécesseur; jamais changement de maître ne marqua aussi peu; le nouveau roi adopta même une partie des projets de Charles VIII; comme lui il porta la guerre en Italie, mais avec cette diffé-

rence qu'au lieu de soutenir le prétendu droit d'héritier de la maison d'Anjou, Louis renonça au vain projet d'être roi de Naples, et se contenta de porter ses vues sur le Milanais en qualité de descendant de sa grand'mère, Valentine de Milan, héritière légitime de ce duché.

Avant de vous entretenir, ma chère Aline, de cette guerre d'Italie, disons un mot du divorce de Louis XII avec Jeanne de France, pour épouser la veuve de Charles VIII. Je vous ai parlé de l'inclination que le duc d'Orléans avait eue dans sa jeunesse pour Anne de Bretagne; la politique, et même la violence, lui avait fait, dit-on, contracter d'autres nœuds. Louis XI l'avait forcé d'épouser Jeanne, sa fille. Cette princesse, qui était disgraciée de la nature, n'avait inspiré à son époux d'autre sentiment que le dégoût. Mariée depuis vingt-deux ans, elle ne lui avait point donné d'enfans. Devenu roi, Louis se fit un titre de sa stérilité pour demander le divorce. Il le désirait d'autant plus qu'il aimait toujours Anne de Bretagne, et cette fois l'intérêt de l'état était d'accord avec l'inclination du nouveau monarque, puisqu'en épousant cette princesse il conservait à la France la pos-

session du duché de Bretagne. On fit valoir ces divers motifs auprès du pape Alexandre VI. La cause du divorce fut plaidée, et au moyen de quelque négociation secrète, elle fut jugée à l'avantage et selon les désirs du roi. Il lui fut permis de divorcer et d'épouser Anne de Bretagne ; mais il acheta ce droit par une grande complaisance pour le pape. Celui qui occupait alors le Saint-Siége, Alexandre VI, déshonorait la chaire papale par des désordres scandaleux. Il avait des bâtards connus, et très-connus ; ils étaient même accusés de divers crimes, et pillaient les trésors de l'église pour satisfaire leurs passions dispendieuses. César Borgia, le plus célèbre de ces bâtards, était diacre et archevêque de Valence en Espagne. Dégoûté d'un état qui ne s'accordait nullement avec ses penchans, il désirait s'affranchir des liens ecclésiastiques, et rentrer dans les droits d'un séculier. Alexandre VI profita du besoin que le roi de France avait de son approbation, pour en tirer des promesses très-avantageuses à la fortune de son cher bâtard. Il fut convenu que le duché de Valentinois serait donné à César Borgia, que Louis XII lui donnerait en outre une

compagnie de cent hommes d'armes, et une pension de vingt mille liv. Louis XII s'engagea de plus à faire épouser à César Borgia la sœur du roi de Navarre. A ces conditions, qui furent quelque temps tenues secrètes, le pape se montra très-favorable aux vœux du roi de France. César Borgia vint lui-même apporter en France la bulle du divorce, et négocia avec Louis sur tous ses projets de conquête.

Les droits de ce prince sur le duché de Milan étaient très-fort susceptibles d'être contestés. Ce duché faisant partie de l'ancien royaume des Lombards, était un fief de l'empire; on n'avait point décidé si les filles pouvaient hériter de ce fief. De plus, l'aïeule de Louis XII, Valentine de Milan, fille d'un Visconti, duc de Milan, n'avait eu par son contrat de mariage que le comté d'Ast. On opposait à Louis ce contrat de mariage, et la prescription de l'investiture que l'empereur Maximilien avait donnée à Louis-le-Maure, dont cet empereur avait épousé la nièce.

Ce concours de circonstances rendait les droits de Louis assez incertains; mais le droit public féodal était presque toujours interprêté par la loi

du plus fort. La protection du pape pouvait être d'un grand secours au roi de France, et comme elle lui était encore plus nécessaire pour l'affaire du divorce, il se montra peu difficile sur les conditions que le pontife exigea. C'est ainsi qu'on explique l'alliance assez étonnante de Louis XII avec Alexandre VI et son bâtard. Le pape donna en même temps une dispense au roi de France pour quitter sa femme, et une autre à César Borgia pour quitter l'église.

Tout étant d'accord, Louis épousa Anne de Bretagne, après une année donnée à la bienséance et aux formalités nécessaires pour valider sa séparation d'avec Jeanne. Il se prépara en même temps à faire une nouvelle descente en Italie, et fut secondé par les Vénitiens qui devaient partager une partie des dépouilles du Milanais. Déjà ils s'étaient rendus maîtres du Bressan et du pays de Bergame. Ils voulaient y joindre le Crémonais, et dans l'espoir de l'obtenir, ils étaient pour le roi de France.

L'empereur Maximilien était alors vivement occupé d'une guerre contre les Suisses; ils achevaient d'ôter à la maison d'Autriche ce qui lui restait dans leurs pays. Ces braves défenseurs

de leur liberté donnaient trop d'embarras à Maximilien, pour qu'il songeât à défendre le duc de Milan, oncle de sa femme et son vassal. Louis XII profita de cette circonstance. Il termina tranquillement quelques discussions avec le fils de cet empereur, Philippe-le-Beau, père de Charles-Quint, maître des Pays-Bas. Philippe-le-Beau rendit hommage en personne à la France pour les comtés de Flandres et d'Artois.

Louis prit d'ailleurs la précaution de renouveler les traités de Charles VIII avec l'Angleterre. Ayant ainsi assuré au moins pour quelque temps la tranquillité de son royaume, il fit passer les Alpes à son armée. On remarque qu'en entreprenant cette guerre, Louis, au lieu d'augmenter les impôts, les diminua. Cette indulgence commença à lui faire donner le nom de Père du Peuple. Plutôt que de fouler ses sujets, ce bon roi préféra se procurer des fonds en vendant plusieurs offices qu'on nomme royaux. Cet usage de vendre les emplois venait d'Italie.

L'armée que Louis XII envoya au delà des Alpes n'était guère plus forte que celle avec laquelle Charles VIII avait conquis Naples. Louis-le-Maure,

simple duc de Milan, de Parme et de Plaisance, et seigneur de Gênes, avait une armée aussi considérable que celle du roi de France. Malgré cette égalité de forces, les Italiens virent encore une fois ce que pouvait ce qu'ils appelaient *la furia francese* contre la sagacité italienne. L'armée du roi s'empara en vingt jours de l'état de Milan et de celui de Gênes, tandis que les Vénitiens occupaient le Crémonais. Louis XII, après avoir pris ces belles provinces par ses généraux, fit son entrée dans Milan; il y reçut les députés de tous les états d'Italie en prince qui se déclarait leur arbitre. Mais à peine fut-il retourné à Lyon, que la négligence fit perdre aux Français le Milanais comme ils avaient perdu Naples. Louis-le-Maure payait, dit-on, un ducat d'or pour chaque tête de Français qu'on lui apportait. Louis XII, dépossédé de sa conquête, ne voulut pas y renoncer; il tenta un nouvel effort. Louis de la Trimouille fut chargé de réparer les fautes qu'on avait faites. On rentra dans le Milanais; et les Suisses, qui étaient en grand nombre dans l'armée française et dans celle de Louis-le-Maure, trahirent la gloire de leur nation par l'amour de l'argent. Le duc de Milan, re-

tiré dans Novarre, s'était livré à la bonne foi des Suisses, qu'il croyait plus fidèles que les Italiens; mais loin de se montrer dignes de sa confiance, ils le livrèrent lâchement aux vainqueurs. Quelques capitaines composèrent avec les Français. Louis-le-Maure, informé qu'on tramait sa perte, obtint des Suisses de sortir de Novarre avec eux, couvert de leur uniforme, une hallebarde à la main: il parut ainsi à travers les haies de soldats français; mais ceux qui l'avaient vendu, le firent bientôt reconnaître. L'infortuné fut pris, conduit à Pierre-en-Scise, de là dans la même tour de Bourges, où Louis XII lui-même avait été en prison; et enfin transporté à Loches, où il vécut encore dix années, non enfermé dans une cage de fer comme l'ont dit quelques auteurs, mais servi avec distinction, et se promenant dans les dernières années jusqu'à cinq lieues hors du château.

Le sort de ce prince serait digne de pitié, s'il n'avait mérité sa triste fin par la cruauté dont il avait usé envers son neveu Jean-Galéas-Marie Sforce. Non-seulement il avait usurpé le duché de Milan sur son neveu, dont la tutelle lui avait été confiée, mais il l'avait encore

tenu dans une dure captivité, et finit par l'empoisonner. Ludovic, ou Louis Sforce, avait reçu le surnom de Maure parce qu'il avait le corps aussi noir que l'ame.

Louis XII, maître du Milanais et de Gênes, voulut y joindre Naples : il avait à craindre ce même Ferdinand-le-Catholique qui en avait déjà chassé les Français. Le roi de France trouva prudent de s'arranger avec lui. Ainsi qu'il s'était uni aux Vénitiens pour conquérir le Milanais, il voulut s'unir avec Ferdinand pour conquérir Naples. Les deux rois firent un traité par lequel ils convinrent de partager ce royaume. Le roi d'Espagne préféra l'avantage d'augmenter encore ses états à la gloire de secourir un prince de sa maison. Il est vrai que le prince régnant alors à Naples n'était que de la race bâtarde de la maison d'Arragon; mais enfin Ferdinand-le-Catholique se serait fait plus d'honneur en secourant Frédéric qu'en s'unissant à Louis XII pour partager ses dépouilles. Le pape Alexandre VI, fidèle allié de Louis XII, entra dans cette conjuration contre le malheureux Frédéric; il donna aux deux rois l'investiture qu'il avait précédemment donnée au roi de Naples. Les deux monarques alliés soutenaient que Frédé-

ric, issu de Ferdinand, fils illégitime d'Alphonse, n'avait aucun droit à succéder à ses couronnes. Sous ce prétexte, il fut dépouillé. Trahi par son parent, accablé par lui, et presqu'abandonné, Frédéric se jeta entre les bras de Louis XII comme le plus généreux de ses compétiteurs. Louis lui fit en France ainsi qu'à sa femme et à ses enfans un sort assez avantageux; une pension de cent vingt mille livres lui fut donnée; mais elle ne put le consoler de la perte d'une couronne.

Les rois de France et d'Espagne se partagèrent en 1505 les états du malheureux Frédéric. Par le traité il avait été convenu que Ferdinand retiendrait la Pouille et la Calabre, et que le reste appartiendrait à la France. Mais Ferdinand prétendit bientôt qu'il était lésé dans le partage, et demanda que le roi de France lui accordât en dédommagement la garde de la veuve et des deux fils de Frédéric, mort depuis peu. Louis eut la faiblesse d'y consentir; il exhorta la veuve à passer en Espagne, et la menaça, selon sa convention avec Ferdinand, de ne lui rien donner pour son entretien si elle refusait. Cette princesse ne crut pas devoir confier ses fils au politique Ferdi-

nand, trop intéressé à les faire disparaître. Elle se retira à Ferrare, où elle vécut misérablement.

Les conquêtes de Louis XII avaient été rapides; il était devenu très-puissant en Italie; la république de Gênes, humiliée et assujétie, avait reçu des lois sévères. Elle était devenue une de ses provinces, et la superbe Venise elle-même se vit bientôt forcée d'acheter par des sacrifices et des souplesses le retour de sa tranquillité.

Les papes prirent bientôt ombrage de la grande puissance que la France acquérait en Italie. Alexandre VI lui-même, quoiqu'il eût d'abord protégé les armes de Louis, et qu'il eût dans le même temps ajouté à ses propres états et conquis les fiefs de la Romagne par les mains de son fils, ne tarda pas à se repentir d'avoir attiré les Français en Italie. Il s'unit avec Ferdinand-le-Catholique pour ôter au roi de France son partage. Le célèbre Gonsalve de Cordoue battit plusieurs fois l'armée française, commandée par le duc de Nemours. Il triompha sur-tout à Cériguela dans la Pouille, où Nemours fut tué avec quatre mille Français. On prétend qu'il ne périt que neuf Espagnols dans cette bataille. Le fameux chevalier

Bayard y fit de vains efforts de valeur; seul il soutint sur un pont étroit l'attaque de deux cents ennemis. Cet effort fut glorieux, mais inutile.

Ce fut dans cette guerre qu'on inventa les mines, dont les Français éprouvèrent les premiers effets.

Telle était cependant la puissance de la France, que Louis XII put mettre à la fois trois armées en campagne et une flotte en mer. De ces trois armées, l'une fut destinée pour Naples, les deux autres pour le Roussillon et Fontarabie. Mais aucune de ces armées ne fit de progrès, et celle de Naples fut bientôt entièrement dissipée par la supériorité de Gonsalve de Cordoue, qu'on appelait le grand capitaine, sur les généraux français. Enfin Louis XII perdit sans retour sa part du royaume de Naples.

La mort d'Alexandre VI, qui arriva peu après, vint achever de ruiner les affaires de France en Italie. Jules II, successeur du pape Alexandre, commença d'abord par réunir à l'Eglise toutes les villes et les terres dont César Borgia s'était emparé. Ce bâtard, tout puissant dans Rome, et même dans une partie de l'Europe tant que son père vivait, fut abandonné de tout le monde dès qu'Alexandre fut des-

cendu dans le tombeau. Amis, ennemis, alliés, tout le trahit, et sembla se réunir pour punir sa mauvaise conduite, trop long-temps tolérée par un père aussi coupable que lui. Gonsalve de Cordoue, à qui César Borgia s'était confié, l'envoya prisonnier en Espagne. Louis XII lui ôta son duché de Valentinois et sa pension.

Cependant le pape Jules II, non content d'avoir réuni à l'Eglise les domaines envahis par César Borgia, voyait avec indignation Gênes, sa patrie, sous le joug des Français. Un effort que Gênes fit en ce temps-là pour recouvrer son ancienne liberté, avait été puni par Louis XII avec plus de faste que de rigueur. Il était entré dans la ville l'épée nue à la main; il avait fait brûler en sa présence tous les priviléges de la ville; ensuite ayant fait dresser son trône dans la grande place sur un échafaud superbe, il fit venir les Génois aux pieds de l'échafaud, et les obligea d'entendre leur sentence à genoux. Mais ce bon prince, satisfait de leur en avoir ainsi imposé, modéra leur punition; il ne les condamna qu'à une amende de cent mille écus d'or, et bâtit une citadelle qu'il appela la Bride de Gênes.

Il leur avait fait plus de peur que de mal; mais le pape Jules II, né à Savone dans le territoire de Gênes, n'en était pas moins sensible à l'humiliation de sa patrie; il voulait absolument la délivrer du joug des Français, et cherchait les moyens de les renvoyer au delà de l'Italie. Pour y parvenir, il avait besoin du secours des Vénitiens; et cependant, par une marche contraire, il commença par armer contre eux toute l'Europe. Le motif qui le porta à prendre ce parti, qu'on peut trouver singulier au premier aspect, fut le désir de recouvrer les villes dont les Vénitiens s'étaient emparés sur le duc de Valentinois, immédiatement après la mort d'Alexandre VI. Ils voulurent garder leurs conquêtes; Jules II se servit d'abord contre eux des Français, et bientôt il fit entrer toute l'Europe dans la ligue qu'il forma contre Venise. Il n'était guère de souverain qui ne pût redemander quelque territoire à cette république. L'empereur Maximilien avait sur-tout de grandes prétentions; déjà même il avait cité le doge Loredano et tout le sénat de Venise à comparaître devant lui, et à demander pardon de s'être opposé à ce qu'il passât par leur territoire avec ses troupes pour aller se

faire couronner à Rome. Sur le refus du sénat d'obéir à ses sommations, la chambre impériale l'avait condamné par contumace, et le mit au banc de l'empire.

Les Vénitiens étaient regardés à Vienne comme des vassaux rebelles ; mais il était plus aisé de les condamner que de les vaincre. Vérone, Vicence, Padoue, la Marche trévisane, le Frioul, étaient d'ailleurs à la bienséance de l'empereur. Le roi d'Espagne, Ferdinand-le-Catholique, désirait de son côté reprendre aux Vénitiens quelques villes maritimes qu'il leur avait engagées dans le royaume de Naples. Le roi de Hongrie avait des prétentions sur une partie de la Dalmatie. Le duc de Savoie pouvait aussi revendiquer l'île de Chypre en qualité d'allié de la maison de Chypre qui n'existait plus. Comme voisins, les Florentins avaient aussi des droits à faire valoir. Le pape excita ces divers prétendans, et presque tous les potentats, ennemis les uns des autres, suspendirent leurs querelles particulières pour s'unir ensemble à Cambrai contre Venise. Jamais tant de rois ne s'étaient ligués contre Rome, et ce fut un événement inoui que la ligue de tant de princes contre une république qui, trois cents ans au-

paravant, n'était qu'une ville de pêcheurs. Mais ces pêcheurs étaient devenus d'illustres négocians; et l'on prétend que Venise seule était aussi riche que tous les potentats qui se réunissaient contre elle. Il lui eût été facile de conjurer l'orage en appaisant Jules II, principal auteur de la ligue; mais elle dédaigna de demander grâce, et méprisa les excommunications du pape.

Louis XII commença les hostilités; il redemandait le Crémonais, qu'il avait lui-même cédé aux Vénitiens; ils l'avaient aidé à prendre le Milanais. Il revendiquait le Bressan, Bergame et d'autres terres. Le bonheur qui avait jusques alors accompagné ses armes ne se démentit pas; Louis XII, à la tête de son armée, détruisit les forces vénitiennes à la fameuse journée d'Agnadel, près de la rivière d'Adda. Alors chacun des prétendans se jeta sur son partage; Jules II s'empara de toute la Romagne. On vit ce pape, le casque en tête et la cuirasse sur le dos, prendre des villes et gagner des batailles. Les troupes de l'empereur s'avancèrent dans le Frioul, et s'emparèrent de Trieste. Les troupes d'Espagne occupèrent ce que Venise avait en Calabre. Il n'y eut pas jusqu'au duc de Fer-

rare et au marquis de Mantoue, autrefois général de cette république, qui ne saisissent leur proie. Venise passa de la témérité à la consternation : elle abandonna elle - même ses villes de Terre-Ferme, et réduite à ses lagunes, elle implora la miséricorde de l'empereur Maximilien, qui, se voyant heureux, se montra inflexible.

Le sénat excommunié par le pape et opprimé par tant de princes, n'eut d'autre parti à prendre que de se jeter entre les bras des Turcs. Il députa vers Bajazet; mais l'empereur Maximilien ayant échoué au siége de Padoue, les Vénitiens reprirent courage, et contremandèrent leur ambassadeur. Au lieu de devenir tributaires de la Porte Ottomane, ils consentirent à demander pardon au pape Jules II, et à lui envoyer six nobles.

Ce pape avait rempli son premier projet; il avait humilié Venise, et s'était agrandi sur les ruines de cette république; il lui restait à délivrer l'Italie d'un joug étranger. Voici comment il y parvint : Louis XII était retourné en France, prenant toujours, ainsi que l'avait fait Charles VIII, moins de mesures pour conserver, qu'il n'avait eu de promptitude à conquérir. Le pape pardonna aux

Vénitiens, qui, revenus de leur première terreur, résistaient aux armes impériales; il se ligua avec cette même république contre les Français, après l'avoir opprimée par eux. Il voulait détruire en Italie tous les étrangers, les uns par les autres; exterminer le reste, alors languissant, de l'autorité allemande, et faire de l'Italie un corps puissant, dont le souverain pontife serait le chef. Pour réaliser ce noble dessein, il employa tour à tour les négociations et les armes; il n'épargna ni les peines, ni l'argent. Il fit lui-même la guerre; parut sur la tranchée, et affronta la mort. Si l'on blâme ce courage guerrier, comme ne devant pas être celui d'un pape, il faut louer la valeur de Jules, comme homme et comme grand politique.

L'économie de Louis XII fit réussir une partie des projets de Jules II; la crainte de fouler ces peuples portait le roi de France à ne faire que des demi-efforts pour se soutenir en Italie, et la mauvaise discipline de ses troupes favorisa leur défaite. Les Suisses avaient beaucoup contribué à la conquête du Milanais; mais ces auxiliaires demandèrent une augmentation de paye. Louis la refusa, et le pape profita de la con-

joncture pour attirer les Suisses de son côté. Ces troupes qui se donnaient toujours à ceux qui payaient le mieux, se mirent à la solde du pape. L'adroit pontife gagna aussi le roi d'Espagne ; il abandonna la ligue de Cambrai dès qu'il fut en possession de la Calabre. Le pape le mit tout-à-fait dans ses intérêts, en lui donnant l'investiture pleine et entière du royaume de Naples.

Tout tourna contre Louis XII ; il ne conserva d'alliés que les Allemands, qui ne firent pour lui que de faibles efforts ; le pape en fit de plus heureux ; et, ce qui est bien singulier, il employa contre Louis XII jusqu'aux Turcs mêmes. Il préféra ses intérêts aux bienséances, au point de recevoir dans Bologne une nombreuse troupe de Turcs, arrivée avec les Vénitiens pour le défendre contre l'armée française, commandée par Chaumont d'Amboise. Pendant que Jules II mettait tous les moyens en usage pour chasser les Français de l'Italie, Louis XII assemblait un concile à Pise, pour discuter les droits du pontife, et essayer de le faire condamner ; mais ce fut une entreprise vaine, et la guerre du pape fut plus heureuse. Louis XII n'osa d'ailleurs user de toute sa puissance

contre le souverain pontife ; par complaisance pour Anne de Bretagne, son épouse, princesse très-dévote et très-craintive, il ne fit point usage de tous ses avantages. Quand le pape se trouvait trop pressé par les armes du roi, il menaçait la reine de la révision des procédures faites pour la dissolution du mariage de la princesse Jeanne, et de casser le sien. La reine tremblait, et elle empêchait le roi de profiter de ses avantages : à force d'égards, il perdit en Italie les conquêtes qui avaient coûté tant de sang et d'argent à la France.

Vainement le fameux Bayard et le célèbre Gaston de Foix firent des prodiges de valeur ; les Français n'en profitèrent point. Le jeune Gaston rendit à vingt-trois ans son nom immortel, en repoussant d'abord une armée de Suisses, puis en passant rapidement quatre rivières, en chassant le pape de Bologne, et en gagnant la bataille de Ravenne, où il acquit tant de gloire et où il perdit la vie. Tous ces faits d'armes étaient rapides et éclatans ; mais le roi était éloigné ; les ordres arrivaient trop tard, et quelquefois se contredisaient. Son économie, quand il fallait prodiguer l'or, donnait peu d'émulation ; et les terreurs

d'Anne de Bretagne venaient, comme je l'ai dit tout-à-l'heure, arrêter encore le cours des succès. Il ne se passa que trois mois entre la célèbre bataille de Ravenne et l'entière expulsion des Français. Le fameux Bayard fit de belles retraites ; mais c'était un héros obligé de fuir. Le comble du malheur et de la honte de Louis, fut de voir ses troupes chassées de l'Italie par les seuls Suisses qu'il avait eus à sa solde. Dans la bataille de Novarre, ils remportèrent sur les Français une victoire si complette, qu'ils les obligèrent à se retirer, et ces mêmes Suisses établirent ensuite dans Milan le jeune Maximilien Sforce, fils du duc, mort prisonnier dans ses états. Gênes, où il avait étalé la pompe d'un roi d'Asie, reprit vers le même-temps sa liberté, et chassa deux fois ses troupes, et bientôt il ne resta rien à Louis XII au delà des Alpes.

Les Suisses devenus ennemis du roi, dont ils avaient été les fantassins mercenaires, vinrent le menacer jusque dans le centre de ses états : au nombre de vingt mille, ils vinrent assiéger Dijon. Paris fut épouvanté ; il fallut éloigner les Suisses à prix d'argent ; mais le roi n'ayant point voulu ratifier toutes

les promesses que le gouverneur de Bourgogne leur avait faites, les Suisses, furieux de ne recevoir que le quart de l'argent qu'ils attendaient, ordonnèrent le massacre des otages que Louis de la Trimouille leur avait donnés. A cette nouvelle, le roi se détermina à donner les sommes promises pour sauver ces victimes; mais déjà elles avaient pris la fuite, et leur évasion ménagea la bourse de Louis.

Elle avait besoin de l'être; la perte de Gênes et de Milan avait épuisé ses trésors et ses troupes; et il venait encore d'être privé d'un rempart contre les invasions des Espagnols. Pendant que Louis perdait l'Italie, son allié et son parent le roi de Navarre, Jean d'Albret, se vit tout d'un coup enlever son royaume par Ferdinand-le-Catholique. Jean d'Albret fut dépouillé en vertu d'une bulle de Jules II, qui excommuniait ce prince, comme adhérent du roi de France et du Concile de Pise.

Le jeune Henri VIII, roi d'Angleterre, gendre de Ferdinand d'Arragon, s'unit à lui pour cette expédition : séduit par l'espoir de recouvrer la Guyenne, le jeune roi, ébloui par son beau-père, envoya une flotte en Biscaye. Ferdinand

se servit de la flotte pour conquérir la Navarre, et laissa les Anglais retourner chez eux sans avoir rien tenté pour seconder leurs projets sur la Guyenne. Louis avait pris de sages mesures pour la défense de cette province; l'invasion était impratiquable; mais il n'en fut pas de même en Picardie. Henri VIII fut plus heureux de ce côté; il profita de ce temps de calamité pour faire une descente sur cette côte. Ce jeune roi, bouillant d'ambition et de courage, attaqua seul la France, sans être secouru des troupes de l'empereur Maximilien, ni de Ferdinand-le-Catholique, ses alliés; il remporta, avec ses seules forces, une victoire complette à la journée de Guinegaste, qu'on nomma la journée des éperons. La prise de Térouane et celle de Tournai répandirent l'effroi; on craignit de voir se renouveler les temps funestes de Poitiers et d'Azincourt. Louis XII, alors veuf d'Anne de Bretagne, prit le parti de faire la paix avec le roi d'Angleterre, en épousant sa sœur la princesse Marie; mais Louis paya cette alliance: il lui en coûta un million d'écus d'or pour avoir la paix, en épousant la sœur de son vainqueur. Rançonné de tous les côtés, trompé par Ferdinand-le-

Catholique, et chassé de ses conquêtes d'Italie par la fermeté de Jules II, affligé de tant de revers, Louis XII termina bientôt sa carrière.

Il mourut en 1515, environ trois mois après qu'il eut épousé la princesse d'Angleterre; on a prétendu que les changemens amenés par cette jeune épouse (elle n'avait encore que dix-sept ans), dans la manière de vivre de Louis XII, avaient causé sa mort; mais cela est peu probable. Ce prince n'était point encore très-âgé; il n'avait que cinquante-quatre ans, et jusqu'alors il avait joui d'une très-bonne santé: il est plus vraisemblable que le chagrin hâta plutôt la fin de ses jours, que le changement de l'heure de ses repas, comme le disent quelques historiens.

C'est en épargnant les impôts qu'il mérita le nom de Père du peuple; il fut malheureux au dehors, mais son royaume fut heureux au dedans. Il soutint des guerres ruineuses sans pour cela surcharger son peuple: la vente des charges suppléa aux dépenses que les circonstances exigeaient. On lui a depuis reproché d'avoir mis en vente les offices; mais sous lui les tailles et les aides furent modiques; il eut toujours une at-

tention paternelle à ne point faire porter à ses sujets un fardeau pesant. Enfin malgré les circonstances fâcheuses où il se trouva, on ne connut de son temps aucune imposition nouvelle : ne doit-on pas lui savoir gré d'avoir trouvé un moyen qui en tînt lieu? son économie même, qui était quelquefois l'objet de la critique de ses courtisans, ne l'empêchait pas de vivre avec splendeur, et de maintenir son peuple dans l'abondance. Il fut le premier des rois qui mit les laboureurs à couvert de la rapacité des soldats, et qui fit punir de mort les gendarmes qui rançonnaient le paysan. Quelques exemples suffirent pour rendre la tranquillité aux campagnes. Louis XII enfin ne fut ni un héros ni un grand politique, mais il eut la gloire plus précieuse d'être un bon roi, et sa mémoire sera toujours en bénédiction à la postérité.

Ce prince avait marié sa fille, Claude de France, à son cousin François, fils de Charles d'Orléans, comte d'Angoulême, et premier prince du sang. Comme Louis XII, il descendait du duc d'Orléans et de Valentine de Milan ; il était seulement d'un degré plus éloigné de la couronne. Louis XII, qui n'avait pas

d'enfans mâles, fut bien aise de confondre les droits de sa fille avec ceux de l'héritier du trône. Il avait été précédemment question du mariage de la fille de Louis XII et d'Anne de Bretagne, avec le petit-fils de l'empereur Maximilien, qui fut depuis Charles-Quint; mais fort heureusement pour la France cette alliance n'eut pas lieu, car elle lui eût fait perdre le duché de Bretagne, et tout ce qu'Anne avait apporté en dot, outre l'abandon des possessions d'Italie. Louis concilia les intérêts de l'état et ceux de sa famille en unissant sa fille au comte d'Angoulême; mais l'on dit que prévoyant les dissipations que le luxe et la prodigalité de François Ier causeraient après sa mort, il disait souvent en soupirant: *Ah! nous travaillons en vain, ce gros garçon gâtera tout.*

Malgré cette espèce de pronostic, et les défauts qu'on reproche avec justice à François I, son règne fut glorieux sous plusieurs rapports. Vous ne pouvez ignorer qu'il est regardé comme *le père, le restaurateur des lettres* en France: il débuta d'ailleurs avec gloire dans la carrière militaire; et si le bonheur de Charles-Quint n'eût éclipsé le sien, il eût passé pour un héros.

Mais avant de vous entretenir de ses exploits, disons qu'en ce prince commença la seconde branche des Valois. François I était passionné pour les armes; il aimait à affronter les dangers; et plus d'une fois il s'exposa témérairement. Il signala son avènement à la couronne par la sanglante bataille de Marignan, qu'il gagna sur les Suisses, quelques mois après être monté sur le trône. Cette bataille, qui fut nommée celle des Géans, dura deux jours et une nuit. François I combattit en personne, et se fit armer chevalier, par le fameux Bayard, sur le champ de bataille. Cette affaire, qui coûta beaucoup de monde aux deux partis, leur apprit à s'estimer réciproquement: dès ce moment François I eut toujours des compagnies Suisses dans ses troupes.

La victoire de Marignan ouvrit à François I le chemin du Milanais, qu'il eut bientôt reconquis. Dès son avènement la république de Gênes s'était remise sous la domination de la France; et héritier des droits de Louis XII, François aspirait à recouvrer toutes ses conquêtes en Italie. Il commença par arracher de nouveau le duché de Milan à la malheureuse maison de Sforce. Maxi-

milien fut pris et emmené en France comme l'avait été son père, mais avec des conditions plus douces : il devint sujet, au lieu que Louis-le-Maure avait été captif. On le laissa vivre en France avec une pension modique, ce souverain du plus beau pays de l'Italie.

Un peu avant cette nouvelle conquête du Milanais, le pape Jules II était mort, et l'empereur Maximilien avait fait de vains efforts pour se faire élire son successeur. Les suffrages du conclave se réunirent sur Jean de Médicis, arrière-petit-fils du grand Côme, et qui devint si célèbre, sous le nom de Léon X, par la protection dont il honora les lettres. On prétend qu'il avait été créé cardinal à l'age de quatorze ans, il fut pape à trente-six; et rétablit sa famille dans ses anciennes dignités. Elle était alors rentrée dans la Toscane, et Léon eut bientôt le crédit de mettre son frère, Pierre, à la tête du gouvernement de Florence. Il fit épouser à son autre frère, Julien-le-Magnifique, la princesse de Savoie, duchesse de Nemours, et le rendit un des plus puissans seigneurs d'Italie. Ces trois frères élevés par Ange Politien et par Calcondile, étaient tous trois dignes d'avoir eu de tels maîtres. Tous trois

cultivaient à l'envi les lettres et les beaux-arts. Ils méritèrent que ce siècle s'appelât le siècle des Médicis. Le pape, sur-tout, joignait le goût le plus fin à la magnificence la plus recherchée. Il excitait les grands génies dans tous les arts par ses bienfaits, et par son accueil plus séduisant encore. Sous lui la religion n'avait rien d'austère; elle s'attirait l'admiration par des cérémonies pompeuses, et l'éloquence des cardinaux Bembo et Sadolet faisaient revivre la bonne latinité. C'était Cicéron que ces grands hommes s'attachaient à imiter.

A l'époque où François I entreprit de reconquérir le Milanais, il avait Léon X contre lui; mais lorsqu'il eut glorieusement terminé cette expédition, le pape devint son allié, et les Vénitiens, qui s'étaient unis aux Français dans l'espoir de reprendre le Véronais sur Maximilien, durent en effet aux armes du monarque français, que l'empereur leur céda cette province. Ainsi cette première campagne fut très-glorieuse pour François I; après s'être assuré le Milanais par des garnisons il rentra en France triomphant. Son pouvoir était alors si bien établi en Italie, qu'il fit donner à Léon X

le duché d'Urbin, qui depuis est demeuré à l'église.

L'empire étant venu à vaquer quelque temps après par la mort de Maximilien, François I se mit sur les rangs; il était regardé comme le plus grand prince de l'Europe; sa victoire de Marignan lui avait fait une réputation qui semblait le rendre plus digne du trône impérial que le jeune Charles d'Autriche, dont la renommée ne parlait point encore. Mais ce fut en partie ce qui détermina les électeurs à lui donner la préférence sur le roi de France. Charles fut donc empereur; il fut élu en 1519, malgré les grandes sommes que François I avait répandues pour captiver les suffrages.

Dès ce moment on vit la jalousie s'élever entre ces deux princes; ils étaient tous deux jeunes, puissans et ambitieux; que de motifs pour être rivaux! Charles l'avait emporté pour l'empire sur François I, qui n'avait que cinq ans de plus; ce dernier se croyait des talens supérieurs pour la guerre, comment n'en aurait-il pas fait usage, ne fut-ce que pour se venger d'avoir échoué pour l'empire? Charles, seigneur des Pays-Bas, avait l'Artois et beaucoup de villes à revendiquer : roi de Naples et de Si-

cile, il voyait François I prêt à réclamer ses états au même titre que Louis XII : roi d'Espagne, il avait l'usurpation de la Navarre à soutenir : empereur, il devait défendre le grand fief du Milanais contre les prétentions de la France ; que de raisons pour désoler l'Europe !

Je n'entrerai point dans les détails des guerres continuelles qu'ils se livrèrent ; elles m'arrêteraient trop long-temps : je me contenterai de vous dire un mot des résultats, et poserai d'abord que Charles-Quint était meilleur négociateur que François I, et l'emporta toujours sur lui par les moyens d'intrigue. Léon X voulut dans le commencement tenir la balance entre ces deux grands rivaux ; l'embarras était de choisir celui qu'il reconnaîtrait pour son vassal, en qualité de roi des Deux-Siciles. Une ancienne loi des papes, portée dès le treizième siècle, disait : « Que jamais roi de Na-« ples ne pourrait être empereur ». Louis d'Anjou s'était soumis à cette loi, que les papes regardaient comme la gardienne de leur indépendance. Mais Léon X ne fut pas assez puissant pour faire exécuter cette loi ; il se vit obligé de donner une dispense à Charles-Quint, et de reconnaître malgré lui un vassal

qui le faisait trembler. Il n'eut pas plutôt donné cette dispense qu'il s'en repentit.

Henri VIII, roi d'Angleterre, plus puissant que le pape, aurait pu mieux que lui tenir la balance entre les deux rivaux; tous deux le courtisaient et cherchaient à le mettre dans leur parti. François I se ménagea d'abord une entrevue avec le roi d'Angleterre, ils se virent près de Calais, dans le lieu appelé le champ *du drap d'Or*, nommé ainsi de la magnificence avec laquelle cet endroit fut préparé. Les deux monarques se jurèrent une amitié éternelle; mais les sermens de Henri VIII ne tinrent presque jamais contre les sollicitations artificieuses de Charles-Quint. Il eut l'adresse d'enlever plusieurs fois à François I des alliés que leur intérêt même aurait dû porter à lui rester fidèles.

François I commença les hostilités en s'emparant de la Navarre, au nom de Henri d'Albret. A peine la Navarre fut-elle soumise, qu'elle fut reprise par les Espagnols. Dès-lors les Français furent obligés de se battre toujours contre les forces espagnoles à toutes les extrémités du royaume, vers Fontarabie,

vers la Flandres et vers l'Italie. Dans le même temps que les troupes espagnoles de Charles-Quint reprenaient la Navarre, ses troupes allemandes pénétraient en Picardie, et ses partisans soulevaient l'Italie : les factions et la guerre étaient partout.

Le pape, Léon X, était toujours flottant entre François I et Charles-Quint. Il avait à se plaindre des Français, qui avaient voulu lui enlever Reggio, comme une dépendance du Milanais, et déjà des violences commises par Lautrec, gouverneur du Milanais, soulevaient les peuples contre la domination française : mais ce qui fit encore plus de tort à François I fut la défection du connétable de Bourbon. C'était à ce grand capitaine qu'on avait dû principalement la victoire de Marignan ; il était le meilleur général des Français, et fût resté fidèle à son roi, s'il n'eût été poussé à bout par les persécutions de la duchesse d'Angoulême, mère de François I. Charles de Bourbon avait eu le malheur de plaire à cette dame dès avant que son fils fût sur le trône. Le connétable étant devenu veuf, et la duchesse d'Angoulême, toute puissante par le crédit qu'elle avait sur son fils, elle crut que ce sei-

gneur recevrait avec reconnaissance l'offre de sa main ; au contraire, il la refusa et le fit de manière à blesser l'amour propre de Louise de Savoie, qui conservait de très grandes prétentions. Pour se venger de ce refus elle voulut le ruiner ; lui suscita un procès injuste, reconnu pour tel par tous les jurisconsultes : il n'y avait que la mère toute puissante d'un roi qui put le gagner.

Il s'agissait de tous les biens de la branche de Bourbon. Les juges, trop vivement sollicités, donnèrent un arrêt qui, mettant tous ces biens en séquestre, dépouillait le connétable. Ce prince envoya l'évêque d'Autun, son ami, demander au roi au moins une surséance ; le monarque refusa de l'entendre. Charles de Bourbon, irrité et désespéré de cette injustice, écouta les secrètes sollicitations que Charles-Quint lui faisait faire. Il quitta la France, se donna à l'empereur, non point en traître qui trahit sourdement sa patrie, mais en fugitif persécuté qui se dérobe aux vexations.

Il passa dans la Franche-Comté, où il se livra seul à l'empereur sans lui amener aucun secours. Dès qu'il fut sur les terres de l'empire, il rompit

publiquement tous les liens qui l'attachaient au roi de France, renonça à toutes ses dignités, et accepta le titre de généralissime des armées de l'empereur; ce n'était point trahir le roi, c'était se déclarer contre lui ouvertement.

La cour de France, soumise à la duchesse d'Angoulême, ennemie mortelle du connétable, persécuta les amis de ce fugitif. Le chancelier Duprat le fit condamner lui et ses amis comme traîtres; la haine et le ressentiment confondaient la trahison et la rebellion, qui sont choses bien différentes.

Mais enfin la vengeance du connétable eut les plus funestes suites; ses victoires dans le Milanais, la déroute de Biagrasse, où le fameux Bayard fut blessé à mort, la prise de Toulon, n'étaient encore que de faibles atteintes; la bataille de Pavie, où François I fut vaincu et fait prisonnier, vint porter à la France un coup bien plus cruel. Malgré des actions de bravoure, qui suffiraient pour l'immortaliser, le roi, vaincu par son sujet rebelle, est fait prisonnier avec les principaux seigneurs de France, et Henri d'Albret, le roi titulaire de Navarre. Le malheur de

François voulut encore qu'il fût pris par le seul officier français qui avait suivi le duc de Bourbon, et ce seigneur lui-même vint jouir de son triomphe, en s'empressant de visiter le roi prisonnier.

La captivité de François I, et les circonstances de sa défaite, portèrent la consternation dans tous les ordres de l'état : les frontières étaient dégarnies, le trésor était vide, et la désunion dans le conseil de la mère du roi, qui l'avait déclarée régente en son absence. D'un autre côté, le roi d'Angleterre, Henri VIII, menaçait d'entrer en France, et d'y renouveler les temps d'Edouard III et de Henri V. Ligué alors avec l'empereur, il avait fait passer une somme considérable au duc de Bourbon pour contribuer aux frais de la guerre.

Charles-Quint, moins brave que François I, ne faisait point la guerre en personne. Pendant cette fameuse bataille de Pavie, il était occupé en Espagne à régler les rangs et l'étiquette; déjà il tenait le roi en prison qu'il n'avait point encore tiré l'épée. Il ne sut pas profiter de toute sa bonne fortune: au lieu d'entrer en France, et de tirer parti des victoires de ses généraux en

Italie, il continue de rester oisif en Espagne; et pour ne pas donner trop d'ombrage en Italie, il vend l'investiture du duché de Milan à François Sforce. Henri VIII, de son côté, au lieu de se réunir à l'empereur pour démembrer la France, devient jaloux de la grandeur de Charles-Quint; et pour ne point contribuer à l'augmenter encore, il traite avec la régence. Cette division sauva la France : la prise de François I, qui devait faire naître de si grandes révolutions, ne produisit guère qu'une rançon.

Henri d'Albret, détenu prisonnier dans Pavie, s'échappa, et revint en France. François I, mieux gardé à Madrid, fut obligé, pour sortir de prison, de céder à l'empereur le duché entier de Bourgogne, une partie de la Franche-Comté, toutes ses prétentions au delà des Alpes, la suzeraineté sur la Flandre et l'Artois, la possession d'Arras, de Lille, de Tournai, de Mortagne, de Hesdin, de Saint-Amans, d'Orchie; non-seulement il signe qu'il rétablira le connétable de Bourbon, son vainqueur, dans tous les biens dont il l'avait dépouillé, mais il promet encore de faire droit à cet ennemi pour

les prétentions qu'il a sur la Provence; enfin, pour comble d'humiliation, il épouse en prison la sœur de l'empereur. Le comte de Lanoy, l'un des généraux qui l'avaient fait prisonnier, vint en bottes dans sa chambre lui faire signer ce mariage forcé. Il avait été peu généreux à Charles-Quint d'exiger de si dures conditions pour lui rendre la liberté; ce traité de Madrid n'eut point son entière exécution.

Le roi de France, redevenu libre, ne se crut point obligé de tenir des promesses extorquées par la force: ayant cédé la Bourgogne, il se trouva assez puissant pour la garder. Il perdit la suzeraineté de la Flandre et de l'Artois; mais en cela il ne fut privé que d'un vain hommage. Ses deux fils, restés prisonniers en sa place en qualité d'otages, furent rachetés pour de l'argent; leur rançon lui coûta deux millions d'écus d'or, et ce fut encore un grand fardeau pour la France. Cependant les infractions au traité de Madrid causèrent de nouvelles guerres, des reproches amers, des démentis, des bravades, des défis solennels et inutiles.

François I proposa le duel à Charles-

Quint ; il fut accepté , et cependant n'eut pas lieu. Une chose aussi extraordinaire fut de voir le pape Clément VII prisonnier de l'empereur. La crainte de la puissance de Charles-Quint avait uni Clément, successeur d'Adrien, qui n'avait fait que paraître sur le Saint-Siége après Léon X ; la crainte de la puissance de l'empereur avait porté ce pape à s'unir contre lui avec le roi d'Angleterre et la moitié de l'Italie. Ce même duc de Bourbon, si fatal à François I, le fut de même à Clément VII. Il commandait sur les frontières du Milanais une armée d'Espagnols, d'Italiens et d'Allemands ; ces troupes étaient victorieuses, mais mal payées; elles manquaient de tout. Charles de Bourbon propose à ses capitaines et à ses soldats d'aller piller Rome pour leur solde ; ils y volent, et malgré une trève signée entre le pape et le vice-roi de Naples, on escalade les murs de Rome ; Bourbon est tué en montant à la muraille, mais Rome est prise, livrée au pillage, saccagée comme elle le fut par Alaric, et le pape, réfugié au château Saint-Ange, est prisonnier. Les troupes allemandes et espagnoles vécurent neuf mois à discrétion dans

Rome; le pillage monta, dit-on, à quinze millions d'écus romains.

Ce qui formait un contraste bien singulier, c'est que pendant que l'armée de Charles-Quint tenait le pape prisonnier dans Rome, ce prince faisait faire des prières en Espagne pour la délivrance du pontife; il se lassa enfin de cette bizarrerie, et consentit à rendre la liberté au pape pour quatre cent mille écus d'or.

Vous voyez que cet empereur aimait l'argent; et mon Aline pense, sans doute, qu'en exigeant de si fortes rançons, il devait se trouver très-riche; point du tout, les fonds lui manquaient souvent. D'abord il ne reçut jamais que le quart de la somme promise par Clément VII; mais il semble qu'un empereur, maître de l'Espagne, des dix-sept provinces des Pays-Bas, de Naples et de Sicile, suzerain de la Lombardie, et déjà possesseur du Mexique, devait être le plus riche et le plus puissant de tous les potentats. Cependant Charles-Quint se trouva plus d'une fois embarrassé, et ne put profiter de tous ses avantages par le manque d'argent pour payer ses troupes. Les premiers trésors qu'on lui avait envoyés du Mexi-

que furent engloutis dans la mer; il ne recevait point de tribut réglé d'Amérique comme en reçut Philippe II. Les troubles excités en Allemagne par le luthéranisme l'inquiétaient; les Turcs en Hongrie l'alarmaient davantage; il avait à repousser à la fois Soliman et François I, à contenir les princes d'Allemagne, à ménager ceux d'Italie, et sur-tout les Vénitiens, à fixer l'inconstance de Henri VIII. Charles-Quint joua toujours le premier rôle sur le théâtre de l'Europe, mais il fut loin de pouvoir établir cette monarchie universelle, dont quelques auteurs lui attribuent l'idée.

Ses généraux furent encore long-temps occupés à chasser les Français d'Italie; et l'Angleterre et les puissances italiennes, liguées avec la France pour balancer le pouvoir de l'empereur, même après la prise du pape, lui donnèrent assez de difficultés à vaincre. La paix qui se fit à Cambrai en 1529, sur le plan du traité fait à Madrid trois mois avant, rendit à François I ses enfans, et la jouissance libre de la Bourgogne. Charles se désista enfin de ses prétentions sur cette province, mais il s'en dédommagea en disposant de la Lombardie en

maître; il investit François Sforce du duché de Milan, et Alexandre Médicis de la Toscane; il donne un duc à Mantoue; il fait rendre par le pape Modène et Reggio au duc de Ferrare, mais tout cela pour de l'argent, et sans se réserver d'autre droit que celui de la suzeraineté.

De tels actes de souveraineté lui donnent une grandeur imposante, mais il en acquit une plus réelle en allant repousser Soliman de la Hongrie à la tête de cent mille hommes, assisté de son frère Ferdinand, et sur-tout des princes protestans d'Allemagne qui se signalèrent pour la défense commune. Ce fut là le commencement de sa vie active et de sa gloire personnelle. On le vit à la fois combattre les Turcs, retenir les Français au delà des Alpes, indiquer un concile, et revoler en Espagne pour aller faire la guerre en Afrique; il aborde devant Tunis, remporte une victoire sur l'usurpateur de ce royaume, donne à Tunis un roi tributaire de l'Espagne, délivre dix-huit mille captifs chrétiens, qu'il ramène en Europe, les comble de bienfaits, et chacun d'eux retourne dans sa patrie en élevant jusqu'au ciel le nom de

Charles-Quint : c'est là véritablement son moment glorieux ; aussi je pense devoir vous en indiquer l'époque ; c'est en 1535 que Charles-Quint eut la gloire de vaincre le roi de Tunis et de délivrer ce grand nombre de captifs.

Vers ce même temps, François I faisait de vains efforts pour recouvrer le Milanais ; s'il eût abandonné ses prétentions sur ce duché, source intarissable de guerre et tombeau des Français, il eût joui d'une heureuse paix ; il eût embelli, policé, éclairé son royaume beaucoup plus qu'il ne fit dans les derniers temps de sa vie ; il eût donné carrière à toutes ses vertus. Il fut grand pour avoir encouragé les arts ; mais la passion de vouloir toujours être duc de Milan et vassal de l'empire, malgré l'empereur, fit tort à sa gloire. Réduit bientôt à chercher le secours de Barberousse, amiral de Soliman, il en essuya des reproches pour ne l'avoir pas secondé. Les princes chrétiens lui en firent de bien plus grands pour avoir livré, par son traité avec Soliman, un nombre prodigieux de captifs catholiques aux fers de Barberousse sur les côtes d'Italie.

Ce qui fait plus d'honneur à François I, c'est la noble confiance avec la-

quelle Charles-Quint se livra à lui; d'abord dans l'entrevue d'Aiguemortes, où l'empereur vint le premier visiter le roi de France, se mettre entre les mains de son ennemi avec une cordialité qui prouve combien il comptait sur la bonne foi de celui qui avait été son prisonnier. Son voyage de Paris fut bien plus étonnant encore : après des guerres successives, des injures, des invectives réciproques; au moment même où les deux monarques, sans avoir repris les armes, prenaient toujours des mesures l'un contre l'autre, Charles, attiré en Flandres par une révolte à Gand, demande au roi passage par la France. Sur un simple sauf-conduit il vient jusqu'à Paris, et son voyage n'est qu'une suite de fêtes. Le roi envoie ses deux fils, le dauphin et le duc d'Orléans au-devant de l'empereur jusqu'à Bayonne; lui-même s'avance pour le recevoir jusqu'à Chatelleraud. Le téméraire Charles est reçu avec magnificence et traité avec amitié : plus d'un français s'étonna de la confiance qu'il montrait pendant son séjour dans la capitale. On connaît le propos d'une dame de la cour, qui conseillait à François I de faire arrêter l'empereur, et de se venger des en-

gagemens qu'il l'avait forcé de prendre à Madrid. François fait part à Charles de ce propos; il le lui rend sur le ton de la plaisanterie. « Si le conseil est bon, il faut le suivre », répond Charles sans être ému. Le roi de France n'en profita pas; il se contenta de solliciter l'empereur de donner à son second fils l'investiture du duché de Milan. Charles-Quint le promit, et manqua de parole. Il disait, pour s'excuser de ce manque de foi, qu'il n'avait promis le Milanais que sous la condition que François I évacuerait Turin.

La générosité avec laquelle le roi avait reçu l'empereur en France, tant de fêtes somptueuses, tant de témoignages de confiance et d'amitié réciproques, n'aboutirent qu'à de nouvelles guerres.

Pendant que Soliman ravage encore la Hongrie, pendant que Charles-Quint, pour mettre le comble à sa gloire, veut conquérir Alger comme il a subjugué Tunis, et qu'il échoue dans cette entreprise, François I resserre les nœuds de son alliance avec Soliman. Bientôt la guerre recommence avec plus d'animosité que jamais vers le Piémont, vers les Pyrénées et dans la Picardie; c'est

alors que les galères du roi se joignent à celles de Chérédin, sernommé Barberousse, amiral du sultan et vice-roi d'Alger. Les fleurs de lis et le croissant flottent ensemble devant Nice; les Français et les Turcs réunis, les premiers étant commandés par le comte d'Enghien, de la branche de Bourbon, échouent dans cette entreprise; ils ne peuvent prendre Nice, et Barberousse ramène la flotte turque à Toulon dès que le célèbre André Doria s'avance au secours de la ville avec ses galères.

Barberousse, maître absolu de Toulon, avait fait changer une grande maison en mosquée; et pendant qu'on s'indignait de voir flotter en France les étendards mahométans, André Doria, ce noble génois, ce héros qu'on peut mettre à la tête de tous ceux qui servirent la fortune de Charles-Quint, défit plusieurs fois les flottes de Soliman. Ce qui lui fit encore plus d'honneur, fut de rendre la liberté à sa patrie, dont Charles-Quint lui permettait d'être souverain. Il préféra le titre de libérateur à celui de maître. Il établit le gouvernement tel qu'il subsiste aujourd'hui, et vécut jusqu'à quatre-vingt-quatorze ans, l'homme le plus considéré de l'Europe.

Gênes lui éleva une statue comme au libérateur de sa patrie.

Revenons aux Français : le comte d'Enghien répara l'affront de Nice par la victoire qu'il remporta dans le Piémont, à Cérisoles, sur le marquis del Valsto. Jamais victoire ne fut plus complète ; mais on en tira peu de fruit : l'alliance du roi d'Angleterre avec l'empereur vint amener de nouveaux revers. Henri VIII assiégeait Boulogne sur-mer, tandis que Charles-Quint s'avançait en Picardie. La prise de Boulogne fit trembler Paris. Que faisaient les victoires d'Italie quand les ennemis entraient dans le centre de la France ? Déjà Charles s'était avancé jusqu'à Soissons ; mais une révolte des princes luthériens d'Allemagne, qui se liguaient contre le despotisme de l'empereur, vint heureusement le rappeler dans ses états. Il se hâta de faire la paix à Crépi en Valois, pour aller combattre ses sujets en Allemagne.

François I[er] acheta bientôt après la paix avec l'Angleterre pour huit cent mille écus ; ce furent ses derniers exploits ; il mourut l'année suivante. Après avoir été en guerre pendant tout son règne. Il jouit de quelques mois de tran-

quillité ; et les employa utilement pour le bonheur de ses peuples. Il était noble, généreux, magnifique ; se fit honneur de protéger les lettres et d'encourager tous les arts. Sous lui la France commençait à sortir de la barbarie, et la langue prenait un tour moins gothique. Il fit venir des peintres, des sculpteurs et des architectes d'Italie ; on lui doit les premiers fondemens du Louvre, et il projetait de bâtir un magnifique collége royal, lorsque la mort vint l'enlever à l'âge de cinquante-trois ans, en 1547.

Avant de commencer le règne de Henri II, fils et succeseur de François Ier, il convient, ma chère Aline, de vous dire quelque chose de Luther et de Calvin ; de vous faire au moins connaître ces chefs de la religion prétendue réformée, avant de vous parler des excès qu'entraînèrent cette malheureuse querelle et ces divisions si funestes dans leurs suites.

Ceux qui veulent remonter aux premières causes, fixent principalement leurs regards sur les abus qui s'étaient successivement élevés dans l'église, et sur les désordres scandaleux dont le pape Alexandre VI avait donné le pernicieux exemple. Ses successeurs, quoi-

qu'ils fussent beaucoup moins pervers que lui, ne prirent point des mesures pour la réformation. Le faste de la cour de Léon X pouvait d'ailleurs blesser les yeux des catholiques rigides; et ce pape, en encourageant les études, donna des armes contre lui-même. On vit renaître l'esprit de controverse avec le goût des lumières, et l'on eut plus d'une occasion de reconnaître qu'il est dangereux de rendre les hommes trop savans en matière théologique.

Jules II, prédécesseur de Léon X, sous qui la peinture et l'architecture commencèrent à prendre de si nobles accroissemens, voulut que Rome eût un temple qui surpassât Sainte-Sophie de Constantinople, et qui fût le plus beau qu'on eût encore élevé sur la terre. Il commença cette entreprise, et Léon X suivit ardemment ce beau projet; mais pour l'amener à sa fin il fallait beaucoup d'argent, et ses magnificences avaient épuisé son trésor. Pour se procurer les fonds nécessaires pour élever cette merveille de la métropole de l'Europe, Léon X prétexta une guerre contre les Turcs, et fit vendre des indulgences dans tous les états de la chrétienté.

Cette vente se fit publiquement; on

établit partout des bureaux d'indulgences, on les afferma en quelque sorte; le droit de les prêcher et de les vendre en Allemagne fut donné aux dominicains de préférence aux augustins, qui en avaient été long-temps en possession. Cette rivalité de moines produisit de grands événemens.

Les augustins, jaloux de s'être vu enlever par les dominicains un droit qu'ils prétendaient leur appartenir, chargèrent Martin Luther, l'un des plus éloquens et des plus distingués de leurs frères, de prêcher contre les indulgences. Il s'était glissé beaucoup d'abus dans la manière dont on les débitait, et Luther ne se contenta pas de les dévoiler; il décria les indulgences elles-mêmes et examina le pouvoir de celui qui les donnait. Les désordres scandaleux d'Alexandre VI n'avaient pas fait naître un doute sur la puissance spirituelle du pape; la dangereuse et séduisante éloquence de Luther accoutuma les esprits à discuter l'étendue de ses droits. Il avait commencé par faire sentir la nécessité d'une réforme, et la protection de Frédéric, électeur de Saxe, surnommé le Sage, enhardissant Luther, il fit afficher aux portes de l'église de Wurtemberg,

des thèses contenant quatre-vingts propositions, pour être examinées dans une dispute réglée, afin de s'éclaircir de la vérité. Jean Tetrel, prieur des dominicains, en opposa cent dix autres qu'il fit publier à Francfort-sur-l'Oder; et en sa qualité d'inquisiteur de la foi, il fit brûler celles de Luther. Les disciples de celui-ci vengèrent leur maître, en brûlant publiquement à Wurtemberg celles du dominicain.

Peu après Luther parut se soumettre à la décision du pape; mais Léon ayant anathématisé solennellement toutes ses propositions, Luther ne garda plus de mesures. Il composa son livre de la *Liberté chrétienne*, et bientôt après celui intitulé de la *Captivité de Babylone*, où il énonça des opinions encore plus hardies. Luther nie, dans ce dernier ouvrage, l'autorité de l'église, et dénature la doctrine des pères concernant les sacremens.

Il n'avait d'abord attaqué que les désordres et les abus; mais bientôt s'opiniâtrant par la discussion et les condamnations, il en vint à faire une religion absolument nouvelle. Déjà il s'était fait un grand nombre de partisans en Allemagne; et à l'époque où il publia les li-

vres dont je viens de parler, les universités de Louvain, de Cologne et de Paris donnèrent leur sentiment sur ces ouvrages; elles condamnèrent unanimement toutes les propositions de Luther. Le pape lui-même donna une nouvelle bulle, par laquelle il condamnait quarante-une propositions extraites des livres de Luther; et faute par ce novateur de se rétracter dans soixante jours, il lança contre lui les foudres de l'église.

Charles-Quint fit exécuter ce décret dans ses états héréditaires; mais à l'égard de l'Allemagne, il jugea convenable d'attendre la diète convoquée à Worms pour l'année suivante. Luther se livrant à toute sa fougue, traita le pape d'Antechrist, et fit brûler dans la place publique de Wurtemberg les bulles du pape et les décrétales. En 1521, dans la diète de Worms, Luther obtint la faveur d'être entendu; mais ses dogmes erronés soulevèrent toute l'assemblée: l'empereur lui ordonna de sortir de Worms, lui accorda vingt-un jours pour se mettre en lieu de sûreté; et un mois après fit publier en la grande église son décret impérial, qui mit Luther au banc de l'empire comme hérétique et schismatique déclaré.

Luther avait trouvé une retraite près de son ami le duc de Saxe ; caché dans l'un des châteaux de ce zélé protecteur, il fit ses traités contre la *confession secrète*, contre les *messes privées*, contre les *vœux monastiques*, et contre le *célibat des ecclésiastiques*. Du fond de sa solitude il animait ses sectateurs par les invectives qu'il répandait contre le pape et contre les docteurs qui avaient signé contre lui. Ce réformateur, que les protestans disent si éloquent, traitait ses adversaires avec une indécence révoltante ; il les injuriait dans un style bas et grossier. Je ne répéterai point à mon Aline les expressions dégoutantes dont il se servait ; je dirai seulement qu'elles ne révoltaient point les esprits alors grossiers ; et Luther, avec ces bassesses d'un stile barbare, triomphait dans son pays de toute la politesse romaine. Chaque jour il faisait de nouveaux prosélites en Allemagne, et dès l'année 1523, les rois de Suède et de Danemarck embrassèrent ouvertement ses opinions.

L'année suivante, Luther quitta son habit d'Augustin ; et renonçant à la qualité de révérend père, il n'en voulut plus d'autre que celle de docteur Martin Luther. Quelques mois après, il débau-

cha une religieuse, nommée Catherine de Boren, et l'épousa publiquement, en exhortant les moines et les ecclésiastiques à l'imiter.

Je ne suivrai point les progrès du luthéranisme, l'histoire en serait trop longue; je vous dirai seulement qu'ils furent rapides, et que c'est de la solennelle protestation des Luthériens contre la seconde diète de Spire, qu'ils prirent le nom de *protestans*, qu'on a depuis donné aux diverses sectes de la religion prétendue réformée.

Une circonstance digne de remarque, c'est que le roi Henri VIII, roi d'Angleterre, qui depuis se sépara de l'église romaine, commença par combattre vivement Luther. Ce prince avait été instruit dans les subtilités théologiques; il aimait à les discuter. Jeune, ardent et impétueux, il s'était nourri avidement de toutes les vaines subtilités de l'école, et pour faire preuve de son savoir, il voulut disputer contre Luther. Il demanda d'abord au pape Léon X la permission de lire les livres de cet hérétique; l'ayant obtenue, il commenta saint Thomas, et défendit contre Luther les sept sacremens. Ce novateur en reconnaissait alors trois, que bientôt il rédui-

sit à deux. Le livre de Henri VIII fut envoyé à Rome, et comparé par le pape aux écrits des Augustin et des Jérôme. Il donna le titre de *défenseur de la foi* au roi Henri, et ne s'attendait guère qu'il deviendrait quelques années après le plus terrible ennemi de Rome.

Peu de personnes prirent le parti de Luther en Italie. Ce peuple ingénieux, occupé d'intrigues, de plaisirs et de cultiver les arts, ne prit aucune part à ces troubles religieux. Les Espagnols ne s'en mêlèrent pas davantage, et les Français furent très-long-temps sans prendre parti. Le théâtre de cette guerre d'esprit était chez les Allemands et les Suisses, qui ne passaient point pour les peuples les plus déliés de la terre.

La Suisse fut le premier pays, hors de l'Allemagne, où s'étendit la nouvelle secte, qu'on appelait la primitive église. Zuingle, curé de Zurich, alla plus loin encore que Luther, et ce fut lui qu'on appela en France *sacramentaire*, nom qui fut d'abord donné à tous les réformateurs de sa secte. Zuincle s'attira les invectives du clergé de son pays; l'affaire fut portée devant les magistrats. Le sénat de Zurich examina le procès, et jugea en faveur de la réformation. La

pluralité des voix fut pour Zuincle, et son triomphe fut plus grand encore quand le sénat de Berne eut jugé solennellement en sa faveur. Dès-lors la religion romaine fut condamnée en Suisse; et il paraît que les excès sacriléges de quelques moines contribuèrent beaucoup à faire prononcer cette condamnation. C'est ainsi que la multitude juge presque toujours sans examen, et que les torts de quelques membres de l'église nuisirent au corps entier, dans l'esprit de ceux qui ne considèrent point les choses en elles-mêmes, mais dans l'abus qu'on en fait.

Le sénat de Berne et celui de Zurich avaient donné une religion au peuple; mais à Bâle, ce fut le peuple qui contraignit le sénat à la recevoir. Il y avait déjà alors treize cantons suisses. Lucerne, et quatre des plus petits et des plus pauvres, Zug, Schwitz, Uri, Undervald, étant demeurés attachés à la communion romaine, commencèrent la guerre contre les autres cantons. Ce fut la première guerre de religion entre les catholiques et les réformés. Le curé Zuingle se mit à la tête de l'armée protestante; il fut tué dans le combat, et regardé par son parti comme un saint

martyr; les catholiques vainqueurs, le regardant au contraire comme un hérétique détestable, firent écarteler son corps par le bourreau, et le jetèrent ensuite dans les flammes. Ce furent-là les préludes des fureurs auxquelles on s'emporta depuis.

La religion de Zuingle prit le nom de Calvinisme, de Jean Calvin, qui eut l'honneur de lui donner son nom, comme Amérique Vespuce donna le sien au nouveau monde découvert par Colomb.

Ce Jean Calvin, né à Noyon en 1509, imbu des erreurs de Luther par Melchior Wolmar, professeur de la langue grecque, donna à corps perdu dans les nouvelles opinions. Jaloux de marcher sur les traces de Luther, il voulut connaître l'écriture sainte dans sa source, étudia en peu de temps le grec, l'hébreu, le syriaque, et bientôt se mit à prêcher, mais d'abord secrètement. La nature l'avait doué de beaucoup d'aptitude et d'éloquence; il tira parti de ces avantages pour se faire des partisans. Un commentaire des livres de Sénèque, sur la Clémence, lui acquit quelque réputation; mais ayant voulu dogmatiser à Paris, il fut dénoncé et obligé de prendre la fuite. Réfugié d'abord à Angou-

lême, ensuite à Poitiers, où il fit des prosélytes, même parmi les docteurs de l'université. Ces succès ne l'empêchèrent pas d'être obligé de quitter cette ville. Craignant d'être arrêté, il se retira à Bâle, ville libre et impériale, où il acheva son Institution, qu'il eut la hardiesse de dédier à François I. La publication de cet ouvrage ayant causé quelque fermentation dans la ville de Bâle, Calvin se déguisa sous le nom de Happeville, et passa en Italie auprès de la duchesse de Ferrare, dont l'esprit curieux se plaisait à écouter les novateurs; mais bientôt après, la crainte de l'inquisition obligea Calvin de s'évader furtivement, et il vint à Genève en 1536. Guillaume Farel, autre novateur, le reçut fort bien, et ils se partagèrent entr'eux l'emploi du ministère. Les Genevois se montrèrent d'abord disciples très-dociles; mais à l'occasion de la réforme que Calvin et Farel voulurent mettre dans la manière de communier, il s'éleva de grandes discussions, et les syndics bannirent les deux prédicans comme des séditieux.

C'est à cette époque que Calvin se retira à Strasbourg, alors ville libre et impériale; il obtint la permission d'y

former une église à sa mode pour les Français réfugiés, et d'enseigner la philosophie. Mais en 1541 ses partisans parvinrent à le faire rappeler à Genève; et son empire s'affermit à un tel point, qu'il fit brûler vif le médecin Michel Servet, et bannir l'arien Valentin Gentiliis. Genève devint le centre de sa religion; il y établit une discipline sévère, fonda des consistoires, des colloques, des surveillans; il établit même une espèce d'inquisition, une chambre consistoriale, avec droit de censure et d'excommunication.

Sans nous arrêter à suivre les progrès du calvinisme et du luthéranisme, disons que sur la fin du règne de François I ces sectes commençaient à se propager en France; ce prince, sans autoriser absolument les persécutions pour cause de religion, permit qu'on fît quelques exemples. En 1535 on brûla quelques luthériens à Paris; les exécutions furent plus fréquentes sous son successeur, Henri II; mais avant de parler du règne de ce prince, disons encore un mot sur Henri VIII, roi d'Angleterre, qui mourut quelques mois avant François I.

Nous dirons peu de chose sur ce monarque anglais, parce qu'une partie de

ses actions guerrières vous sont déjà connues ; mais l'histoire de ses mariages et la révolution qu'il opéra dans la religion en Angleterre, méritent de fixer notre attention. Ce prince, fils, comme vous le savez, de Henri VII, monta sur le trône d'Angleterre en 1509; il avait alors dix-huit ans. Une circonstance qui devint importante par ses suites, fut qu'il était alors marié depuis près de six ans avec Catherine d'Arragon. Cette princesse avait d'abord épousé Arthur, frère aîné de Henri VIII. Ce prince étant mort un an après avoir contracté cette alliance, son père jugea que la main de la princesse d'Espagne convenait également à son second fils. Il obtint une dispense du pape, et Henri épousa sa belle-sœur, quoiqu'elle eût 6 à 7 ans de plus que lui. Cette différence d'âge ne paraît s'être fait vivement sentir à Henri VIII, que lorsqu'il devint amoureux d'Anne de Boulen. Il avait eu plusieurs enfans de Catherine d'Arragon, et il ne lui restait qu'une fille, nommée Marie, lorsque sa passion pour Anne de Boulen lui fit chercher les moyens de devenir libre pour épouser cette jeune personne qui, par son enjouement, avait su lui inspirer le plus ardent amour. N'étant point des-

tiné au trône, Henri avait été dans sa jeunesse appliqué aux sciences ecclésiastiques, et j'ai déjà dit qu'il s'y croyait très-habile. Il chercha d'abord dans le Lévitique une loi qui l'autorisât à faire casser son mariage avec Catherine d'Arragon, et sollicita le pape Clément VII de casser la bulle de Jules II, et de déclarer son mariage avec la veuve de son frère, contraire aux lois divines et humaines.

Clément VII eût pu, peut-être, se laisser persuader, si Catherine d'Arragon n'avait été tante de Charles-Quint; mais comment annuller le mariage d'une princesse estimable sous tous les rapports, mariée depuis dix-huit ans, ayant eu plusieurs enfans? comment les déclarer illégitimes, et risquer, pour plaire à Henri VIII, de s'attirer le courroux de l'empereur Charles-Quint, alors si redoutable? Clément VII venait de voir Rome saccagée par l'armée de Charles-Quint; il avait fait sa paix avec lui, mais il le craignait toujours : d'ailleurs il ne pouvait guère désavouer une dispense donnée par son prédécesseur. Cependant François I s'était uni à Henri VIII pour solliciter la dissolution de son mariage. Pressé par les deux rois, et d'un

autre côté par l'empereur, il chercha à temporiser pour gagner du temps, se flattant que la passion de Henri VIII s'éteindrait. Il fit des demi-promesses, se rétracta, traîna la décision en longueur. Henri s'impatientant de tous ces délais, fit servir la théologie aux intérêts de son amour; il assembla en Angleterre des docteurs qu'il avait mis dans son parti, et fit prononcer par ce nouveau consistoire la dissolution de son mariage. Le cardinal Volsey, nommé légat dans cette affaire, ayant paru au roi contraire à ses desseins, fut par lui disgracié; il était alors ministre. Henri VIII porta l'affaire devant un nouveau tribunal, et dicta lui-même la sentence de divorce. On assure qu'il fut prouvé qu'il avait acheté les suffrages des docteurs, qui se vendirent à des taux différens; mais enfin, Henri VIII n'attendit pas qu'ils eussent définitivement prononcé pour se marier avec Anne de Boulen. Il la déclara son épouse, et la fit couronner aussitôt que son alliance avec Catherine eût été cassée.

Cette reine outragée avait soutenu ses droits avec fermeté, mais avec modération; ayant décliné la juridiction de l'archevêque de Cantorbéri, elle s'était re-

tirée à la campagne, laissant sa rivale triomphante. On remarque que l'entrée d'Anne de Boulen à Londres se fit avec une pompe et une magnificence extraordinaires. Peu de jours après, cette nouvelle reine accoucha d'une princesse, qu'on nomma Elizabeth.

Le pape Clément VII, sollicité par Charles-Quint de venger sa tante, publia une bulle d'excommunication contre les nouveaux époux et leurs adhérens. Henri déclara ses anathèmes nuls, fit schisme avec l'église de Rome, et se proclama chef de la religion en Angleterre. Dès-lors il se fit donner par son parlement les annates et autres droits qu'on payait au pape. Il créa six évêchés nouveaux, et fit faire en son nom la visite des couvens. Il imagina un code de religion qui n'était ni catholique, ni luthérien, ni calviniste, mais qui tenait des trois sectes; prescrivit des sermens que chacun était obligé de prêter : sa suprématie, comme chef de l'église, en était le principal point, sur lequel il ne souffrait ni explication, ni restriction. Thomas Morus, grand chancelier d'Angleterre, et l'évêque de Rochester, payèrent de leur tête leur attachement aux anciens principes. Ces il-

lustres victimes frayèrent le chemin de l'échaffaud à une multitude d'autres. La barbare politique de Henri fit dresser des potences et allumer des bûchers, où furent jetés ensemble catholiques et protestans; les uns pour n'avoir pas voulu reconnaître sa suprématie, les autres pour refuser d'admettre quelques dogmes de l'église romaine, que le réformateur Henri avait jugé à propos de conserver. C'est enfin par les plus terribles persécutions qu'il établit sa religion : il ouvrit les monastères, appliqua les bâtimens à d'autres usages, détruisit les chapelles, les oratoires, effaça jusqu'aux vestiges des fondations pieuses, et fit part d'une partie de ces biens aux seigneurs de sa cour, ou aux familles des fondateurs, mais il retint pour lui le lot le plus considérable.

Un de ses premiers soins avait été de combler de faveurs sa nouvelle épouse; et pour établir l'état de sa fille, il avait déclaré illégitime la princesse Marie, fille de Catherine d'Arragon, et fait reconnaître princesse de Galles et héritière du trône la jeune Elizabeth. Mais cette Anne de Boulen, si vivement chérie, ne captiva pas long-temps l'inconstant Henri. Lorsque les premiers trans-

ports de sa passion furent passés, il ne tarda pas à lui trouver des défauts graves. Elle était gaie et folâtre. Fille d'un simple gentilhomme, Anne n'avait point été élevée avec la circonspection de la grandeur; elle n'avait point toute la réserve que semblait exiger son élévation. Devenue reine, son enjouement permettait à ses courtisans des plaisanteries que la malignité se plut à interpréter défavorablement. Le roi recueillit avidement la calomnie que répandirent, peut-être à dessein, ceux qui conservaient un secret intérêt à la princesse Marie. La jalousie de Henri devint terrible, et le porta aux derniers excès dès qu'il eut laissé tomber ses regards sur Jeanne Seymour, fille d'honneur de la reine.

La perte d'Anne de Boulen fut résolue : traduite devant le parlement, condamnée par lui sur de légers indices, elle porta sa tête sur l'échafaud ; et dès le lendemain, Henri épousa Jeanne Seymour. Ce mariage précipité est peut-être la plus forte justification d'Anne de Boulen ; elle mourut d'ailleurs sans faiblesse, et protesta qu'elle était innocente.

Jeanne Seymour ne vécut qu'un an ; elle expira peu de jours après avoir

donné le jour à un fils. Henri épousa alors la princesse de Clèves, dont il s'était épris sur la vue de son portrait; mais il trouva qu'elle ne répondait point à l'idée qu'il s'était faite de sa beauté, et quelques mois après il fit prononcer le divorce, sur la seule assertion que, quand il avait épousé cette princesse, il n'avait pas donné un consentement intérieur à son mariage. Il épousa une cinquième femme. Catherine Howard, l'une de ses sujètes, fixa son choix; mais ce ne fut pas pour long-temps. Henri, toujours disposé à trouver des prétextes à son inconstance et à sa barbarie, ayant appris que la reine avait eu des amans avant son mariage, fit encore trancher la tête à cette cinquième épouse.

Souillé de trois divorces et du sang de deux épouses, on le vit encore en prendre une sixième. Cette fois il choisit une veuve. Catherine Parr fut prête à subir le sort d'Anne de Boulen et de Catherine Howard, non pour ses galanteries, mais parce qu'elle fut quelquefois d'un autre avis que le roi sur des matières de théologie.

Il était très-dangereux de contrarier le roi sur ces objets, sur lesquels il aimait beaucoup à discuter. Un maître

d'école, nommé Lambert, qui avait quelque réputation pour la controverse, et passait pour avoir été sacrementaire, fut inhumainement brûlé à petit feu pour avoir soutenu son opinion contre celle de Henri VIII.

Ce prince cruel et sanguinaire eut tous les vices des tyrans, et le pédantisme de la science théologique. Son arrogance, son obstination et son bigotisme, tous ces défauts des petits génies, augmentèrent singulièrement en lui dans ses dernières années. Sur la fin de sa vie on ne l'abordait pas sans risque, et sa colère était d'autant plus redoutable, qu'il fut toujours secondé dans l'exécution de ses projets vexatoires par son parlement, le plus vil et le plus rampant qui ait existé; il était digne enfin du Néron de l'Angleterre. Henri VIII, qui laissa une mémoire si odieuse, eut cependant des qualités qui semblaient contraster avec tous les défauts qu'on lui reproche. Il avait l'esprit fort étendu : heureux quand il l'occupait de grandes affaires qui faisaient diversion à son zèle persécuteur! Nous avons vu dans l'histoire de France qu'il eut quelques succès guerriers, et tint un moment la balance de l'Europe entre François I et Charles-

Quint. Comme je vous l'ait dit tout à l'heure, il mourut quelques mois avant le roi de France, et laissa, en 1547, sa couronne à Edouard VI, fils de Jeanne Seymour.

Voyons maintenant le règne de Henri II, successeur de François Ier. Ce prince avait vingt-neuf ans quand il monta sur le trône, et ses rigueurs contre les sectaires, au lieu de produire l'effet qu'il en attendait, propagèrent au contraire la religion qu'il voulait proscrire. La condamnation du conseiller Anne du Bourg fit beaucoup plus de calvinistes en France qu'il n'y en avait en Suisse et à Genève. Les victimes furent considérées comme des martyrs, et le fanatisme se joignit à l'esprit de parti pour multiplier les proselytes. Henri II assista quelquefois lui-même au supplice des hérétiques condamnés; il en vit brûler plusieurs; les cris de ces malheureux l'émurent, mais il n'en donna pas moins contre eux des édits foudroyans. Cependant il était loin d'être cruel; mais il se laissait influencer, et on lui reproche d'avoir été peu constant dans ses projets politiques, de s'être permis des variations nuisibles aux affaires, et d'avoir adopté facilement

les idées du dernier qui lui parlait.

Il prouva du moins sa constance en amour. La belle Diane de Poitiers, duchesse de Valentinois, déjà sa maîtresse depuis long-temps, continua de captiver son cœur jusqu'à la fin de sa vie. Elle avait cependant dix-huit ans de plus que lui, mais elle joignait à l'avantage de la beauté, celui d'un esprit aimable et liant qui fixa toujours Henri II, au grand déplaisir de Catherine de Médicis son épouse, qui était très-jalouse de cette rivale.

Henri fut presque toujours en guerre. Il la fit d'abord aux Anglais qu'il chassa de Boulogne, dont ils s'étaient emparés; puis il s'unit au duc de Parme et aux princes d'Allemagne contre l'empereur, qu'il força de faire la paix, et à lui céder les trois évêchés, Toul, Metz et Verdun. Il fit ensuite la guerre au roi d'Espagne Philippe II avec moins de succès; la perte des batailles de Saint-Quentin et de Gravelines, et la prise du connétable de Montmorenci par les Espagnols, amenèrent la paix de Cateau-Ambresis, et le mariage d'Elisabeth de France avec le roi d'Espagne. Mais cette paix fut loin d'être favorable à la France. On rendit plusieurs places, et indépendamment

de cette perte, ce traité occasiona des guerres civiles, et la mort du roi Henri II. Il fut tué d'un coup de lance, ou plutôt il fut blessé à l'œil d'un éclat de lance, qu'il reçut dans un tournois donné à l'occasion du mariage de sa fille, et mourut de cette blessure à l'âge de quarante-deux ans. Ce prince avait régné près de treize années. Il était affable, poli, brave comme son père, et loyal chevalier.

L'accident qui termina sa vie, en 1559, mit fin au goût des tournois et autres exercices de chevalerie. Cette institution finit même avec Henri II qui l'avait soutenue par sa protection; c'est moins au surplus le malheur de Henri II qui détruisit cette confraternité, que l'usage des armes à feu qui, en changeant l'attaque, la défense particulière et la marche des combats, anéantit les lois de la chevalerie et l'ordre lui-même.

Mais il est temps de nous arrêter ici. L'abondance des matières me force à faire le sujet d'une autre lettre de ce qui me reste à vous dire sur la France et les états circonvoisins pendant le seizième siècle.

LETTRE LVII.

Suite du coup-d'œil général sur l'histoire de France, d'Angleterre et d'Italie pendant le seizième siècle.

PENDANT le règne de Henri II que j'ai parcouru en terminant ma dernière lettre, des grandes révolutions se faisaient en Angleterre. La religion subissait des changemens alternatifs qui doivent fixer votre attention, ma chère Aline; je vous engage à les considérer quelques momens avant de reprendre la suite de l'histoire de France.

Henri VIII avait réglé en mourant l'ordre de sa succession. Il avait laissé sa couronne d'abord au prince Edouard, fils de Jeanne Seymour; ensuite aux princesses Marie et Elisabeth, à condition qu'elles ne se marieraient que du consentement du conseil qu'il avait créé pour son fils mineur.

Edouard VI n'avait encore que neuf ans lorsque la mort de son père l'appela

à la couronne. Il annonçait d'heureuses dispositions, et fut élevé dans la religion dont Henri VIII avait posé les premières bases. Vous vous rappelez qu'elles consistaient principalement dans l'interdiction de toutes relations avec le pape, et la suprématie du roi. Sous Edouard parut une liturgie, mais elle ne donna pas encore au nouveau système religieux une grande stabilité. Cette liturgie était l'ouvrage du duc de Sommerset, oncle du jeune roi, par sa mère. Ce Sommerset, frère de Jeanne Seymour, fut nommé *protecteur* par le conseil de régence.

L'histoire du règne d'Edouard n'est que celle des querelles entre les prétendans à l'autorité. Sommerset avait formé le projet utile aux deux royaumes de marier son pupile à la jeune reine d'Ecosse, Marie Stuart. Malheureusement pour cette princesse, sa mère la destina au dauphin de France, et lui fit manquer la couronne d'Angleterre pour celle de France, qui ne fit que passer rapidement sur sa tête. Le protecteur gouvernait avec douceur et prudence, lorsque son propre frère, lord Seymour, entreprit de le supplanter. Il commença par épouser contre le gré de son

frère, la reine douairière Catherine Parr. Elle mourut avant que le lord Seymour eût tiré de ce mariage tous les avantages qu'il en espérait. Il tourna alors ses vues d'un autre côté, fit la cour à la princesse Elisabeth, et montra tant d'ambition, que Sommerset en prit ombrage. Il exhorte son frère, le conjure, le menace en vain, et finit par lui faire trancher la tête.

Le mécontentement contenu par la terreur qu'inspirait Henri VIII, éclatait alors de tous côtés. Les catholiques se remuaient, des provinces entières redemandaient la messe, leurs prêtres et leur ancien culte. Sommerset transige avec les unes, réprime les autres; mais il ne tarde pas à être obligé d'en venir aux armes. Warwick est mis à la tête des troupes qu'on envoie contre les rebelles; il ne dément point la célébrité de son nom, dans les agitations de l'Angleterre, remporte des victoires, et acquiert un grand crédit par l'estime que lui montre le jeune roi. Le victorieux Warwick devient bientôt plus puissant que le protecteur, et il ose lui résister ouvertement. Sommerset s'aperçoit trop tard que l'autorité lui échappe. Il veut la retenir, mais le conseil de régence,

gagné par son rival, se met contre lui. Le protecteur est arrêté, envoyé à la Tour; presqu'aussitôt il est jugé et décapité. Warwick prend sa place et sa puissance sous le nom de comte de Northumberland.

Ce nouveau protecteur acquiert un empire absolu sur l'esprit du jeune monarque, et bientôt s'apercevant que la santé de ce prince dépérissait, il prit ses mesures pour prolonger son autorité au-delà de la vie d'Edouard. Comme on avait inspiré à ce jeune roi un grand zèle pour la religion de son père, Northumberland en profite pour lui faire craindre, si l'ordre de succession établi par Henri VIII a lieu, que la princesse Marie qui professait ouvertement le catholicisme, ne le rétablisse. Il éloigne également ce prince de désigner Elisabeth pour lui succéder, et lui propose d'appeler au trône Jeanne Gray, petite-fille par sa mère d'une sœur de Henri VIII, et d'une branche de sa famille, dont l'attachement à la religion anglicane était connu. Le protecteur avait marié cette princesse à lord Guilford son fils. Edouard goûte cet arrangement, l'ordonne, et le fait ratifier par un parlement tout dévoué à Northum-

berland. Après cet acte d'autorité, Edouard VI meurt à l'âge de seize ans. Ce prince meurt en 1553, n'ayant encore pu donner que des espérances. La douceur de son caractère promettait un règne paisible, et l'on dit qu'il était pour son âge un prodige de science.

Il fut généralement regretté, mais ses dernières dispositions ne furent point suivies ; en vain Northumberland prit ses mesures pour placer sa bru sur le trône. Il la fit proclamer à Londres, mais les provinces se déclarèrent pour Marie. La promesse que fit cette princesse de ne rien changer à la religion prescrite par son père, en annonçant en même temps qu'elle suivrait toujours personnellement l'ancien culte, lui attacha également les catholiques et les anglicans.

Marie d'ailleurs se donna beaucoup de mouvement, et Jeanne Gray ne s'en donna aucun. Cette princesse n'était point ambitieuse; elle se laissait placer sur le trône plutôt qu'elle n'y montait. Douée des plus belles et des plus aimables qualités, l'intéressante Jeanne Gray possédait, avant l'âge de seize ans, des talens et des connaissances précieuses. Elle aimait beaucoup l'étude, et lui con-

sacrait tous les momens qu'elle pouvait dérober aux plaisirs de la cour. Les langues grecque et latine lui étaient familières. Livrée à ces occupations tranquilles, Jeanne ne recherchait point l'éclat d'une couronne. Quand son père vint lui apprendre son élévation, elle montra autant de douleur que de surprise. On dit même qu'elle refusa longtemps le titre de reine, alléguant les droits des princesses Marie et Élisabeth; qu'elle ne céda et ne consentit à accepter la couronne, que sur les instances réitérées de son beau-père et de son époux, le jeune Guilford, d'un an seulement plus âgé qu'elle.

Jeanne semblait prévoir les tristes suites de l'ambition du duc de Northumberland. Dès que la princesse Marie eut été proclamée dans les provinces, et que par une amnistie générale elle eut partagé sa faveur entre les sectateurs des deux religions, le parti de Northumberland tomba. Il se vit presqu'entièrement abandonné. Cependant il leva quelques troupes, essaya de se défendre; mais fut bientôt forcé de se rendre; demanda grâce, et ne put l'obtenir. Il eut la tête tranchée. On comprit dans la sentence qui le condamnait beaucoup

de ses partisans, et notamment son fils, le lord Guilfort et Jeanne Gray, son épouse. Marie n'osa apparemment faire tout de suite exécuter ses infortunées victimes; elle différa quelque temps leur supplice, et se contenta d'abord de les faire enfermer dans la Tour. Elisabeth sa sœur y fut conduite aussi : il paraît qu'elle s'était rendue suspecte à Marie en tardant un peu à venir lui rendre son hommage.

Dès que la reine Marie se vit délivrée d'inquiétude et dans l'entière possession de l'autorité, elle abjura les paroles d'amnistie qu'elle avait données. Se livrant à son caractère sombre, farouche et haineux, elle fit tomber sous la hache du bourreau tous ceux qui avaient contribué au divorce de sa mère. Les bûchers s'allumèrent en même temps pour ceux qui avaient quitté la religion romaine, et fait le serment de suprématie. L'évêque Gardnier fut brûlé vif comme coupable d'apostasie. Une foule de prêtres et de moines furent traînés en prison pour avoir cédé à la crainte, pris des épouses ou fait le serment exigé par Henri VIII. Ainsi Marie, aussi cruelle que son père, employa les potences et les bûchers pour ramener à la religion

qu'il avait voulu détruire. Elle ne tint aucune des promesses qu'elle avait faites aux non catholiques, et se montra toute aussi absolue que son père ; changea ses institutions, rétablit le clergé, donna aux cérémonies de l'église romaine la plus grande publicité, et porta son autorité jusqu'à forcer le parlement de recevoir l'absolution des censures encourues pour le changement de religion.

Ces actes d'autorité absolue, et surtout les persécutions dont ils étaient accompagnés, causèrent des soulèvemens dans les provinces. L'un des chefs révoltés vint jusqu'à Londres avec quatre mille hommes déterminés ; il tenta de se rendre maître de la Tour ; mais il fut repoussé et fait prisonnier. On découvrit par son interrogatoire que son dessein et celui de ses complices était de délivrer Jeanne Gray pour l'opposer à Marie. Cet aveu fut l'arrêt de mort de l'infortunée Jeanne ; quoiqu'elle n'eût contribué ni de fait ni de volonté à l'entreprise, la cruelle Marie ordonna de la faire mourir ainsi que son mari. Comme leur sentence avait été prononcée, on se contenta de leur faire dire de se préparer à porter sous trois jours leur tête sur l'échafaud.

Jeanne Gray reçut cette annonce avec une fermeté héroïque. Elle se plaignit seulement de ce délai de trois jours, et les employa à ses occupations ordinaires, sans s'abaisser à faire aucune prière ni démarche pour obtenir sa grâce. Le jour de l'exécution son mari demanda à la voir; elle lui fit répondre que la tendresse de leur entrevue serait trop vive pour qu'elle pût la supporter. En marchant au supplice, elle recontra le corps de son époux qu'on allait enterrer dans la chapelle; elle s'arrêta, le fixa un instant, et écrivit quelques lignes sur ses tablettes. C'étaient trois sentences en grec, latin et français, relatives au spectacle de ce corps inanimé qui frappait ses yeux, et à l'espérance que Dieu et la postérité rendraient justice à leur innocence.

Sur l'échafaud elle adressa aux spectateurs quelques mots touchans qui marquaient ses regrets de n'avoir pas repoussé avec assez de fermeté la couronne qui lui avait été offerte, et protesta qu'elle n'avait cédé qu'à sa vénération pour ses parens. « Je reçois volon« tiers la mort, dit-elle, comme l'unique « satisfaction que je puisse faire à l'état « outragé. » Et après avoir dit qu'elle se

soumettait volontairement à la sentence, elle fit signe à ses femmes de s'éloigner, et posa, sans aucune apparence de trouble, sa tête sous la hache de l'exécuteur.

Marie était beaucoup moins tranquille que cette douce et intéressante victime; livrée aux passions violentes, cette reine, qui faisait couler le sang à flots, qui fit brûler environ huit cents personnes, au milieu de sa fureur intolérante éprouvait les tourmens de l'amour et de la jalousie. Agée de trente-six ans, elle avait choisi pour époux Philippe II, roi d'Espagne. Le peu d'empressement de ce prince à venir recevoir une main qu'elle lui donnait contre le gré d'une partie de sa nation, causa d'abord de grandes anxiétés à l'impatiente Marie.

Philippe arrive enfin; il est reçu de la reine avec autant de joie que de froideur par les Anglais. Passionnée pour son époux, Marie se plaignit bientôt de son indifférence. Les absences les plus courtes lui donnaient de l'inquiétude: la moindre civilité à une autre femme la pénétrait de jalousie, et lui en inspirait toutes les fureurs. Marie éprouva encore un autre sujet de chagrin; elle avait cru s'apercevoir, d'après le caractère de Philippe,

que le plus sûr moyen de gagner son affection était de le rendre maître de l'Angleterre. Elle voulut le faire reconnaître roi, et après elle héritier de la couronne; mais en vain elle employa tout son pouvoir; ses tentatives échouèrent. Marie s'irrita d'autant plus du refus qu'elle éprouva, que son mari lui parut devenir plus froid pour elle. Alors elle conçut une haine implacable contre la nation anglaise, et sur-tout contre les non-catholiques, qu'elle tourmenta comme les ennemis les plus acharnés du roi catholique son époux.

Elisabeth elle-même fut cruellement tourmentée par sa sœur, qui voulait la forcer de professer la religion catholique. Sa constance lui attira l'entière disgrâce de Marie : elle fut reconduite à la Tour d'où Philippe l'avait fait tirer. Quelques auteurs prétendent que sa vie fut même plus d'une fois menacée, et que si son beau-frère ne l'eût protégée, elle eût peut-être aussi péri sur l'échafaud. Mais la protection même de Philippe rendit Elisabeth un objet de crainte et de jalousie pour Marie; et lorsque son époux, lassé de sa fatigante tendresse, fut retourné en Espagne, elle persécuta sa sœur plus vivement que jamais.

Abandonnée par son époux, qui avait prétexté pour la quitter de grandes affaires en Flandres, Marie passait tout le temps de son absence à lui écrire les lettres les plus passionnées. Elle le pressait sans cesse de revenir, et lui faisait passer d'Angleterre des fonds considérables; mais malgré ses instantes sollicitations, Philippe, insensible aux preuves de l'attachement de son épouse, ne se hâta point de revenir. Le chagrin aigrit l'esprit de la reine; sa mauvaise humeur se faisait sentir à tous ceux qui l'approchaient; une fièvre lente la mina et l'emporta après cinq ans d'un règne malheureux pour l'Angleterre.

Elisabeth sortit de la Tour de Londres pour monter sur le trône en 1558. Cette princesse, instruite par l'adversité, montra bientôt les qualités d'une grande reine. Pendant la retraite où elle avait été condamnée, elle avait beaucoup étudié, et s'était sur-tout formée à la dissimulation et aux talens politiques. Elle commença dès son avènement à la couronne par éviter la persécution autant que sa sœur l'avait cherchée. S'étant aperçu que les prédicateurs des deux partis étaient en chaire les trompettes de la discorde, elle défendit de prêcher

de six mois à moins d'une permission expresse signée d'elle. Ce temps suffit pour préparer les esprits à la paix; et comme personne ne fut persécuté, ni même recherché pour sa croyance, la haine des partis s'éteignit, et Élisabeth rétablit la religion protestante sans user de rigueur comme l'avait fait sa sœur. Ce troisième bouleversement de religion fut le dernier; Elisabeth corrigea, retrancha et ajouta quelques articles à la liturgie publiée sous Edouard; elle donna enfin à la religion anglicane la forme qu'elle conserve encore; devenue nationale, véritablement assortie au génie de la nation anglaise, elle est restée permanente.

Revenons maintenant à la France, et voyons quels événemens se passaient sous François II, nous reprendrons plus tard la suite du règne d'Élisabeth.

La jeunesse, les grâces et la beauté siégeaient alors sur le trône de France; le jeune roi, François II, n'avait encore que seize ans, et déjà il était l'époux de Marie Stuart, reine d'Ecosse. Une double couronne ceignait le front de ce jeune et charmant couple, et Marie Stuart avait encore des prétentions sur celle d'Angleterre. Petite-nièce de Hen-

ri VIII par sa grand'mère, sœur de ce prince et fille de Henri VII, Marie Stuart avait les mêmes droits qu'avait eu Jeanne Gray; et comme elle était plus puissante pour les faire valoir, sa réclamation ne laissait pas que d'inquiéter Elisabeth. Cependant Marie Stuart se contenta de joindre dans son écusson les armes d'Angleterre à celles de France et d'Ecosse.

Par sa mère, Marie de Guise, duchesse douairière de Longueville, Marie Stuart était nièce du fameux cardinal de Lorraine. Il avait contribué au mariage de cette princesse avec le dauphin François, et lorsqu'il monta sur le trône, les Guises s'attribuèrent toute l'autorité. Cette famille, qui se piquait d'un attachement exclusif à la religion catholique, signala son zèle en persécutant les protestans. L'un des premiers actes de son pouvoir fut le supplice du conseiller Anne Dubourg, condamné sous Henri II, mais qui eût peut-être obtenu sa grâce si ce roi eût vécu. Les Guises s'empressèrent, au contraire, de faire exécuter la sentence, et cette rigueur augmenta le nombre des prosélytes. Antoine, roi de Navarre, et le prince de Condé, secrètement attachés au parti

protestant, et jaloux d'ailleurs du crédit des Guises, entreprirent de leur enlever la puissance dont ils abusaient. Aidés de Coligni et de quelques autres mécontens, ils projetèrent de se saisir du roi, qui était dans le château d'Amboise, afin de gouverner sous son nom. La conjuration fut découverte, et l'on fit un terrible exemple. Trois des chefs sont saisis et exécutés en présence de la reine-mère et des dames de sa cour. Près de douze cents conjurés furent pendus, noyés ou décapités; le sang ruisselait dans les rues d'Amboise.

Cette fameuse conspiration d'Amboise, qui eut des suites si funestes, était sans doute très-criminelle, puisqu'elle attaquait les droits d'un roi majeur, maître par les lois de choisir les dépositaires de son autorité; mais elle pouvait paraître excusable, en ce qu'il s'agissait seulement d'ôter le gouvernement à François, duc de Guise, et au cardinal de Lorraine, son frère, tous deux étrangers, qui tenaient le roi en tutelle, la nation en esclavage, et les princes du sang et les officiers de la couronne éloignés de leur souverain. Il n'a jamais été prouvé que dans ce complot on eût résolu de tuer les Guises; mais comme ils

auraient résisté, leur mort était infaillible. Cinq cents gentilshommes, tous bien accompagnés, et mille soldats déterminés, conduits par trente capitaines choisis, devaient se rendre au jour marqué du fond des provinces du royaume dans Amboise, où était la cour. Les rois n'avaient point alors la nombreuse garde qui les entoure aujourd'hui ; deux cents archers tout au plus formaient celle de François II. Il était aisé de se saisir, dans la maison royale, des ministres et du roi lui-même. Le succès de l'entreprise semblait certain, et sans doute elle eût réussi, si le secret n'eût transpiré. Les Guises, avertis, prirent des mesures; et nous venons de voir qu'ils tirèrent une vengeance éclatante du complot. Tous les conjurés qui furent pris périrent dans les supplices. Pendant un mois entier, on ne vit dans Amboise que des échafauds sanglans et des potences chargées de cadavres.

Le prince Louis de Condé, l'ame invisible de cette entreprise hardie, s'était conduit avec tant de dextérité et de prudence que, quoique toute la France sût qu'il en était le chef, personne ne put l'en convaincre; cependant il eut des charges contre lui. François de Guise,

dont la conjuration avait doublé la puissance, ayant toute celle des anciens maires du palais, sous le nouveau titre de lieutenant-général du royaume, avait fait arrêter le prince dans Orléans. Son procès lui fut fait par un conseil privé et par des commissaires tirés du parlement, malgré les priviléges des princes du sang de n'être jugés que par la cour des pairs : le prince de Condé est jugé par ce conseil privé, et condamné à perdre la tête. L'arrêt allait être exécuté, lorsque François II mourut presque subitement d'un abcès dans la tête. Ce prince n'avait pas encore dix huit ans ; son court règne se passa dans les orages de la conjuration d'Amboise, le premier événement de la guerre civile qui a embrasé la France pendant quarante-cinq ans. Elle mit une ligne de démarcation entre les catholiques et les réformés, dits protestans, ou huguenots. Il y eut dès-lors deux factions bien prononcées à la cour, et deux partis bien distincts dans le royaume.

La mort précipitée de François II fut le salut du prince de Condé. On le fit bientôt sortir de prison, après avoir ménagé entre lui et les Guises une réconciliation qui ne pouvait être qu'appa-

rente. Elle fut le sceau de la haine et de la vengeance. La face de la cour changea en un clin-d'œil ; la reine-mère, négligée par les Guises pendant leur autorité, s'en vit rcherchée aussitôt que les états assemblés à Orléans lui eurent déféré la tutelle de Charles IX et l'administration du royaume. Charles n'avait encore que dix ans lorsqu'il monta sur le trône en 1560. Sa mère avait un entier empire sur lui, et régna véritablement sous son nom ; cependant elle n'eut point le titre de régente. La fière Catherine de Médicis ne se laissa point séduire par les caresses des Guises ; mais elle eut l'adresse d'éloigner, par insinuation et par douceur, les chefs de parti, et gouverna d'abord assez tranquillement. Le mauvais état des finances donna lieu à de nouveaux troubles. Des états-généraux assemblés à Orléans et ensuite à Pontoise, firent connaître combien l'administration du royaume était vicieuse. Le roi était endetté de quarante millions de livres. Cette dette, ce manque d'argent, fut le véritable principe du bouleversement de la France. Si Catherine de Médicis avait été en état de lever une armée, elle aurait contenu, par l'autorité royale, les différens partis qui trou-

blaient l'état. La reine-mère se trouvait entre les catholiques et les protestans, les Condé et les Guises. Le connétable de Montmorenci avait une faction séparée. La division était dans la cour, dans Paris et dans les provinces. Catherine de Médicis ne pouvait guère que négocier au lieu de régner. Sa maxime, de tout diviser afin d'être maîtresse, augmenta le trouble et les malheurs. Elle commença par indiquer le colloque de Poissi entre les catholiques et les protestans, ce qui était mettre l'ancienne religion en compromis, et donner un grand crédit aux calvinistes en les faisant disputer contre ceux qui ne se croyaient faits que pour juger. Cette maladresse redoubla la haine des partis au lieu de contribuer à les concilier; et l'esprit de discussion se répandit encore bien davantage dans tout le royaume, lorsque Théodore de Bèze et d'autres ministres eurent soutenu solennellement leur thèse en présence de la reine et d'une cour qui alliait au goût des plaisirs celui des disputes théologiques. Le résultat du colloque et des intrigues qui le suivirent fut un édit qui permettait aux protestans des prêches hors des villes : cet édit de pacification fut encore la

source des guerres civiles. Le duc François de Guise n'était plus lieutenant-général du royaume ; mais, pour se rendre nécessaire, il avait besoin de la guerre et travaillait à l'engager. Déjà il s'était lié avec le roi d'Espagne Philippe II, et se faisait regarder par le peuple comme le protecteur de la religion catholique. C'est par le massacre de Vassi qu'il commença les hostilités contre les protestans. Les seigneurs ne marchaient dans ce temps-là qu'avec un nombreux cortége : le duc de Guise, en passant auprès de Vassi, sur les frontières de Champagne, trouva des calvinistes qui chantaient des pseaumes dans une grange ; ils ne faisaient que profiter du privilége de l'édit ; mais la suite nombreuse du duc voulut leur en interdire le droit. Ses valets insultèrent ces malheureux ; ils en tuèrent environ soixante, blessèrent et dispersèrent le reste. Cette action fut le signal de la guerre civile ; les protestans se soulèvent de toutes parts, et bientôt la France est partagée entre le prince de Condé et François de Guise. Catherine de Médicis flotte entr'eux, et de tous côtés on ne voit que massacres et pillages. Elle était alors dans Paris avec le roi son fils : elle s'y

voit sans autorité ; elle écrit au prince de Condé de venir la délivrer. Cette lettre funeste semblait un ordre de continuer la guerre civile : on ne la faisait déjà qu'avec trop d'inhumanité ; chaque ville était devenue une place de guerre, et les rues des champs de bataille.

D'un côté étaient les Guises, réunis par bienséance avec la faction du connétable de Montmorenci, maître de la personne du roi. De l'autre, était le prince de Condé et l'amiral Coligni. Antoine, roi de Navarre, premier prince du sang, faible et irrésolu, ne sachant trop de quelle religion ni de quel parti il était, jaloux du prince de Condé, son frère, et servant malgré lui le duc de Guise qu'il détestait, est traîné au siége de Rouen avec Catherine de Médicis elle-même : il est tué à ce siége, et il ne mérite d'être placé dans l'histoire que parce qu'il fut le père du grand Henri IV.

La guerre se continue avec fureur ; et dans la bataille de Dreux, on remarque, comme une chose unique, que les deux généraux principaux furent faits prisonniers. Montmorenci, qui commandait l'armée royale en qualité de connétable, fut pris par l'armée protes-

tante, et le prince de Condé fut blessé et aussi fait prisonnier. François de Guise, lieutenant du connétable, gagna la bataille, et Coligni, lieutenant de Condé, sauva son armée. Guise fut alors au comble de sa gloire; toujours vainqueur partout où il s'était trouvé, et toujours réparant les malheurs du connétable, son rival en autorité, mais non pas en réputation. Il était l'idole des catholiques et le maître de la cour; affable, généreux, et en tout le premier homme de l'état.

Après sa victoire de Dreux, il alla faire le siége d'Orléans; il était prêt à prendre la ville, qui était le centre de la faction protestante, lorsqu'il fut assassiné. Le meurtre de ce grand homme fut le premier que le fanatisme fit commettre en France. L'assassin osa charger l'amiral de Coligni et Théodore de Bèze d'avoir au moins connivé à son attentat; mais il varia tellement dans ses interrogatoires, qu'il détruisit lui-même son imposture. Coligni, sûr de son innocence, offrit d'aller à Paris subir une confrontation avec ce misérable, et pria la reine de suspendre l'exécution jusqu'à ce que la vérité fut reconnue. Tout chef de parti qu'était l'amiral, il

était incapable d'une action lâche, quelqu'avantageuse qu'elle puisse être à ses intérêts.

Un moment de paix succéda à ces troubles : Condé s'accommoda avec la cour ; mais l'amiral était toujours à la tête d'un grand parti dans les provinces. Pendant le calme qui eut lieu, Charles IX, ayant atteint l'âge de treize ans et un jour, vint tenir son lit de justice au parlement de Rouen. Les protestans tolérés étaient sur leurs gardes, mais tranquilles. Louis de Condé prenait part aux fêtes de la cour ; mais ce calme dura peu. Le parti huguenot demandait trop de sûretés, et on lui en donnait trop peu. Le prince de Condé voulait partager le gouvernement. Le cardinal de Lorraine, à la tête de sa maison, si étendue et si puissante, voulait retenir le premier crédit. Le connétable de Montmorenci, ennemi des Lorrains, conservait son pouvoir et partageait la cour. Les Coligni, et autres chefs de ce parti, se préparaient à résister à la maison de Lorraine. Chacun cherchait à dévorer une partie du gouvernement, et les prétextes de religion servaient de voile aux intérêts et aux haines particulières.

Mécontent du peu de crédit qu'on lui

accordait, le prince de Condé tenta, de concert avec Coligni, de surprendre la cour; il voulut enlever dans Meaux Charles IX au connétable de Montmorenci. La bataille de Saint-Denis fut la suite de cette tentative; le connétable y fut blessé à mort à l'âge de quatre-vingts ans. Homme intrépide à la cour comme dans les armées, plein de grandes vertus et de défauts, il montra en mourant beaucoup de fermeté et de grandeur d'ame.

Peu après cette bataille de Saint-Denis, dont le succès fut indécis, les ravages de l'armée de l'amiral de Coligni dans l'intérieur du royaume, amenèrent encore une paix forcée; mais chaque paix était une guerre sourde, et tous les jours étaient marqués par des meurtres et des assassinats.

La guerre se ranime bientôt ouvertement; et la Rochelle devient le centre et le principal siége du parti réformé en France. Cette ville, assez avantageusement située sur le bord de la mer, pour devenir une république florissante, l'était en quelque sorte depuis qu'elle avait appartenu aux rois d'Angleterre; elle ne s'était donnée au roi Charles V, que sous la condition de plusieurs privilé-

ges qu'elle était très-jalouse de conserver. La reine Elisabeth favorisait sa révolte ; elle dominait alors sur l'Aunis, la Saintonge et l'Angoumois, où se donna la célèbre bataille de Jarnac.

Le duc d'Anjou, depuis Henri III, commandait l'armée royale sous la direction du maréchal de Tavannes. Le parti catholique fut vainqueur ; mais il déshonora sa victoire par l'assassinat du prince de Condé. Blessé sur le champ de bataille, ce prince s'était retiré à l'écart : il se reposait après sa défaite, lorsqu'il fut lâchement attaqué et tué par Montesquiou, capitaine des gardes du duc d'Anjou. Coligni rassembla les débris de l'armée vaincue, et rendit la victoire des royalistes inutile. La reine de Navarre, Jeanne d'Albret, veuve du faible Antoine, présenta son fils à l'armée, et le fit reconnaître chef du parti, c'est-à-dire, que comme le duc d'Anjou, en sa qualité de prince du sang, Henri, prince de Béarn, eut le titre de général, et fit ses premières armes sous l'œil de Coligni, qui servit de père à Henri IV et aux princes de la maison de Condé. Ce grand général soutint seul tout le poids de cette cause malheureuse : manquant d'argent, et cepen-

dant ayant des troupes ; trouvant l'art d'obtenir des secours allemands sans pouvoir les acheter ; vaincu encore à la journée de Moncontour dans le Poitou, par l'armée du duc d'Anjou, et réparant toujours les ruines de son parti, il obtint encore une paix honorable.

Mais cette paix ne fut que la préparation de la Saint-Barthélemi. Cette affreuse journée fut méditée et préparée pendant deux ans. On a peine à concevoir comment une femme telle que Catherine de Médicis, élevée dans les plaisirs, entourée d'une cour galante et voluptueuse, put prendre une résolution si barbare ; mais le comble de l'horreur, est de voir un roi de vingt ans déjà familier avec le crime et la trahison, combiner de sang froid les plus sûrs moyens de tromper ceux qu'il veut livrer au fer assassin. C'est par de feintes caresses qu'il attire à sa cour les principaux chefs du parti protestant ; c'est par l'appât du mariage du jeune prince de Béarn avec la princesse Marguerite, sœur de Charles IX, qu'on persuade aux réformés que cette alliance sera le sceau d'une sincère réconciliation, et le monstre a juré la perte de celui même qu'il va nommer son beau-frère. Mais quelque horreur

qu'inspire une aussi atroce perfidie, soyons assez justes pour n'attribuer à Charles IX qu'une partie de la faute; il fut entraîné par sa mère et son conseil, et c'est bien moins lui-même qu'il faut accuser, que la cruelle Médicis et les Italiens qui l'entouraient. Elle en avait attiré beaucoup à la cour de France, et ce fut eux qui disposèrent les esprits à la pratique des maximes de Machiavel dont ils étaient nourris; celle sur-tout qu'il ne faut pas faire le crime à demi, et que celui qui est utile à l'état devient une action louable, était trop convenable à la circonstance pour n'être pas mise en avant. Elevé dans ces affreux principes, formé par Médicis dans le grand art de la dissimulation, Charles IX prouva qu'il savait profiter de telles leçons. Non-seulement il consentit qu'on se défit par trahison de ceux qu'on n'avait pu détruire à force ouverte; mais il aida lui-même à les tromper. Un mot qui lui échappa aurait pu cependant donner l'éveil aux protestans; mais le véritable sens de ses paroles ne fut compris qu'après la sanglante tragédie. La mort subite de Jeanne d'Albret, qui était venue elle-même amener son fils, ne donna même point de soupçons; il

paraît que l'empoisonnement, s'il eut lieu, fut si bien déguisé, que les seigneurs protestans ne s'épouvantèrent point de cet accident. Ils se laissèrent tous envelopper à Paris, et périrent massacrés la nuit de la Saint-Barthélemi, 1572. Les massacres eurent lieu dans la capitale et dans tout le royaume avec des circonstances barbares, trop généralement connues pour vous les répéter. On sait qu'une moitié de la nation égorgea l'autre moitié, le crucifix d'une main et le poignard de l'autre; et qu'au nom d'une religion qui prescrit le pardon des injures et l'amour du prochain, on assassinait inhumainement frère, parent, ami, et que l'on commit des atrocités révoltantes. Charles IX tirait lui-même des coups d'arquebuse, par une fenêtre de son palais, sur les malheureux qui fuyaient. Il prononça au jeune roi de Navarre, son beau-frère, et au prince de Condé, fils de celui qui avait été tué à Jarnac, cette terrible sentence en trois mots: *Messe, mort ou Bastille.* Ils fléchirent. Le roi, maître des chefs, crut le parti exterminé, mais ce parti se soutint dans les provinces: bientôt même il trouva des protecteurs à la cour, d'où Henri de Navarre et le jeune Condé

s'étaient sauvés. Le duc d'Alençon, le dernier des frères du roi, s'appuya des réformés pour lui arracher des grâces. Ces rebelles, que Charles IX avait espéré détruire en se plongeant dans leur sang, reparurent comme des spectres effrayans auprès de son tombeau. Ils s'étaient rassemblés dans la Normandie : pour les éviter, il fut contraint de fuir, dans sa dernière maladie, du château de Saint-Germain, où il attendait la mort. Elle le frappa de bonne heure : il mourut à vingt-quatre ans, dans de très-grandes douleurs, qui furent regardées comme un juste châtiment du massacre de la Saint-Barthélemi.

Parmi les victimes les plus marquantes de cette nuit, malheureusement trop célèbre, on a plaint particulièrement le sort de l'amiral Coligni, l'un des premiers immolé à la haine du parti catholique, et dont le cadavre fut ensuite traîné au gibet de Montfaucon, et pendu comme un vil scélerat. La cour voulut que le parlement fît le procès à l'amiral après sa mort, et que l'on condamnât juridiquement deux gentilshommes de ses amis, Briquemans et Cavagnes. Ils furent traînés à la Grève sur la claie, avec l'effigie de Coligni, et exécutés. Ce

fut le comble des horreurs, d'ajouter à cette multitude d'assassinats des formes apparentes de justice. Dans ces temps si funestes, le fanatisme ou la terreur dominait tellement les esprits, que le parlement de Paris ordonna que tous les ans on ferait une procession le jour de la Saint-Barthélemi, pour rendre grâces à Dieu. Le chancelier de l'Hôpital eut seul le courage de s'élever contre cette proposition; on l'accusa alors de n'être point chrétien au fond du cœur; mais quand la passion se refroidit, on eut enfin horreur de consacrer la mémoire de ce jour terrible, et la procession ne se fit point.

La mort de Charles IX, qui ne laissait point d'enfans, appela son frère Henri, le duc d'Anjou, à la couronne de France. Ce prince, au milieu des désastres et des disputes qui désolaient le royaume, s'était acquis quelque gloire dans les journées de Jarnac et de Moncontour. Sa réputation de valeur lui avait mérité l'honneur d'être élu roi de Pologne. Son frère, qui le jalousait, avait été charmé de le voir s'éloigner; mais Henri quitta la France à regret; il ne regardait son élévation au trône de Pologne que comme une espèce d'exil. On l'appelait

chez un peuple dont il n'entendait point la langue, et qu'on regardait alors comme barbare. L'époque à laquelle il fut appelé en Pologne était cependant celle où la France présentait le spectacle de la désolation ; la cour qu'il abandonnait était en proie aux dissentions ; c'étaient chaque jour des conspirations réelles ou supposées, des duels, des assassinats, des emprisonnemens sans forme, et souvent sans motif. Mais malgré tous les troubles intérieurs, quand les ambassadeurs de Pologne vinrent à Paris rendre hommage à Henri III, on leur donna la fête la plus brillante et la plus ingénieuse. Le naturel et les grâces de la nation perçaient encore à travers tant de calamités et de fureur. Seize dames de la cour représentant les seize principales provinces de la France, ayant dansé dans un ballet, présentèrent au roi de Pologne et aux ambassadeurs des médailles en or, sur lesquelles on avait gravé les productions qui caractérisaient chaque province.

Je rapporte cette circonstance à mon Aline, pour lui faire voir que Catherine de Médicis savait allier le goût du luxe, de la galanterie et des plaisirs ingénieux aux fureurs des complots et au fanatisme de la superstition.

A peine Henri III était placé sur le trône de Pologne, que la mort de Charles IX l'appelle à la couronne de France. C'est en 1573 qu'il avait été élu roi de Pologne; c'est en 1574 que la mort de son frère lui donne une couronne plus brillante. Dès que Henri III eut appris que Charles IX n'était plus, il s'évada de Pologne comme on s'enfuit d'une prison; il ne daigna même point engager le sénat de Pologne à souffrir qu'il se partageât entre ce royaume et ses pays héréditaires; il s'empressa seulement de fuir ce climat sauvage pour rentrer dans sa patrie.

Il ne se doutait pas qu'il venait y chercher des malheurs et une mort funeste. Henri III était âgé de vingt-trois ans lorsqu'il monta sur le trône; sa tête était ornée du laurier de quelques victoires; mais il avait contre lui les préventions des réformés. Ils le regardaient comme complice très-chaud des massacres de la Saint-Barthélemi, et ne se fiaient ni à ses démonstrations de neutralité, ni à sa fidélité aux paroles données, parce qu'ils le connaissaient inconstant, variable et très-facile à séduire. Vainement Henri s'était attaché en arrivant à donner une bonne idée de son administration par

une neutralité apparente entre les partis, la fermeté dans ses résolutions et l'application aux affaires; il ne rassura qu'à demi les protestans; et en effet ces belles dispositions ne durèrent pas.

En attendant son retour, la reine-mère avait repris le gouvernement, et s'en était acquittée avec autant d'adresse que d'habileté. Jalouse de conserver toute l'autorité, Médicis s'attacha bientôt à dégoûter son fils des soins pénibles de la royauté. Elle lui présente des plaisirs faciles, l'endort dans l'indolence de la volupté; et pendant qu'il s'abandonne aux désordres les plus scandaleux, son indigne mère gouverne, intrigue, vend les charges, et se livre à son goût pour l'astrologie judiciaire.

Si l'on peut en croire quelques auteurs, il eût été facile à Henri III de guérir en peu d'années les plaies de son royaume par une sage administration; les protestans ne demandaient que la sûreté de leurs biens et de leur religion; et leur projet de république ne pouvait prévaloir contre l'autorité souveraine déployée sans faiblesse et sans excès. Il eût été aisé de les contenir en agissant avec prudence et ménagement: c'était l'avis des plus sages têtes; mais les favo-

ris crurent gagner à la guerre, et y entraînèrent le roi.

A la tête d'un petit nombre de troupes il voulut forcer des villes, qu'il eût pu ranger à leur devoir avec un peu de politique. Dès son premier essai, il dut s'apercevoir qu'il n'avait pas pris le bon parti. Quand il voulut entrer à main armée dans une petite ville nommée Livron, on lui cria du haut des murs : « Approchez, assassins; venez, massa- « creurs, vous ne nous trouverez pas « endormis comme l'amiral ».

Il n'avait pas de quoi payer ses soldats; et bientôt ils se débandèrent : trop heureux de n'être point attaqué sur son chemin, il alla se faire sacrer à Reims, et faire son entrée dans Paris sous ces tristes auspices, au milieu de la guerre civile qu'il avait fait renaître dès son arrivée, et qu'il eût pu étouffer. Il ne sut ni contenir les huguenots, ni contenter les catholiques, ni réprimer son frère, le duc d'Alençon, devenu duc d'Anjou, ni gouverner ses finances, ni discipliner une armée; il voulait être absolu, et ne prit aucun moyen de l'être.

Henri avait cru gagner ou conserver l'estime des catholiques par des démonstrations de dévotion bizarres. Il établit

des confréries de *pénitens*, associations familières dans le Midi, distinguées entr'elles par les couleurs blanche, bleue et noire. On le vit assister pieds nus à leurs processions couvert de leur sac, masqué de leur capuchon où la tête s'enfonçait. Mais les chefs catholiques lui enlevèrent le fruit de ces affectations ridicules en dévoilant sa turpitude. Ses superstitions, ses processions dont il croyait couvrir ses scandales, et qui les augmentaient, l'avilirent; ses profusions et ses débauches avec ses favoris, appelés *mignons*, achevèrent de le faire tomber dans le mépris, et d'énerver son autorité. Nulle police, nulle justice sous ce prince indolent. On tuait, on assassinait ses favoris sous ses yeux, ou ils s'égorgeaient mutuellement dans leurs querelles. Son propre frère, le duc d'Anjou, catholique, s'unit contre lui avec le prince Henri de Condé, calviniste : il fait venir des Suisses, tandis que Condé rentre en France avec des Allemands.

Il est bon de vous dire ici, ma chère Aline, que depuis l'époque de la Saint-Barthélemi, où Henri de Navarre et Henri de Condé avaient été forcés de changer de religion pour sauver leur vie, tous deux avaient été détenus.

Henri de Condé était parvenu à s'échapper de prison vers le temps de la mort de Charles IX, et il avait abjuré la religion romaine à Strasbourg. Réfugié dans le Palatinat, il ménageait chez les Allemands des secours pour son parti, et s'allia, comme nous venons de le voir, avec le duc d'Anjou.

Dans cette anarchie, Henri, duc de Guise, fils aîné de François, riche, puissant, devenu le chef de la maison de Lorraine en France, ayant tout le crédit de son père, idolâtré du peuple, redouté à la cour, force le roi à lui donner le commandement des armées.

Vers le même temps Henri de Navarre se sauve enfin de la cour où il était toujour prisonnier. Il se rend en Guienne, pendant que les Allemands, appelés par Condé, entrent dans la Champagne, et que le duc d'Anjou est en armes.

Les dévastations qu'on avait vues sous le règne précédent se renouvellent, et le roi fait alors un traité honteux, dont on ne lui sait point de gré. Il donne la paix aux protestans, ce qu'il aurait dû faire en souverain habile à son avènement; leur accorde beaucoup plus qu'ils n'eussent osé demander d'abord; outre le libre exercice de la religion réformée,

les temples, les synodes, il leur donne entrée dans les chambres du parlement. Il désavoue publiquement la Saint-Barthélemi; exempte d'impositions pour six ans les enfans de ceux qui ont été tués dans les massacres; réhabilite la mémoire de l'amiral Coligni; et, pour comble d'humiliation, il se soumet à payer les troupes allemandes du prince palatin Casimir; mais n'ayant pas de quoi les satisfaire, il les laisse vivre à discrétion pendant trois mois dans la Bourgogne et la Champagne. Il se laisse aussi arracher par les protestans des places fortes comme nécessaires à leur sûreté contre les entreprises des catholiques. Ceux-ci prétendirent avoir aussi besoin d'asiles : refusés, ils se crurent en droit de se lier par des sermens pour la défense de leur religion, qui paraissait abandonnée par le roi. Sa faiblesse, et sur-tout l'opprobre dont le couvrait la dernière paix, enhardirent le duc Henri de Guise à former la ligue projetée par son oncle, le cardinal de Lorraine, et à s'élever sur les ruines d'un royaume si malheureux et si mal gouverné. Henri III eut la maladresse de laisser établir cette ligue, dite *la Sainte-Union*. Il ne songea à la réprimer que quand elle eut acquis de la

force. Pour y parvenir, il prit encore un mauvais moyen, ce fut de s'en rendre chef : il crut ainsi déconcerter les projets des meneurs, pénétrer leurs secrets et modérer leurs mouvemens. Mais il fut complètement leur dupe : les Guises ne lui laissèrent que l'apparence de l'autorité dans leur parti, et seulement ce qui lui était strictement nécessaire pour qu'il y représentât, et que son nom donnât un air de légitimité à la ligue.

Henri III aurait voulu tenir la balance entre les deux ligues ; mais la catholique ne laissa pas au roi la liberté de faire la paix. Il ne régnait pas; les confédérés protestans et la ligue catholique se faisaient la guerre malgré lui dans les provinces. Les maladies contagieuses et la famine se joignaient à tant de fléaux; et c'est dans ces temps de calamités que, pour opposer des favoris au duc de Guise, ayant créé ducs et pairs Joyeuse et d'Epernon, il leur donna la préséance sur les anciens pairs, et dépensa quatre millions aux noces du duc de Joyeuse en le mariant à la sœur de la reine sa femme. De nouveaux impôts pour payer ses prodigalités excitèrent l'indignation publique ; et sa dévotion scandaleuse, contre laquelle on prêchait publiquement dans

Paris, acheva de le rendre odieux. Sa mauvaise conduite enhardit les ligueurs: la faction des seize se formait sous le duc de Guise, et Paris n'était plus au roi que de nom.

Devenu entièrement le maître du parti catholique, Henri de Guise, qui avait des troupes et de l'argent, attaquait les amis du roi de Navarre. Ce prince, le plus généreux des chevaliers de son temps, offrit de vider ce grand différend en se battant contre le duc de Guise, ou seul à seul, ou dix contre dix, ou en tel nombre qu'il voudrait. Il écrit à Henri III, son beau-frère, lui remontre que c'est à lui et à sa couronne que la ligue en veut, bien plus qu'aux huguenots; il lui fait voir le précipice ouvert; il lui offre ses troupes et sa personne pour le sauver.

Mais dans le même temps le pape Sixte-Quint fulmine contre le roi de Navarre et le prince de Condé; il les excommunie et les déclare déchus de tout droit, de toute succession. La ligue fait valoir la bulle, et force le roi à poursuivre son beau-frère, qui voulait le secourir, et à seconder le duc de Guise qui le détrônait avec respect. C'est la neuvième guerre civile depuis François II.

Henri de Navarre eut à combattre à la fois le roi de France, Marguerite sa propre femme, et la ligue. Il n'eut pas grande peine à empêcher son imprudente femme de se saisir de l'Agénois, dont elle voulait s'emparer; et il défit l'armée royale, commandée par le duc de Joyeuse, à la journée de Courtras. Il mérita dès-lors le surnom de Grand, en montrant autant d'humanité et de modestie après la victoire qu'il avait montré de valeur pendant la bataille. La mort du prince de Condé, qui arriva peu après, empêcha Henri de Navarre de pouvoir profiter de tous les avantages de sa victoire; et le duc de Guise dissipa dans le même temps une armée d'Allemands qui venait se joindre aux Navarrois; et il fit voir dans cette expédition autant de conduite que Henri avait montré de courage. Le malheur de Courtras et la gloire du duc de Guise furent deux nouvelles disgrâces pour le roi. Guise concerte avec tous les princes de sa maison une requête au roi, par laquelle il lui prescrit des lois en souverain. Chaque mot de cette requête était une offense. Le peuple de Paris, et sur-tout les seize, insultaient publiquement les favoris du roi, et mar-

quaient peu de respect pour sa personne.

Tant d'audace amena la fameuse journée des barricades, dans laquelle le roi fut forcé de quitter sa capitale et de fuir devant son sujet. Il assemble les seconds Etats de Blois; et, prêt à être déposé, il fait assassiner le duc et le cardinal de Guise son frère.

Cet attentat déshonore Henri III, sans lui rendre sa puissance; les catholiques se soulèvent de toutes parts; on ne le regarde plus que comme un assassin et un parjure. Il l'était en effet, puisque c'était après avoir communié avec les Guises, et avoir juré sur l'hostie qu'il les aimerait toujours, qu'il les fit lâchement assassiner dans son château de Blois. Pendant qu'il délibère sur la conduite qu'il tiendra avec la ligue, Paris, Orléans, Rouen, Dijon, Lyon, Toulouse se soulèvent en même temps, comme de concert. Le pape l'excommunie; soixante dix docteurs assemblés en Sorbonne le déclarent déchu du trône, et ses sujets déliés du serment de fidélité. La faction des seize emprisonne à la Bastille les membres du parlement affectionnés à la monarchie. La veuve du duc de Guise vient demander justice du meurtre de son époux et de

son beau-frère; et le parlement, à la requête du procureur-général, fait instruire le procès criminel contre Henri de Valois, ci-devant roi de France et de Pologne.

Pendant qu'on intente les voies judiciaires, le duc de Mayenne, reconnu pour chef du parti à la place de ses frères, poursuit Henri III à la tête d'une armée. Ce roi s'était conduit avec tant d'aveuglement, qu'il n'en avait point à leur opposer. Abandonné et presque seul, il avait la bassesse de prier Mayenne d'oublier le meurtre de ses frères. Cependant le malheur réveilla un moment son ancienne valeur; ayant perdu l'espoir d'une reconciliation, il eut recours à Henri de Navarre, son beau-frère et son successeur légitime. Ce prince vint assez à temps pour l'aider à repousser les ligueurs des murs de Tours. Plein d'ardeur et de vivacité, le Navarrois l'engagea aussitôt à marcher vers Paris; la résolution en est prise : Henri III se laisse guider par son beau-frère, et stimulé par son courage, soutenu par ses armes victorieuses, il fût sans doute parvenu à se rendre maître de sa capitale, si Jacques Clément ne l'eût assassiné. L'action de ce moine fanatique est

trop connue pour vous en rapporter les détails : il croyait faire une chose très-méritoire en délivrant la terre d'un prince persécuteur, à qui on ne donnait plus d'autre nom que celui d'Hérode. Cette opinion était le fruit des déclamations journalières prononcées contre Henri III. Ce prince fut frappé du couteau assassin auprès de Paris, et mourut de cette blessure à trente-neuf ans, l'an 1589. Doué des plus belles qualités, vaillant, populaire, éloquent, on l'eût jugé digne du trône, s'il n'y avait été placé.

Le meurtre de Henri III fit roi de France Henri de Navarre. Ses droits à la couronne étaient sans difficulté, quoiqu'ils fussent fort éloignés, puisqu'ils remontaient à Robert, sixième fils de saint Louis, seigneur de la baronnie de Bourbon, dont il tirait son origine. On ne s'avisa pas de les contester, mais sa religion servit de prétexte à la moitié des chefs de l'armée pour l'abandonner, et à la ligue, pour refuser de le reconnaître. Elle choisit pour roi le cardinal de Bourbon-Vendôme, qui n'était qu'un fantôme de souverain : le roi d'Espagne, Philippe II, maître de la ligue par son argent, comptait déjà la France pour

une de ses provinces. Le duc de Savoie, gendre de Philippe, envahit la Provence et le Dauphiné.

Henri IV n'avait pour lui que la justice de sa cause, son courage, et quelques amis. Jamais il ne fut en état de tenir long-temps une armée sur pied ; ses serviteurs venaient tour à tour se ranger sous sa bannière, et s'en retournaient les uns après les autres au bout de quelques mois de service. Les Suisses, qu'à peine il pouvait payer, et quelques compagnies de lances, faisaient le fonds permanent de ses forces. Il fut obligé de courir de ville en ville, de combattre et négocier sans relâche. Il n'y a presque point de province en France où il n'ait fait de grands exploits, à la tête de quelques amis, qui lui tenaient lieu d'armée.

Après la défection de la plupart des chefs catholiques qui étaient dans l'armée de Henri III, Henri IV, son successeur et son vengeur, se vit forcé de décamper de devant Paris. Le duc de Mayenne le poursuivit en Normandie, d'où il se proposait de passer en Angleterre, s'il était trop vivement pressé. Avant de prendre ce parti, il hasarda une bataille ; avec environ cinq

mille hommes, il bat, à la journée d'Arques, près de Dieppe, l'armée du duc de Mayenne, forte de vingt mille hommes. C'est alors qu'il écrivit au marquis de Crillon : « Pends-toi, brave Crillon, nous avons combattu à Arques, et tu n'y étais pas ». Cette victoire lui donne la confiance de se rapprocher de Paris; Mayenne lui oppose une nouvelle armée dans les plaines d'Ivri, et fut encore battu. Henri se rend maître des faubourgs de Paris; il ne lui manque qu'un plus grand nombre de soldats pour prendre cette ville. Il aurait pu la forcer de se rendre par famine, s'il avait refusé de laisser passer une multitude de vieillards, de femmes, et d'enfans, que le duc de Nemours, qui en était gouverneur, mettait dehors pour épargner les vivres. La bonté de Henri le porta même à permettre, par trop de pitié, que les assiégeans nourrissent les assiégés. En vain ses généraux publiaient, sous ses ordres, des défenses, sous peine de mort, de fournir des vivres aux assiégés, les soldats eux-mêmes leur en vendaient, et le bon Henri faisait grâce aux délinquans.

Cependant les Parisiens pour qui il montrait déjà un cœur paternel, le lais-

saient proscrire dans leur sein; la Sorbonne ne cessait de déclarer qu'il n'était pas roi; le parlement, les cours supérieures, les citoyens même faisaient serment sur l'évangile, en présence du légat du pape, et de l'ambassadeur d'Espagne, de ne le point recevoir. Mais enfin les vivres manquent, la famine fait sentir ses plus cruelles extrémités; sans l'arrivée du duc de Parme, envoyé par Philippe II, au secours de Paris, avec une puissante armée, cette capitale ne pouvait plus tenir.

Henri court au devant du duc de Parme, et lui présente la bataille; mais ce prince n'a garde de l'accepter; il n'était venu que pour sauver Paris, et rendre la ligue plus dépendante du roi d'Espagne. Henri n'avait au plus que quinze mille hommes; il était impossible qu'avec si peu de monde il continue le siége de Paris devant une armée supérieure: il est donc obligé de le lever; voilà sa fortune encore retardée, et ses précédentes victoires inutiles. Du moins il empêcha le duc de Parme de faire des conquêtes, et le côtoyant jusqu'aux dernières frontières de la Picardie, il le fit rentrer en Flandres.

A peine est-il délivré de cet ennemi,

que le pape Grégoire XIV emploie une partie des trésors amassés par Sixte-Quint à envoyer des troupes à la ligue. On prétend que le Jésuite Nigri, supérieur des novices de Paris, rassembla tous les novices de cet ordre, en France, et qu'il les conduisit jusqu'à Vervins, où ils furent enrégimentés, et incorporés à l'armée du pape.

Henri IV avait toujours à combattre l'Espagne, Rome et la France; le duc de Parme avait laissé en se retirant huit mille soldats au duc de Mayenne. Un neveu du pape entre en France avec des troupes italiennes et des monitoires; il se joint au duc de Savoie dans le Dauphiné. Lesdiguières battit les troupes savoisiennes, et celles du pape; ce seigneur puissant combattait pour Henri IV, et mérita par ses services la charge de Connétable, qu'il obtint par la suite. Ce fut le dernier qui l'exerça. Il avait défait et dissipé les soldats du pape; mais Philippe II, du fond de son palais, continuait à entretenir et ménager la dissention; il donnait au duc de Mayenne de petits secours, afin qu'il ne soit ni trop faible, ni trop puissant, et prodiguait l'or dans Paris, pour y faire reconnaître sa fille, Claire-Eugénie, reine de

France. C'est dans cette vue qu'il envoya de nouveau le duc de Parme en France, lorsque Henri IV assiégeait Rouen, comme il l'avait envoyé pendant le siége de Paris. Il promettait à la ligue qu'il ferait marcher une armée de cinquante mille hommes dès que sa fille serait reine. Henri, après avoir levé le siége de Rouen, fit encore sortir de France le duc de Parme.

Cependant il s'en fallut peu que la faction des seize, pensionnaire de Philippe II, ne remplit les projets de ce monarque, et n'achevât la ruine entière du royaume. Ils avaient fait pendre le premier président du parlement de Paris, et deux magistrats qui s'opposaient à leurs complots. Le duc de Mayenne, prêt à être accablé lui-même par cette faction, avait fait pendre, à son tour, quatre de ces séditieux. C'est au milieu de ces divisions et de ces horreurs, après la mort du prétendu Charles X, que se tinrent à Paris les états-généraux, sous la direction d'un légat du pape et d'un ambassadeur d'Espagne. Le légat présida, et l'ambassadeur d'Espagne y harangua contre la loi salique, et proposa l'infante pour reine. On projetait le mariage de cette princesse avec le duc de Guise;

mais le duc de Mayenne, qui ne voulait pas devenir sujet de son neveu, s'opposait de toutes ses forces à cet arrangement.

Dans ce même temps, plusieurs citoyens ayant présenté requête à la ville et au parlement, pour démontrer qu'on pressât au moins le roi de se faire catholique, avant de procéder à une élection, la Sorbonne déclara cette requête « inepte, séditieuse, impie, inutile, attendu qu'on connaissait l'obstination de Henri le relaps » ; c'est ainsi qu'on le nommait. Ce décret de la Sorbonne fut révoqué depuis, et malgré toutes les déclamations, Henri IV déconcerta les diverses factions, en revenant à la religion catholique.

Pendant qu'on employait contre ce prince les armes, la plume, la politique la superstition ; pendant que les états, aussi tumultueux, aussi divisés qu'irréguliers, se tenaient dans Paris, Henri était aux portes et menaçait la ville. Il avait quelques partisans dans cette capitale, et beaucoup de vrais citoyens, lassés de leurs malheurs et du joug d'une puissance étrangère, soupiraient après la paix ; le peuple même désirait Henri pour roi ; mais il était retenu par la re-

ligion. Les meilleurs serviteurs qu'il eût parmi les calvinistes, lui conseillèrent d'embrasser la religion qu'ils haïssaient. Ils lui représentèrent que c'était le plus sûr moyen de faire tomber les armes qu'on employait contre lui; il céda à leurs raisons, se fit instruire, et abjura solennellement le 24juillet1593, à Saint-Denis. Les conférences qu'on eut avec lui rendirent sa personne chère à tous ceux qui sortirent de Paris pour le voir; et s'étant fait sacrer à Chartres, aussitôt son abjuration, et ayant sur-tout ménagé des intelligences dans Paris, il y entra en souverain, n'ayant pas plus de soldats autour de sa personne qu'il n'y avait d'étrangers dans les murs de cette capitale. Il y avait alors une garnison de trois mille Espagnols, avec des Napolitains et des Lansquenets.

Deux hommes ménagèrent seuls cette révolution, qui se fit sans effusion de sang : le maréchal de Brissac, et Langlais, échevin de Paris, préparèrent les esprits, et prirent si bien leurs mesures avec les magistrats et les principaux bourgeois, que le légat, les commandans espagnols et les seize furent si artificieusement trompés, et ensuite si bien contenus, que Henri IV fit son

entrée dans la capitale sans qu'il y eut presque de sang répandu. Il renvoya tous les étrangers qu'il aurait pu retenir prisonniers, et pardonna à tous les ligueurs.

Plusieurs villes suivirent l'exemple de Paris; mais Henri était loin d'être encore maître du royaume. Philippe II, détrompé de l'espoir de régner en France sous le nom de sa fille, cherchait à se dédommager en démembrant la France: pour y parvenir, il agitait les provinces, et les empêchait de reconnaître Henri. Le duc de Mayenne avait la Bourgogne; le duc de Guise, fils du Balafré, possédait Reims et une partie de la Champagne; le duc de Mercœur dominait dans la Bretagne, et les Espagnols y avaient Blavet, qui est aujourd'hui le Port-Louis. Les principaux capitaines, même de Henri IV, songeaient à se rendre indépendans, et les calvinistes, qu'il avait quittés, se ménageaient déjà des ressources pour résister un jour à l'autorité royale.

Il fallut plus d'intrigues et de négociations que de combats pour que Henri IV regagnât peu à peu son royaume. Sa conversion même ne l'avait point encore réconcilié avec l'église; le pape

lui refusa long-temps l'absolution, et son nom même fut omis dans les prières par la plupart des curés de Paris jusqu'en 1606. Il dut vaincre successivement les différens chefs rebelles. Le duc de Mayenne ne fit son accommodement qu'en 1596. Henri se racommoda sincèrement avec lui, et il lui donna le gouvernement de l'île de France.

Indépendamment des embarras que lui donnaient dans l'intérieur les restes de la ligue, toujours soutenue par Philippe II, les finances étaient dans le plus mauvais état possible ; Henri III les avait épuisées, et Henri IV avait contracté des dettes. La reine d'Angleterre, le grand duc de Florence, les princes d'Allemagne et les Hollandais lui avaient prêté de l'argent pour se soutenir contre la ligue, contre Rome et l'Espagne ; c'est enfin par les secours de ces princes étrangers qu'il avait été en état de faire la guerre. Heureusement pour la France, et pour Henri lui-même, il donna l'administration entière des finances au duc de Sully : ce sage ministre, aussi éclairé qu'intègre, sut remédier à tous les abus qui s'étaient glissés dans l'administration, faire honneur aux dettes du roi,

sauver le royaume de sa ruine, et concourir aux vues de Henri en réparant les blessures de l'état. Par les soins infatigables de ce Rosni, duc de Sully, si digne de le servir, il vint à bout de rassembler une florissante armée, la seule, dit-on, qu'on eût vue depuis trente ans pourvue du nécessaire. Avec cette armée il reprit Amiens, que les Espagnols lui avaient enlevé, pacifia le reste de son royaume, et se mit en état de faire une paix avantageuse avec les Espagnols; elle fut conclue à Vervins en 1598, et ce fut le premier traité avantageux que la France eût fait avec ses ennemis depuis Philippe-Auguste.

Ayant ainsi rétabli la paix au dedans et au dehors, Henri IV mit tous ses soins à policer et faire fleurir le royaume qu'il avait conquis; les troupes inutiles furent licenciées; l'ordre dans les finances succède au plus odieux brigandage; il paie peu à peu toutes les dettes de la couronne sans fouler les peuples. Les sentimens paternels de ce bon roi sont trop connus pour qu'il soit besoin de vous répéter les expressions simples, et même un peu frivoles, qui peignaient son amour et ses bonnes intentions;

elles sont encore dans la bouche de tout le monde. Mais ce fut une chose bien admirable que, malgré l'épuisement où il trouva le royaume, il eût, en moins de quinze ans, diminué le fardeau des tailles de quatre millions de son temps, qui en feraient environ dix du nôtre; que tous les autres droits fussent réduits à moitié, et qu'il eût payé cent millions de dettes. Il racheta d'ailleurs pour plus de cent cinquante millions de domaines; toutes les places furent réparées, les magasins, les arsenaux remplis, les grands chemins entretenus; c'est la gloire éternelle de Sully et celle du roi qui osa choisir un homme de guerre pour rétablir les finances de l'état, et qui travailla toujours avec son ministre.

Les réformés, mécontens de sa conversion, furent appaisés par un éditdonné à Nantes; cet édit prudent fit vivre les deux religions en paix : il convenait également aux catholiques et aux protestans raisonnables. Mais les plus difficiles à contenter furent les seigneurs qui s'étaient attachés à lui dans sa détresse; ils ne se croyaient jamais assez récompensés : ils murmuraient et menaçaient. Le roi fut contraint de faire un exemple des

plus dangereux d'entre eux ; Biron paya de sa tête ses complots mal concertés.

Le commerce et les arts furent mis en honneur par Henri IV ; il établit plusieurs manufactures de tapisserie, agrandit et embellit Paris, forma la place royale, et restaura tous les ponts. Le canal de Briare fut creusé par ses ordres pour joindre la Seine à la Loire. Saint-Germain, Monceaux, Fontainebleau, et sur-tout le Louvre, furent augmentés et presqu'entièrement bâtis par lui. Il donna des logemens au Louvre, dans cette longue galerie qui est son ouvrage, à des artistes en tous genres, qu'il encourageait par ses regards et ses bienfaits ; il fut enfin le véritable fondateur de la bibliothèque royale.

Ce roi, si digne de mémoire, et dont le souvenir est encore si cher aux Français, en faisant fleurir son état, établit tellement sa réputation au dehors, qu'il fut l'arbitre des autres nations. Henri joua le rôle de pacificateur et de médiateur entre Venise et les autres états de l'Italie ; le pape Paul V, lui-même, recourut à sa négociation, et s'en trouva bien. Cependant ce roi si bon ne fut ni connu ni aimé pendant sa vie comme

il méritait de l'être. On sait que, même après sa conversion, les catholiques conspirèrent contre ses jours; il restait parmi les ligueurs zélés un esprit de haine et de fanatisme qui occasiona plusieurs attentats. Ouin et Jean Chatel tentèrent de l'assassiner, dans la persuasion que c'était gagner le ciel que de délivrer la terre d'un roi qu'on ne croyait point encore bon catholique. Leur supplice n'épouvanta point Ravaillac, aussi fanatique que Jean Chatel et Jacques Clément; il crut, comme eux, faire une œuvre méritoire en donnant un coup de couteau à Henri IV. Le 14 mai 1610, ce monarque fut blessé à mort dans sa voiture, et mourut à l'âge de cinquante-huit ans, comme il se préparait à aller faire la guerre en Allemagne.

On répandit plusieurs soupçons sur les auteurs de cet assassinat; Marie de Médicis fut accusée d'y avoir contribué. Comme elle n'avait jamais aimé son époux, et qu'elle l'accabla de chagrins domestiques, on était assez disposé à la soupçonner d'avoir cherché à s'en défaire pour régner sous le titre de régente, mais elle ne fut nullement chargée par l'interrogatoire de Ravail-

lac. La marquise de Verneuil, maîtresse du roi, fut aussi soupçonnée, et il paraît que c'était injustement; mais comme elle avait déjà conspiré contre lui, elle donnait lieu aux injurieux soupçons. Henri ne fut pas très heureux en amour; il a été plus d'une fois trompé et trahi par ses maîtresses. Ses faiblesses l'auraient rendu méprisable s'il ne les avait rachetées par les qualités qui font les grands rois; et ses amours, qui lui ont été quelquefois amèrement reprochées, ne l'empêchèrent pas de bien gouverner.

Revenons maintenant à Elisabeth, reine d'Angleterre, que nous avons laissée après le rétablissement de la religion anglicane. Le règne de cette princesse doit être regardé comme l'un des plus fortunés de l'Angleterre; elle mit un ordre permanent dans toutes les parties de l'administration. Ses soins se portèrent avec succès sur la marine et le commerce; les encouragemens qu'elle donna à l'une et à l'autre, produisirent les célèbres marins Drake, Haukins, Forbisher et autres hardis navigateurs qui ont illustré son règne.

Elisabeth fut heureuse dans toutes ses entreprises; elle eut le bonheur de

préserver l'Angleterre de l'invasion de Philippe II; elle secourut Henri IV et les Flamands contre ce même roi d'Espagne qui avait voulu l'épouser, et qui, n'ayant pu y parvenir, voulut s'en venger en la renversant du trône.

Dans sa vie publique, Elisabeth montra les qualités d'une grande reine, mais elle fut loin d'être exempte de faiblesses dans sa vie privée. Elle refusa sa main à plusieurs princes, et même à des rois, pour ne point partager son autorité, et elle eut des favoris; quelques courtisans furent même honorés d'égards excédant la mesure de la faveur ordinaire. Mais la plus grande tache dans la vie d'Elisabeth, est la mort de Marie Stuart, qu'on attribue généralement à la jalousie que lui inspirait cette princesse, dont la beauté, les grâces et l'esprit l'emportaient sur les agrémens de la reine d'Angleterre. Elisabeth, toute grande politique qu'elle était, ne fut nullement exempte des petitesses de l'amour propre; et il fallait qu'elle les portât bien loin, puisqu'elles lui firent souiller sa gloire par un forfait.

J'ai dit plus haut que dès le temps de l'avènement d'Elisabeth au trône d'Angleterre, elle n'avait pas vu sans inquié-

tude Marie Stuart, alors reine de France, joindre dans son écusson les armes d'Angleterre à celles de France et d'Ecosse. A la mort de François II, lorsque Marie Stuart revint en Ecosse, Elisabeth l'obligea de renoncer au titre de reine d'Angleterre, et ses intrigues encouragèrent les états d'Edimbourg à établir la réforme en Ecosse; par-là elle s'attacha un pays dont elle avait tout à craindre. Mais cet avantage ne lui suffit pas; ce ne fut point assez pour elle de diviser les Ecossais de la religion de leur reine, elle voulut encore la leur rendre suspecte: en sa qualité de nièce du cardinal de Lorraine, fléau des anti-catholiques, il ne fut pas très-difficile d'y parvenir.

Les réformés d'Ecosse, encore dans la ferveur d'une nouvelle religion, affectaient une sombre austérité, dont la jeune reine, naturellement gaie, et élevée dans une cour idolâtre des plaisirs, ne pouvait s'accommoder. Elle riait et s'indignait tour à tour de ces manières sévères, et les Ecossais, de leur côté, se scandalisaient de sa légèreté. Déjà il y avait une sorte d'aversion entre la souveraine et ses sujets, lorsque Marie, d'après l'avis de son conseil, se décida

à se remarier ; elle épousa Darnley, son cousin. Elisabeth, qui continuait de vouloir se mêler des affaires d'Ecosse, se montra mécontente de ce mariage, et par le peu de justice de ses plaintes, on voyait qu'elle ne pardonnait pas à sa cousine de conserver un parti puissant en Angleterre : ce parti travaillait à la faire déclarer héritière présomptive de la couronne ; et malgré les intrigues d'Elisabeth, on pense qu'il aurait réussi, si la conduite de Marie Stuart, d'abord imprudente, ne fût devenue criminelle.

L'époux qu'elle s'était choisi montra des défauts qui lui attirèrent le mépris, et bientôt après l'aversion de sa femme. Darnley ne voulut point reconnaître que le changement de la reine venait de ses propres torts ; il l'attribua à l'inclination qu'il lui soupçonnait pour un autre. David Rizeio, musicien italien que Marie Stuart admettait près d'elle familièrement, devient l'objet de la jalousie du roi ; il médite un lâche attentat, et sans respect pour la reine, il fait poignarder sous ses yeux celui qu'il croit son amant. Il la force de le voir égorgé, et dans quel moment encore ? lorsque Marie était grosse de six mois. Dès

ce moment elle prit son époux en horreur. Il tâcha cependant de se réconcilier avec elle, et rejetant sa faute sur ses complices, il lui laissa le droit de les punir. La bonne intelligence parut se rétablir entre les deux époux, et Marie donna le jour à Jacques VI. Mais peu après le roi étant malade, fut transporté dans une maison de campagne isolée; cette maison saute en l'air, et le corps du roi se trouve dans un champ peu éloigné, sans contusion, ni aucune marque de mort violente. Tous les ordres de l'état, tout le peuple accusèrent le comte de Bothuel d'être l'auteur de l'assassinat du roi, et l'on ne douta plus que Marie ne fût sa complice, en la voyant refuser de le poursuivre, et prétendre qu'il n'était point coupable. Peu après ce seigneur enleva la reine, et la conduisit dans la citadelle de Dumbar. On voulut armer pour la tirer de captivité; elle défendit de le faire; et pardonnant à Bothuel la violence qu'elle disait qu'il lui avait faite, elle l'épousa publiquement.

Ce mariage éleva un cri général d'indignation dans le royaume; plusieurs seigneurs se liguèrent pour laver dans le sang de Bothuel la honte de leur

souveraine. Il échappa à leur poursuite en se retirant en Danemarck, mais la reine tomba entre les mains des confédérés. Livrée à leur vengeance, Marie fut placée au milieu de leur armée; on lui mit sous les yeux un étendard où l'on avait peint le corps de son mari expirant. On la force de regarder sans cesse ce cruel tableau; et après une marche insultante, elle est enfermée dans une forteresse, obligée d'abdiquer la couronne, et de la résigner à son fils, qui n'avait que deux ans.

Marie s'étant sauvée de sa prison, essaya de revenir contre cet acte qu'elle avait signé en le mouillant de ses larmes. Elle avait encore quelques partisans, et parvint à lever une armée. Le comte de Murray, bâtard de Jacques V, avait été nommé régent; sous un feint amour de la justice, il s'était montré le plus sévère accusateur de sa sœur. Il marcha contre elle, défit son armée; et la déroute fut si complète, que l'infortunée Marie, dans l'alternative de tomber de nouveau entre ses mains ou de se livrer à Elisabeth, préféra chercher un asile en Angleterre.

Malgré la jalousie dont Elisabeth était animée contre elle, la reine d'Ecosse la

croyait incapable d'abuser de ses malheurs. Elle espérait sans doute qu'elle agirait envers elle avec grandeur d'ame. Point du tout ; Elisabeth la reçoit d'abord avec honneur dans Carlisle ; mais elle lui fait dire qu'étant accusée par la voix publique du meurtre de son époux, elle devait s'en justifier, et qu'elle serait protégée si elle était innocente.

Elisabeth se rendit arbitre entre Marie et la régence d'Ecosse. Le régent se soumit à remettre entre les mains des commissaires anglais les preuves qu'il disait avoir contre sa sœur. Cette malheureuse princesse, retenue prisonnière dans Carlisle, accusa le comte de Murray d'être lui-même l'auteur de la mort de son mari, et récusa les commissaires anglais, à moins qu'on ne leur joignît les ambassadeurs de France et d'Espagne. Cependant la reine d'Angleterre fit continuer cet espèce de procès, et jouit du plaisir de voir flétrir sa rivale sans vouloir rien prononcer. Elle n'était point juge de la reine d'Ecosse, elle lui devait un asile, elle la fit conduire en prison. Transférée de forteresse en forteresse pendant qu'on faisait couler sur l'échafaud le sang des complices, vrais ou supposés, Marie Stuart inspirait la pitié et l'intérêt. L'a-

narchie régnait en Ecosse ; le comte de Murray fut assassiné par une faction qui se fortifiait du nom de Marie. Les assassins entrèrent à main armée en Angleterre, et firent quelques ravages sur la frontière. Elisabeth envoya bientôt une armée punir ces brigands et tenir l'Ecosse en respect. Elle fit élire pour régent le comte de Lenox, frère du roi assassiné. Mais on conspirait dans l'intérieur de l'Angleterre pour délivrer Marie de la prison où elle était retenue. Quelques anglais s'irritaient de voir ainsi traitée celle qui aurait dû être placée sur leur trône, ou qui en était du moins l'héritière présomptive. Plusieurs seigneurs travaillèrent à lui rendre sa liberté. Le duc de Norfolck aspirait même à sa main. Il forma un parti ; mais en vain. Elisabeth déjoua ses projets, et Norfolck expira sur l'échafaud. Son sang resserra les liens de la malheureuse Marie Stuart ; et ses amis lui nuisirent plus qu'ils ne la servirent dans sa disgrâce. On conspira de nouveau contre Elisabeth ; elle fit mourir quatorze conjurés, et s'arrogea le droit de juger Marie, son égale, comme si elle avait été sa sujette. Quarante-deux membres du parlement et cinq juges du royaume allèrent l'interroger dans sa

prison ; elle protesta ; ce fut vainement. On passa outre ; et la procédure contre elle fut si irrégulière, qu'il paraît constant qu'on ne lui présenta que des copies, et jamais les originaux des lettres dont on prétendait se faire des preuves de son crime. Enfin, après dix-huit ans de prison dans un pays qu'elle avait imprudemment choisi pour asile, Marie Stuart eut la tête tranchée dans une chambre même de sa prison, le 28 février 1587.

Cette princesse subit la mort avec courage ; et celle qui l'avait condamnée, Elisabeth, qui avait signé sa sentence, affecta de la plaindre, et prétendit qu'on avait passé ses ordres. Pour le persuader, elle fit mettre en prison le secrétaire d'état qui avait, disait-elle, fait exécuter trop tôt l'ordre signé par elle-même. Sa dissimulation ne trompa personne ; on sut qu'elle dédommagea le secrétaire de sa détention momentanée par de secrètes libéralités ; et toute l'Europe eut horreur de la cruauté d'Elisabeth, et plus encore de sa fausseté. Cette action barbare flétrit la mémoire de cette reine : on estime son règne, mais on déteste son caractère.

Elisabeth survécut long-temps à sa victime. Elle régna jusqu'en 1603, et

recommanda en mourant le fils de l'infortunée Marie Stuart, Jacques VI, roi d'Ecosse, qui avait en effet des droits sur la couronne d'Angleterre.

Je me contenterai de vous dire qu'Elisabeth mourut à l'âge de soixante-dix ans, et ne vous donnerai d'ailleurs aucuns détails sur les événemens qui suivirent la mort de Marie Stuart; il me suffit de vous avoir indiqué les caractères principaux du règne d'Elisabeth, qui, malgré ses faiblesses, eut de grandes qualités. L'excessive longueur de cette lettre ne permet point de vous détailler ses querelles avec le comte d'Essex, et la révolte de ce sujet orgueilleux, qui expia sur l'échafaud le crime de s'être révolté contre sa souveraine.

Pendant les règnes des souverains de France et d'Angleterre dont j'ai parlé dans cette lettre, l'Italie respirait; et, débarrassée des guerres qui avaient longtemps troublé son sol, elle voyait les arts fleurir plus que jamais dans son sein. Les ducs de Florence, Côme II et Côme III, protecteurs éclairés des beaux-arts, se montrèrent les dignes successeurs de la gloire des premiers Médicis. Côme II, dont le bonheur fut troublé par des malheurs domestiques, doit être regardé

comme un très-grand prince : il ne se montra pas inférieur à Côme Ier par la magnificence, la générosité, l'amour des arts et la gloire de les protéger. Les édifices superbes et les monumens dont il orna sa capitale, attestèrent son goût et sa magnificence. Il fut d'ailleurs le fondateur de cette galerie célèbre qui contenait la collection la plus riche et la plus nombreuse de tableaux précieux, de statues, bronzes, médailles, antiques, que ses successeurs augmentèrent à l'envi.

Son fils, François, qui lui succéda en 1565, obtint de l'empereur la confirmation du titre de grand duc, qu'on avait voulu disputer à son père. François fut le troisième duc de Florence, et ne fit rien de mémorable; mais son neveu, Côme III, se rendit recommandable par sa prudence, par l'amour et l'encouragement des beaux-arts. Son règne fut court, mais il marcha sur les traces de son grand-père. Il mourut en 1621.

Gênes, moins tranquille que Florence, vit, peu après la mort du célèbre André Doria, se renouveler les disputes entre les anciens et les nouveaux nobles. Ces derniers étaient appuyés par le peuple, et les anciens réclamèrent la protec-

tion de l'empire et de l'Espagne. Malgré le secours de cette dernière puissance, les anciens nobles eurent le dessous, et plusieurs familles se retirèrent sur les terres d'Espagne. Le pape et la France s'entremirent dans ces querelles; mais malgré leur intervention, la paix ne se fit entre les citoyens de cette république qu'après quatre ans de discorde. On créa alors un magistrat *conservateur des lois*, et Gênes, ayant recouvré sa tranquillité, commença à prospérer. Le doge prit, en 1581, le titre de *sérénissime*, à l'exemple de celui de Venise.

Cette dernière république était toujours florissante, et, comme Florence, se distinguait par la beauté de ses monumens; le goût des arts et du luxe était même porté à un tel point, que le sénat avait jugé nécessaire de faire des lois repressives.

Milan était devenu fief de l'empire depuis la mort de François Sforce, arrivée en 1535. Charles-Quint, après avoir promis l'investiture de ce duché de Milan au duc d'Orléans, fils de François I, avait trouvé plus convenable de s'en emparer, et de l'englober dans les états qu'il donna à Philippe II, son

fils. Les descendans de celui-ci, occupant le trône d'Espagne, ont possédé le duché de Milan, comme une annexe de leur couronne, jusqu'au moment où il fut donné à la maison d'Autriche, en 1714, après la guerre de la succession d'Espagne.

Comme nous sommes encore loin de cette époque, il suffit seulement de l'indiquer à mon Aline; et terminant enfin cette lettre, je laisserai reposer son attention sur les faits historiques que nous venons de parcourir.

LETTRE LVIII.

Empire d'Allemagne. — Histoire d'Espagne et de Portugal pendant le seizième siècle. — Coup-d'œil général sur les peuples d'Amérique et sur les peuples d'Afrique et d'Asie.

En considérant aujourd'hui l'empire d'Allemagne et l'histoire d'Espagne, nous aurons, ma chère Aline, fort peu de chose à dire sur Charles-Quint. Les rapports de ce prince avec François I[er] vous ont fait connaître une partie de ses actions politiques comme empereur et grand homme de guerre ; il ne nous reste guère qu'à le considérer dans sa vie privée, et nous ne lui donnerons qu'un moment d'attention.

Nous avons vu qu'il fut appelé à la couronne d'Espagne, en 1516, par la mort de Ferdinand, son grand-père paternel. Déjà Charles s'était essayé dans la science du gouvernement par l'administration de la Flandres, dont la possession lui était échue par la mort de son

père Philippe-le-Beau. Il laissa le gouvernement de l'Espagne au fameux cardinal Ximenès; et pendant que ce sage ministre employait ses propres revenus à contribuer à la gloire de l'état qui lui était confié, Charles ceignait son front de nouveaux diadèmes. Ximenès, dont le désintéressement était aussi étonnant que sa modeste simplicité dans sa vie privée, mérite de nous arrêter un instant. Ce ministre, qui fut l'honneur de son pays, ne s'enorgueillit jamais de l'élévation qu'il devait à son mérite. Né d'une famille noble, mais peu fortunée, il ne dédaigna point ses anciens amis et ses parens restés dans l'obscurité. Loin de craindre qu'on lui rappelât le souvenir de son ancienne pauvreté, il aimait au contraire à en parler; et reportant à Dieu toute sa reconnaissance, il disait : « Qu'ai-je fait au seigneur pour m'élever de la poussière dans le poste où « je suis »? Ce grand ministre méprisait le faste et l'ostentation; il fit du bien à sa famille, mais ne la tira point de sa condition. Il était archevêque de Tolède; et au lieu d'employer, comme tant d'autres, les revenus de ce riche bénéfice en prodigalités, il en fit un usage utile à l'état. Il accumula quelques années, et

avec cette épargne leva une armée à ses frais, et fut lui-même assiéger Oron en Afrique. Il prit cette ville, qui a depuis servi de barrière contre les incursions que les Maures auraient voulu faire en Espagne. Ce boulevart n'est pas le seul avantage dont les Espagnols aient obligation à Ximenès; il fonda l'université d'Alcala et la dota richement. L'Espagne lui doit une multitude d'établissemens d'une magnificence royale. Il employait à toutes ces dépenses la moitié de son revenu; l'autre était strictement consacrée au soulagement des pauvres sous sa surveillance journalière. Ses propres besoins étaient restreints autant qu'ils pouvaient l'être.

Les grands tentèrent de lui contester la régence que Ferdinand lui avait confiée, et que Charles-Quint avait confirmée. Ximenès sut défendre ses droits et les appuyer d'une force imposante. Il fit d'ailleurs le meilleur usage de son autorité : son gouvernement, ferme, judicieux et éclairé, ménagea les intérêts des grands sans opprimer les petits; il fut digne de servir de modèle aux autres ministres; et cependant, malgré tout son mérite, Ximenès ne fut point à l'abri des atteintes de la jalousie; il paraît

même qu'il en périt victime. On pense assez généralement qu'il fut empoisonné; il est au moins constant que ce ministre mourut en allant au-devant de Charles-Quint qui arrivait en Espagne. On redoutait, dit-on, les avis que Ximenès aurait pu donner au roi, contre les projets ambitieux de quelques seigneurs.

Charles-Quint ne fit que paraître en Espagne ; il fut promptement rappelé en Allemagne par la dignité impériale, qu'il obtint, comme nous l'avons vu, de préférence à François I. Il confia pendant son absence les rênes du gouvernement de l'Espagne à Chièvre, qui avait été son gouverneur. Ce seigneur ne les mania point comme Ximenès; il occasiona des révoltes que l'empereur fut obligé de punir. On remarque en cette circonstance que Charles se montra clément, et parut avoir horreur de verser le sang de ses sujets ; il ne fit que les exemples nécessaires pour contenir les rebelles; on lui représenta même qu'il en épargnait trop: et comme quelqu'un, croyant lui faire sa cour, vint lui indiquer la retraite d'un des complices, il lui dit : « Vous auriez mieux fait de prévenir « ce gentilhomme que je suis ici, que de « me dire où il est caché ».

Charles aimait le séjour de l'Espagne; il y revenait avec plaisir après ses guerres de Flandres et d'Allemagne. Peu de princes ont réuni autant de couronnes et ont compté des prospérités aussi éclatantes que l'heureux Charles-Quint. Sa dissimulation et son peu de générosité envers François I, ont un peu nui à sa gloire; mais il montra dans d'autres occasions de la noblesse et de la grandeur d'ame. Il tenait beaucoup de la gravité espagnole et du flegme flamand, exact dans ses expressions, sentencieux, très-secret, modéré dans ses passions, et sur-tout dissimulé. On ne le vit montrer ouvertement ses sentimens qu'en une seule occasion. Lorsqu'on lui présenta sur le champ de bataille Jean-Frédéric, électeur de Saxe, forcé de se rendre après la défaite de son armée, Charles-Quint déposa le masque de dissimulation dont il couvrait ordinairement ses ressentimens. Il dit à ce prince, qui avait renoncé à son obéissance et tenté de le faire déposer, qu'il le traiterait comme il le méritait. En effet, à la mort près, il n'y eut pas de punition sensible pour un prince qu'il ne lui fît subir. Il le retint dans une étroite prison et lui ôta tous ses états, dont il gratifia Maurice,

de Saxe, cousin-germain de Jean-Frédéric.

Il agit avec plus de duplicité envers Philippe, landgrave de Hesse, compagnon d'armes et de révolte de Jean-Frédéric. Il s'en vengea par une basse tromperie. Après lui avoir donné un sauf-conduit pour le venir trouver, il abusa d'un mot qu'on avait glissé dans cette pièce, pour le faire arrêter et enfermer, quoiqu'il eût promis le contraire.

Je vous ai parlé de son expédition en Afrique, qui lui fit plus d'honneur; mais il ne sut pas en conserver le fruit; il se laissa reprendre Tunis, et ne défendit même point la Goulette, ce qu'on met au nombre de ses fautes politiques. On considère encore comme telles, la maladresse d'avoir élevé en Italie la puissance de la maison de Médicis, qui nuisit à celle d'Autriche; d'avoir souscrit des conditions peu honorables, afin d'obtenir la main de Marie, reine d'Angleterre, pour Philippe son fils, et enfin d'avoir fait élire roi des Romains Ferdinand son frère, au lieu de Philippe son fils. Charles-Quint parut se repentir de cette dernière action; lorsqu'il songea à abdiquer l'empire, il voulut engager son frère à renoncer au titre de roi des Romains en

faveur de Philippe; mais Ferdinand ne fut point de cet avis, et il hérita de l'empire au préjudice de son neveu.

Celui-ci, au surplus, avait bien assez d'états; mais l'abdication de Charles-Quint, sa renonciation volontaire à toutes ses couronnes, étonnèrent toute l'Europe. Dégoûté de la puissance souveraine et des travaux qui y sont attachés, il se retira dans une petite maison qu'il avait fait bâtir près des Ermites-de-Saint-Just, et y vécut deux ans dans les exercices de piété. Il entra ensuite dans le monastère même de Saint-Just; et une chose plus étonnante encore que de le voir vivre en simple religieux, fut sa fantaisie de se placer tout vivant dans un cercueil, et de faire dire sur lui les Litanies des morts. Cette bizarre fantaisie, qu'on pourrait taxer de folie, paraît avoir fait sur lui une vive impression : la fièvre lui prit presqu'aussitôt; et il mourut peu après s'être ainsi donné en spectacle.

Généreux envers son frère Ferdinand, il lui avait cédé les domaines de la maison d'Autriche en Allemagne; et ce prince les joignit aux couronnes de Bohême et de Hongrie, dont il orna l'aigle impérial. Mais le pape tarda quelque

temps à vouloir le reconnaître, parce que la démission de Charles-Quint et l'exaltation de Ferdinand s'étaient faites sans son aveu. Le nouvel empereur s'embarrassa peu du mécontentement du pontife, et cette indifférence n'eut point de suites fâcheuses. Pendant huit ans que Ferdinand gouverna, depuis l'abdication de son frère, il se fit estimer par sa prudence et sa justice, autant qu'il se fit aimer par sa clémence et sa libéralité. Mais il mêla un peu de faiblesse à ces bonnes qualités, et laissa démembrer l'empire. Il essaya en vain de réunir les trois religions qui partageaient l'Allemagne, et les princes qui se faisaient quelquefois la guerre. Après quelques tentatives à ce sujet, il se tint tranquille, et régna assez paisiblement, mais sans actions éclatantes. Il se piquait d'une grande exactitude à tenir sa parole, et la poussait si loin, qu'il récompensa quelquefois des gens qui s'en étaient rendu indignes ; mais il disait qu'il devait plus d'égards à sa parole, qu'au mérite de ceux à qui il l'avait donnée. Si on peut lui reprocher d'avoir laissé affaiblir l'empire, on lui doit au moins de l'avoir affranchi de la domination de Rome. Il négligea de se rendre dans cette ville

pour se faire couronner empereur ; ses successeurs suivirent son exemple ; et, de ce moment, les prétentions des empereurs sur Rome, et des papes de donner l'empire, tombèrent insensiblement dans l'oubli : tout se réduisit à une lettre de félicitation que le souverain pontife écrivait à l'empereur élu.

Maximilien II, fils et successeur de Ferdinand, s'intéressa comme lui à la paix de l'église. Mais le pape se plaignit bientôt de ce que les principes de tolérance de Maximilien favorisaient trop les protestans. Ce prince ne changea point pour cela ; il continua de professer les mêmes maximes, et accorda la liberté de conscience dans ses états héréditaires. Il disait que les affaires spirituelles ne devaient pas être décidées par l'épée. Fidèle à ce sage précepte, il préféra toujours les voies de douceur aux moyens violens ; et quoiqu'il fût bon catholique, il n'eut jamais un zèle persécuteur. Maximilien eut toutes les vertus morales et civiles. On ne lui a jamais reproché un seul vice ; et personne n'entendit de lui une parole dure, ni ne sortit mécontent de son audience. Père tendre, époux fidèle, ami de la vérité, sage dans sa conduite, ennemi de toute espèce de

désordres, ses vertus influèrent visiblement sur les mœurs de l'Allemagne, qui ne fut jamais si tranquille que sous son règne. Mais ce prince, ami de la paix, ne soutint point la gloire de l'empire; il négligea de maintenir ses droits sur les Pays-Bas, qui étaient réellement une province impériale. Ces peuples, qu'on appela *rebelles* si long-temps, devaient être mis par les lois au ban de l'empire : au contraire, Maximilien II laissa le prince d'Orange, Guillaume-le-Taciturne, faire la guerre dans les Pays-Bas, à la tête des troupes allemandes, sans se mêler de la querelle. Cet empereur se fit élire roi de Pologne en 1575, après le départ du roi de France Henri III, qu'on regarda comme une abdication : mais Battori, vaivode de Transilvanie, vassal de l'empereur, l'emporta sur son souverain; et la protection de la Porte Ottomane, sous laquelle était ce Battori, fut plus puissante que la cour de Vienne.

Maximilien laissa en 1576 la couronne impériale à son fils Rodolphe II, qu'il avait eu la précaution de faire élire roi des Romains. Cette précaution se perpétua de père en fils dans la maison d'Autriche. Rodolphe avait beaucoup

de douceur dans le caractère, mais peu de talens pour le gouvernement; il tint les rênes de l'empire d'une main encore plus faible que son père. Il était empereur, roi de Bohême et de Hongrie, et il n'influa en rien ni sur la Bohême, ni sur la Hongrie, ni sur l'Allemagne, et encore moins sur l'Italie. Cependant l'impulsion vers la concorde, donnée par Maximilien, subsista quelque temps sous son successeur; la paix intérieure ne fut troublée que par les démêlés de Rodolphe avec Mathias son frère. Cet ambitieux profitait de la faiblesse de Rodolphe pour lui demander tantôt une chose, tantôt une autre; et sans un peu de jalousie, vice ordinaire des petites ames, dont Rodolphe n'était point exempt, on croit qu'il eût cédé l'empire à Mathias, qui le désirait ouvertement. Sous ce prince peu guerrier, la Hongrie fut envahie par les Turcs. L'Allemagne était alors si mal administrée, qu'il fallut faire une quête publique pour trouver les fonds nécessaires pour s'opposer aux progrès des conquérans ottomans. Repousser leurs efforts victorieux fut l'affaire la plus importante du règne de Rodolphe; et sans les troubles qui s'élevèrent dans le sérail, la Hongrie fût

peut-être restée pour toujours sous le pouvoir de Constantinople.

On vit en Allemagne, sous cet empereur, ce qu'on venait de voir en France sous Henri III, une ligue catholique contre une ligue protestante, sans que le souverain pût arrêter les efforts ni de l'une ni de l'autre. La religion était alors assez généralement le prétexte des troubles, et voilait les projets ambitieux. Le motif véritable de cette lutte était la succession aux duchés de Clèves et de Juliers. Par suite du gouvernement féodal, on ne pouvait guère décider que par les armes à qui ces fiefs appartenaient. Les maisons de Saxe, de Brandebourg se les disputaient. L'archiduc Léopold, cousin de l'empereur, s'était mis en possession de Clèves, en attendant que l'affaire fût jugée. Cette malheureuse querelle fut la cause véritable de la mort du bon roi Henri IV; il allait marcher au secours de la ligue protestante, lorsque le fanatique Ravaillac, excité par les murmures de ceux qui voyaient dans cette démarche une preuve de l'attachement au parti protestant, trancha le fil de ses jours.

Ce prince victorieux, suivi de troupes aguerries, et des plus grands généraux

de l'Europe, était près de profiter de la faiblesse de Rodolphe et de Philippe III, roi d'Espagne; il allait ajouter de nouveaux fleurons à la couronne de France, lorsque son assassinat fit avorter cette grande entreprise. Rodolphe n'en fut pas plus heureux. Déjà il avait cédé la Hongrie, l'Autriche, la Moravie, à son frère Mathias, pendant que le roi de France se préparait à marcher contre lui; et lorsqu'il fut délivré de ce redoutable ennemi, il fut encore obligé de céder la Bohême à ce même Mathias; et conservant seulement le titre d'empereur, il vécut en homme privé. Rodolphe aimait les sciences avec une ardeur qui contribuait à son insouciance pour les affaires de l'empire. Il préférait s'instruire avec le fameux Ticho-Brahé, plutôt qu'à tenir les états de Hongrie.

Les Allemands se distinguaient principalement, dans ce siècle, par les commencemens de la véritable physique. Ils ne réussirent jamais comme les Italiens dans les arts de goût; à peine même ils s'y adonnèrent. Mais un autre genre de gloire leur était réservé. Ticho-Brahé, ce célèbre Danois qui avait dépensé ses biens en recherches astronomiques, et pour bâtir un observatoire dans sa patrie,

méconnu par elle et persécuté, était venu chercher un asile en Allemagne. L'empereur Rodolphe l'accueillit et le dédommagea de toutes ses pertes. Képler, que ses lois mathématiques du cours des astres ont fait regarder comme un législateur en astronomie, fut aussi protégé et encouragé, dès ses premiers pas, par l'empereur Rodolphe. Les tables astronomiques des deux savans Ticho-Brahé et Képler, portent le nom de *Tables Rodolphines;* comme celles qui furent composées en Espagne par deux Arabes, au douzième siècle, portèrent le nom d'*Alphonsines.*

Rodolphe montrait encore un goût décidé pour la bijouterie, la chimie, la mécanique et les chevaux. Il dédaignait la représentation, et passait la plus grande partie de ses journées avec des ouvriers, et à contempler ses bijoux, dont il laissa une très-riche collection à son successeur.

Mathias recueillit l'entière succession de son frère en 1612. Mais avant de nous occuper de son règne, qui appartient au dix-septième siècle, voyons ce qui se passait en Espagne sous Philippe II.

Ce prince signala son arrivée en Es-

pagne, après la mort de son père, par un auto-da-fé; spectacle affreux! que la superstition célébrait alors avec pompe. Sa première ordonnance fut une injonction de recevoir le concile de Trente, sous des peines qui annonçaient la persécution. La proclamation qu'on fit ensuite aux Maures, habitans de Grenade, de quitter leur habillement, leur langage et leurs mœurs, ne prépara point les sujets de Philippe II à chérir sa domination. La rigueur dont on usa, par ses ordres, envers les restes malheureux de la nation maure, acheva d'indisposer contre lui les non catholiques. Les anciens mahométans, accusés de professer en secret les pratiques de leur culte, proscrits, poursuivis avec violence, se défendirent et se soulevèrent de tous côtés. On leur fit une guerre cruelle, qui coûta la vie à plus de cent mille Maurisques.

C'est par ces actes d'un zèle outré que Philippe II s'attira la haine des Anglais. On ne peut s'étonner de l'éloignement qu'ils marquèrent pour lui dès les premiers momens de son arrivée en Angleterre; et il est très-vraisemblable que ce prince peu tolérant contribua beaucoup à redoubler les fureurs de Marie envers

les protestans. Nous avons assez parlé des cruautés fanatiques de cette princesse ; et le spectacle des bûchers enflammés, allumés sur-tout par l'ordre d'une femme, doit trop affliger l'ame sensible de mon Aline, pour que je ne me hâte pas d'abréger le tableau de ces scènes d'horreur. Ainsi, sans la promener à la suite du sombre Philippe, parmi les meurtres qu'il ordonnait, dit-on, le crucifix en main, je lui dirai que son zèle persécuteur occasiona de fréquentes révoltes en Flandres. Ces peuples, essayant de secouer un joug oppresseur, et d'autant plus dur pour eux, que la plupart des Flamands étaient protestans, ces peuples rebelles se faisaient de leurs marais un rempart contre la puissance du barbare Philippe II. Mais vivement poursuivis par l'impitoyable duc d'Albe, l'exécuteur de ses vengeances, ils furent réduits à mordre en vain leurs fers douloureux ; ils n'eurent d'autre parti à prendre que de périr, ou de se soumettre aux lois religieuses que Philippe voulait leur imposer. C'est dans le même temps que ce prince fomentait en France la discorde, et alimentait la guerre civile, dans l'espoir de parvenir à placer sur ce trône qu'il avait ébranlé,

sa fille Isabelle-Claire-Eugénie. Mon Aline devine facilement que cette princesse devait le jour à la seconde femme de Philippe II, Elisabeth de France, fille de Henri II, dont le mariage occasiona la mort de son père.

Cette alliance funeste à la France, sous ce premier rapport, le fut bien davantage encore par ses suites. Nous les avons suffisamment considérées dans ma dernière lettre; et sans revenir sur les exploits valeureux de Henri IV, qui chassa enfin de la France les troupes de Philippe et ses émissaires, et ceignit avec éclat le diadème que l'Espagnol destinait à sa fille, disons seulement que le brave Henri, nourri dans la haine des monarques espagnols, qui avaient ravi à sa famille une partie de son héritage, était doublement excité à repousser les armes de Philippe. Nous avons vu qu'il le fit glorieusement, et fit recouvrer à la France les heureux fruits de la paix. Philippe, moins heureux dans ses entreprises, essaya vainement de se venger du refus qu'Elisabeth d'Angleterre avait fait de sa main. La plus grande partie de sa flotte échoua sur les côtes d'Angleterre, ou fut engloutie par la tempête. Il eut encore le chagrin de voir les Anglais

bloquer ses ports, détruire ses gallions et rançonner Cadix. D'un autre côté, les cruautés du duc d'Albe, au lieu de soumettre les Flamands, achevèrent de les irriter. Trouvant des forces dans leur désespoir, non-seulement ils résistèrent courageusement à l'oppression, mais ils finirent par se rendre indépendans. Ainsi, de tous côtés, les revers succédèrent aux prospérités qui avaient d'abord environné les premières années du règne de Philippe II.

Si l'on considère ce prince dans sa vie privée, on ne doit pas non plus trouver sa vieillesse heureuse. La mort précipitée de D. Carlos son fils, et celle d'Elisabeth de France, qui la suivit de près, ont donné lieu à d'affreux soupçons, que la cruauté de Philippe semble autoriser. Ce prince était âgé lorsqu'il épousa, en secondes noces, la jeune Elisabeth. En le voyant, pour la première fois, avec ses cheveux blancs et ses rides, elle ne put retenir un mouvement de surprise, peu flatteur pour le vieux monarque, qui en fut, dit-on, très-piqué. La princesse de France avait été d'abord destinée à l'infant D. Carlos. Ce jeune prince était aimable et fait pour plaire. Ses attentions pour sa belle-mère, et les égards

que celle-ci lui témoignait, firent ombrage au jaloux et vindicatif Philippe. Dès ce moment, il vit son fils de mauvais œil. Peu après ce jeune prince fut accusé d'avoir protégé les révoltés de Flandres. Son père le fit arrêter, et sa mort suivit de près sa détention. Les uns prétendent que son procès lui fut fait, et que son père le fit exécuter dans sa prison, presque sous ses yeux : d'autres disent que ce jeune prince, désespérant d'obtenir sa grâce, s'ouvrit lui-même les veines. Le fait est qu'il mourut de mort violente, sans qu'on sache précisément pour quel sujet, ni de quelle manière. Cette catastrophe ne tarda pas à être suivie de la mort de la jeune reine; elle mourut d'une fausse couche; mais l'on soupçonne qu'elle avait été empoisonnée; et de grands nuages se répandirent à cette occasion sur la réputation de Philippe. On l'a aussi accusé d'avoir été jaloux du mérite de D. Juan d'Autriche, son frère naturel, et de s'en être défait par le poison. Si ces crimes ne sont point prouvés, il l'est au moins que Philippe n'épargna jamais aucun des grands qui pouvaient lui porter ombrage; et tant de meurtres ordonnés juridiquement, tant de preuves multipliées de sa cruauté,

laissent une libre carrière aux soupçons sur la mort précipitée de son épouse, et plus encore sur celle de son fils don Carlos.

Philippe affectait beaucoup de dévotion, et menait dans le particulier une vie très-licencieuse. Son hypocrisie le rendait aussi méprisable, qu'il se faisait détester par ses barbaries. Partout, dans tous les lieux de sa domination, il fit couler à flots le sang des hérétiques, et de ceux qui étaient seulement soupçonnés de l'être. Cet esprit de cruauté et l'abus de son pouvoir affaiblirent enfin sa puissance. S'il eût mieux ménagé les Flamands, il n'eût pas vu la république des Sept-Provinces se former par ses seules persécutions : cette révolution ne lui eût pas coûté ses trésors ; et lorsqu'ensuite le Portugal et les possessions des Portugais accrurent ses vastes états ; quand la France déchirée fut sur le point de recevoir ses lois, et d'avoir sa fille pour reine, il eût pu venir à bout de ses grands desseins, sans cette funeste guerre que ses rigueurs allumaient dans les Pays-Bas.

Malgré ses revers de ce côté, il fut despotique et cruel jusqu'à la fin de sa vie, qu'il termina en 1578 ; et l'on re-

marque qu'il vit arriver son dernier moment avec un sang-froid et un courage rare dans un tyran.

Philippe III, son fils et son successeur, monta sur le trône à l'âge de vingt-un ans, et se laissa entièrement gouverner par le duc de Lerme, son favori. La puissance de ce ministre fut si promptement établie, qu'au bout d'un an on ne regardait plus le monarque que comme le collègue du duc de Lerme. Mais si ce seigneur gouvernait despotiquement Philippe III, lui-même se laissait gouverner par Rodrigue Caldéron. L'un des plus grands services que le duc de Lerme rendit à l'Espagne, fut de congédier les espions, qui coûtaient beaucoup sous le règne précédent : leur suppression fut un grand soulagement pour les finances et pour la tranquillité des particuliers. Il fit la paix avec les Anglais, et soutint encore l'honneur des armes espagnoles dans les Pays-Bas, où la prise d'Ostende immortalisa Ambroise Spinola en 1604. Une trève de douze ans suivit cette victoire; et le ministre reconnut indépendantes les Provinces-Unies. Mais sans poursuivre le cours de ce règne, qui fut bien plus celui du ministre, que celui du monarque, voyons

ce qui se passait en Portugal, et ce qui amena la réunion de ce royaume à l'Espagne.

Nous avons vu D. Emmanuel, surnommé le Fortuné, laisser, en 1551, la couronne de Portugal à son fils don Juan III. Vous ne devez point avoir oublié que le roi Emmanuel avait fait la félicité de ses sujets. Son fils D. Juan, héritier de sa couronne, le fut aussi d'une partie de ses belles qualités; il eut sur-tout, comme son père, un grand discernement dans le choix de ses ministres. L'un d'entr'eux, D. Antonio, que le roi honorait de sa confiance particulière, s'en montra digne, non-seulement en n'usant de son pouvoir que pour le bien de l'état, mais en donnant à son souverain des conseils nobles et désintéressés. Dans une occasion où le monarque engageait son ministre à faire l'achat de quelques terres à sa convenance, que venait de mettre en vente un seigneur d'une des plus anciennes familles du royaume, forcé, par le dérangement de sa fortune, à en faire le sacrifice, le sage Antonio fit sentir au roi qu'il serait plus convenable de mettre ce seigneur en état de les conserver. Il appuya ce conseil généreux, en disant que

cette famille ne s'était ruinée que par les services qu'elle avait rendus à la couronne. Le roi se fit honneur de suivre l'avis de son ministre, et prévint par sa générosité la chute de cette illustre maison.

Le seul reproche qu'on fait à ce bon prince, est d'avoir laissé prendre à l'inquisition l'autorité inexorable sous laquelle les Portugais ont long-temps gémi. D. Juan n'était point cependant persécuteur; mais il crut rétablir les mœurs en épurant le christianisme de ses sujets. Il se trompa, et ne fit que des hypocrites, pires que des infidèles. La mort moissonna toute la famille de ce monarque. Après avoir eu la douleur de voir successivement périr des fils de la plus grande espérance, il mourut lui-même en 1557, et ne laissa qu'un enfant de trois ans, destiné à être, par son imprudence, la cause du malheur de ses peuples.

Pendant la minorité de cet enfant, nommé D. Sébastien, la régence fut très-orageuse. La grand'mère du jeune monarque en fut d'abord chargée; mais le cardinal D. Henri, son oncle, la lui disputa, et finit par s'en emparer. Les gouverneurs qu'il donna à son pupille,

lui inspirèrent beaucoup de religion et de courage, mais un courage irréfléchi et porté jusqu'à la témérité. Ses notions religieuses ne furent point plus sagement dirigées; elles lui donnèrent un fanatisme fougueux, qui porte à renverser tout ce qui n'est pas conforme aux opinions qu'on professe; de sorte que, dès son enfance, D. Sébastien brûla de se signaler par des preuves d'intrépidité et de haine implacable contre le mahométisme. Ce fatal enthousiasme le conduisit en Afrique contre les Maures, malgré les prières de ce qu'il y avait de gens prudens à la cour, et malgré les représentations des princes étrangers qui s'intéressaient à son sort.

La reine-mère et D. Henri oublièrent leurs querelles, pour le détourner d'un projet si contraire à ses véritables intérêts et à ceux de l'état. La reine mourut de chagrin de l'obstination de son petit-fils. D. Henri se retira dans son évêché; les seigneurs que l'âge et l'expérience avaient mûris, voyant leurs avis rejetés, ne paraissaient plus au conseil; ses ambassadeurs lui écrivirent de la part des princes auprès desquels ils résidaient. Philippe II, roi d'Espagne, oncle maternel de D. Sébastien, et dont ce jeune

monarque allait épouser la fille, le conjura de ne point exposer sa personne : ce fut en vain. D. Sébastien n'écouta pas davantage le duc de Mascareguas, qui s'était rendu très-célèbre par ses exploits dans l'Inde. La prudence de ce vieux capitaine parut au jeune roi la pusillanimité de la vieillesse ; et, en dépit de toutes les représentations, il s'embarqua pour l'Afrique.

Le prétexte de cette expédition était de rétablir sur le trône de Fez et de Maroc, Muley Mahamet, que son oncle Muley Moluk avait dépouillé de ses états. Le roi dépouillé, après avoir imploré vainement les secours du roi d'Espagne, en offrant de se rendre son tributaire, était venu se jeter aux pieds du roi de Portugal. L'oncle, informé de sa démarche, et de l'intérêt que D. Sébastien était disposé à prendre à la cause de son neveu, lui avait écrit et lui avait fait connaître que Muley Mahamet était un débauché, un meurtrier, un tyran cruel, indigne de son assistance. Le roi africain fournit les preuves de ce qu'il avançait, et essaya d'ailleurs de détourner l'orage qui le menaçait, en offrant d'augmenter de dix mille acres de terres labourables le territoire que les Portugais

avaient autour de leurs forteresses.

Cette proposition ne put même déterminer le téméraire D. Sébastien à renoncer aux dangers de son entreprise. Plus obstiné que jamais, il débarque avec près de huit cents bâtimens au royaume de Fez, dans la ville d'Arrilla, conquête de ses ancêtres. Muley Moluk, autrement Moluko, à la tête d'une armée de cent mille hommes, redoutait peu une armée de quinze à seize mille hommes qui cinglait vers ses côtes. Mais la petite armée de D. Sébastien était munie d'une artillerie formidable pour ce temps; et le roi africain, quoiqu'il fût languissant depuis quelque temps, se fit mettre à cheval pour diriger lui-même les mouvemens de ses troupes. Au milieu de la bataille, qui fut très-meurtrière, le vieux Moluk se sentit affaiblir; il continua cependant de donner tranquillement ses derniers ordres; et il expira en mettant son doigt sur sa bouche, pour faire entendre à ses capitaines qu'il ne fallait pas que ses soldats sussent sa mort. On remplit ses intentions. L'ayant remis dans sa litière, on feignit de continuer de prendre ses ordres; et Muley Hamet, son frère, remporta une victoire complète. Son neveu, premier auteur de cette guerre,

fut tué dans la mêlée; et D. Sébastien paraît aussi avoir perdu la vie dans cette bataille, qui fut funeste à trois souverains. Les deux rois maures y périrent incontestablement; mais le sort de D. Sébastien resta long-temps un problème. Il avait reçu un coup de feu à l'épaule. Cette blessure n'était point dangereuse; il continua de combattre, et il eut deux chevaux tués sous lui. Plusieurs seigneurs périrent à ses côtés; et voici ce qu'on raconte de son sort. Les uns disent qu'ayant été enveloppé par les Maures, il s'éleva une querelle entre ceux qui l'avaient pris, et que, pour terminer la dispute, l'un des généraux donna un coup de sabre au prisonnier, et que les autres l'achevèrent. Le corps du prince, quoique fort défiguré, fut reconnu, dit-on, le lendemain par son valet de chambre. D'autres prétendent que le roi, après avoir fait des prodiges de valeur, voyant la défaite de son armée, se retira de la mêlée, et parvint à s'échapper, sans qu'on puisse dire où il se refugia. Ce qui est constant, c'est que l'espèce d'incertitude où l'on resta sur le sort du roi de Portugal, donna lieu à une espèce d'aventurier de se faire passer pour D. Sébastien.

Environ vingt ans après l'événement où tout annonce qu'il perdit la vie, il parut à Venise un homme qui se disait D. Sébastien. Il rendait un compte assez plausible de ce qui lui était arrivé; et quelque ressemblance dans la taille, le geste et la voix de D. Sébastien, persuadèrent à plusieurs Portugais que c'était en effet ce monarque. Celui qui se faisait passer pour lui, montrait les cicatrices de ses blessures, et sur-tout celles de l'épaule et de l'œil. Ces circonstances, jointes à plusieurs particularités dont il semblait que le roi Sébastien put être seul instruit, étonnèrent les commissaires du sénat chargés de l'interroger; ils n'osèrent le déclarer un imposteur : mais l'ambassadeur d'Espagne demanda son expulsion, et l'obtint.

Retiré à Florence, l'infortuné fut livré au comte de Lémos, vice-roi de Naples pour le roi d'Espagne, qui possédait alors le trône de Portugal. Il étonna de nouveau le vice-roi par ses réponses, et même deux princesses, parentes de D. Sébastien, qui eurent la curiosité de l'interroger dans le château neuf où il était enfermé et bien traité.

On essaya vainement de le contraindre à se rétracter; il soutint constamment

son assertion; et les Espagnols crurent le rendre méprisable et changer l'opinion publique, qui commençait à se déclarer en sa faveur, en le faisant promener ignominieusement sur un âne dans les rues de Naples. Un crieur le précédait et annonçait que c'était un imposteur qui se disait D. Sébastien, roi de Portugal. A chaque fois, le prisonnier disait : *Oui, je le suis.* Après cette humiliation, il fut retenu quelque temps en prison dans le royaume de Naples, de là transféré en Castille, renfermé dans un château reculé; et on n'en a plus entendu parler. Mais sa constance et la vraisemblance de ce qu'il racontait, ont laissé une sorte de doute, que les Espagnols cherchèrent à détruire en prétendant que c'était un magicien, et que le démon lui avait fourni les illusions qui faisaient impression aux gens crédules. Ce conte absurde prouvait le défaut de meilleures raisons pour le convaincre d'imposture.

Cependant on n'avait point douté, en Portugal, de la mort de D. Sébastien; et le cardinal Henri, son grand oncle, prit la couronne à l'âge de soixante-sept ans. Pour la première fois on vit un prêtre cardinal et roi. Le premier vœu des Portugais fut qu'il se mariât, afin de

laisser des héritiers directs, et de prévenir les guerres civiles qui les menaçaient. On sollicita des dispenses à la cour de Rome; des raisons politiques firent retarder la décision; et le vieux Henri ne fut pas plutôt placé sur le trône, qu'il n'entendit parler que de sa succession. Philippe II, roi d'Espagne, et la duchesse de Bragance, avaient des droits à peu près égaux. Henri aimait la duchesse et craignait Philippe; mais il haïssait bien davantage le prince de Crato, son neveu, qui aurait eu les droits les plus certains, s'il avait pu prouver qu'il était légitime. D. Henri mourut sans avoir prononcé entre les prétendans, et crut avoir pourvu à la tranquillité de l'état, en nommant cinq gouverneurs, qui devaient être dépositaires de l'autorité souveraine, après sa mort et pendant l'interrègne. C'était devant eux que devait se plaider la grande affaire de la succession; mais elle était déjà décidée avant qu'il mourût. L'adroit et ambitieux Philippe avait mis dans ses intérêts trois des gouverneurs ou régens. Assuré de leurs suffrages, et appuyant ses droits par une armée commandée par le duc d'Albe, le roi d'Espagne déjoua facilement les espérances du prince de Crato,

qui s'était fait reconnaître roi par la populace de Lisbonne. Ce prétendant fut vaincu et réduit à prendre la fuite; il erra pendant un an dans le royaume, quoique sa tête fût mise à prix; il se sauva enfin, et se réfugia en France, où il mourut

Philippe, qui ne faisait jamais la guerre par lui-même, conquit le Portugal du fond de son cabinet; et il affecta de ne se montrer dans ce royaume, que lorsqu'il fut entièrement soumis. Il vint alors se faire couronner à Lisbonne, où il fut reçu sans acclamation et sans empressement.

Les Portugais ne purent jamais s'accoutumer au joug des Espagnols. Philippe tâcha d'abord de les apprivoiser par des caresses; mais se livrant bientôt à son naturel cruel, il les traita comme des bêtes féroces qui se sont laissé enchaîner. Il donna à ses successeurs l'exemple de la violation des priviléges qu'il avait solennellement promis de respecter, et ses gouverneurs vexèrent les peuples par la surcharge des impôts et la manière de les lever. Ce prince, qu'on a nommé le *démon du Midi*, parce que du fond de son cabinet il troublait et tourmentait toute l'Europe, ce prince

fut maladroit dans l'administration de sa nouvelle conquête. Au lieu de s'attacher les Portugais par de bonnes façons, il les révolta par sa dureté, et n'en tira même pas tout l'avantage qu'il eût pu en obtenir. Les troupes portugaises n'étaient pas payées. La marine fut détournée de la défense des côtes, de la protection des possessions africaines et asiatiques, sa destination naturelle. Unie à la fameuse flotte nommée l'*Invincible*, elle périt presque toute entière dans la désastreuse expédition de Philippe contre l'Angleterre. Le Portugal porta la peine de sa funeste alliance avec la Castille. Il vit ses plus belles colonies envahies par les Hollandais, dans la longue guerre qu'ils soutinrent pour se soustraire à la domination espagnole, et une misère affreuse couvrit la face du royaume.

Il est temps, ma chère Aline, de considérer quelles étaient les possessions des Portugais en Asie et en Afrique, au moment où ils furent, si malheureusement pour eux, soumis à la domination de Philippe II.

Nous avons vu les premières découvertes des Portugais sous le prince don Henri, et ensuite, sous le roi Emmanuel, le fameux Vaser de Gama reconnaître

plus de quinze cents lieues de côtes, et changer le commerce de l'ancien monde, en trouvant le passage du cap de Bonne-Espérance.

Les succès de ce célèbre navigateur encouragèrent d'autres Portugais à marcher sur ses traces. Alphonse d'Albukerque, et d'autres fameux capitaines, combattirent successivement les rois de Calicut, d'Ormuz, de Siam, et défirent la flotte du soudan d'Egypte. Les Vénitiens cherchèrent en vain à traverser les progrès des Portugais, pour conserver l'empire du commerce des Indes. Pendant qu'ils s'alliaient au soudan pour les arrêter, Albukerque prenait la ville de Goa en deçà du Gange, Malaca dans la Chersonèse d'or, Aden à l'entrée de la mer Rouge, sur les côtes de l'Arabie heureuse, et s'emparait d'Ormuz dans le golfe Persique.

Bientôt les Portugais s'établirent sur toutes les côtes de l'île de Ceylan, qui produit la cannelle la plus précieuse et les plus beaux rubis de l'Orient. Ils eurent des comptoirs au Bengale; ils trafiquèrent jusqu'à Siam, et fondèrent la ville de Macao, sur la frontière de la Chine. L'Ethiopie orientale, les côtes de la mer Rouge, furent fréquentées par

leurs vaisseaux : les îles Moluques, seul endroit de la terre où la nature a placé le girofle, furent découvertes et conquises par eux. Les négociations et les combats contribuèrent à ces nouveaux établissemens. C'est à main armée qu'on établit des comptoirs.

Les Portugais, en moins de cinquante ans, ayant découvert cinq mille lieues de côtes, furent les maîtres du commerce, par l'Océan Éthiopique et par la mer Atlantique. Dès l'an 1540, ils eurent des établissemens considérables, depuis les Moluques jusqu'au golfe Persique, dans une étendue de soixante degrés de longitude. Tout ce que la nature a d'utile, de rare, d'agréable, fut porté par eux en Europe, à bien moins de frais que les Vénitiens ne pouvaient le donner. La route du Tage au Gange devenait fréquentée : Siam et le Portugal étaient alliés.

Etablis en riches marchands et en rois sur les côtes de l'Inde, et dans la presqu'île du Gange, les Portugais passèrent enfin dans les îles du Japon.

Ce royaume avait été découvert dès le treizième siècle par Marc-Paul. Ce Vénitien avait voyagé par terre jusqu'à la Chine; et ayant servi long temps sous

un des enfans de Gengis-kan, il eut les premières notions de ces îles que nous nommons *Japon*, et qu'il appelle *Zipangri*. La relation de son voyage fut publiée; mais ses contemporains ne crurent point à la vérité de ce qu'il annonçait. Son manuscrit resta long-temps ignoré : il tomba enfin entre les mains de Christophe Colomb, et contribua beaucoup à le confirmer dans l'espérance de trouver un monde nouveau qui pouvait rejoindre l'orient à l'occident.

Si l'on en croyait les voyageurs sur la vaste étendue des villes, leur immense population, la magnificence et le nombre des palais, rien n'égale l'empire du Japon. Mais nous n'avons que des relations exagérées sur ce pays, où il n'est plus permis aux chrétiens de pénétrer. Ils furent cependant d'abord très-bien reçus. Lorsque vers le milieu du seizième siècle, des Portugais, commerçant à la Chine, furent jetés par la tempête sur les côtes du Japon, ils eurent à se louer de l'humanité des habitans; et la beauté du climat, la richesse de ses productions engagèrent bientôt d'autres Portugais à y aller. Ils amenèrent des missionnaires, qui furent très-bien accueillis, à cause de leur habileté dans les

sciences et dans les arts. Ils eurent la liberté de prêcher leur religion; et les Japonais les écoutèrent d'autant plus volontiers, qu'ils trouvaient quelque conformité entre le christianisme et leurs idées religieuses. Les Japonais attendent tout leur bonheur, présent et à venir, de la faveur et des mérites de leur Xaca, de leur Amida, et autres dieux, en vertu des longues et rigoureuses mortifications qu'ils avaient souffertes volontairement pour être déifiés. Les jésuites leur annonçaient une personne divine descendue du ciel, qui s'est soumise volontairement à une mort infâme et douloureuse, pour sauver ceux qui croient en elle. Les Japonais trouvaient dans cette image quelque ressemblance avec leur dieu; et l'éternité des peines prêchée par les missionnaires, n'était pas, dans l'imagination, fort différente de la longueur de celle qu'annonçaient les bonzes. Le Purgatoire les rapprochait encore plus, et une ressemblance frappante entre les rites catholiques et japonais, images, luminaire, encens, religieux et religieuses, célibat, chapelets, processions, prières pour les morts, confession et plusieurs autres choses, que les uns et les autres pratiquent également,

étaient un grand acheminement à l'établissement de la religion chrétienne. Les jésuites ne doutaient pas d'y parvenir bientôt, lorsque par un revers subit la jalousie des bonzes renversa tout l'édifice : le christianisme fut proscrit, persécuté et anéanti au Japon, par les mesures qu'on prit pour empêcher les chrétiens d'y pénétrer.

Les usages des Japonais ont beaucoup de rapport avec ceux des Chinois; tout annonce dans ces peuples une même origine; mais la ridicule vanité des Japonais leur persuade qu'ils tirent la leur des dieux. Ils se donnent des milliers de siècles d'antiquité. Les moins infatués croient cependant qu'ils viennent des Chinois, soit par des rebelles chassés de la Chine, ou par des sujets fidèles qu'un usurpateur a éloignés, ou enfin par une colonie de trois cents jeunes gens et de trois cents jeunes filles, amenés par un médecin dans les îles du Japon, sous prétexte de faire cueillir par des mains pures des plantes propres à rendre immortel; plantes demandées et impatiemment attendues par un empereur de la Chine.

La doctrine de Confucius a fait beaucoup de progrès dans l'empire du Japon;

comme elle se réduit à la simple morale, elle a charmé tous les esprits qui n'étaient point attachés à la superstition des bonzes. Les progrès de cette philosophie ont beaucoup contribué à ruiner la puissance du daïris ou daïros. On appelait ainsi le monarque absolu qui réunissait autrefois la puissance souveraine et celle de pontife. Leur personne et leur caractère étaient alors si sacrés, que les plus légères contraventions à leurs ordres étaient detestées et punies comme des crimes contre Dieu lui même. Ils étaient en quelque façon adorés de leurs sujets, et se comportaient comme des espèces de divinités. Ils ne touchaient jamais la terre du pied. On ne permettait pas que le soleil ou le vent donnât sur eux. Ils ne portaient jamais le même habit plus d'un jour, ne mangeaient jamais sur la même vaisselle : on ne leur coupait les cheveux, la barbe et les ongles, que pour en faire des reliques. Les titres qu'ils prenaient et qu'on leur donnait tenaient du blasphème, et les honneurs qu'on leur rendait approchaient de l'idolâtrie. Livrés à cet excès de luxe et de mollesse, les *daïros* laissaient le soin de toutes leurs affaires civiles et militaires à leur premier ministre, qui avait le titre

de *cubo*, comme général des troupes.

Les Japonais prétendent que ces princes absolus ont commencé à régner six cents ans avant Jésus-Christ, et ils reconnaissent cent quatorze empereurs de la même famille. Les annales qui ont conservé le nom et la succession de ces princes, peuvent être fort intéressantes pour les Japonais, parce qu'elles fixent les époques de plusieurs faits, événemens ou usages dont une nation aime à savoir les dates; mais, pour nous autres Européens, elles sont dépouvues de tout intérêt. C'est pourquoi nous ne nous y arrêterons pas; et je vous dirai seulement que ce ne fut que vingt-neuf ans avant notre ère commune que les Japonais commencèrent à s'appliquer à l'agriculture.

Les voyageurs prétendent avoir trouvé chez les Japonais un assemblage de vertus et de vices qui semblent incompatibles. Ils ont, disent-ils, beaucoup de pénétration, sont modestes, patiens, honnêtes, dociles, industrieux, laborieux, exacts à leur parole, haïssant la fraude, ne profitant jamais de l'ignorance de ceux auxquels ils ont affaire, n'aimant que les plaisirs innocens; ils ne sont ni médisans, ni fastueux, ni avides; détestent la gourmandise, l'ivrognerie;

fuient les discours obscènes, et conservent toujours beaucoup de bienséance dans la conversation et la conduite : mais ils sont en même temps ambitieux, fiers, cruels, insensibles aux misères de leurs semblables, persuadés, selon leur religion, qu'on n'est malheureux que parce qu'on est coupable. Personne n'est si vindicatif qu'un Japonais : s'il ne peut faire périr son ennemi, il se tue lui-même. Les femmes imitent les hommes à cet égard. A la guerre les Japonais sont cruels et féroces ; ils ne demandent ni ne donnent jamais de quartier. Une ville prise est mise à feu et à sang. Leurs pirates, quand ils ne sont pas les plus forts, se font sauter et couler bas.

On dit qu'ils aiment l'étude et la lecture. On n'a trouvé de science chez eux que celle de la morale, quelque connaissance de leur histoire, une astronomie et une géométrie dont on peut juger par le partage qu'ils faisaient du monde entre le Japon, la Chine et Siam. Ils croyaient cependant à l'influence des astres, avaient et ont encore des universités tenues par des bonzes.

Contentons-nous, ma chère Aline, de cette légère esquisse sur ces peuples, et donnons un regard à leurs voisins les

Chinois. Je vous ai donné quelques notions sur l'origine, les mœurs, les usages et la religion de ces peuples intéressans; nous avons même parcouru leurs annales pendant les cinq premières dynasties de leurs princes; elles nous ont conduites à notre ère commune. Il me suffit de vous avoir donné une légère idée de la sagesse de leur gouvernement; je ne suivrai point les révolutions intérieures, et vous dirai seulement que la sixième dynastie commença deux cents ans après Jésus-Christ, par un prince descendant de Lieu-Pang, dans un degré très-éloigné, qui rassembla sous un sceptre unique les démembremens qu'avait occasionés la faction des bonnets-jaunes. Cette sixième dynastie ne donna que trois empereurs: le petit-fils de Hen-han fut renversé du trône par Chi-tsu-vu-ti, fondateur de la septième dynastie. Elle donna quinze empereurs, dont la plupart furent indolens et livrés à la mollesse.

Sous la huitième dynastie l'empire fut partagé en deux. L'empereur du Nord accorda beaucoup de crédit aux bonzes: celui de l'Occident fit au contraire massacrer tous les bonzes.

Sous la treizième dynastie, sous Tai-tsong, l'un des plus grands empereurs

de la Chine, le christianisme s'introduisit dans ce vaste empire; mais il fit peu de progrès, et le successeur de Tai-tsong donna beaucoup d'autorité aux eunuques et aux bonzes. Les meurtres, les empoisonnemens et les usurpations furent fréquens sous les successeurs de ces princes; mais dans la quinzième dynastie, sous le règne de Ming-tsong, qui favorisa beaucoup les savans, l'imprimerie fut inventée à la Chine. C'est dans le dixième siècle de notre ère que cet art utile fut trouvé par les Chinois, tel qu'il existe encore chez eux, sans caractères mobiles.

L'invasion des Tartares dans la Chine eut lieu sous la dynastie suivante, pendant le règne de l'usurpateur Kao-tsu I, qui laissa démembrer l'empire. Il fut contraint d'en céder une partie aux Tartares. Son fils ayant levé une armée pour les combattre, marcha lui-même contre eux avec de grandes forces; mais son général, qui aspirait secrètement au trône, n'avança qu'à petites journées, et laissa le temps aux ennemis de se saisir de l'empereur. Ils le reléguèrent dans une petite principauté. Le perfide général ceignit son front du diadème, et fit avec les Tartares une paix ignomi-

nieuse, qui leur laissait tout le butin.

Sous Li-tsong, quatorzième empereur de la dix-neuvième dynastie, prince peu belliqueux, ses généraux chassèrent les Tartares orientaux qui se retirèrent presque détruits dans le pays, d'où ils sont venus reconquérir la Chine qu'ils possèdent encore.

Cette famille tartare régit si bien l'empire, qu'on appela son règne le *sage gouvernement.* Le chef prit le nom chinois Chi-tsu. Il forma une entreprise sur le Japon, réforma le calendrier, fit creuser le fameux canal qui a trois cents lieues de longueur. Ses successeurs jusqu'au neuvième qui finit cette race, fortifièrent à la Chine la religion de Fô. Un d'eux fit venir le grand lama du Thibet, et le reçut avec des honneurs extraordinaires. Avec les lamas s'introduisirent la magie, les danseuses, la débauche, qui pervertirent le *sage gouvernement.* Un valet de bonzes, nommé Chû, profita des troubles qui furent le fruit de la mauvaise administration; de grade en grade il devint général des révoltés, fit fuir l'empereur Chun-ti qui ne reparut plus, et se mit à sa place.

Chû se fit appeler Tai-tsu IV; il commença la vingt-unième dynastie. Sa piété

égalait sa sagesse et sa pénétration. Dans une grande sécheresse, il pria trois jours sur une montagne, et n'en descendit qu'avec de la pluie. Son petit-fils fit fermer une mine de pierres précieuses. « Je ne veux point, dit-il, fatiguer mon « peuple d'un travail inutile : ces pierres, « toutes précieuses qu'elles paraissent, « ne peuvent ni vêtir, ni nourrir dans un « temps de disette ». Sous Suen - tsong, son cinquième successeur, le feu prit au palais, et dura quelques jours avec tant de violence, qu'une grande quantité d'or et d'argent, de cuivre et d'étain, y fut fondue : il s'en forma une masse de métal qui est encore très-estimé à la Chine. Cette dynastie finit au treizième empereur, par une catastrophe que des troubles prolongés pendant plusieurs règnes semblaient annoncer. Deux révoltés se partagèrent l'empire; ils se brouillèrent bientôt : il n'en resta plus qu'un, nommé Li. Il attaqua l'empereur Hiao - tsonh dans son palais. Ce prince veut faire une sortie, afin de périr les armes à la main; il se trouve abandonné, rentre chez lui, et s'enfonce dans ses jardins. L'impératrice, qu'il aimait tendrement, se présente; il l'embrasse sans dire un seul mot. Elle interprête ce silence, entre

dans le bois et se pend à un arbre. Hiao-tsonh, errant à l'aventure, l'aperçoit; il écrit sur le bord de sa veste : « Mes su« jets m'ont lâchement abandonné : fais « de moi ce qu'il te plaira, mais épargne « mon peuple ». D'un coup de sabre, il abat la tête de sa fille chérie, et se pend à côté de son épouse. Les grands de l'empire appelèrent contre le révolté les Tartares Mantchéoux, qui occupent actuellement le trône.

Ces seigneurs s'imaginaient trouver dans les Tartares de simples auxiliaires, qui les aideraient à mettre sur le trône un empereur de race chinoise; mais quand les Tartares eurent forcé les rebelles à mettre les armes bas, ils ne crurent pas que l'empire fût un trop grand dédommagement de leurs peines. Trompé dans son attente, un des seigneurs chinois disait : « Nous avons fait venir « des lions pour chasser les chiens ».

Cependant les princes du sang chinois ne fléchirent point sous le joug sans tâcher de le repousser. Il s'éleva dans plusieurs provinces des compétiteurs contre Chan-chi, premier empereur Mantchéou. La guerre se fit avec vigueur par terre et par mer. Sur ce dernier élément, un célèbre général, nommé Coxinga, si-

gnala son attachement pour la famille de ses anciens maîtres, et balança la victoire; mais tous les infortunés princes chinois périrent les uns après les autres. Chan-chi parvint à vaincre les préventions qu'on avait d'abord contre lui, par son attention à se conformer aux manières chinoises; il se fit aimer des peuples autant qu'il en avait été redouté. Les Chinois ne s'aperçurent pas qu'ils avaient changé de domination. Sous la minorité de Kang-hi, fils et successeur de ce prince, on ordonna aux habitans des côtes de se retirer à trois lieues dans les terres. Le commerce de la mer fut et demeura interdit; il ne se toléra que par le port de Canton, avec des formalités gênantes. En même temps il y eut un édit sévère contre les chrétiens; cependant il resta des jésuites à la cour comme gens de lettres et savans. L'empereur leur témoignait beaucoup de considération; mais ils ne purent faire révoquer la sentence contre les autres chrétiens ».

Il paraît que le changement de disposition des Chinois à l'égard des Portugais, vint de l'imprudence de quelques capitaines de vaisseaux, qui leur donnèrent de l'ombrage en faisant débarquer des canons, et voulant agir avec eux

comme avec les autres peuples de l'Inde. Les Chinois s'alarmèrent, et le vice-roi équippa promptement une flotte, environna l'escadre portugaise, et l'aurait certainement prise sans une tempête qui sauva les Portugais. Long-temps après, à force de supplications et moyennant un service qu'ils rendirent aux Chinois, en les débarrassant d'un pirate incommode, ils obtinrent permission de s'établir à Macao. Quoique le lieu soit petit et peu commode, ils ont reçu ce présent avec reconnaissance, parce qu'il y a un bon port. La ville est fortifiée à l'européenne; mais les Chinois ne s'en inquiètent pas, parce qu'ils ont si bien pris leurs précautions, qu'ils sont absolument maîtres des Portugais, qui n'ont jamais que des provisions pour peu de jours, et sont si bien gardés, qu'ils ne peuvent rien entreprendre au préjudice de l'empire.

Les Japonais se sont exemptés de ces soins en bannissant les Portugais irrévocablement. Nous avons vu qu'ils les avaient d'abord très-bien accueillis. Ils leur avaient laissé une grande liberté dans le royaume : on souffrait qu'ils répandissent leur religion ; et en peu de temps elle avait fait de grands progrès.

Des princes japonais l'avaient embrassée. Les bonzes murmuraient ; mais leurs clameurs eussent été vaines, sans l'imprudent propos d'un ambassadeur de Philippe II, après la réunion de la couronne de Portugal à celle d'Espagne. Cet envoyé montrant avec affectation, sur une carte, l'étendue des états de son maître dans les Indes orientales et occidentales, un Japonais lui demanda comment son maître avait pu acquérir de si vastes domaines, à une si grande distance de ses états héréditaires. « C'est, « répondit indiscrètement l'ambassadeur, « en envoyant d'abord des missionnaires « pour convertir les habitans au christianisme, et ensuite des troupes pour aider aux nouveaux convertis à secouer « le joug des princes infidèles ».

L'empereur crut voir ce système d'invasion s'accomplir dans la résistance que firent les chrétiens à des ordres portés contre leur religion. Ils se rassemblèrent, combattirent, furent vaincus; et la résolution fut prise d'exclure pour jamais les Portugais, qui avaient apporté cette religion désobéissante. Deux vaisseaux arrivés de Macao, dans le port de Nangazachi, pour commercer comme à l'ordinaire, reçurent cet arrêt ruineux et

humiliant. On déclara aux capitaines que ces deux navires seraient les derniers de leur nation auxquels on permettrait d'entrer dans les ports du Japon ; que tous ceux qui oseraient y paraître dans la suite seraient traités en ennemis, et les équipages mis à mort. Malgré cette signification, et la rigueur de la sentence, quatre seigneurs portugais tentèrent d'aborder au Japon sous le titre d'ambassadeurs. Ils expièrent leur témérité ; eux, et tous les gens de leur équipage, au nombre de soixante - un, eurent la tête tranchée. On n'en réserva que treize pour aller porter à Macao la nouvelle de ce désastre, et la menace d'un pareil sort à tous ceux qui oseraient reparaître. Les Hollandais, par leurs manœuvres et leurs délations, influèrent dans ces sévères résolutions, qui leur ont livré cette branche lucrative du commerce des Portugais : ils le font à l'exclusion de toutes les autres nations. Mais l'on dit qu'ils n'obtiennent la permission de commercer sur les côtes du Japon, qu'en faisant ce qu'on appelle le Jesu-ma, c'est-à-dire, en marchant et crachant sur les images de J.-C. et de la vierge Marie qu'on leur présente. Telle est maintenant l'horreur des Japonais pour le christianisme,

qu'ils ne veulent trafiquer qu'avec ceux qui en foulent aux pieds et profanent les simulacres.

Les Portugais commercent plus librement dans l'Inde et dans le royaume de Siam; mais ce royaume n'ayant été bien connu qu'au temps où Louis XIV reçut une ambassade du roi de Siam, je ne vous en parlerai point encore, non plus que des peuples du Tonquin, de Laos, de la Cochinchine, chez qui on ne pénétra que rarement, et long-temps après l'époque des entreprises portugaises.

J'aurai bien quelque chose à vous dire sur les peuples de l'Indostan; mais je crains de m'arrêter trop long-temps. Ce que nous savons de leur histoire est d'ailleurs fort incomplet; les détails sur leurs mœurs et leurs usages se bornent à peu près à ce qu'on en trouve dans les bons traités géographiques; il vaut mieux vous y renvoyer, que de vous présenter ici de fastidieuses répétitions. Mais la religion indienne vous offrirait seule des détails piquans par leur singularité, si j'avais le temps de vous entretenir des ingénieuses rêveries de leurs gymnosophistes. Le Védam, ou livre sacré des Indiens, que nos philosophes ont tant

exalté, renferme des absurdités ridicules; et cependant, malgré les écarts d'imagination, la stupidité même qu'on remarque dans ces dogmes, comme ils sont ceux d'une grande nation, il est essentiel d'en avoir au moins une légère idée. La doctrine indienne est contenue dans quatre livres qu'on dit venus du ciel, et par conséquent sacrés Le premier traite de l'origine des choses, de la nature de Dieu, de l'ame, du bien et du mal; le second, des souverains; le troisième, de la morale; le quatrième, du rit. Au grand regret des Indiens, ce dernier se trouve perdu. Les brames, qui sont très-puissans, disent que si ce quatrième livre existait, ils le seraient bien davantage. Ces livres ne sont point connus du peuple : ils ne se lisent pas publiquement; mais il y en a d'autres répandus, où se trouve la théologie populaire, qui est le polithéïsme.

La création des quatre élémens par le grand Dieu, et les autres opérations de sa puissance, offriraient quelques traits de ressemblance avec celle du Dieu que nous reconnaissons pour créateur de l'univers, si celui des Indiens ne soufflait avec un grand roseau pour en faire sortir un œuf qu'il plaça au haut du fir-

mament, et qu'il nomma le bas-monde. Des dieux secondaires chargés de présider ou de diriger les élémens; un Brama sorti d'un œuf, occupé à méditer sur lui-même, et qui se divise ensuite en deux moitiés, mâle et femelle; un Vistnon, suspendu sur une mer de lait et absorbé dans d'éternelles contemplations; une Pritha, autre grande divinité, qui bat fortement la terre pour l'obliger à se rendre sous la forme d'une vache sur le sommet d'une haute montagne; des dieux qui se mettent la pierre au cou, et courent se noyer dans les rivières, afin d'en purifier les eaux, sont d'aussi bizarres conceptions de la cosmogonie indienne.

Brama, occupé à peser dans une balance Siva et Vistnon, réglant les rangs et les fonctions des dieux inférieurs, ne mérite guère de fixer votre attention; cependant, à travers tant d'absurdités, on aperçoit chez ces peuples quelques notions confuses de la vérité, qu'ils ont défigurée en se livrant à tous les écarts de leur imagination. Vistnon est célèbre par ses dix métamorphoses ou incarnations; tantôt il se transforme en poisson pour retirer le védam du fond de la mer; tantôt en monstre, moitié homme

et moitié lion, pour punir un géant usurpateur de toute la terre; tantôt en bel enfant, mais plus fameux sous la figure de Bodha : il ne s'occupe qu'à prier sans faire de miracles. Ce Bodha est le dieu Fô que plus de la moitié de l'Asie adore, et dont la principale résidence est à Lima, dans le grand Thibet, où il est censé caché sous une forme humaine, révéré sous le nom du grand Lama, qui, dit-on, ne meurt jamais, parce qu'on a soin de le renouveler, et de choisir pour remplacer ce faux dieu un homme qui lui ressemble.

La religion indienne a quelques points de ressemblance avec le paganisme. Parmi les milliers de femmes qu'on donne à Vistnon, il en a deux fidèles, qui ne le quittent jamais. Leskimi, déesse de la fortune, qu'on croit la Vénus indienne, trouvée dans une grosse rose, sur une mer de lait; l'autre, Pagotte, la mère des dieux. La première gratte perpétuellement la tête de son cher époux; la seconde lui frotte les pieds qu'elle tient dans son giron.

Vous voyez que les fonctions des dieux ou déesses des Indiens ne sont rien moins que nobles, c'est pourquoi nous ne nous arrêterons pas à les considérer

plus long-temps, et je me contenterai de vous dire que ces peuples croient à la métempsicose, aux châtimens et aux récompenses après la mort, enfin à une espèce de purgatoire.

L'Inde, cette grande partie du monde, tant en deçà qu'au delà du Gange, professe la religion des Brames qui est le trithéïsme, ou le culte des trois dieux destinés par l'Être Suprême à créer et gouverner l'univers. Les voisins de ces Indiens ont, au contraire, pour premier objet de leur culte, un homme qui, environ mille ans avant l'ère chrétienne, publia sa fausse religion. Pendant que la théologie des brames proposait trois dieux pour objet d'adoration, Fô prétendit être le souverain être revêtu d'une nature humaine. Pour qu'on ne put le convaincre d'imposture, si après l'avoir vu vieillir, il se remontrait jeune et frais, il débita qu'il monterait de temps en temps au ciel, et qu'il en redescendrait sous de nouveaux traits. Ce miracle s'opère au Thibet où est le séjour de Fô et le siége de sa religion, qui règne dans la grande Tartarie, depuis l'occident jusqu'à l'orient, à la Chine, au Japon, et elle est six fois plus étendue que celle des brames.

La partie occidentale de l'Inde, au delà du Gange, est contenue entre le Thibet, les golfes de Tonquin, de la Cochinchine et de Siam, la mer des Indes jusqu'au détroit de Malaca, le golfe et la province de Bengale. Elle est riche en fruits, soie, éléphans, métaux, drogues, riz, poivre, huile, or et pierres précieuses. Je ne vous dirai rien des royaumes d'Assem et de Tipra; et même celui d'Arracan, où se trouve le Bengale, le plus beau fleuron de la couronne des Anglais dans l'Inde, est plus étendu en côtes qu'en profondeur. Les talapoins, sont dans ce royaume, ce que sont les brames au Malabar. A la différence de nom ces prêtres exercent le même empire, et les dogmes religieux se ressemblent beaucoup; mais les talapoins ont ajouté à la superstition idolâtrique la croyance des augures; et leur interprétation est pour eux d'un grand rapport.

Nous parlerons un autre jour des royaumes de Péga et d'Ava, ainsi que de celui de Siam, et nous reviendrons sur la côte de Malabar, en parlant des établissemens anglais et français dans l'Inde; contentons-nous de dire aujourd'hui, pour finir ce qui est relatif à la religion de ces peuples, que vers Surate

et Cambaye, et sur les frontières de la Perse, étaient répandus les Guèbres, restes des anciens Persans, qui suivent la religion de Zoroastre, et qui ne se mêlent pas plus avec les autres peuples que les Banians et les Hébreux. Surate semble le lieu de réunion de toutes les religions; on y trouve des Indous, sectateurs de Fô; des Parsis ou Guèbres, adorateurs du feu; beaucoup d'Arabes, de Juifs et d'Arméniens, qui, avec les Banians, font le principal commerce. Surate est le magasin de tout ce que les côtes d'Afrique, de Malabar, de Perse et de l'Indoustan fournissent de plus précieux.

Mais hâtons-nous de quitter les rives fortunées de l'Inde, pour suivre les Portugais en Afrique, où je vous ai dit qu'ils avaient aussi des établissemens avantageux, afin de pouvoir dire un mot sur les peuples d'Amérique.

Nous avons vu les premières découvertes des Portugais sur les côtes d'Afrique; et sans nous arrêter à considérer attentivement la multitude de nègres qu'on trouve au delà du fleuve Zaïre, ni même les vastes côtes de la Cafrerie, où les hommes sont de couleur d'olive, contentons-nous de fixer un moment nos

regards sur l'Abyssinie ou l'Ethiopie, le plus considérable des empires Africains. On croit que ce pays est l'ancien royaume de Saba. Deux reines célèbres ont donné à ce pays des notions religieuses. La première est celle qui alla visiter Salomon; elle rapporta dans ses états la religion juive. La seconde nommée Candace, reçut de son ennuque, instruit et baptisé par l'apôtre Philippe, la religion chrétienne. Elle est encore dominante en Ethiopie; mais elle est mêlée de quelques rites juifs. Le christianisme des Abyssins est celui des Coptes. Le patriarche d'Alexandrie en Egypte est chef de leur église, et confirme leurs évêques en les admettant à sa communion. L'empereur d'Abyssinie doit ordinairement, dit-on, recevoir les ordres sacrés, avant d'être couronné, et continue de faire les fonctions sacerdotales dans les occasions d'éclat. C'est peut-être par cette raison que les Européens l'ont appelé le prêtre Jean. Les Abyssins ne lui donnent jamais ce titre.

Cet empire a été très-étendu; il a perdu vingt-huit provinces par les incursions de ses voisins, qui l'ont fort resserré, et cependant il est encore fort grand. Des savans Européens font des-

cendre les Galles ou Gallanes, principaux ennemis Ethiopiens ou Abyssins, des Juifs transportés par Salmanazar en Assyrie, ou par Nabucodonosor en Babylonie, ou chassés par Titus et Vespasien jusqu'en Ethiopie. Quelle que soit la véritable origine de ces peuples, ils se sont rendus très-redoutables à leurs voisins, et les enferment de trois côtés. Le vaste empire de l'Abyssinie n'a été connu en Europe que depuis l'entrée des Portugais dans ce pays, sous le grand Alphonse d'Albukerque. Avant ce temps on ne connaissait guère l'Ethiopie que de nom : on avait sur ses habitans des notions très-fausses.

Les Abyssins, bien différens de ces Ethiopiens qui ont effrayé Rome du temps d'Auguste, par leur laideur, sont bien faits, d'une taille haute et majestueuse, plus bruns que blancs, les yeux vifs et brillans, le nez bien moulé, nullement écrasé; les lèvres petites et les dents blanches. Leur inclination les porte à la vertu. Ils ont une simplicité naturelle, une candeur aimable : rarement ils se querellent; et ils en passent volontiers par la décision du premier arbitre. Ils sont fort affectueux dans leurs manières, et curieux de parure.

Les voyageurs soigneux de nous transmettre ces détails sur leurs personnes et leur caractère, n'ont pu de même recueillir une ample moisson de faits historiques sur cet empire qu'on dit si ancien. On n'a une chronologie suivie des empereurs abyssins ou grands naguls, que depuis quatre cents ans. Lorsque le fameux Albukerque ayant entrepris d'assurer le commerce de sa nation sur la mer Rouge, jeta les yeux sur l'empereur d'Abyssinie qui pouvait le protéger, il envoya à ce monarque un ambassadeur. L'envoyé sut se faire goûter; et il inspira à l'impératrice Hélène, grand'mère et tutrice du jeune empereur, nommé David, le désir de s'allier avec le roi de Portugal, pour en tirer des secours contre les mahométans, qui infestaient ses frontières. Les Portugais promirent beaucoup, mais firent peu de chose pour l'empereur David: eux-mêmes tirèrent un plus grand fruit de son alliance; ils se rendirent maîtres d'une partie des côtes de la mer Rouge et de l'Océan; et sans leur réunion à l'Espagne, il est probable qu'ils auraient pénétré plus avant dans l'intérieur de l'Afrique, toujours attirés par l'espoir de trouver, en avançant dans les terres, une mine abon-

dante de ce métal qui a mis l'univers en mouvement. Le sable d'or qui roule dans les rivières d'Afrique, indique qu'elle en recèle la source dans ses montagnes. Mais jusqu'à présent cette mine a été inaccessible aux recherches de la cupidité ; et à force de faire des efforts en Amérique et en Asie, on s'est moins trouvé en état de faire des tentatives dans le milieu de l'Afrique.

Cette contrée, dont l'intérieur nous est beaucoup moins connu que celui du Nouveau-Monde, mérite peu de nous arrêter. Je ne conduirai mon Aline ni dans le vaste empire du Monomotapa, ni dans le Monamugi, ni dans la Cafrerie, ni dans la Nigritie, encore moins chez les Hottentots; elle n'y trouverait rien digne de son attention. Il lui suffit de suivre ces pays sur la carte, et de lire attentivement ce qu'en disent les bons géographes; ils ne fournissent d'ailleurs rien à l'histoire; et leurs rapports de commerce sont les seuls sous lesquels ils ont droit à notre intérêt. Le royaume de Congo mériterait davantage de fixer vos regards : nous dirions un mot de ceux de ses princes convertis par les Portugais, et tellement partisans de leurs usages, que l'un d'eux, Al-sonsa, fit

élever son fils à Lisbonne pour lui procurer une éducation chrétienne et le former aux mœurs des Européens; mais l'Amérique appelle toute notre attention. La côte d'Or et celle de Barbarie réclament en vain une légère mention : je pense que mon Aline est plus curieuse d'arriver au Mexique et au Pérou, que de prendre en passant quelques notions sur le commerce de la poudre d'or et celui de la vente des esclaves. Je reviendrai d'ailleurs sur ces pays en parlant des possessions du grand-seigneur : ainsi, hâtons-nous de terminer notre aperçu sur celles des Espagnols.

Nous avons vu Christophe Colomb, génois, au service de Ferdinand et d'Isabelle, roi et reine de Castille et d'Arragon, découvrir, en 1492, l'hémisphère occidental du globe, qu'on nomma Indes occidentales, parce qu'on croyait que le Nouveau-Monde faisait partie de la région d'Asie connue sous le nom général d'*Indes*. Mon Aline n'ignore point qu'Améric-Vespuce, florentin, visita ces contrées après Colomb, et que cependant il lui enleva la gloire de leur donner son nom. Ce qui mérita cet honneur à Améric-Vespuce, c'est qu'il en donna le premier une relation publique; et comme

elle portait son nom, on s'accoutuma à dire *la relation*, *le voyage*, *les terres d'Améric*, et à appeler enfin, par abréviation, tout le pays *Amérique* : nom qui lui est resté.

Christophe Colomb avait eu à vaincre, comme nous l'avons vu, de grands préjugés pour parvenir à la découverte de l'hémisphère qu'il avait deviné; le défaut d'argent avait long-temps retardé le moment de son départ pour cette importante découverte. Lorsqu'il eut enfin obtenu d'Isabelle trois petits vaisseaux, et un vain titre d'amiral, ce grand-homme ne mit que 33 jours des îles Canaries, où il mouilla, pour découvrir la première île d'Amérique; et pendant ce court trajet il eut à soutenir de si violens murmures de son équipage, qu'il courut risque de la vie. C'est au milieu des agitations les plus tumultueuses qu'il aborda la première île des Lucayes; et il l'appela San-Salvador, parce qu'elle fut réellement un *sauveur* dont il avait grand besoin. Aussitôt après il découvrit les autres îles Lucayes, Cuba et Hispaniola, nommées aujourd'hui Saint-Domingue. Ferdinand et Isabelle furent dans une extrême surprise de le voir revenir au bout de sept mois avec des

Américains d'Hispaniola, des raretés du pays, et sur-tout de l'or qu'il leur présente. Le roi et la reine le firent asseoir et couvrir comme un grand d'Espagne; le nommèrent grand-amiral et vice-roi du Nouveau-Monde. Il était regardé partout comme un homme unique envoyé du ciel, et repartit bientôt avec une flotte de dix-sept vaisseaux. Il trouva encore de nouvelles îles, les Antilles et la Jamaïque. Le doute s'était changé en admiration pour lui à son premier voyage; mais l'admiration se tourna en envie au second. Il était amiral, vice-roi, et pouvait ajouter à ces titres celui de bienfaiteur de Ferdinand et d'Isabelle; cependant des juges envoyés sur ses vaisseaux pour veiller sur sa conduite, le ramenèrent en Espagne. Le peuple, qui entendit que Colomb arrivait, courut au-devant de lui comme étant le génie tutélaire de l'Espagne : on tira Colomb du vaisseau; il parut, mais avec les fers aux pieds et aux mains.

Ce traitement lui avait été fait par l'ordre de Fonseca, évêque de Burgos, intendant des armemens. L'ingratitude était aussi grande que les services. Isabelle en fut honteuse : elle répara cet affront autant qu'elle le put; mais on

retint Colomb quatre années. Pendant qu'il sollicitait les moyens de continuer son entreprise, d'autres navigateurs, tentés par ses succès, s'étaient engagés dans la même carrière. Alonzo d'Ojéda fut expédié par le commerce de Séville. Jean Cosca, biscayen, et Américo Vespuce l'accompagnaient. Ojéda découvrit le continent en 1499 : il y descendit; mais Colomb l'avait déjà côtoyé. L'année suivante, Alonzo Nugno, un de ses officiers, commença à y commercer sur un vaisseau particulier; et Pinson, autre officier de Colomb, passa la ligne cette même année 1500, et découvrit le Brésil. Les Portugais prétendent y avoir abordé dans le même temps sous Alvarez Cabral.

Pendant que les autres profitaient des lumières de Colomb, ce grand homme, retourné enfin dans son Nouveau-Monde, n'osait abandonner Saint-Domingue, où l'insubordination des principaux Espagnols lui faisait souffrir des mortifications sans nombre. Il en fit passer ses plaintes en Espagne, et fut à peine écouté. Ses présens à la cour lui avaient fait plus d'envieux que d'amis. La calomnie l'atteignit; on publiait qu'il avait déjà amassé des richesses immenses; que lui

et ses frères fraudaient les droits du roi, et se comportaient en vrais tyrans à l'égard des Espagnols de la colonie. Ces prétentions, généralement répandues, firent envoyer pour commissaire à Saint-Domingue François Bodadilla avec des ordres sévères.

Ce commissaire écouta avec partialité les plaintes portées contre l'amiral, saisit ses effets; et sans vouloir entendre sa justification, le charge de fers, ainsi que ses deux frères, et le fait partir pour l'Espagne. L'injustice de Bodadilla fut reconnue, et Colomb en obtint vengeance: mais victime de plus d'une cabale, ce grand homme finit tristement ses jours en 1506, sans avoir eu le bonheur de recueillir autant de gloire qu'il en méritait. Après sa mort on lui rendit tous les honneurs qu'on lui avait refusés pendant sa vie.

La carrière était ouverte; et d'année en année les navigateurs ajoutaient de nouveaux fleurons à la couronne d'Espagne. C'est en 1519 que Fernand Cortez partit de l'île de Cuba pour faire de nouvelles expéditions dans le continent. Simple lieutenant du gouverneur d'une île nouvellement découverte, suivi de moins de six cents hommes, n'ayant que

dix-huit chevaux et quelques pièces de campagne, il va subjuguer le plus puissant état de l'Amérique. C'est quelque chose de bien surprenant sans doute que de voir Fernand Cortez faire la conquête du Mexique avec si peu de monde; mais secondé par les circonstances, et surtout par la terreur qu'inspirent aux Américains les armes à feu, il vient à bout de cette grande entreprise. Il est d'abord assez heureux pour trouver un espagnol qui, ayant été long-temps prisonnier chez les peuples voisins, lui sert d'interprête. Puis une américaine, nommée Marina, devint à la fois sa maîtresse et son conseil, et apprend bientôt assez d'espagnol pour être une interprète d'autant plus utile, qu'elle s'insinue dans la confiance de ses compatriotes. Le bonheur de Fernand Cortez lui fait encore trouver sur son chemin un volcan plein de soufre, et du salpêtre qui sert à renouveler, dans le besoin, la poudre consommée dans les combats. Cortez avance le long du golfe du Mexique, tantôt caressant les naturels du pays, tantôt faisant la guerre. Il trouve des villes policées où les arts sont en honneur. La puissante république de Tlascala s'oppose à son passage : mais la vue

des chevaux et le bruit seul du canon mettaient en fuite ces multitudes mal armées. Il fait une paix avantageuse ; et six mille de ses nouveaux alliés l'accompagnent dans son voyage au Mexique. Il entre dans cet empire sans résistance, malgré les défenses du souverain.

En vain Montézuma est possesseur d'un empire vaste et opulent, où tous les arts se cultivent ; en vain il gouverne avec sagesse, et peut mettre sur pied des armées nombreuses, une petite troupe de six cents hommes fait voler la mort dans les rangs indiens. Un seul coup de canon porte l'effroi dans tous les cœurs : ce tonnerre roulant, dont ils n'ont aucune idée, les épouvante d'autant plus qu'une ancienne prédiction avait annoncé que des conquérans viendraient de l'Est conquérir et détruire l'empire du Mexique. On ne doute pas que les Espagnols ne soient les étrangers désignés ; ils paraissent les envoyés des dieux, s'ils ne sont dieux eux-mêmes, comme le supposèrent d'abord les premiers qui les virent gouverner à leur gré les foudres tonnans, et montés sur des animaux inconnus aux Indiens.

Montézuma avait essayé d'empêcher les Espagnols de pénétrer jusqu'à Mexico,

sa capitale ; il leur avait envoyé des ambassadeurs chargés de riches présens pour les engager à s'éloigner : mais la vue de l'or et des pierreries n'avait fait que redoubler leur cupidité ; ils marchent vers cette ville, dont les Tlascalans leur ont fait une description qui redouble leur ardeur ; ils franchissent tous les obstacles dont les Mexicains ont cherché à hérisser le chemin ; et Montézuma, découragé par la déclaration des devins, qui disent que rien ne pourra résister aux Espagnols, parce que les dieux ont abandonné les Mexicains ; Montézuma prend la funeste résolution de ne point opposer de résistance, et de tâcher seulement de désarmer ces étrangers par les égards, les complaisances ; il espère les gagner par la douceur. En conséquence, cet empereur, qui avait donné plusieurs fois à la tête de ses armées des preuves signalées de sa valeur et de sa prudence, n'en fait aucun usage pour repousser une poignée d'Européens qu'il eût pu facilement envelopper ; il ne tire même aucun parti de la situation de la ville. Placée entre deux lacs coupés de divers canaux, rien n'était plus aisé que d'arrêter les Espagnols, et de les inonder en renflant les eaux du lac. Mais soumis

à l'ordre du destin, Montézuma cède sans combat; il laisse les Espagnols pénétrer jusqu'à son palais, les reçoit avec cordialité, les loge avec magnificence, et les comble de présens et de caresses. Il leur accorde audience à toute heure, et défend expressément de ne rien faire qui leur déplaise.

Je ne ferai point à mon Aline la magnifique description de la ville de Mexico; il me suffit de lui dire qu'elle était le plus beau monument de l'industrie américaine; et sans entrer dans les pompeux détails de ses palais somptueux, dont l'un s'élevait sur des colonnes de jaspe; des boutiques qui brillaient d'ouvrages d'or et d'argent ciselés et sculptés; des étoffes de coton et des tissus de plumes qui formaient des dessins éclatans par les plus vives nuances; sans décrire enfin le ravissant spectacle qui s'offrit aux regards charmés des Espagnols, disons qu'ils en virent assez pour être remplis d'admiration. Si l'on peut en croire les relations, l'administration de la justice et la police intérieure du royaume, n'étaient pas moins admirables que la magnificence de la capitale; mais les sacrifices d'hommes dans le grand temple de Mexico, ce monument terrible orné de

crânes d'hommes, suspendus comme des trophées, déposaient contre les Mexicains; il était une preuve trop frappante de leur inhumanité. On prétend que Montézuma sacrifiait chaque année plus de vingt mille ennemis dans ce temple : mais comme ces faits ne nous sont connus que par le rapport de ses barbares oppresseurs, on peut croire qu'ils ont beaucoup exagéré ces cruautés, pour colorer leur propre injustice et paraître les vengeurs de ces victimes.

On s'accorde à dire que ce prince montra, dans ses relations avec Cortez, une ame grande et généreuse, et qu'il fit voir qu'il était au-dessus des craintes puériles de ses sujets. Il ne prit point comme eux ces étrangers pour des dieux; il leur fit d'abord connaître qu'il ne les croyait pas plus immortels que les Indiens, et qu'il savait bien que le tonnerre dont ils se servaient n'était qu'une découverte faite par les sciences.

Fernand Cortez, accueilli avec la plus grande distinction, comblé de faveurs, de fêtes et de marques d'amitié de Montézuma, semblait devoir borner son ambition à ménager une alliance entre son souverain et le puissant empereur du Mexique, qui s'y montrait très-disposé;

mais une révolte des Mexicains, ou plutôt la nouvelle que la colonie de la Vera-Crux a été attaquée par un général de l'empereur, et que quatre Espagnols ont été tués, devient pour Cortez le prétexte de l'entreprise la plus hardie. Il ose enlever Montézuma de son palais; il emploie la persuasion et la menace pour décider ce puissant monarque à se laisser emmener prisonnier dans le quartier espagnol. Le malheureux Montézuma ne tarde pas à être chargé de fers; on le force de se reconnaître publiquement vassal de Charles-Quint; de se soumettre à un tribut de six cent mille marcs d'or pur, avec une incroyable quantité de pierreries, d'ouvrages d'or, et de tout ce que l'industrie de plusieurs siècles avait fabriqué de plus rare. Cortez en mit à part le cinquième pour son maître, prit un cinquième pour lui, et distribua le reste à ses soldats.

Cet heureux lieutenant était prêt de subjuguer tout l'empire du Mexique avec cinq cents hommes qui lui restaient, lorsque le gouverneur de Cuba, Vélasquez, plus offensé de la gloire de son lieutenant, que de son peu de soumission, envoie la plus grande partie de ses forces contre lui; il veut faire Cortez

prisonnier, lui enlever la gloire de poursuivre ses conquêtes, lui en ravir le fruit et le mérite. Chose étonnante! pendant que les Espagnols se combattent, les Mexicains restent tranquilles; ils ne profitent même pas de ce moment de troubles pour délivrer leur empereur. Montézuma reste prisonnier, et finit par être tué par ses propres sujets. Dans l'un des combats qu'ils livrèrent à Cortez, l'infortuné Montézuma fut blessé malheureusement par ceux qui tentaient de le délivrer, et mourut au milieu de ses ennemis. Les Mexicains créèrent un nouvel empereur : animé comme eux du désir de la vengeance, il arma tout le Mexique contre les Espagnols.

Ce fut vainement : le bonheur de Cortez prévalut sur les forces innombrables des Mexicains; secondé par ses fidèles alliés les Tlascalans, et d'autres auxiliaires, il finit par être vainqueur, et par faire prisonnier le nouvel empereur. On connaît le sort cruel de ce fameux Guatimozin, dont la destinée fut encore plus funeste que celle de Montézuma : on sait à quels affreux excès se portèrent ses barbares vainqueurs. N'ayant pu obtenir la connaissance du lieu où les trésors de Montézuma avaient été cachés,

Cortez livre aux plus cruelles tortures Guatimozin et ses ministres. Ce mot si touchant et si connu, adressé par Guatimozin à l'un de ses courtisans qui jetait les hauts cris : « Et moi, suis-je sur un « lit de roses » ? Ce mot, qui peint la fermeté de l'empereur, son courage à braver les supplices, l'honore autant que l'atroce barbarie de Cortez flétrit la gloire de ses conquêtes. Il finit par faire pendre cet infortuné Guatimozin, qu'il punit comme un traître et un rebelle, parce qu'il fit des efforts pour sortir de captivité.

Après ce trait atroce, on ne peut s'étonner de voir ce farouche vainqueur, devenu maître absolu de Mexico et de tout l'empire du Mexique, immoler à sa cupidité et à son ambition une foule d'Indiens. Ce vil amour de l'or, cette insatiable avidité que la vue des trésors ne faisait qu'accroître, firent commettre aux Espagnols des actions dignes des cannibales. Barthédène de Las-Casas, évêque de Chiapa, ce digne consolateur et protecteur des malheureux Indiens, rapporte qu'on allait à la chasse des hommes avec des chiens dressés à les attaquer. Ces sauvages infortunés, presque nus et sans armes, étaient poursuivis comme

des daims dans le fond des forêts, dévorés par des dogues, et tués à coups de fusil, ou surpris et brûlés dans leurs habitations.

Détournons les yeux de cet affreux tableau, il déshonore l'humanité; et lorsqu'on réfléchit aux odieux moyens qui assurèrent aux Espagnols la possession tranquille du Mexique et du Pérou, on se sent tellement soulevé, qu'on est presque insensible à leurs succès.

C'est vers l'an 1526 que deux simples aventuriers, Diego d'Almagro et Francesco Pizarre, acquirent à Charles-Quint des terres encore plus vastes et plus riches que le Mexique. Déjà plusieurs navigateurs avaient tenté de découvrir, dans la mer du Sud, le pays où, selon l'expression des Indiens, *on buvait et mangeait dans l'or.* Les recherches avaient jusqu'alors été vaines; mais sans être découragés, les aventuriers que je viens de nommer jurèrent de ne point se séparer et de poursuivre leur entreprise jusqu'à ce qu'ils eussent découvert et conquis le Pérou.

Après trois ans de courses inutiles, ils parvinrent au but où ils aspiraient. Almagro resta dans sa flotte, pendant que Pizarre s'avança dans les terres. Le pil-

lage d'une petite ville fut la première opération de ces téméraires aventuriers. Le butin qu'ils y trouvèrent ne fut qu'un faible échantillon de celui qui les attendait à Cusco.

L'empire du Pérou était alors déchiré par une guerre civile, qui empêcha deux princes rivaux, prétendans au trône, de s'occuper d'une poignée d'étrangers arrivés sur leurs côtes. Le vaste et puissant empire des Incas était livré aux divisions intestines : Huascar et Atahualapa se le disputaient. Le premier, fils légitime du défunt empereur, était en possession du trône ; le second, bâtard très-valeureux, voulait déposséder son frère. Trois batailles gagnées par Atahualapa, et la prise du légitime souverain, qui fut fait prisonnier, donnèrent au vainqueur le loisir de tourner son attention sur les étrangers. Il les considéra d'abord sans s'en inquiéter ; ils n'étaient que deux cents : que pouvait un si petit nombre ? Cependant cette poignée d'hommes avait déjà défait une grande armée, que des caciques leur avaient opposée.

Cortez avait dû en partie ses succès à l'opinion répandue parmi les Mexicains, que Quézaleva, fondateur de leur empire, en était parti pour aller soumettre

des régions à l'Est, et que ses successeurs devaient envoyer au Mexique des guerriers chargés de lui donner des lois, et de réformer son gouvernement. Cortez fut pris pour l'envoyé de ce prince de l'Est; et en cette qualité on crut inutile de lui résister. Pizarre trouva au Pérou une opinion aussi favorable à ses armes. Une ancienne tradition fit prendre les Espagnols, reconnus maîtres du tonnerre, pour les frères des Péruviens, descendans comme eux du Soleil: Pizarre, leur chef, fut pris pour un inca plus particulièrement issu de cet astre; et ce préjugé si favorable fit souffrir avec patience les violences exercées par les Espagnols. On les regarda comme des châtimens commandés par le grand Virachoca; et l'on crut qu'il fallait se soumettre à leur autorité, et courber la tête sous le sceptre de pacachamac, c'est-à-dire, de l'empereur souverain dont Pizarre se disait l'envoyé.

Comme Cortez, Pizarre avait commencé par envoyer une ambassade et offrir à l'inca l'amitié de Charles-Quint; et, plus hardi encore que le vainqueur du Mexique, il attaqua avec sa petite troupe la nombreuse armée de l'inca. Les canons, les chevaux et les armes de fer,

firent sur les Péruviens le même effet que sur les Mexicains : on n'eut guère que la peine de tuer ; et Atahualapa, arraché de son trône d'or par les vainqueurs, fut inhumainement chargé de fers.

Pour se procurer une prompte liberté, cet empereur promit une très-grosse rançon : il s'engagea, dit-on, à donner autant d'or qu'une des salles de ses palais pourrait en contenir jusqu'à la hauteur de sa main. Ses courriers portent ses ordres de tous côtés pour rassembler cette rançon immense. L'or et l'argent arrivent tous les jours au quartier des Espagnols ; mais soit que les Péruviens se lassent de dépouiller l'empire pour un captif, soit qu'Atahualapa ne les pressât point, on ne remplit pas toute l'étendue de ses promesses. Les esprits des vainqueurs s'aigrirent : leur avarice trompée les porta à un tel excès de rage, qu'ils condamnèrent l'empereur à être brûlé vif : toute la grâce qu'il obtint fut la promesse de l'étrangler avant de le brûler, s'il voulait mourir chrétien. L'infortuné reçut le baptême, fut ensuite pendu et jeté au feu. Plusieurs capitaines péruviens souffrirent le même supplice, parce qu'ils aimèrent mieux recevoir la

mort que de découvrir les trésors aux vainqueurs.

Pour excuser la barbarie des Espagnols envers Atahualapa, on dit que cet empereur avait été très-cruel pour sa famille, et qu'il méritait la mort : mais assurément il n'appartenait point aux Espagnols de le punir de ses forfaits. Ils tirèrent même peu d'avantage de leur atrocité. Les Péruviens n'eurent pas plutôt appris la mort de leur empereur, qu'ils s'empressèrent de proclamer Manco-capac, frère d'Huascar, qu'Atahualapa avait fait mourir.

Déjà la Renommée, qui exagère tout, avait publié en Europe de si magnifiques descriptions des richesses qu'on trouvait à Quito, à Cusco et à Lima, principales villes du Chili et du Pérou, qu'une foule d'aventuriers accouraient sous les drapeaux de Pizarre et d'Amalgro. Ces deux chefs, jaloux et rivaux, à l'aide de ces diverses recrues, envoyèrent de tous côtés des détachemens espagnols rançonner les villes et piller les provinces.

Nous ne les suivrons point dans ces diverses excursions; et je vous dirai seulement que Diego d'Almagro, après s'être rendu maître de Cusco, pénétra jusqu'au Chili par delà le tropique du

capricorne. Partout on prenait possession au nom de Charles-Quint : mais bientôt la division se mit entre les vainqueurs; ils se livrèrent une guerre civile dans Cusco même, la capitale des incas. Almagro finit par succomber. Son procès lui fut fait par les Pizarres; il fut étranglé et traîné ensuite sur l'échafaud. Ses partisans éprouvèrent aussi les terribles effets de la vengeance des vainqueurs de ce capitaine : ils promenèrent leur hache meurtrière sur la tête de tous ceux qui avaient pris parti pour Almagro. C'est au milieu des combats que les Espagnols se livraient entr'eux qu'ils découvrirent les mines du Potosi, que les Péruviens eux-mêmes avaient ignorées. Ils furent bientôt obligés d'y travailler pour les Espagnols, comme pour les vrais propriétaires.

J'épargne à l'ame sensible de mon Aline le détail des barbaries qu'on exerça envers les malheureux Indiens. Il me serait plus doux de lui donner quelques notions sur l'histoire des incas; mais outre qu'elle n'est que très-imparfaitement connue, ce que nous en savons m'arrêterait trop long-temps; et je l'engage à lire, sur ce sujet, l'ouvrage de M. de Marmontel. Elle y trouvera d'agréables

et intéressans détails sur cet empire; et le temple si célèbre du Soleil lui paraîtra sans doute digne de son attention. Je me bornerai donc à lui dire que le dernier empereur, Manco-capa, fut tué par accident. Il laissa un petit-fils que les Péruviens regardaient comme leur légitime souverain. Cet inca était retiré dans les Andes; et le vice-roi, afin d'assurer la paix, entreprit de le tirer de ses montagnes, et de l'engager à accepter une pension et à venir vivre parmi les Espagnols. On eut beaucoup de peine à l'y décider; et ce prince ne vécut pas longtemps au milieu de ses vainqueurs. On les soupçonne de l'avoir fait empoisonner. Un autre prince de cette illustre famille périt sur l'échafaud, sous un faux prétexte de trahison.

Ainsi s'éteignirent la famille impériale et les troubles du Pérou. Lors de cette dernière exécution, le gouvernement espagnol était déjà bien établi dans le Nouveau-Monde, et les grandes provinces avaient chacune leur gouverneur. La plupart traitaient les habitans avec une rigueur excessive : des milliers d'Américains servaient aux Espagnols de bêtes de somme; on les chargeait de coups, et même on les tuait quand leur lassitude

leur faisait refuser de marcher. Mais j'ai déjà dit que je ne voulais point parler de ces horreurs, qui déshonorent la nation espagnole; il vaut mieux jeter un regard rapide sur les navigateurs qui, marchant à la suite de ces premiers conquérans du Nouveau-Monde, vinrent recueillir quelques fleurons de cette couronne américaine possédée par le roi d'Espagne.

Les Anglais ne furent point des derniers à étendre leur domination dans l'Amérique. En 1598, Drake navigua sur l'Océan Pacifique; il découvrit la nouvelle Albion, puis la nouvelle Californie, et reconnut le détroit d'Anian, appelé maintenant le *détroit de Behrings.* Forbisher visita le Groenland, ou Terre-Verte, et pénétra dans le détroit qui porte son nom. Ces deux célèbres marins furent les véritables créateurs de la marine anglaise. Elisabeth encouragea leurs travaux; elle accueillit ces deux grands hommes avec distinction, et tourna toute son attention vers la mer. Dès ce moment cette reine posa les fondemens de la puissance britannique, et dirigea toutes ses vues sur la Méditerranée et l'Océan. Ces hardis marins devinrent les libérateurs de leur patrie; ils ne craignirent point de combattre la puissance

maritime des Espagnols, et lui portèrent les plus terribles coups. En 1584, Barlow aborda, le premier, cette partie du continent de l'Amérique, qui fut nommée *Virginie*, en l'honneur d'Elisabeth, reine d'Angleterre.

Vous voyez, ma chère Aline, que l'ardeur pour les grandes entreprises, et l'ambition des nouvelles découvertes, se faisaient sentir à plus d'un peuple de l'Europe. Bientôt nous verrons les Français s'aventurer aussi dans les mers lointaines: mais c'est assez d'avoir considéré les progrès de la puissance maritime pendant le seizième siècle. Il est bien temps de terminer cette lettre : la variété des sujets dont elle traite pourra seule vous en faire supporter l'excessive longueur.

LETTRE LIX.

Empire ottoman. — Coup-d'œil sur la Perse et les états du grand Mogol. — Aperçu sur l'histoire de Pologne, de Suède, de Danemarck, et l'empire de Russie pendant le seizième siècle.

Nous allons aujourd'hui, ma chère Aline, terminer notre aperçu sur le seizième siècle, et nous occuper d'abord de l'empire ottoman, qui était alors dans sa gloire et sa splendeur.

Je vous ai déjà dit un mot des victoires de Sélim; et vous ne pouvez avoir oublié la conduite qu'il tint à l'égard de son père Bajazet II. L'ambition qui l'avait porté à détrôner l'auteur de ses jours, annonçait assez ce que ses frères pouvaient en redouter. Pour échapper à la mort qui les menaçait, ils armèrent contre Sélim. Il les défit, et les livra tous deux aux bourreaux, Ahméd, et Corcul, ce prince vertueux, que nous avons vu agir bien différemment que l'ambitieux Sélim. Ils ne furent point les seules victimes immolées par ce frère barbare;

leurs enfans furent enveloppés dans leur proscription. Sélim ordonna la mort de cinq neveux et de beaucoup de seigneurs qu'il jugeait peu affectionnés à sa personne. Après avoir effrayé ses peuples par des exécutions, que le caprice dirigeait souvent plus que la prudence, Sélim voulut effacer l'impression de ses cruautés, par des exploits qui portassent au plus haut point la gloire du nom ottoman. Il prit, dès l'an 1515, la Syrie et la Mésopotamie, et il entreprit de soumettre l'Égypte. Bajazet lui en avait aplani le chemin par les ravages qu'il fit en Circassie, d'où les Mameluoks tiraient leur principale force. Cette guerre prit dès le commencement un caractère de fureur et d'opiniâtreté qui annonçait la catastrophe; mais tout se passa entre les soltats: le peuple souffrit peu, parce qu'il était neutre dans la querelle. Les Égyptiens, depuis long-temps asservis sous la dure domination des Mamelucks, étaient assez indifférens sur un changement de maîtres: peu leur importait de porter les fers des Turcs ou ceux des Mamelucks.

Cansual-Gauri, chef de cette milice, alla attendre Sélim près d'Alep en Syrie. La victoire, dit-on, ne favorisa les Turcs,

que parce que le Mameluck fut trahi par deux de ses principaux officiers; ils l'abandonnèrent sur le champ de bataille. Outré de se voir vaincu, le brave Gauri se jeta au milieu des plus épais bataillons, et trouva une mort glorieuse en cherchant Sélim, qu'il voulait combattre. Toman-bey son successeur, aussi brave et aussi intrépide dans les combats, fut plus malheureux que lui. Il n'eut pas la gloire de mourir comme lui au champ d'honneur : après une bataille perdue, il se défendit deux jours et deux nuits dans le Caire, disputant toutes les rues pied à pied. Le sang y coulait à torrens. Toman-bey se sauva du carnage; mais il fut pris à quelque distance, et conduit prisonnier devant le barbare Sélim. Quelques auteurs prétendent que ce prince, par une singularité assez remarquable, lui donna le gouvernement de l'Egypte, dont il lui avait enlevé la souveraineté.

Ceux qui adoptent cette opinion disent que Toman-bey, de souverain devenu bacha, fut quelques mois après étranglé dans son gouvernement. D'autres le font périr d'une manière encore plus ignoble; ils disent qu'il fut pendu à la porte de la ville, aussitôt qu'il eut été présenté au vainqueur. Il est au moins constant que

Toman-bey fut le dernier roi mameluck, et qu'il termina son existence d'une manière tragique. Depuis ce temps le peuple de l'Égypte fut enseveli dans le plus honteux avilissement; et non content de l'avoir soumis à son empire, Sélim, pour prévenir de nouvelles entreprises des Mamelucks, fit rechercher avec rigueur tous ceux échappés au carnage des combats. On promit des récompenses à ceux qui indiqueraient les lieux de refuge de ces malheureux soldats, poursuivis comme des bêtes fauves et dangereuses. On les réunit par troupeaux; et Sélim se donne le barbare plaisir de les faire égorger sous ses yeux. On prétend qu'il en périt ainsi plus de trente mille. Après neuf années d'un règne tyrannique, le féroce Sélim termina sa carrière, et laissa le sceptre à son fils Soliman en 1521.

Ce prince marcha sur les traces de son père; comme lui il fut guerrier et conquérant. Sélim avait fait aux Perses une guerre sanglante, et leur avait enlevé quelques provinces. Soliman poussa ses conquêtes plus loin; il fut toujours un ennemi formidable aux chrétiens et aux Persans. La prise de l'île de Rhodes, vaillamment défendue par ses braves chevaliers, sous le commandement du

grand-maître, Villiers-de-l'Ile-Adam, établit en Europe la réputation de Soliman. Il ne parvint à se rendre maître de Rhodes qu'en sacrifiant une multitude d'hommes à l'épée des braves défenseurs de cette île, qui étaient en fort petit nombre. L'empereur turc acquit plus de gloire par sa fidélité à observer les conditions de la capitulation, par les égards qu'il montra pour les chevaliers, et même le respect qu'il eut pour le grand-maître, que par la prise de l'île qui lui coûta beaucoup de monde. Mais elle lui ouvrit le chemin de plus vastes conquêtes en Europe; et quelques années après, il se rendit maître de la plus grande partie de la Hongrie. Le jeune roi Louis essaya vainement de lui fermer le passage : ce prince infortuné succomba à Mohatz sur la Drave. Lorsqu'on présenta au vainqueur la tête du malheureux roi de Hongrie, il détourna les yeux, et plaignit son sort; mais il poursuivit ses conquêtes. Déjà il avait pris Belgrade, nommé le boulevart de la chrétienté; il s'empara de Bude, capitale de la Hongrie, et vint jusqu'à Vienne, où ses efforts échouèrent. La Hongrie ne profita point de sa retraite : n'ayant plus à combattre l'ennemi extérieur, elle

vit son sein déchiré par les prétendans au trône. Après la mort du jeune roi, la rivalité éclata entre Jean Sépure, vayvode de la Transylvanie, et Ferdinand, archiduc d'Autriche. Le premier, reconnu par la plupart des seigneurs hongrois, se mit sous la protection de Soliman. Jean Sépure mourut jeune, et laissa un fils encore au berceau. Sa veuve, vivement pressée par Ferdinand, appela Soliman au secours de son fils. Il s'empressa d'accourir, battit l'autrichien, fit de belles promesses à la mère; mais bientôt il la relégua avec son fils dans une petite ville, et déclara la Hongrie province de son empire. Il y joignit la Transylvanie, l'Albanie, la Valachie, la Moldavie, et plusieurs îles de l'Archipel où il fit flotter son pavillon, sous les ordres des célèbres corsaires Barberousse et Dragut.

Nous avons vu dans l'histoire de France que Soliman fut l'allié de François I. Pendant que ses flottes se joignaient sur les mers à celles du roi de France, l'empereur turc faisait en personne des irruptions en Perse. Déjà il avait vengé sa défaite sur le Danube, par des victoires sur le Tygre et l'Euphrate. Bagdad, que son père avait soumis, et que les Persans

avaient repris, était rentrée sous sa puissance. Il soumit la Géorgie, le royaume d'Yémen, et menaçait l'Allemagne d'une nouvelle invasion, lorsqu'il mourut en assiégeant, en Hongrie, la ville de Zigeth. La victoire l'accompagna jusque dans les bras de la mort : à peine il expirait que la ville fut prise d'assaut. Ce prince, dont les armes victorieuses se portaient de tous côtés, et dont l'empire s'étendait d'Alger à l'Euphrate, et du fond de la mer au fond de la Grèce et de l'Epire; ce prince, heureux dans presque toutes ses entreprises, ne le fut point au sein de sa famille. Sa crédulité et son aveugle tendresse pour la belle Roxelane, lui firent sacrifier son fils Mustapha, né d'une autre femme, prince estimable par ses belles qualités. Mustapha fut étranglé; et son innocence ne fut reconnue qu'après la mort de sa belle-mère. La révolte de Bajazet, fils de Roxelane, ce prince à qui elle avait immolé Mustapha, ce fils favori qu'on voulait placer sur le trône, vint porter la douleur dans le sein de son père. Bajazet avait pris les armes contre son frère Sélim; et il refusa insolemment l'entremise de Soliman qui voulait les accorder. Vivement irrité, le sultan poursuivit ce

fils rebelle et insolent jusqu'en Perse, où il s'était retiré. C'est dans cet empire étranger que Bajazet fut puni de mort, et l'on peut dire victime expiatoire du meurtre de l'infortuné Mustapha. Avant Soliman, les Turcs n'avaient que des coutumes non écrites ; il les recueillit, et en fit un code qu'on suit encore aujourd'hui dans l'empire ottoman; ce qui mérita à ce prince le surnom de *législateur*. A sa mort, il ne lui restait d'autre fils que ce Sélim dont je viens de parler. Il fut son successeur ; et la première année du règne de Sélim II, ce prince fit la paix avec l'Allemagne et la Perse ; puis il détacha de l'empire de Russie trente mille Tartares-Nogays dont il peupla la Crimée, et fit rentrer dans l'obéissance l'Yémen, où s'était manifesté des mouvemens de révolte. Sa conquête de l'île de Chypre sur les Vénitiens est célèbre ; mais la fameuse victoire des Vénitiens sur les Ottomans, dans le golfe de Lépante, a passé chez les chrétiens comme une compensation du premier avantage. Cette bataille de Lépante fut d'autant plus remarquable, qu'on y vit pour la première fois les galères de Rome affronter les galères ottomanes. Le pape Pie V ne se contenta point d'exciter les

princes chrétiens à s'armer contre les Turcs, dont les progrès devenaient alarmans ; lui-même se ligua avec les Vénitiens et le roi d'Espagne Philippe II, pour écarter les flottes ottomanes de ses états d'Italie. Les préparatifs de cet armement se firent avec célébrité ; et, pour la première fois, on vit l'étendard des deux chefs déployé contre le croissant. D. Juan d'Autriche, généralissime de la flotte des confédérés, acquit une grande réputation par l'entière défaite de la flotte turque. Mais cette perte n'empêcha point Sélim de remettre bientôt en mer une autre flotte, qui l'aida à écarter les Espagnols de l'Afrique, et à faire reconnaître son autorité dans Tunis et dans Alger. D. Juan d'Autriche, après sa victoire de Lépante, avait pris Tunis ; et, à l'exemple de Charles-Quint, il avait fait un roi africain, tributaire de l'Espagne : mais Sélim reprit peu à peu ce royaume, et tous les chrétiens y furent égorgés. Depuis, les côtes d'Afrique, depuis l'Egypte jusqu'aux royaumes de Fez et de Maroc, firent partie de l'empire des sultans ; mais elles sont plutôt sous leur protection que sous leur gouvernement. Tripoli, Tunis et Alger sont des espèces de républiques : à la tête de cha-

cune d'elles est un général qu'on nomme *dey*, et qui est élu par la milice. Cette forme de gouvernement ne s'est établie que par la suite : ces provinces furent d'abord sous la domination des bachas que la Porte y envoyait. Mais revenons à Sélim qui, sans faire la guerre par lui-même, étendit la puissance ottomane. Il se distinguait de ses prédécesseurs par sa douceur, sa clémence, sa libéralité et son équité. Il aimait la conversation des savans; il était régulier dans ses dévotions, et même scrupuleux, excepté pour le vin qu'il se permettait largement. On pense assez généralement que ses excès en ce genre hâtèrent sa fin. Il mourut à cinquante-deux ans, après huit ans de règne.

Amurat III lui succéda en 1575. Ce prince, qui fut le douzième sultan, commença son règne par une atrocité. Dans la crainte des révoltes, il fit étrangler en sa présence ses cinq frères. Cette exécution souleva les janissaires; ils se portèrent en armes au palais. Amurat fit ouvrir les portes, et fondit sur eux à la tête de ses domestiques. Cette audace lui réussit; ils rentrèrent dans le devoir. Mais pour occuper cette milice indocile, Amurat fit perpétuellement la guerre

aux Perses, souvent aux Allemands, et fréquemment aux Vénitiens. Il soumit la Géorgie, la perdit, la recouvra; eut des succès et des revers chez les Druses, les Turcomans, dans la Crimée, la Valachie, la Croatie, la Transylvanie : il y eut enfin des troubles, des révoltes, des agitations presque continuelles dans ces pays, qui semblent les bornes posées désormais aux invasions des Turcs. Déjà nous avons vu le terme de leur grandeur; et à moins de faits très-importans, nous ne nous arrêterons pas à considérer les combats qu'ils livrèrent en Asie à leurs voisins; il suffit de savoir qu'ils furent sans cesse harcelés par eux; et les détails des assauts et des négociations étant presque toujours les mêmes, il me paraît inutile de vous en entretenir.

Amurat, après vingt ans d'un règne agité et actif, sans événemens marquans, laissa la couronne à Mahomet III, en 1595. Ce prince, par une politique encore plus cruelle que celle de son père, fit étrangler dix-neuf frères et jeter à la mer dix concubines d'Amurat; ces infortunées étaient enceintes. Un règne qui commence par de telles horreurs promet peu d'intérêt; aussi celui de Mahomet III ne présente-t-il que des

révoltes de janissaires, dont les unes furent appaisées par de l'argent, et d'autres par le sacrifice de ses ministres. On lui reproche encore d'avoir immolé Mahomet son fils aîné sur de simples soupçons. Plongé d'ailleurs dans les délices du sérail, ce prince s'occupait peu des affaires de l'empire, et ses sujets le payaient bien de son indifférence ; il n'était ni aimé ni estimé, et mourut peu regretté, après neuf ans de règne.

Pendant le siècle que nous venons de parcourir, il se fit une révolution en Perse, à peu près semblable à celle que le changement de religion fit en Europe.

Il y avait à la fin du quinzième siècle, parmi les mahométans d'Asie, beaucoup de sectateurs d'Ali. On distinguait surtout un persan nommé Cidar ou Haydar, mieux connu sous le nom de Sofi, c'est-à-dire, de sage. Il était riche et puissant, et l'on prétend que ses ancêtres se distinguaient depuis plusieurs générations par leur sagesse et leur générosité. On fait remonter l'espèce de considération dont ils jouissaient au temps où Tamerlan traversa la Natolie après avoir vaincu Bajazet. Ayant appris qu'il y avait dans le voisinage d'Ardebil, capitale de l'Aderbijan, un sheikh ou

descendant, de Mahomet, fort estimé pour sa piété, Tamerlan voulut le voir, et fut si content de ce saint personnage, qu'il lui dit de lui demander tout ce qu'il voudrait, et qu'il le lui accorderait. Le vainqueur de Bajazet traînait à sa suite une multitude de captifs qu'il destinait à la mort dans quelque occasion importante. Le sheikh lui demanda la vie de ces captifs et l'obtint. Tamerlan fit plus, il les remit entre ses mains pour en faire ce qu'il voudrait. Le sheikh leur distribua des habits et d'autres provisions, et les renvoya chacun dans leur pays. Cette générosité lui gagna tellement les cœurs de ces infortunés et de leurs compatriotes, qu'il ne passait guère de jour que quelqu'un d'eux ne vînt visiter leur bienfaiteur et lui apporter des présens.

Ces marques de reconnaissance se soutinrent pendant trois générations jusqu'à Juneïd, petit-fils du sheikh, qui vivait sous un prince jaloux auquel ces assiduités portèrent ombrage. Il les défendit, et Juneïd pensa devoir s'éloigner. Il se retira dans le Diarbekir, où il fut très bien reçu par le roi, qui lui donna sa fille en mariage. Il servit utilement son beau-père contre les Géorgiens, et

pénétra dans le royaume de Trébisonde, tua le roi et mit son propre fils Haydar sur le trône. Juneïd alla ensuite s'établir dans la province de Schivan; le roi, envieux de ses richesses, lui ôta la vie; son fils périt en voulant le venger, et laissa deux enfans, Ali et Ismaël, qui étaient fort jeunes encore. Ils furent exposés à la haine des descendans du roi de Trébisonde, que leur père avait détrôné. Ali succomba sous leurs efforts; Ismaël leur échappa et fut élevé avec soin dans le Khilan, par un sheikh ami de son père.

C'est cet Ismaël qui commença, en 1500, la dynastie des Shah ou Sofis de Perse. Dès l'âge de quatorze ans il prit les armes pour venger la mort de son père et soutenir les dogmes que Haydar avait hautement professés. Ayant appris qu'il y avait dans la Caramanie un grand nombre de sectateurs d'Ali, Ismaël y passa, rassembla sept mille hommes dévoués à sa famille; et avec cette petite armée il alla attaquer le meurtrier de son père, le tua dans une bataille et se rendit maître de ses états. De ce moment sa vie ne fut qu'une suite de prospérités, qui ne fut interrompue que par sa mort. Il avait adopté la maxime de

Tamerlan : « Un seul dieu au ciel, di-« sait-il, un seul en terre ». En conséquence de ce principe, il ne cessa de vouloir étendre ses états, et la religion que son père avait voulu introduire en Perse sous le règne du tartare Ussum-Cassan, chef de la dynastie du Mouton-Noir, qui avait enlevé le sceptre aux descendans de Tamerlan. Ce fut l'usurpateur Sha Rustan qui proscrivit le sofi réformateur, et succomba ensuite sous la vengeance d'Ismaël. Ce sofi vainquit et convertit l'Arménie, subjugua la Perse entière et jusqu'aux Tartares de Samarcande. Il combattit le sultan des Turcs, Sélim I, avec avantage, et laissa à son fils Thamas la Perse puissante et paisible.

L'indolence de ce sofi manqua de lui faire perdre sa couronne : il fut prêt à se la laisser enlever par les Turcs; mais le danger stimula cependant son courage, et il finit par repousser enfin Soliman. Ses descendans ont régné paisiblement en Perse jusqu'aux révolutions qui, de nos jours, ont désolé cet empire.

La Perse devint, sur la fin du seizième siècle, un des plus florissans et des plus heureux pays du monde sous le règne

du grand Sha-Abbas, arrière-petit fils d'Ismaël-Sofi.

Les usages, les mœurs et l'esprit de la Perse nous sont généralement fort peu connus; mais le voyageur Chardin, qui est l'un de ceux qui paraît les avoir le plus étudiés, prétend que l'empereur de Perse est beaucoup moins absolu que celui des Turcs. Ismaël-Sofi, restaurateur de l'empire persan, n'étant ni turc ni tartare, mais arménien, suivit le droit naturel établi dans son pays, et non le droit de conquête et de brigandage. Cependant il était terrible pour ses ennemis; il allumait les bûchers et les y faisait jeter tous vifs. Malgré cette cruauté qu'il exerça principalement contre ceux qui avaient porté les armes contre Haydar son père, malgré cet esprit de vengeance assez naturel aux Persans, le sérail d'Ispahan passait pour moins cruel que celui de Constantinople. La jalousie du trône portait souvent les sultans à faire étrangler leurs parens. Les sofis se contentaient d'arracher les prunelles des princes de leur sang. Ces usages barbares n'ont jamais pénétré jusqu'à la Chine; jamais on n'a imaginé dans cet empire que la sûreté du trône exigeât de tuer ou d'aveugler ses frères et ses ne-

veux ; on leur laissait des honneurs sans autorité. Tout prouve que les mœurs chinoises étaient les plus humaines et les plus sages de l'Orient.

Les rois de Perse ont conservé la coutume de recevoir des présens de leurs sujets. Cet usage est établi au Mogol et en Turquie ; il l'a été en Pologne, où il semblait plus convenable, parce que les rois de Pologne n'ayant qu'un très-faible revenu, avaient besoin de ces secours ; mais le grand-seigneur et le grand-mogol, possesseurs de trésors immenses, ne devaient se montrer que pour répandre des bienfaits, au lieu de recevoir des dons de leurs sujets.

La race de Tamerlan régnait dans le Mogol. Ce royaume de l'Inde n'avait pas été tout-à-fait soumis par ce vainqueur ; mais, comme je vous l'ai dit, les enfans de ce conquérant étendirent encore leur domination et se firent la guerre pour le partage de ses états. L'Inde souffrit beaucoup de leurs sanglans débats. Ce pays, où la nature du climat inspire la mollesse, résista faiblement à la postérité de ce vainqueur ; mais cependant l'empire des Mogols ne commença véritablement dans l'Inde qu'à la fin du quinzième siècle. C'est vers cette épo-

que, en 1498, que le sultan Baber, arrière petit-fils de Tamerlan, se rendit absolument le maître de tout le pays qui s'étend depuis Samarcande jusqu'auprès d'Agra.

Quatre nations principales étaient alors établies dans l'Inde; les mahométans arabes, nommés *patanes*, qui avaient conservé quelques pays depuis le dixième siècle; les anciens Pasis ou Guèbres réfugiés du temps d'Omar; les Tartares de Gengis-Kan et de Tamerlan; enfin les vrais Indiens, en plusieurs tribus ou castes.

Baber avait été chassé par les Usbeks de la Bucharie, où il régnait. Il se jeta dans l'Inde et vint détrôner le sultan Ibrahim de la race de Gengis-Kan, se mit à sa place, et l'occupa glorieusement pendant trente-deux ans.

Humaioun ou Homaioun, fils de Baber, ne sut point contenir aussi habilement que son père les divers habitans de l'Inde; les Musulmans patanes, qui étaient les plus puissans, se révoltèrent contre lui, et le réduisirent à fuir en Perse peu accompagné. Un musulman, nommé Chircha, s'empara alors du trône, et fut soutenu par l'empereur turc. Soliman, ennemi naturel des Persans, se

plut à protéger l'usurpateur mahométan contre la race des usurpateurs tartares que les Persans secouraient. Le vainqueur de Rhodes tint la balance dans l'Inde; et tant que Soliman vécut, Chircha régna heureusement. Humaioun ne put rentrer dans l'Inde qu'après la mort de Soliman et de Chircha; alors une armée de Persans le remit sur le trône. Ainsi Shah-Thamas, après avoir bien accueilli le mogol dans sa disgrâce, eut encore la gloire de le rétablir; mais Humaioun jouit peu du retour de sa fortune; il mourut d'accident trois mois après son rétablissement.

Akbar son fils fut en guerre presque continuelle avec les Patanes; son règne fut d'ailleurs troublé par les révoltes de ses enfans, qu'il se vit obligé de combattre. Ces guerres intestines n'empêchèrent pas Akbar d'étendre sa domination. Le petit royaume de Guzurate, près de Surate, restait encore soumis aux anciens Arabes de l'Inde; c'est presque tout ce qui restait dans l'Asie à ces vainqueurs de tant d'états. Ils furent obligés d'implorer le secours des Portugais contre Akbar, et ceux-ci ne purent les empêcher de succomber.

Akbar enleva aussi le royaume d'A-

gra à un prince qui se prétendait descendant de ce Porus si célèbre au temps d'Alexandre. Akbar n'imita point la générosité d'Alexandre; il vainquit le souverain d'Agra et ne lui rendit point son royaume; mais il fit dans l'Inde beaucoup plus de bien que le vainqueur de Porus n'eut le temps d'en faire. Ses fondations sont immenses, et on admire surtout le grand chemin bordé d'arbres l'espace de cent cinquante lieues, depuis Agra jusqu'à Lahor; célèbre ouvrage de ce conquérant, embelli encore par son fils Gehanghir.

Après un règne de quarante-neuf ans, Akbar termina sa vie en 1614: l'histoire de son successeur appartient par conséquent au dix-septième siècle; c'est pourquoi nous ne nous en occuperons point; et passant du doux et agréable climat de l'Inde dans le nord de l'Europe, nous allons d'abord considérer en passant les révolutions de la Pologne.

Nous avons vu les fils de Casimir III lui succéder successivement au trône de Pologne. Sous le règne de Jean Albert, qui était d'un tempérament faible et vécut peu, les Turcs pénétrèrent dans la Pologne; mais la rigueur du climat les fit presque tous périr. Alexandre Ier,

frère et successeur d'Albert, qui reçut la couronne en 1501, était un prince peu guerrier et d'une santé aussi faible que celle de son prédécesseur. Il n'était guère en état de rassurer la nation sur les dangers qui la menaçaient; mais un brave polonais nommé Glinski, suppléa son souverain et défendit vaillamment ses états. Ce général vainquit le kan de Crimée; et pendant que ses armes glorieuses faisaient respecter les Polonais, le faible Alexandre dépensait les trésors de l'état en vains amusemens et fantaisies dispendieuses. Ses prodigalités donnèrent lieu à une loi nommée le *statut d'Alexandre*, qui défendait au roi de disposer du revenu de la couronne sans le consentement des états et de la diète.

A la mort d'Alexandre, qui arriva en 1506, son frère Sigismond prit les rênes du gouvernement. Ce prince fut l'un des grands rois de Pologne. Plusieurs lois utiles signalèrent son avénement; et des victoires sur les Russes, les Valaques et les Prussiens lui méritèrent des titres glorieux; mais il lui fut plus honorable encore d'obtenir celui de père de la patrie. L'un des plus mémorables événemens de son règne fut l'affaiblis-

sement de l'ordre Teutonique. Les chevaliers de cet ordre avaient été forcés par Casimir de faire hommage de la Prusse à la Pologne. Le marquis de Brandebourg, devenu grand-maître, le refusa d'abord et s'y soumit ensuite, pour obtenir la protection de Sigismond contre son ordre, dont il se sépara en embrassant la doctrine de Luther. Dès ce moment la puissance de cet ordre s'affaiblit par le partage des domaines entre le corps des chevaliers et le chef.

Sous le règne de Sigismond, ce même Ginski, qui avait été le plus intrépide défenseur des Polonais sous le règne précédent, devint l'effroi de son pays où il appela les Russes. Ce traître établit une longue et terrible lutte entre les deux peuples; mais Sigismond en sortit vainqueur. Redouté au dehors et craint au dedans, ce grand roi fut l'orgueil et la gloire des Polonais; avec lui fleurirent les arts et les sciences qu'il se plut à encourager.

Ce prince avait tellement gagné l'estime de ses sujets, et si bien pris ses mesures pour sa succession, que Sigismond son fils n'eut pas besoin d'élection. Vous dire que ce second Sigismond, qui commença son règne en 1548, obtint le sur-

nom d'Auguste, c'est annoncer qu'il marcha sur les traces de son père. Cependant il paraît que ce fut moins ses exploits guerriers qui lui méritèrent le nom d'auguste, que la tranquillité dont il fit jouir son peuple. Il vivait dans un temps où tous les autres royaumes étaient agités par les troubles religieux; il mit toute son étude à les prévenir en veillant attentivement à ce que les nouvelles opinions ne se répandissent point dans ses états. Ce prince avait pour principe que c'était trop payer les lumières que de les acheter au prix du sang des hommes. Il pensait de même pour la guerre, et n'en soutint qu'une seule contre les Moscovites. Quoique vainqueur, il offrit la paix. Il était dans son caractère de faire tous les sacrifices nécessaires au bonheur de son peuple; il gouverna la Pologne en bon père de famille. La vie de Sigismond-Auguste serait sans tache si, sur la fin de son règne, il ne s'était laissé dominer par une favorite dont les conseils l'écartèrent des sentiers de la vertu et des voies de la saine politique. En lui finit la race masculine des Jagellons.

A sa mort, qui arriva en 1572, la couronne de Pologne fut recherchée par

plusieurs princes puissans : l'archiduc d'Autriche, fils de l'empereur Maximilien, parut la désirer ; le czar offrit des provinces entières, qu'il promit de joindre à la Pologne, et une paix perpétuelle si on voulait l'élire. Les Polonais aimèrent mieux risquer de se battre que de se livrer à un despote ; ils rejetèrent ces deux prétendans, et de même le roi de Suède, le duc de Prusse et l'électeur de Saxe. Après quelque indécision, leur vœu finit par se fixer sur le duc d'Anjou, dont Jean Crasoski, gentilhomme polonais, qui avait voyagé en France, leur faisait un grand éloge.

Henri d'Anjou charma d'abord ses nouveaux sujets par son air majestueux, les grâces de sa jeunesse et de ses manières, son éloquence persuasive, et surtout l'élégance avec laquelle il s'exprimait en latin, la langue chérie des Polonais. Son extérieur agréable lui attachait tous les cœurs et semblait présager un règne fortuné; mais à peine Henri avait pris le sceptre des Jagellons, qu'il devint héritier de celui des Valois. Il abandonna les belles espérances que lui donnaient l'estime, la confiance et l'affection de ses sujets adoptifs, pour se jeter dans les troubles qui agitaient les

Français. Les Polonais se regardèrent comme insultés par la préférence qu'il donnait à la France : en vain, quand il fut rentré dans ce pays, il offrit de se partager entre les deux royaumes ; ils exigèrent ou qu'il revint sur-le-champ, ou qu'il abdiquât. Comme il différait, ils songèrent à une autre élection.

L'empereur Maximilien II se fit, comme je vous l'ai dit, élire roi de Pologne ; mais comme il tarda à venir prendre possession de cette couronne, son parti s'affaiblit ; Etienne Battori, qui déjà s'était mis sur les rangs, profita de ce moment favorable ; et s'empressant d'accepter certaines conditions que Maximilien marchandait, il réunit tous les suffrages. Battori était un transilvain dont le mérite avait fait la fortune. Il s'était élevé par son courage, sa prudence et sa capacité, d'abord aux premiers grades militaires, ensuite à la souveraineté de la Transilvanie. Devenu roi de Pologne, il réprima les efforts des Russes, qui cherchaient à se venger de n'avoir pu réunir la Pologne à leur pays. Le czar ne pouvait pardonner aux Polonais le refus qu'ils lui avaient fait de leur couronne, et il faisait la guerre en barbare. Etienne Battori se ligua avec

la Suède et envahit la Russie. Ce guerrier intrépide se vengea des ravages des Russes par de si affreuses dévastations, que le farouche Ivan Wasilovitz recourut à la médiation du pape Grégoire XIII. La paix se fit entre la Pologne et la Russie par l'entremise du pontife, et le brave Etienne s'occupa alors de civiliser les Cosaques. Il eut la gloire de discipliner ces peuples sauvages, d'adoucir leurs mœurs, et de les rendre sensibles aux douceurs de la vie sociale. Il les réunit dans des villes, habitations qu'ils avaient jusqu'alors dédaignées ; mais il leur laissa les habitudes utiles, une vie dure et sobre, tout ce qui contribuait enfin à les rendre robustes, infatigables et braves soldats. Etienne Battori établit chez eux le commerce et les manufactures cultivées en Pologne ; il créa chez les. Cosaques, et perfectionna en Pologne.

A la mort de ce prince, en 1587, les Polonais retombèrent sous une domination étrangère; ils auraient dû être guéris de cette fantaisie par l'expérience qu'ils venaient de faire d'un si grand monarque choisi parmi eux; mais une partie de la nation choisit pour les gouverner Sigismond, prince de Suède. Un autre

parti élut Maximilien, archiduc d'Autriche. Les deux rivaux se disputèrent la couronne et se firent la guerre pendant trois ans. Maximilien vaincu et fait prisonnier, fut forcé de renoncer à ses prétentions; mais la Pologne, divisée et cruellement déchirée par la guerre entre les deux princes rivaux, eut beaucoup à souffrir. Elle éprouva encore de plus grandes calamités lorsqu'il fallut donner des secours à Sigismond, devenu roi de Suède, contre Charles son oncle, qui voulait envahir ce trône. Mais comme ceci nous ramène à l'histoire de Suède, hâtons-nous de reprendre les choses de plus haut, pour revenir naturellement à cette époque.

Nous avons laissé l'histoire des royaumes de Suède et de Danemarck au moment où Charles Canutson venait de se faire élire roi de Suède et de Norwège; et non content d'enlever ce beau fleuron à Christiern, entreprit encore de lui ravir sa couronne de Danemarck. Canutson échoua dans cette entreprise; et sa mauvaise conduite opposée à celle de Christiern, qui se montrait juste, humain, brave, pieux et magnanime, fit bientôt tourner les esprits en faveur de ce dernier monarque. Canutson ayant

eu la maladresse de se brouiller avec son clergé, vit de grandes divisions s'élever au sein de son royaume : les Suédois, excités par l'archevêque d'Upsal, appelèrent les Danois. Canutson fut réduit à prendre la fuite, et Christiern fut installé. Mais la bonne fortune de ce prince ne dura que six ans : il donna lieu à quelques plaintes, et Canutson profita du mécontentement des Suédois pour se rétablir sur le trône. Il fut une seconde fois renversé par la même faction qui l'avait déjà culbuté, et cette fois on le força de jurer qu'il ne reprendrait jamais le sceptre, quand même il lui serait offert.

Cependant à la mort de l'archevêque, son implacable ennemi, le serment fut oublié, Canutson reprit de nouveau le diadème; mais il ne tarda pas à descendre au tombeau, et les Suédois abolirent la royauté, et se mirent sous la domination d'un protecteur ou administrateur. Il fut choisi dans les premières familles. Sténon Sure, neveu de Canutson, fut élu, et régna près de vingt ans sous ce nouveau titre. Mais son gouvernement fut très-agité : il avait le peuple pour lui; mais le sénat lui était peu favorable. Il fut accusé, déposé, rétabli, eut le

plaisir de voir les états se soustraire à l'autorité du roi Christiern I; mais après la mort de ce prince, l'administrateur eut la douleur de voir reconnaître son fils Jean. Ce nouveau monarque danois obligea Sténon Sture de se soumettre à lui et d'abdiquer sa dignité.

Cependant Jean I ne gouverna point heureusement: sous son règne les côtes de Danemarck furent ravagées par des pirates, et l'intérieur désolé par la famine; les Suédois, qu'il s'efforçait de rattacher à l'union de Calmar, ne tardèrent pas à vouloir s'affranchir de son joug. Sténon Sture sut si bien profiter des fautes de Jean, qu'il se fit de nouveau nommer administrateur, et mourut en 1504 possesseur de cette dignité, qui fut déférée à un de ses parens qui portait le même nom que lui.

Malgré les talens et la valeur de cet administrateur; Christiern II, successeur de Jean en Danemarck, envahit la Suède, et se fit proclamer dans ce pays en 1519. Le dernier des Sténon Sture perdit une grande bataille sur le lac Wener, et périt vaillamment les armes à la main. Le farouche Christiern II usa cruellement des droits de la victoire. Pour assurer ses conquêtes, il versa le plus pur sang

de la Suède. Dans un arrangement provisoire on lui avait donné en otage les membres les plus distingués de la noblesse parmi lesquels se trouvait Gustave Vasa, fils d'Ericson, l'un des sénateurs les plus marquans. La trahison livra bientôt le malheureux Gustave Ericson au barbare Christiern. Après que ce monarque danois eut vaincu par son général, et que la mort de l'administrateur l'eut rendu entièrement le maître en Suède, il fit périr sous la hache du bourreau les premiers de la nation; le sénat tout entier fut conduit au supplice sous les yeux de la bourgeoisie, qui regarda ce massacre sans oser manifester son émotion. Christiern imprima la terreur dans tous les esprits, et pilla indistinctement les riches de toutes conditions; il dressa partout des échafauds et des gibets, et promena la faux de la mort sur toutes les têtes. Il ajouta même aux supplices des rafinemens de barbarie dignes d'un véritable tyran. Cependant le jeune Gustave Vasa qui avait été amené comme otage en Danemarck, montrait des qualités qui firent désirer à Christiern de se l'attacher. Il parut d'abord adoucir pour lui son humeur farouche; mais le jeune

Gustave portait une ame trop grande pour savoir se plier à la dissimulation et flatter le tyran qu'il abhorrait. Après de vains efforts pour se l'attacher, il ordonna de le faire mourir ; le seigneur chargé de cette odieuse commission en eut horreur ; et au lieu de l'exécuter, il en obtint la révocation. Il prit le jeune homme sous sa garde, et se flattait de l'amener à des dispositions favorables au gouvernement danois, lorsqu'on apprit le massacre de Stockolm, dans lequel le père de Gustave avait été compris. Cette nouvelle enflamma le jeune homme du désir de la vengeance ; il commença par s'échapper de l'espèce de prison où il était détenu, passa en Suède, où il essaya de stimuler le courage des plus braves de ses compatriotes. Mais l'effroi causé par les massacres enchaînait tous les esprits ; Gustave ne trouva que des gens froids et presque indifférens dans les habitans des campagnes. Rebuté de ce côté, voyant qu'il les excitait vainement à secouer le joug des Danois, et sachant que sa tête était mise à prix, il fut se réfugier dans les montagnes de la Dalécarlie. Là, quoiqu'il fût déguisé en paysan, il est reconnu par un gentilhomme voisin, indigné comme lui de

l'affreuse tyrannie de Christiern, et parfaitement au courant des ressources du pays; le gentilhomme lui facilite les moyens d'exécuter le dessein qu'il avait conçu. Bientôt Gustave Vasa se voit à la tête d'une petite troupe de braves Dalécarliens; il surprend les Danois, les attaque et disperse leurs troupes. Ses premiers succès lui attirent de nouveaux soldats; une suite de combats s'engage, et ses efforts sont toujours couronnés par la victoire. En moins de deux ans il délivre son pays, et la reconnaissance des Suédois le place sur le trône en 1523.

Plus heureux que ses prédécesseurs, Gustave Vasa rendit la couronne héréditaire dans sa famille; et comme il était redevable de sa grandeur aux Dalécarliens catholiques, il semble qu'il eût dû protéger cette religion; mais au contraire, il abjura la religion de ses pères pour embrasser le luthéranisme. On donne pour motif à ce changement, la nécessité de payer les dettes que la Suède avait contractées. Gustave ne vit point de meilleur moyen que celui de s'emparer des biens du clergé, qui était fort riche; et pour y parvenir, il abjura la religion romaine et établit la réforme

parmi ses sujets. Ce changement de culte, conseillé par la politique, ne s'opéra point sans murmures; mais Gustave se conduisit avec tant de prudence et de sagesse, que cette révolution s'opéra sans convulsions violentes. Pendant qu'il s'occupait à réparer les suites funestes de l'anarchie et de la dévastation, qu'il ramenait le bonheur en Suède, s'appliquait à faire fleurir le commerce et les arts, Christiern II fatiguait de ses crimes les Danois eux-mêmes. Ils le déposèrent peu après que Gustave Vasa fut placé sur le trône de Suède, et Christiern, errant et fugitif, implora la pitié de Charles-Quint, dont il avait épousé la sœur; mais ce prince se montra fort froid pour lui. Il passa dans la Norwège, hasarda quelques tentatives, et reparut en Danemarck; mais ce ne fut que pour y trouver un cachot. Il n'éprouva que des revers, et se vit contraint de se rendre à son successeur, qui le retint dans une étroite captivité, où il languit vingt-sept ans avant de trouver la mort.

L'abdication de Christiern fraya le chemin à Frédéric de Holstein, que quelques auteurs disent son oncle, d'autres son neveu. Mais enfin ce prince, qui avait eu à se plaindre de Christiern, ne

s'était pas empressé de le secourir: pendant les troubles il se tint tranquille et recueillit le fruit de sa neutralité. Frédéric fut sans difficulté proclamé roi de Danemarck; et devenu possesseur de cette couronne, il songea à celle de Suède; mais elle était portée par un homme en état de la défendre, et Frédéric, naturellement pacifique, ne chercha point à reconquérir un royaume qu'il regardait comme perdu. Il reçut avec politesse les prévenances de Gustave, lui renvoya les prisonniers que Christiern avait distribués dans les forteresses danoises, et les deux rois firent alliance.

La tranquillité qui en résulta mit les deux royaumes en état de réparer leurs pertes; et bientôt, à l'exemple de Gustave, Frédéric entreprit de changer la religion de son royaume. Il se déclara lui-même luthérien, et fit décider, dans une diète générale, que chacun serait libre de professer la religion protestante ou romaine. Il fut libre aux religieux de tous les ordres de se marier, et l'on ouvrit les monastères. Mais bientôt de la liberté des cultes qui était autorisée, plusieurs villes passèrent à défendre la messe, à briser les statues, dé-

chirer les tableaux, et effacer des églises converties en temples tout ce qui pouvait rappeler l'idée de la religion catholique. On traduisit l'Ecriture Sainte en langue vulgaire, et on fonda des chaires de théologie qui furent données à des docteurs protestans. Les évêques se plaignirent : le roi les appaisa en promettant journellement des diètes qui régleraient plus particulièrement les affaires de la religion. Il mourut après dix ans d'un règne tranquille, laissant le clergé dans cette incertitude à l'ombre de laquelle le protestantisme s'accrut et se fortifia.

Christiern III, frère et successeur de Frédéric, encore plus zélé que ce prince pour les nouvelles opinions, s'appliqua à consolider la réforme. Au commencement de son règne il vit plusieurs partis s'élever contre lui : l'un voulait porter au trône Jean son frère, parce qu'il était catholique ; un autre voulait rétablir Christiern II, qu'on disait prêt à être appuyé par toutes les forces de la maison d'Autriche. Le nouveau monarque vint à bout de se débarrasser de ces deux concurrens. Il donna le Holstein pour apanage à ses deux frères, Jean et Adolphe ; relâcha les liens de Christiern II

sans les briser ; et après quelques prétentions montrées par le roi de Suède, les deux princes finirent par s'accommoder.

C'est alors que Christiern III porta toute son attention sur les affaires de religion, et il traita le clergé avec tant de rigueur, que Luther lui-même lui en fit des reproches. Il adressa au roi cette observation politique : « Qu'en abolissant entièrement la puissance de l'église, il privait la couronne du plus ferme appui de ses prérogatives ; que l'équilibre du gouvernement étant anéanti avec le pouvoir des évêques, il en résulterait une prépondérance nuisible à l'autorité des rois et au bonheur des peuples ». En effet, les bourgeois et les paysans ont été dans la suite réduits à un état plus servile sous des seigneurs hautains, qu'ils ne l'avaient jamais été lorsque la puissance ecclésiastique servait de contre-poids. Mais les effets de l'imprévoyance de Christiern III ne se développèrent qu'à la longue ; il jouit de la paix dans l'intérieur de son royaume, et la transmit à son fils. Ce prince vécut heureux dans sa famille, et on lui a donné la glorieuse qualité de père de ses sujets.

Son successeur, Frédéric II, marcha

sur les traces de son père, avec lequel il avait une grande ressemblance de caractère; il perfectionna ce que son père avait commencé. Lorsque ce prince monta sur le trône de Danemarck, en 1558, Gustave Vasa occupait encore celui de Suède, et continuait à encourager l'industrie de ses sujets, à chercher un débouché facile aux productions du royaume, ainsi qu'à favoriser l'étude des sciences et des lettres. Il jouissait de l'heureux fruit de ses soins, voyait la face de la Suède entièrement changée, les mœurs des Suédois adoucies et policées, le commerce florissant, les funestes effets des guerres civiles presque entièrement effacées. Il s'était environné d'un appareil propre à lui concilier le respect, et en même temps il avait gagné tous les cœurs par ses manières douces et affables. La nation, sensible à ses bienfaits, lui prouva sa reconnaissance en déclarant la couronne héréditaire dans la postérité de Gustave. La même diète qui prononça cette déclaration des états, reconnut Eric, son fils aîné, âgé seulement de onze ans, pour son successeur. Les trois autres fils de Gustave, Jean, Magnus et Charles, reçurent en partage des apanages considérables, mais char-

gés d'hommage envers le roi leur frère. Gustave Vasa termina sa carrière avant la vieillesse; une mort douce lui ferma les yeux au milieu de sa famille, en 1560. Ses sujets le regrettèrent comme un père bien aimé.

Eric XIV, son successeur, n'était point propre à le faire oublier : quoique ce prince eût reçu une excellente éducation, qu'il en eût profité sous le rapport de l'instruction, qu'il fût doué d'un extérieur gracieux et majestueux, il était loin de posséder les vertus de son père. La fougue de ses passions et la violence de son caractère étaient si grandes, que dans ses emportemens il devenait furieux et semblait perdre entièrement la raison. Son père, témoin de ses accès, avait eu un moment le dessein de faire passer la couronne à son second fils; mais la crainte d'une guerre civile l'en empêcha, et il se flatta d'ailleurs que l'âge modérerait les fougueux transports d'Eric. Mais avec le pouvoir souverain ses égaremens passagers devinrent plus fréquens et le portèrent à la cruauté. La sienne paraît avoir été excitée par ses favoris, car il montra des repentirs de ses plus grands excès; son inconstance doit être regardée comme une véritable

folie. Après avoir recherché la main d'Elisabeth, reine d'Angleterre, avec un vif empressement, il tourna ses vœux vers Marie Stuart, revint à Elisabeth, négocie en même temps pour obtenir une nièce de l'empereur, adresse des hommages amoureux à la fille du landgrave de Hesse-Cassel, envoie au-devant d'elle douze vaisseaux de guerre avant d'être assuré de son consentement, et finit par épouser une simple paysanne nommée Catherine. Sa beauté l'avait frappé dès son enfance ; il lui fit donner une éducation distinguée, et elle eut l'adresse de se faire placer sur le trône. Le duc Jean, frère du roi, plus prudent et plus politique, obtint la main de Catherine, fille de Sigismond, roi de Pologne, dont la protection ne lui fut pas inutile.

De mauvais conseils, ou peut-être la seule bizarrerie d'Eric, lui firent concevoir contre le duc Jean une jalousie furieuse. Sous le plus léger prétexte il le fit enfermer dans la citadelle de Stockholm ; la duchesse se rendit compagne de la captivité de son époux et des anxiétés qu'il éprouva pendant quatre années de prison. Eric l'avait fait condamner à mort par les états, soumis à ses capri-

ces; cependant, malgré toute la cruauté qu'on lui reproche, il ne put se résoudre à immoler son frère. On dit que plusieurs fois il se rendit dans sa prison avec l'intention de le tuer; et qu'en le voyant, les armes lui tombaient des mains. La pitié s'emparait de son cœur; il avouait à l'infortuné Jean l'intention sanguinaire qui l'avait amené; et par une sorte de pressentiment, le priait de lui pardonner ses fautes quand il serait roi de Suède.

Eric n'ignorait pas qu'il y avait un parti qui voulait le déposer pour placer son frère sur le trône: cependant il le laissa vivre; ce qui prouve qu'il n'était point véritablement méchant; et peut-être, sans les perfides conseils de Pierson, son favori, il ne se fût point souillé des crimes qui ont rendu sa mémoire odieuse.

Ce Pierson, principal instigateur de toutes les actions condamnables du monarque, lui inspira une haine mortelle contre les Stures, famille illustre, descendante des anciens administrateurs. Une sentence de mort fut prononcée par le sénat contre cette famille et contre vingt-six seigneurs, prétendus complices d'une conspiration supposée. Eric

commença par frapper de sa main un des Stures, qu'il croyait vu de trop bon œil par la reine. Après l'avoir blessé de son poignard, il acheva de le faire massacrer sous ses yeux, et ce fut le premier acte de la sanglante tragédie projetée par Pierson. Tous les condamnés furent exécutés; mais cet assassinat juridique ne fut pas plutôt commis, qu'Eric parut pénétré de remords. Il se sauva dans les bois, comme s'il eût été poursuivi par les furies vengeresses; il y vécut plusieurs mois comme un sauvage, sous l'habit de paysan; il ne rentra dans son palais que sur les vives instances de Catherine, son épouse. En reprenant les habits convenables à son rang, il combla de présens les parens de ceux qui avaient été massacrés; et rejetant tout le crime sur Pierson, il le livra aux bourreaux.

Eric rendit en même temps la liberté à son frère, le duc Jean, et à son épouse; mais il lui restait des inquiétudes sur l'alliance de son frère avec la Pologne; elles le portèrent bientôt à se liguer avec le czar. Ce prince avait recherché la main de la princesse de Pologne, et ne lui pardonnait pas de l'avoir refusé; il tenta de la faire enlever, et le duc Jean fut prévenu que son frère était du com-

plot. Il se hâta de quitter la cour av
toute sa famille et le duc Charles, sc
dernier frère, Magnus étant mort.
chagrin d'avoir signé par faiblesse
sentence qui condamnait Jean à perd
la vie.

Les fugitifs levèrent l'étendard de
révolte; ils assiégèrent Eric dans Stoc
holm. Les portes leur en furent ouvert
pendant la nuit, et bientôt Jean fut pr
clamé et couronné par les états,
1558. L'infortuné Eric fut confié à
garde des parens des Stures, ses pl
cruels ennemis; il mourut après dix a
d'une dure captivité, et l'on croit qu
fut empoisonné. Pendant le règne d'Eri
les Suédois se battirent avec les Dano
et remportèrent sur mer quelques ava
tages. L'usurpateur Jean fit la guer
moins heureusement; il se vit en mên
temps sur les bras les Suédois, les Mc
covites, et fut menacé par les Angla
Elisabeth n'ayant point oublié qu'Er
lui avait fait la cour, montra quelq
pitié de son sort; et l'Allemagne pr
testante, mécontente du penchant q
montrait le nouveau roi pour la religi
catholique, le menaçait d'une ruptu
D'un autre côté le czar, irrité de la ma
vaise issue de son entreprise, lui fit d

insultes méditées. Le duc Charles, son frère lui-même, après lui avoir montré un grand attachement pendant sa prison, le traitait avec une sorte de mépris; et, retiré dans son apanage, il vivait en souverain. Jean, prêt à être accablé de toutes parts, appaisa le czar en lui abandonnant quelques provinces, et satisfit le Danemarck en renonçant à toute prétention sur la Norwège. Ainsi la Suède souffrit des démembremens considérables. Elle subit aussi une nouvelle révolution dans la religion : Jean, à l'instigation de la princesse de Pologne son épouse, se déclara de la manière la plus prononcée pour le catholicisme. Non content de prendre, pour détruire la religion protestante, la même marche que son père avait suivie pour ruiner la foi catholique, il employa la violence. Son zèle outré le divisa tout-à-fait avec son frère Charles, qui se déclara le protecteur des protestans persécutés, et reçut dans ses petits états tous ceux qui fuyaient les effets du zèle trop ardent de Jean pour le rétablissement de l'ancienne religion.

Ce monarque avait eu grand soin de faire élever son fils Sigismond dans la religion catholique, malgré les repré-

sentations de son frère et des états a
sujet de cette éducation. Ce prince éta
devenu roi de Pologne après une élec
tion débattue que les forces de la Suèd
avaient fixée. Charles, dissimulé et am
bitieux, avait vu avec plaisir son ne
veu se charger d'une couronne qui sem
blait incompatible avec celle de Suède
et il ne désespérait pas de succéder à
son frère, avec d'autant plus de raison
qu'une partie de la nation, et sur-tout
du sénat, restait attachée à la religion
protestante. Jean mourut subitement,
plus estimé qu'aimé. Sigismond était
alors en Pologne; et en attendant qu'il
pût obtenir des Polonais la liberté de
revenir en Suède, le duc Charles gouverna en son nom pendant quelques
mois. Il profita de ce temps pour disposer les esprits, et fit si bien, que son
neveu trouva en arrivant la résolution
de resserrer dans des bornes étroites
le culte catholique, et de le gêner lui-même dans l'exercice public de sa religion. Sigismond eut peine à se soumettre à de telles conditions; il y eut
à ce sujet une scène très-violente entre
son oncle et lui; mais pressé de retourner en Pologne, il finit par céder.
On prétend qu'il tenta de se défaire de

Charles; mais le trouvant sur ses gardes, et plus puissant que lui, il fut forcé de lui laisser en partant la régence de son royaume.

Cependant il survint bientôt une rupture ouverte entre l'oncle et le neveu; Sigismond revint en Suède avec une armée allemande et polonaise, et contraignit Charles de se soumettre. Après cette victoire il repartit, et Charles manœuvra si bien, qu'il fit assembler de nouveaux états; il y prit un ascendant marqué, et la conduite variable de Sigismond, ses absences, et sur-tout son obstination à ne pas souffrir les restrictions qu'on voulait mettre à son culte, firent prendre un parti extrême contre lui: les états le déposèrent solennellement, le déclarèrent, lui et Uladislas, son fils, incapables de posséder jamais la couronne de Suède, et la donnèrent à Charles et ses descendans. Cette révolution eut lieu en 1604, environ douze ans après la mort de Jean.

Pendant que ces événemens se passaient en Suède, le Danemarck jouissait de la paix et de la tranquillité. Frédéric II, après avoir eu quelque réputation guerrière par ses bons généraux de terre et ses excellens amiraux,

ayant même eu quelque influence d:
les affaires de l'Europe, avait laissé
couronne, en 1588, à son fils Chi
tiern. Ce prince n'ayant encore q
onze ans, on nomma quatre réger
qui gouvernèrent sagement, et se]
quèrent d'une noble émulation pc
l'éducation de leur pupille. Ils fire
venir de tous côtés les maîtres les pl
capables de lui former le cœur et l'
prit. Les succès surpassèrent leurs
pérances : à l'âge où un prince sait
peine suivre un raisonnement, il ét
en état de dicter ou d'écrire des ii
tructions à ses ministres, et de répond
aux ambassadeurs dans leurs langu
Il avait d'ailleurs beaucoup d'adre
pour les exercices du corps, et aim
à en faire preuve en public.

Le règne de Christiern aurait été
plus pacifiques, s'il ne s'était mêlé
affaires d'Allemagne. Le vif intérêt qu
y prit causa, peu avant la fin de sa v
une rupture avec la Suède. Elle se t
mina par une paix qui n'était pas tr
désavantageuse, et cependant les h
tilités, sans avoir été de fort long
durée, furent très-nuisibles au Dan
marck, dont elles affaiblirent la m
rine et ruinèrent les finances. Pour

rétablir, Christiern avait conçu un projet qu'on traita de chimérique, parce qu'il était fort vaste; c'était celui de transporter dans le Danemarck le commerce du Levant, et sur-tout celui de la Perse, par les rivières qui affluent dans la Baltique: il s'agissait de creuser un canal à travers une langue de terre du Holstein pour éviter le détroit du Sund, et empêcher que ce commerce ne fût troublé par les étrangers. Christiern fit commencer cet ouvrage, mais la mort l'enleva avant qu'il fût près d'être terminé. Ce prince avait beaucoup d'activité et de persévérance dans ses résolutions, et il conserva jusque dans un âge avancé l'ardeur et la véhémence de la jeunesse; mais il conserva aussi les passions qu'elle fait excuser. Celle des femmes a un peu terni sa réputation; cependant on ne lui refusera pas la gloire d'avoir été un monarque plein de fermeté, un guerrier intrépide, un prince d'un génie heureux et magnanime. Après un règne de soixante ans, il laissa, en 1648, la couronne de Danemarck à son fils Frédéric III, qui était digne de lui succéder.

Jetons maintenant un regard sur la Russie, ou Moscovie, plus connue alors

sous ce dernier nom. Nous avons vu Jean Wasilowitz fonder en quelque sorte l'empire russe, commencer à lui donner quelque grandeur sur la fin du quinzième siècle ; mais ses successeurs ne soutinrent point la gloire de ce fondateur de leur empire. Il faut cependant en excepter Jean Wasilowitz II, son petit-fils, qui conquit Astracan ou Casan, une partie de la Livonie, Pleskon et Novogorod; mais depuis ce prince, jusqu'au czar Pierre-le-Grand, l'histoire de Russie n'offre rien de bien important.

Basile, fils et successeur de Jean, continua cependant la guerre que son père faisait aux Polonais ; mais il vit ses états envahis par les Tartares de la Crimée : ils pénétrèrent jusqu'à Moscow, et Basile ne put conserver cette ville qu'en leur payant un tribut ; il s'en délivra par la suite, et vainquit à son tour les Tartares.

On prétend que lorsque ce prince voulut se marier, il fit assembler seize mille demoiselles pour faire entr'elles choix d'une épouse. Celle qui obtint l'honneur de la préférence se nommait Saloméa ; il vécut vingt ans avec elle sans qu'elle lui donnât d'en-

fans. Ennuyé de sa stérilité, il la répudia, et la fit enfermer dans un couvent. Elle n'y fut pas plutôt, que le bruit se répandit qu'elle était enceinte. Le czar fit vérifier ce fait, qui lui parut singulier; mais la certitude de la grossesse de Saloméa ne l'engagea point à la reprendre; il ne voulut même pas reconnaître son fils, qui fut élevé dans l'obscurité. Basile ayant épousé une autre femme, nommée Hélène, plaça sur le trône le fils qu'elle lui donna.

Jean Wasilowitz II reçut la couronne à l'âge de cinq ans, et sa minorité fut troublée par l'inconduite de sa mère, qui fut poussée si loin, que les régens la firent enfermer, et livrèrent son amant à un cruel supplice. Dès l'instant que le jeune roi eut acquis l'âge de raison, il montra un grand désir de civiliser son peuple. Il envoya deux fois en Allemagne demander des savans, des artistes, des architectes et des mécaniciens. La première colonie fut arrêtée par les habitans de Lubeck, excités à cette violence par les villes anséatiques. Pour l'intérêt de leur commerce, elles voulaient empêcher les Russes de s'adonner aux arts, et d'établir des manufactures qui pouvaient

faire tort aux leurs. Le czar ne se rebuta point; il envoya de nouveau en Allemagne, et pria de joindre aux artistes des hommes capables de lui former des régimens de cavalerie et d'infanterie, en s'engageant à ne les employer que contre les Turcs, et non contre les chrétiens. L'empereur d'Allemagne ne jugea point à propos de se fier à cette promesse; il craignit l'ascendant que pouvaient prendre ces sauvages disciplinés, et n'envoya ni artistes ni officiers.

Jean pouvait se passer de la tactique européenne contre les Tartares, qui n'étaient pas plus habiles que lui. Il remporta sur eux de grandes victoires, et fit deux de leurs rois prisonniers. Il eut aussi des succès contre les Suédois et les Danois. On croit qu'il les dut à la discipline allemande. Malgré les refus de l'empereur, il parvint à se procurer quelques soldats, qui formèrent les Moscovites, et avec leur aide il battit même les Allemands.

Ses soins ne se bornaient pas à former des armées de terre; il envoya en Angleterre demander à la reine Élisabeth des matelots, des charpentiers de navires, et autres ouvriers utiles à la

marine. Vous voyez qu'il voulait faire à peu près ce qu'exécuta depuis Pierre-le-Grand. Il eut encore un autre point de ressemblance avec ce czar célèbre, ce fut de faire comme lui mourir son fils. Le soupçonnant d'être entré dans une conspiration pendant le siége de Pleskow, il le tua d'un coup de pique. Cette action prouve qu'il avait un caractère féroce et emporté. Le fils, qu'il immola ainsi dans un premier transport de colère, avait des qualités estimables; il avait été injustement accusé, et se présentait pour se justifier, lorsque son père, sans vouloir l'écouter, le frappa d'un bâton ferré qu'il tenait à la main. Il ne l'eut pas plutôt vu chanceler et tomber à ses pieds, qu'il passa de la fureur à l'extrême douleur; il se jeta sur le corps de son fils, le serra dans ses bras avec l'expression de la plus vive tendresse. Le jeune czar vécut assez pour faire connaître son innocence, et la certitude qu'il n'était point coupable, laissa dans le cœur de son père un trait qui ne cessait de le déchirer.

Il paraît que Jean Wasilowitz était bon, et que l'emportement où il se laissait quelquefois aller, tenait à l'édu-

cation sauvage qu'il avait reçue; mais avec ce caractère, qu'il ne pouvait parvenir à maîtriser, il devait moins s'étonner de voir ses sujets se refuser aux innovations qu'il voulait faire dans leurs mœurs; cependant il fut si sensible aux contrariétés qu'il éprouvait à ce sujet, qu'il proposa d'abdiquer; on le conjura de n'en rien faire, et il fut retenu sur le trône par le repentir des rebelles et la promesse de plus de docilité.

Ce prince était également politique et guerrier; toujours en guerre avec les Tartares, les Polonais, les Suédois, les Danois et les Turcs; souvent vainqueur, et ne désespérant jamais dans ses défaites; il gagnait toujours quelque chose aux traités quand ils ne lui étaient pas totalement avantageux. Il eut toutes les qualités d'un grand monarque: ami de l'ordre et de la justice, fort instruit pour son siècle, et sur-tout pour son pays, et tolérant en matière de religion par goût et par réflexion. Il mourut en 1584, et laissa deux fils, Foëdor ou Théodore, âgé de vingt ans, et Démétrius, encore enfant, qu'il mit sou la tutelle du kuees Bagdan-Biéleski. C tuteur conçut le dessein de placer so pupille sur le trône, au préjudice d

Foëdor, son aîné, qui montrait peu de capacité pour soutenir le poids d'une couronne; mais les grands s'opposèrent à l'entreprise de Biéleski, et son pupille fut confiné avec la czarine, sa mère, dans un village nommé Uglis. Le faible et inepte Foëdor, incapable de gouverner lui-même, abandonna toute l'autorité au kuees Boris-Gadenon, dont il avait épousé la sœur. Ce kuees, songeant à s'emparer du trône, jugea convenable de commencer par se défaire du jeune Démétrius; il chargea un officier d'aller le tuer dans le village où il était relégué; et au retour de cet envoyé, au lieu de lui donner la récompense promise, il le tua de sa main, afin de supprimer les preuves du crime.

Les uns disent que le vrai Démétrius fut tué; les autres, que sa mère, avertie à temps, substitua un enfant à sa place: la vérité est restée problème, mais le crime n'en est pas un. Quelque temps après, le czar Foëdor mourut; on soupçonne Boris de l'avoir fait empoisonner. Ce qui est constant, c'est qu'après la mort de son beau-frère, en 1597, il se plaça sur le trône.

Une affreuse famine affligea la Russie dans les commencemens de son règne:

il périt, dit-on, cinq cent mille personnes dans la seule ville de Moscow. A ce fléau se joignit l'inquiétude que donna bientôt à Boris un jeune homme qui se prétendait le prince Démétrius échappé à l'assassin. On répandait, comme je vous l'ai dit tout-à-l'heure, que sa mère avait livré un autre enfant au fer assassin, et fait cacher son fils dans un monastère. Boris se donna beaucoup de mouvement pour éclaircir ce fait; plusieurs personnes furent interrogées, et même appliquées à la question. La mère de Démétrius fut elle même interpellée, et ses réponses n'ayant point apparemment satisfait l'usurpateur, il la relégua dans un couvent éloigné. Cependant les perquisitions que faisait faire Boris donnèrent plus d'importance au personnage qu'il voulait faire passer pour imposteur.

Déjà le Démétrius, vrai ou supposé, avait gagné la confiance d'un seigneur lithuanien; celui-ci l'adressa au palatin de Sandomir, qui trouva les preuves du proscrit assez bonnes pour être présentées au roi et à la république de Pologne. La diète les examina, les trouva convainquantes, reconnut le fugitif pour héritier légitime de la couronne de Rus-

sie, et leva une armée pour le replacer sur le trône de ses ancêtres.

C'est alors que Boris commença à être vivement alarmé; il renouvela ses tentatives pour se défaire de ce redoutable concurrent; mais déjouant ses desseins, celui-ci l'attaque à force ouverte, et gagne une bataille contre lui. Le chagrin s'empara de Boris, et il mourut de mélancolie. Il laissait un fils nommé Théodore, âgé de quinze ans. Ce prince ne monta sur le trône que pour éprouver le revers d'en être précipité presqu'aussitôt, et de voir toute la Russie déclarée pour Démétrius. Moscow, ville capitale, ne fut pas la dernière à se prononcer; elle appela le rival de Boris, qui se fit précéder par l'ordre d'étrangler Théodore et sa mère, ce qui fut exécuté. Tout réussit à celui qui se disait Démétrius; il fut couronné avec la plus grande solennité et avec l'applaudissement général. Cette révolution arriva en 1606; c'est pourquoi je ne vous parlerai point aujourd'hui des événemens qui suivirent, et vous dirai seulement que Démétrius, aussitôt qu'il fut placé sur le trône, épousa la fille du palatin de Sandomir, qui, le premier, l'avait reconnu et protégé. Cette alliance

fut la cause de sa perte, comme nous le verrons dans l'histoire du dix-septième siècle ; mais je crois mon Aline trop impatiente de connaître ce qui se passait alors dans sa patrie pour vouloir retarder l'instant de lui en parler, en m'engageant plus avant dans les révolutions du Nord : ainsi je m'arrête à l'intéressante époque où je suis parvenue.

LETTRE LX.

Rois de France pendant le dix-septième siècle : Louis XIII et Louis XIV. — Coup-d'œil général sur l'histoire de France, d'Angleterre, d'Espagne, l'empire d'Allemagne, l'Italie et les états du Nord pendant cette période.

Le dix-septième siècle appelle aujourd'hui notre attention, ma chère Aline ; ce siècle de lumières et de gloire qui éclipsa tous les autres ; ce siècle qu'on a nommé celui de Louis XIV, et qui fut l'époque la plus honorable, la plus glorieuse pour la France, semble devoir nous arrêter plus long-temps qu'un autre ; mais, au contraire, plus nous avançons dans notre marche, plus il me paraît inutile de m'appesantir sur les événemens, et d'entrer dans des détails que vous chercherez sans doute dans les mémoires du temps. De si grands génies se sont exercés sur l'histoire de ce siècle, qu'il serait inexcusable de n'en point prendre une connaissance un peu approfondie dans les auteurs

célèbres qui nous ont laissé d'immortels écrits.

Ainsi, au lieu de m'étendre sur ces derniers temps, je pense, au contraire, devoir me resserrer et me borner à une légère esquisse des faits principaux, que je vais parcourir à grands traits, seulement pour vous présenter un tableau complet sur l'histoire, c'est-à-dire, un cadre au moins à peu près fini. Loin de moi l'idée de borner à un faible extrait la connaissance que vous devez avoir de ces temps qui, nous étant pour ainsi dire contemporains, sont pour nous du plus grand intérêt, et ce que je vais vous en dire ne sera véritablement que pour vous préparer à lire avec plus de fruit les annales particulières des divers peuples que nous allons considérer en masse.

La minorité de Louis XIII va d'abord nous offrir une preuve de l'influence que peut avoir un seul homme, non-seulement sur sa nation, mais sur l'Europe entière. On vit après la mort de Henri IV combien la puissance, la considération, les mœurs, l'esprit d'une nation dépendent souvent de son souverain. Il tenait, par une administration douce et forte, tous les ordres de

l'état réunis, toutes les factions assoupies, les deux religions dans la paix, les peuples dans l'abondance. La balance de l'Europe était dans sa main, par ses alliances, par ses trésors et par ses armes. Tous ses avantages sont perdus dès la première année de la régence de sa veuve, Marie de Médicis. Le duc d'Epernon, ennemi secret de Henri IV, qu'on a soupçonné d'avoir contribué à son assassinat, força, dès le jour même de la mort de ce bon roi, le parlement à déclarer régente Marie de Médicis; et cette reine, plus ambitieuse que tendre épouse et bonne mère, vint le lendemain faire confirmer cet arrêt en présence de son fils. A ces actes, qui annonçaient assez d'indifférence pour la perte qu'on venait de faire, succédèrent bientôt des troubles intérieurs. Marie de Médicis, régente, mais non maîtresse du royaume, dépense en profusion, pour s'acquérir des créatures, tout ce que Henri-le-Grand avait amassé pour rendre sa nation puissante. Les troupes, à la tête desquelles il allait combattre, sont pour la plupart licenciées; les princes, dont il était l'appui, sont abandonnés. Le duc de Savoie, Charles-Emmanuel, nouvel

allié de Henri IV, est obligé de demander pardon à Philippe III, roi d'Espagne, d'avoir fait un traité avec le roi de France; il envoie son fils à Madrid implorer la clémence de la cour espagnole, et s'humilier comme un sujet au nom de son père. Les princes d'Allemagne, que Henri avait protégés, ne sont que faiblement secourus, et la funeste influence de la maison d'Autriche se fait sentir dans les conseils. L'état perd toute sa considération au dehors; il est troublé au dedans; les princes du sang et les grands seigneurs remplissent la France de factions; l'avanturier Concini, ainsi que son épouse Eléonore Galigaï, gouvernent l'esprit de la reine; le sage Sully se voit dédaigné, et bientôt il est forcé de se retirer d'une cour livrée à la plus basse intrigue. Tel est le tableau que présente la France dès la première année qui suivit la mort de Henri IV. De plus grands troubles ne tardent pas à éclater; l'esprit de la ligue subsistait encore parmi les grands; le prince de Condé se met à la tête des mécontens; il prétend faire la loi à la régente; des états généraux, convoqués à Paris en 1613, n'apportent aucun re-

mède aux malheurs publics ; la France reste dans la confusion ; le florentin Concini, devenu maréchal d'Ancre, et plus puissant que jamais, devient l'objet de l'adnimadversion générale ; Louis XIII, déjà parvenu à sa majorité, voit le parlement de Paris manifester des prétentions qui tendent à attaquer l'autorité royale. D'un autre côté, la guerre civile se rallume ; la cour, dirigée encore une fois par d'astucieux Italiens, a recours aux voies de la perfidie, et fait arrêter le prince de Condé, chef des rebelles ; mais les Guises, autrefois ennemis implacables des Condés, sont maintenant réunis à eux pour abattre Concini ; le duc de Vendôme, le duc de Nevers, le maréchal de Bouillon, et autres seigneurs mécontens se cantonnent dans les provinces ; ils protestent qu'ils servent leur roi, et qu'ils ne font la guerre qu'au ministre.

Cet étranger détesté, ce Concini qu'on avait vu s'élever du sein de la misère au faîte de la grandeur, ce favori qui abusait insolemment de son crédit sur la reine-mère, résiste à toutes les cabales, a presque toute la France soulevée contre lui ; il brave les plus grands seigneurs ; ils ne peuvent parvenir à

le faire tomber; mais un jeune homme, dont il ne se défiait pas, cause sa ruine et tous les malheurs de Marie de Médicis. Louis XIII, né pour être maîtrisé, se laisse subjuguer par les manières insinuantes du jeune Albert de Luines, simple gentilhomme, né dans le comtat d'Avignon, et placé avec ses deux frères parmi les jeunes gens attachés à l'éducation du roi. Devenu le favori du jeune monarque, de Luines se lassa de la tyrannie de Concini, à qui il avait cependant quelques obligations; il le fit tuer d'un coup de pistolet par Vitry, capitaine des gardes, qui obtint pour récompense la place de la victime. L'exil de la reine-mère suit de près le massacre de son favori; et pendant que la populace se porte à d'affreux excès sur le cadavre de Concini, son épouse, la maréchale d'Ancre, poursuivie criminellement, montre un courage et une fermeté qui étonnent ses juges; mais la sagesse et la noblesse de ses réponses ne l'empêchèrent pas d'être condamnée et exécutée comme sorcière. Cette infortunée périt sur l'échafaud; et, par l'injustice de son supplice, acquit autant de droits à la pitié qu'elle avait mérité de haine.

Toute l'autorité passe alors entre les mains du duc de Luines, enrichi des dépouilles de Concini; mais la reine-mère appelle à son secours le duc d'Epernon; il vient la tirer de Blois, lieu de son exil, lève des troupes, marche contre le favori, et pendant deux années le roi et sa mère ne s'occupent que d'entreprises hostiles et de réconciliations peu durables. Toutes ces dissentions relevèrent les espérances des calvinistes, dirigés alors par le duc de Rohan, général qui jouissait d'une grande réputation militaire; ils reprirent les armes, et leurs succès firent trembler la cour. De Luines venait de mourir avec le titre de connétable, et le maréchal Lesdiguières de remplacer le favori dans cette dignité importante, quand un traité de paix suspendit les horreurs de la guerre civile.

La maison d'Autriche et celle des Bourbons semblèrent abjurer leur haine: Louis XIII épousa Anne, fille de Philippe III, roi d'Espagne; et Richelieu, recommandé par la reine-mère, devenu tout puissant, oublia les devoirs de la reconnaissance, et persécuta sa bienfaitrice.

Ce ministre, si célèbre dans la suite,

n'étant encore qu'évêque de Luçon, avait été introduit dans le conseil par Marie de Médicis; la souplesse et la hardiesse de son génie lui donnèrent bientôt la première place. Surintendant de la maison de la reine-mère, il avait supplanté tous les confidens de cette princesse; admis dans le conseil, il l'emporta de même sur tous les ministres du roi; partout où se trouvait Richelieu il fallait qu'il fût au premier rang. Il ménagea l'accommodement de la mère et du fils, et le chapeau de cardinal devint la récompense de ce service. Mais la réconciliation ne fut pas de longue durée; Médicis voulait intriguer et gouverner; Richelieu s'était emparé de l'estime de Louis XIII; il lui avait montré des vues sages, des moyens de porter remède aux vices intérieurs de l'état; il lui avait développé enfin un système de gouvernement bien suivi. Déjà des succès en prouvaient la bonté. Richelieu avait étouffé le germe des guerres civiles par la prise de la Rochelle; il avait rendu le monarque maître des protestans en France. La mer, étonnée, fut contenue par une digue, et reçut un frein qu'elle n'avait pas senti depuis le temps d'A-

lexandre. Les Anglais, qui voulaient s'opposer à ses efforts et soutenir les protestans, sont rappelés dans leur île par les troubles que fomente ce ministre habile. Il conduit Louis XIII en Italie, et le fait accompagner de la victoire en Flandres et en Allemagne; la maison d'Autriche est domptée et forcée de se tenir sur la défensive. Le commerce fleurit, la puissance royale prend du nerf, et se fait respecter; les peuples sont affranchis de la tyrannie des seigneurs; leurs châteaux-forts sont démolis; les sciences, négligées pendant le fracas des guerres civiles, se cultivent avec éclat; de superbes édifices leur servent d'asile et de sanctuaire. Comment Louis, témoin de ces heureux fruits de l'administration de Richelieu, n'aurait-il pas soutenu le ministre auteur de tant de bienfaits? Mais s'il change la face entière de la France, s'il étend au loin sa réputation, et semble tout asservir par la force de son génie, il faut convenir qu'il se montre aussi bien despotique envers les grands et toute la famille royale. Aucun des princes du sang ne l'aimait; Gaston, frère de Louis XIII, le détestait; Marie de Médicis com-

mençait à le voir d'un œil jaloux ; presque tous les grands cabalaient contre lui. Telle était la cour au moment où le ministre accorda la paix aux huguenots.

Médicis, qui l'avait porté au ministère presque malgré le roi, qui avait des préventions contre lui, Médicis, entourée de flatteurs jaloux de Richelieu, entreprit de renverser l'idole qu'elle avait élevée; elle intrigue, cabale, veut ruiner le cardinal dans l'esprit de son fils. Il s'agit de crédit, d'autorité, de perdre sa toute-puissance ; Richelieu ne connaît plus de ménagemens. Par l'ascendant des ames fortes sur les faibles, après une légère éclipse, il reprend plus d'empire que jamais ; il commande à Louis des sacrifices, et les obtient sans beaucoup de peine. La reine-mère est arrêtée. Au lieu de fléchir et d'entrer en accommodement, elle se retire en Allemagne pour y languir dans la pauvreté. La jeune reine, accusée d'être entrée dans la conjuration contre le ministre, subit l'humiliation d'être mandée au conseil, et réprimandée devant l'orgueilleux Richelieu. Traitée désormais par son époux avec indifférence, et même une sorte

de mépris, Anne d'Autriche passe ses beaux jours dans l'oubli et l'ennui de la représentation, sans jouir, pour ainsi dire, de l'éclat de son rang; elle n'en recueille que l'amertume, et non les douceurs. Privée de sa liberté, elle est esclave sur le trône; elle est reine sans autorité; elle voit ses favorites éloignées, persécutées, et se trouve entourée de créatures dévouées au cardinal. Gaston, maltraité, et observé presque autant que sa belle-sœur, ne tarda pas à prendre la fuite; il se retira dans son apanage d'Orléans, de là en Lorraine, et proteste qu'il ne rentrera point dans le royaume tant que le cardinal, son persécuteur et celui de sa mère, y régnera. Richelieu fait déclarer, par un arrêt du conseil, tous les amis de Gaston criminels de lèze-majesté. La liste des proscrits fut prodigieuse; et, pour comble d'audace, le vindicatif Richelieu fait confisquer les biens et le douaire de la reine-mère.

Tout le royaume murmure, mais peu de personnes osent élever la voix; cependant le maréchal duc de Montmorenci, gouverneur du Languedoc, et ennemi personnel du cardinal, qui lui avait

enlevé la charge d'amiral, arme en faveur du premier prince du sang. Montmorenci, dont le courage et la valeur étaient en grande réputation, se flatte de pouvoir balancer la fortune du cardinal; Gaston comptait sur un secours considérable du duc de Lorraine, Charles IV, dont il avait épousé la sœur. La cour d'Espagne avait aussi promis une armée à Gaston; il éblouit le duc de Montmorenci de ses brillantes espérances, et ne fit lui-même que de faibles efforts, pendant que le généreux Montmorenci lui sacrifiait toute sa fortune. La journée de Castelnaudary commença, dit-on, par des reproches entre Gaston et Montmorenci. Cette journée, si fatale au dernier, fut à peine un combat: vaincu, ou plutôt abandonné, le brave Montmorenci ayant pénétré dans les rangs ennemis, fut percé de coups, et pris à la vue de Gaston et de sa petite armée, qui ne fit aucun mouvement pour le secourir.

Malheureux de n'avoir point péri sur le champ de bataille, Montmorenci expia sur l'échafaud le crime d'avoir pris les armes contre son souverain, et fut plaint de la France entière. Le supplice de ce seigneur, jeune encore, et de la plus

grande espérance, qui avait gagné des batailles, et que son extrême valeur, sa générosité et ses grâces faisaient chérir de toute la nation, rendit le cardinal encore plus odieux que n'avait fait la mort du maréchal Marillac, sacrifié deux ans après.

Ces illustres victimes ne furent pas les seules immolées par le cardinal; et si Gaston se montra lâche et ingrat en laissant périr sur l'échafaud son ami et son défenseur, Louis XIII lui-même se montra aussi coupable en abandonnant lâchement ses favoris à la haine de Richelieu. Le supplice du jeune Cinq-Mars et celui de Dethon, son ami, qu'on ne put convaincre de crime, sont des taches d'autant plus grandes dans la vie du monarque, que par ses plaintes contre son ministre il avait excité son favori à se révolter contre le despotique Richelieu, et cependant il n'eut pas le courage de défendre contre lui l'infortuné Cinq-Mars.

Lorsque l'on contemple les effets du despotisme de Richelieu; qu'on voit la reine-mère, la veuve de Henri IV, réduite à errer et mourir dans la misère dans les pays étrangers; Monsieur, frère du roi, l'héritier présomptif de la cou-

ronne, retiré également chez les ennemis de la France; tous les ordres de l'état mécontens; des familles puissantes privées de leur chef et de leurs alliés, on est prêt à oublier les services essentiels rendus par le cardinal de Richelieu; on est prêt à maudire le ministère qui produisit tant de troubles; cependant on est forcé de lui rendre justice comme homme d'état, et de reconnaître que malgré l'inflexibilité de son caractère, et les vengeances qui en furent la suite, il fit la gloire de la France. Les effets de ses passions haineuses sont maintenant effacés, et nous jouissons encore de ses bienfaits. Les arts, les mœurs, les usages lui durent leur perfection. Malgré les afflictions, les conspirations et les supplices, le royaume fleurissait, le siècle de la politesse et des arts s'annonçait. Richelieu encourageait tous les artistes; il faisait naître l'esprit de société, et déjà les Français commençaient à se rendre recommandables par les grâces, la politesse de leur langage et de leurs manières. Ces frivoles avantages étaient sans doute peu de chose en les comparant à la révolution politique que ce grand ministre avait opérée; mais ils

méritent cependant d'être appréciés, puisqu'ils ont donné le premier rang à la nation française parmi toutes celles de l'Europe.

Une circonstance assez singulière, c'est que trois ministres, également puissans, faisaient alors presque tout le destin de l'Europe : Olivarès en Espagne, Buckingham en Angleterre, et Richelieu en France. Tous trois se haïssaient réciproquement, et tous trois négociaient toujours à la fois les uns contre les autres. Mais pour considérer leur lutte et leur influence sur les affaires de l'Europe, il est nécessaire de jeter un coup d'œil sur les royaumes qu'ils gouvernaient avant de terminer notre aperçu sur le règne de Louis XIII.

Nous avons vu le duc de Lerme régner en Espagne sous le nom de Philippe III. Ce ministre tout puissant était prudent, économe, pacifique ; il s'appliquait avec soin à guérir les plaies faites à la monarchie par l'ambition de Philippe II ; mais trop de condescendance pour l'archevêque de Tolède son frère, lui fit faire une faute très-impolitique. Ce fut la proscription des Maurisques, faussement accusés d'un projet de conjuration contre les chrétiens. Avec ces

hommes industrieux, qui faisaient valoir les terres et cultivaient les arts, les richesses et l'abondance sortirent de l'Espagne. On porte à quatre-vingt mille familles la perte que fit alors ce royaume.

A cette faute, qui fit un tort infini au commerce et à l'industrie, le duc de Lerme joignit la maladresse de se donner un suppléant qui lui enleva la faveur du roi. Il avait placé près de ce prince son fils, nommé le comte d'Uzède, et un neveu nommé le comte de Lemos. Le premier, souple, adroit, formé par son père au manége de la cour et aux moyens de s'insinuer près du roi, profita si bien des leçons de l'habile de Lerme, qu'il réussit au-delà de ses désirs. Aussi ambitieux que son père, le comte d'Uzède ne se borna pas longtemps au simple rôle de favori; il porta ses vues jusqu'à supplanter celui qui lui avait donné le jour. Une cabale renversa tout le crédit du puissant duc de Lerme; il reçut ordre de quitter la cour, et son fils fut mis à sa place. Lemos, qui n'avait pas voulu se prêter à l'intrigue de son cousin contre son oncle, partagea sa disgrâce; et Rodrigue Calderon, favori du duc de Lerme, porta tout le poids de la haine du peuple. On s'a-

charna contre cette créature du duc de Lerme : Calderon accusé et poursuivi, après avoir subi une longue procédure, fut reconnu innocent, et cependant il n'en fut pas moins retenu dans une étroite prison.

Vous voyez que le règne de Philippe III ne présente guère que des intrigues de courtisans. A la mort de ce prince, qui arriva en 1620, Philippe IV, son fils et son successeur, relégua le duc d'Uzède dans ses terres, et prit pour ministre Gaspard de Guzman, comte d'Olivarès. Ce nouveau ministre favorisa les plaintes qui pouvaient déshonorer ses prédécesseurs, et fit condamner à mort le malheureux Caldéron, dont les crimes n'ont jamais été bien prouvés. Olivarès, qu'on a nommé le comte-duc, projeta de renouveler la guerre avec les Provinces-Unies, et donna ses soins aux affaires d'Italie qui avaient été fort négligées. Ce ministre, fier, hautain et entreprenant, ne doutant de rien, bravait les prétentions des grands, et traita d'usurpations les priviléges des peuples. Cette conduite porta les Catalans à se révolter; et les Portugais, cruellement vexés, secouèrent le joug de l'Espagne, et se donnèrent pour roi le duc de Bragance.

La révolution qui délivra le Portugal du joug oppresseur des Espagnols après soixante ans de contrainte, fut l'ouvrage de Jean Pinto-Ribeiro, intendant du duc de Bragance. Ce seigneur, descendant de la maison royale, avait un droit incontestable à la couronne; mais il n'eût point eu de lui-même l'énergie nécessaire pour faire valoir ses droits, si son intendant et son épouse, la duchesse de Bragance, ne l'eussent en quelque sorte forcé de monter sur le trône. Pinto avait fait des démarches et préparé les esprits en faveur de son maître; mais les seigneurs, qui rendaient justice à son mérite, lui connaissaient tant de modération et si peu d'ambition, qu'ils doutaient s'il voudrait sacrifier sa tranquillité à l'éclat de la couronne. La ligue s'était formée sans que le duc de Bragance en fût instruit; et lorsque le député des seigneurs ligués vint lui proposer de prendre le sceptre, le duc hésitait à l'accepter; peut-être, malgré les instances de son épouse, ne s'y serait-il point déterminé, si vers ce même temps on ne l'eût appelé à Madrid. Les motifs de cet appel paraissaient si faibles, que la duchesse fit craindre à son époux qu'on n'eût quelque connaissance de la

conjuration, et qu'on ne le mandât que pour l'arrêter. « La mort vous attend à « Madrid, lui dit-elle; vous la trouverez « peut-être à Lisbonne; mais il vaut « mieux succomber en roi et couvert de « gloire, que de périr comme un misé- « rable prisonnier ».

Le duc se laissa persuader; et dès qu'il eût donné son consentement, la révolution ne tarda pas à s'opérer. Toutes les mesures étaient prises; les principaux bourgeois de Lisbonne étaient gagnés, ou s'offrirent d'eux-mêmes à la séduction. Les conjurés se rendirent maîtres des divers postes, et se rendirent au palais de la vice-reine par troupes séparées; ils renversèrent la garde, s'emparèrent de Vasconcellos, secrétaire d'état, qui avait toute l'autorité. Ils le surprirent dans son appartement, le tuèrent, jetèrent son corps par la fenêtre, et forcèrent la vice-reine de signer l'ordre au gouverneur de rendre la citadelle. Il obéit: le duc de Bragance était de l'autre côté du Tage à attendre l'événement; sitôt qu'il fut averti, il se jette dans une barque, traverse le fleuve; et reçu du peuple avec acclamation, il fut aussitôt proclamé. Cette révolution se fit en quatre heures de temps. Le

signal de Pinto avait été donné à huit heures du matin, à midi tout était fini ; les boutiques étaient ouvertes, et les affaires avaient repris leur cours.

C'est en 1640 que le duc de Bragance fut placé sur le trône de Portugal, et prit le nom de don Juan IV. Le ministre espagnol qui avait préparé cette révolution par l'imprudence qu'il avait eue de retirer de la forteresse de Lisbonne une garnison espagnole, et de donner au duc de Bragance le commandement des armées, l'imprudent Olivarès, qui s'était cru assez fin pour tromper ce seigneur, annonça à Philippe IV la perte du Portugal comme il aurait fait un triomphe. « Je viens annoncer à votre « majesté, lui dit-il, une heureuse nou- « velle ; le duc de Bragance s'est avisé « de se faire proclamer roi, et sa rebel- « lion va faire réunir à votre domaine « toutes les terres de sa maison ». Olivarès cherchait ainsi à couvrir cette perte du voile de la plaisanterie ; mais il était trop tard ; le monarque, après vingt ans d'erreurs, commençait à ouvrir les yeux et à reconnaître la mauvaise administration de son ministre. En vain celui-ci s'efforça de reconquérir, autant par l'intrigue que par les armes, la puissance

en Portugal. Don Juan déjoua toutes ses menées; le Portugal fut entièrement perdu pour l'Espagne et devint un royaume florissant, sur-tout lorsque les richesses du Brésil commencèrent à lui procurer un commerce, qui eût été très-avantageux si l'amour du travail avait pu animer l'industrie de la nation portugaise.

Philippe IV, malheureux de tous les côtés, s'était vu enlever le Brésil par les Hollandais; ses armées avaient été chassées de la Valteline et du Piémont par les Français; et quelques années après la Catalogne entière, jalouse de ses priviléges auxquels il attentait, se révolta et se donna à la France. La révolution de Portugal suivit de près, et cette conspiration fut si bien conduite, qu'il n'y eut que deux victimes immolées à la vengeance publique, Vasconcellos et un de ses commis; cette révolution qui fit perdre à l'Espagne toutes les villes d'Asie et d'Afrique, toutes les îles qui avaient appartenu au royaume de Portugal; cette perte immense entraîna enfin celle du comte-duc Olivarès. Ce ministre, long-temps le maître de la monarchie espagnole, l'émule de Richelieu, fut enfin disgràcié pour avoir été malheureux. Ces deux ministres avaient été

long-temps également rois, l'un en France, l'autre en Espagne; tous deux ayant pour ennemis la maison royale, les grands et le peuple; tous deux très-différens dans leurs caractères, dans leurs vertus et dans leurs vices : le comte-duc, aussi réservé, aussi tranquille et aussi doux que le cardinal était vif, hautain et sanguinaire. Ce qui conserva Richelieu dans le ministère et lui donna presque toujours l'ascendant sur Olivarès, ce fut son activité. Le ministre espagnol, au contraire, perdit tout par sa négligence; cependant, malgré les malheurs qui en furent la suite, il fallut un soulèvement général pour déterminer l'insouciant Philippe IV à le disgrâcier; on ne put même obtenir de lui qu'un ordre au comte-duc de se retirer dans ses terres : il n'eût pas d'autre disgrâce, et l'on vit le moment où il serait rappelé. On prétend qu'il l'eût été s'il n'avait eu l'imprudence de choquer la reine dans un mémoire qu'il rendit public. Olivarès mourut de chagrin dans sa retraite; et après lui, Philippe IV n'eut point de premier ministre en titre.

En Angleterre, où nous allons trouver encore un ministre tout puissant rival de Richelieu, nous devons d'abord

donner un instant d'attention au règne de Jacques I. Ce fils de l'infortunée Marie Stuart, appelé au trône d'Angleterre par la recommandation d'Elisabeth, qui sembla vouloir ainsi expier envers le fils une partie de ses torts avec la mère, Jacques I vit s'élever de grandes contestations au sujet de la puissance du chancelier, dont le parlement voulait restreindre les droits.

La secte des puritains qui s'était glissée dans l'église anglicane, donna lieu, sous ce règne, à de grandes discussions religieuses, dans lesquelles Jacques prit beaucoup de part. La fameuse conspiration des poudres en fut la suite. Des catholiques fanatiques irrités de ne pas trouver dans le fils de Marie Stuart la protection qu'ils espéraient pour leur religion, conçurent l'affreux projet de se défaire, d'un seul coup, du roi, du parlement et de tout ce qu'il y avait de grands dans le royaume. En même temps que cet odieux dessein s'exécuterait, ils devaient assassiner le prince de Galles, et ne conserver qu'une jeune princesse sa sœur, qu'ils auraient élevée dans la religion catholique. Des mines étaient préparées, et l'exécution du complot était fixée au jour d'une séance solen-

nelle du parlement, à laquelle devait se trouver le roi, la reine et les pairs du royaume.

Cet affreux projet fut heureusement découvert et déjoué; quelques-uns des exécuteurs furent pris; mais les principaux auteurs se sauvèrent.

Cet événement fut l'un des plus mémorables du règne de Jacques I, qui ne fit rien de bien important. Ce prince était très-instruit; mais comme il aimait fort à le faire paraître, on l'a taxé de pédantisme. Son caractère était pacifique et même pusillanime; sa prudence dégénéra souvent en fourberie, et son amitié en tendresse puérile. Tel est le portrait peu flatté que nous ont laissé les historiens de ce monarque, dont le plus grand titre à la vénération de ses successeurs est d'avoir réuni les trois couronnes d'Angleterre, d'Ecosse et d'Irlande.

Il laissa, en 1625, le trône à son fils Charles I. Ce prince, âgé de vingt-cinq ans, s'était jusqu'alors laissé conduire par le duc de Buckingham. En prenant le sceptre, il laissa flotter entre ses mains les rênes du gouvernement, qu'il aurait, dit-on, bien mieux maniées lui-même. Buckingham, fameux dans toute l'Eu-

rope par les agrémens de sa figure, par ses galanteries et par ses prétentions, fut le premier gentilhomme honoré en Angleterre du titre de duc, sans être parent ou allié des rois. Ses agrémens et son éloquence douce et insinuante subjuguèrent le père et le fils. Sur la fin du règne de Jacques I il avait été son favori; il devint encore plus puissant sous son fils. Charles n'étant encore que prince de Galles, avait recherché la main de l'infante d'Espagne; et se laissant conduire par les avis de Buckingham, il avait été jouer à la cour d'Espagne le rôle d'un chevalier errant en venant courtiser l'infante. Une querelle du duc de Buckingham avec le duc d'Olivarès termina cette aventure et fit rompre le projet d'alliance avec la maison d'Autriche. C'est à la suite de cette rupture que Buckingham vint en France négocier le mariage de Charles avec Henriette, fille de Henri IV et sœur de Louis XIII. S'il établit, en cette occasion, la réputation de sa nation sous les rapports de la galanterie, il blessa, de l'autre, la vanité du cardinal de Richelieu, et peu s'en fallut que ses airs avantageux ne fissent manquer l'alliance projetée. Cependant, comme elle pouvait

être avantageuse à la France, elle fut conclue ; mais Richelieu, jaloux et mécontent du favori de Charles, se hâta de le faire sortir du royaume, et lui en interdit l'entrée lorsqu'il voulut y revenir comme ambassadeur. Le désir de se venger de cet affront porta Buckingham à persuader au roi de déclarer la guerre à la France. Déjà Charles avait eu des démêlés au sujet des subsides. Le parlement avait manifesté l'intention de profiter de ses besoins pour lui faire acheter les subsides par des concessions préjudiciables à l'autorité royale. Le monarque, de son côté, se roidit contre ce système et se mit en tête de tout obtenir sans rien accorder. Ainsi s'établit une lutte dont la suite fut si funeste à Charles I. Déjà deux parlemens avaient été cassés, et le troisième voulait prendre connaissance des moyens que le roi avait employés pour établir un emprunt qui suppléât aux impôts. Tel était l'état de l'Angleterre au moment où la vanité de Buckingham fit déclarer la guerre à la France. Ce favori fit entendre à son souverain que cette guerre serait un excellent moyen de remplir ses coffres, parce que la nation anglaise, toujours envenimée contre son ancienne rivale,

s'empresserait de fournir au roi de quoi l'humilier. Buckingham fut lui-même victime de son erreur. La chambre des communes, au lieu de secourir le roi, poursuivit le favori dont la puissance et la fierté révoltaient toute la nation. Charles vengea l'outrage qu'on lui faisait dans la personne de son ministre, en faisant mettre en prison ceux qui se montraient les plus ardens à l'accuser. Cet acte de despotisme souleva les esprits, et le duc de Buckingham augmenta le mécontentement général par son expédition infructueuse à la Rochelle. On murmurait hautement; et le parlement prétendant rétablir les anciens droits de la nation, continuait de lutter contre l'autorité du roi. On voulait toujours faire le procès au duc de Buckingham : un fanatique, nommé Fulton, le termina en assassinant ce premier ministre dans sa propre maison au milieu de ses courtisans. Ce coup hardi fait voir quelle fureur commençait à s'emparer de la nation. Le roi s'en apercevant, fut obligé de suspendre les séances du parlement, parce qu'elles prenaient un air de faction. A la place de Buckingham, il prit pour ministres Wenworth, comte de Strafford, et Land, évêque de Londres.

Nous verrons bientôt quel fut le sort de ces deux ministres ; mais terminons ce qui nous reste à dire sur Richelieu : on l'accuse d'avoir fomenté les querelles de l'Angleterre, pour empêcher Marie de Médicis de trouver un asile auprès de la reine sa fille, et engager Charles dans les intérêts de la France. Mais sans entrer dans les détails qui appartiennent à l'histoire vue en grand, sans nous engager dans les détours tortueux d'une politique perfide, voyons Richelieu vainqueur de tous les envieux ; après avoir abattu tous ceux qui osèrent entreprendre de s'élever contre lui, terminer sa carrière dans un âge assez avancé et dans l'entière jouissance d'un pouvoir absolu. Ce ministre-roi mourut cinq mois avant Louis XIII. Ce monarque qui, jusqu'au dernier moment, s'était laissé subjuguer par l'inflexible Richelieu, donna une nouvelle preuve de la faiblesse avec laquelle il lui avait toujours cédé, en faisant mettre en liberté, aussitôt la mort du ministre, tous les malheureux qui attendaient leur jugement. Les exilés furent rappelés ; et quelques-uns commençaient à reprendre crédit, lorsque Louis XIII mourut à quarante-deux ans. On l'a surnommé le

Juste et le Sévère, et il mérita également ces deux épithètes. Peut-être eût-on pu adoucir la dernière s'il eût survécu plus long-temps au ministre, dont l'inflexibilité le porta à de grands actes de rigueur.

Louis XIV, surnommé *Dieu-Donné*, parce qu'Anne d'Autriche lui avait donné le jour après vingt trois ans de stérilité, n'avait encore que cinq ans lorsque Louis XIII mourut en 1643. La reine fut déclarée régente par le parlement; et, à la grande surprise de toute la France, Anne d'Autriche, qui avait eu tant à se plaindre du cardinal de Richelieu, prit pour ministre le cardinal Mazarin, créature de son persécuteur. La confiance entière qu'elle accorda à cet italien, aussi adroit que rusé, donna lieu à plusieurs cabales et aux guerres si célèbres de la Fronde. La première faction qui se forma fut celle des *importans* : on la nomma ainsi, parce qu'elle était composée des personnes qui avaient souffert des persécutions pour la reine, ou qui avaient partagé celles qu'elle avait éprouvées. Revenues à la cour, bouffies d'espérances et de prétentions, elles se crurent en droit de se mêler des affaires, et de diriger la régente. Celle-

ci se lassa bientôt de leur importance; renvoya les femmes dans leurs terres, et se débarrassa des hommes par quelques mois de prison.

Des démêlés plus sérieux eurent lieu à l'occasion des impôts. Anne d'Autriche s'impatienta des remontrances du parlement. Cette compagnie, fière de lui avoir donné la régence, voulait qu'elle se conduisît par ses conseils. Anne refusait de les écouter, ou du moins les suivait peu. Le parlement convertit ces conseils en arrêts. La régente les cassa. De grands murmures s'élevèrent; le peuple partagea le mécontentement des magistrats, et se montra disposé à les soutenir. Le vainqueur de Rocroi, le duc d'Enghien, héros de vingt-deux ans, qui avait signalé l'avénement de Louis XIV par la fameuse victoire de Rocroi, ce jeune prince enfin, couvert de lauriers, et l'espoir de la France, vint réprimer cette bourgeoisie insolente. Le prince et les jeunes officiers et seigneurs dont il était environné, s'énorgueillirent d'avoir été utiles à la reine; ils prirent un air de hauteur qui les fit appeler *petits-maîtres*.

Ils succédèrent aux *importans*, et comme eux furent réprimés par la régente, qui ne voulait point se laisser

dominer. Sa fermeté fut attribuée aux conseils de Mazarin, et tous les partis se déclarèrent contre lui : tantôt réunis, tantôt divisés, il semblait le but de direction de tous les mécontens. On nomme la faction qui lui était la plus contraire la *Fronde :* elle se partageait en grande et petite. Toutes ces cabales pendant ces troubles, en conservant les noms, changèrent plusieurs fois d'intérêts, car il y eut aussi une *Fronde* favorable à Mazarin.

Sans nous arrêter à suivre ces espèces de tracasseries domestiques, considérons plutôt quel était alors l'état des autres puissances de l'Europe, afin de concevoir leurs rapports avec le grand monarque qui va bientôt appeler notre attention plus particulière. Laissons les troubles qui s'élevèrent pendant sa minorité, pour jeter un coup-d'œil sur l'Allemagne, dont nous n'avons encore rien dit aujourd'hui.

L'empereur Mathias que nous avons vu succéder à Rodolphe, en 1612, se rendit particulièrement célèbre par son esprit de conciliation et son talent pour la négociation. Par le premier, il entretenait la paix entre les princes de l'Empire; et par le second, il fit partager

aux Perses et aux Moscovites le fardeau de la guerre contre les Turcs. Ce prince, n'ayant point d'enfans, conféra la couronne de Hongrie à Ferdinand de Gratz, archiduc d'Autriche, son cousin, et le fit élire roi de Bohême. Cette élection causa une guerre qui ravagea l'Allemagne pendant trente ans. En acceptant le sceptre, Ferdinand porta atteinte aux priviléges des Bohémiens. Il se déclara contre les sectaires qui étaient en grand nombre dans le royaume : ils prirent les armes. L'empereur soutint son cousin, et introduisit en Bohême les armées allemandes, qui y firent de grands ravages. De leur côté, les Bohémiens se défendirent avec vigueur. Ils balancèrent souvent les succès, ce qui ne servit qu'à rendre la guerre plus animée et plus sanglante.

Parmi les généraux défenseurs des Bohémiens, on distingua le brave Mansfeld, qui donna beaucoup d'embarras à l'empereur Mathias. Ce prince mourut de chagrin de n'avoir pu entièrement triompher des Bohémiens. Ferdinand de Gratz, son cousin, lui succéda. Il fut élu empereur en 1619, au refus de Maximilien, duc de Bavière. Celui-ci craignit en acceptant l'empire de s'attirer sur

les bras toutes les forces de la maison d'Autriche, allemande, flamande et espagnole, et il eut la prudence de remercier. Ferdinand, au contraire, s'empressa d'accepter et de joindre aux deux sceptres de Bohême et de Hongrie celui de l'Empire. Mais loin que sa nouvelle dignité en imposât aux Bohémiens, ils prétendirent que la même tête ne pouvait porter la couronne impériale et la leur; et, se croyant en droit de déposer le roi qu'ils avaient élu, ils offrirent leur couronne à Frédéric, électeur palatin, gendre du roi d'Angleterre. Les Hongrois entreprirent aussi de se soustraire à la domination de Ferdinand, et se mirent sous celle de Bethléem Gabaor, vaivode de Transylvanie. Cette défection venait de la crainte qu'inspirait aux luthériens, et autres sectaires de ces royaumes, le zèle outré de Ferdinand, toujours entouré de jésuites.

L'électeur palatin accepta le trône qui lui était offert, sans avoir assez de forces pour s'y maintenir. Le duc de Bavière et l'électeur de Saxe se déclarèrent contre lui. Les rois de Suède et de Danemarck embrassèrent sa cause, mais ce fut trop tard. En attendant les secours qu'ils lui préparaient, il fut battu. La ba-

taille de Prague lui fit perdre sa couronne et son Palatinat. Cette victoire rendit Ferdinand II despotique. Déjà il avait mis Frédéric au ban de l'Empire, et, le privant de ses états, il gratifia le duc de Bavière du titre d'électeur. Gabaor, reconnu par Ferdinand dans un moment fâcheux, ressent le contre-coup de la défaite du palatin, et chancelle sur son trône de Hongrie. Le roi de Danemarck, dépouillé de ses possessions en Allemagne, fuit devant Walstein qui le resserre dans ses anciennes bornes. Mansfeld, abandonné par une partie de son armée, voyant le reste périr de maladie, mourut de chagrin en apprenant que les mécontens de Hongrie acceptaient les propositions insidieuses de l'empereur.

Tant d'avantages annonçaient à Ferdinand un triomphe complet; mais du sein de la sécurité naît un orage effrayant. L'Allemagne trembla de se voir assujétie en esclave à la maison d'Autriche : les protestans sur-tout sont alarmés. Richelieu, fidèle à son système d'abattre la maison d'Autriche, souffle parmi eux la crainte et l'inquiétude, leur offre le secours de la France, procure celui de l'Angleterre, et fomente le mécontente-

ment de Gustave-Adolphe, roi de Suède, peu ménagé par l'empereur.

Ce héros, fils de Charles IX, que nous avons vu enlever la couronne à son neveu Sigismond; ce héros, dont le front fut ceint du diadème et ombragé des lauriers de la victoire avant l'âge de douze ans; ce héros, l'honneur et l'admiration de son pays, fond en Allemagne comme un torrent. Il grossit ses forces de celles de la Poméranie, du Brandebourg et de la Saxe, qu'il entraîne malgré elles dans son cours. En vain les Impériaux s'efforcent de rompre son impétuosité dans les plaines de Leipsick; ils sont défaits et dispersés, quoiqu'ils fussent commandés par Tilly, excellent général. Gustave traverse l'Allemagne en conquérant jusqu'au Rhin; de là, il court soumettre la Bavière, pénètre jusqu'en Autriche; mais tournant tout à coup contre Walstein, il tombe frappé d'un coup mortel dans les champs de Lutzen, au sein de la victoire même. On prétend qu'il fut assassiné. Ferdinand allait demander la paix: cet événement le détermina à continuer la guerre. La mésintelligence se met entre les alliés. La nation suédoise, privée de son roi, se prête à un accommodement; mais les troupes suédoises,

sous différens chefs, capitaines de Gustave, se vendent aux puissances belligérantes, et continuent de donner des inquiétudes à l'empereur. Il en conçut de vives de la part de Walstein, un de ses meilleurs généraux qui, se croyant mal récompensé, menaçait d'une défection ou d'une révolte. Le conseil de Vienne décida que, si l'on ne pouvait le saisir, il fallait le tuer. L'alternative eut lieu, et Walstein tomba sous le fer des assassins.

Ce général, qui fut ainsi sacrifié, avait rendu de grands services à Ferdinand : c'était à ses armes qu'il avait dû une grande partie de ses succès contre la ligue protestante, qu'il avait poursuivie jusqu'en Italie. Il proscrivit le duc Charles de Mantoue, pour s'être mis en possession, sans attendre ses ordres, du pays qui lui appartenait par les droits du sang. Les troupes impériales surprirent et saccagèrent Mantoue ; elles répandirent la terreur dans toute l'Italie. Ferdinand avait le projet de l'asservir et de resserrer cette ancienne chaîne qui avait lié autrefois cette contrée à l'empire ; il commença cette entreprise ; mais trop d'affaires sur les bras le forcèrent de suspendre son dessein. L'usage que Ferdi-

nand II faisait de son bonheur et de sa puissance, fut ce qui détruisit l'un et l'autre. Il voulut se mêler en maître des affaires de la Suède et de la Pologne, et prendre parti contre le jeune Gustave-Adolphe, qui soutenait alors ses prétentions contre Sigismond, roi de Pologne, son parent. C'est ainsi qu'il força le jeune héros à tourner ses armes contre lui, et nous venons de voir que ses victoires ébranlèrent en Allemagne la puissance de Ferdinand, qui se serait trouvé fort embarrassé si la mort ne l'eût délivré de ce redoutable adversaire. Mais les capitaines de Gustave, et la France qui se déclara ouvertement contre lui, vinrent le plonger dans de grandes anxiétés. Richelieu, après avoir long-temps agi sous main et temporisé, éclata enfin; il déclara en même temps la guerre aux deux branches de la maison d'Autriche, affaiblies toutes les deux en Espagne et dans l'empire. Ce fut là le fort de cette guerre de trente ans. La France, la Suède, la Hollande et la Savoie attaquaient à la fois la maison d'Autriche, et semblaient vouloir la renverser. C'est dans ces tristes circonstances que Ferdinand II mourut en 1637, après dix-huit ans d'un règne toujours troublé par des

guerres intestines et étrangères, n'ayant jamais combattu que dans son cabinet. Malgré ses revers, il avait eu le crédit de faire élire son fils roi des Romains, et ce prince lui succéda à l'empire sous le nom de Ferdinand III. Il ne lui laissa qu'un empire déchiré, dont la France et la Suède partagèrent les dépouilles. Heureusement pour cet empereur, les hostilités tournèrent en négociation, et la paix de Westphalie, quoiqu'elle fut pour lui peu glorieuse, lui fit recouvrer un peu de tranquillité. Les Suédois et les Français furent par ce fameux traité les législateurs de l'Allemagne dans la politique et dans la religion. Les rois de Suède devinrent princes de l'empire, en se faisant céder la plus belle partie de la Poméranie, et le roi de France devint landgrave d'Alsace, sans être prince de l'empire.

Sans cette paix, qui mit fin aux guerres de religion, l'Allemagne était menacée de devenir ce qu'elle était sous les descendans de Charlemagne, un pays presque sauvage. Les villes étaient ruinées, les campagnes en friche, les villages déserts, le commerce anéanti; mais, sans nous arrêter à considérer les suites malheureuses des guerres civiles,

observons seulement qu'à l'époque de la mort de Louis XIII, l'Allemagne avait trop de pertes à réparer pour pouvoir profiter des troubles qui s'élevèrent sous la régence d'Anne d'Autriche.

En Espagne, Philippe IV, héritier de la faiblesse de son père, avait, comme nous l'avons vu, perdu le Portugal par sa négligence, le Roussillon par la faiblesse de ses armes, et la Catalogne par l'abus du despotisme. La France, qui lui avait enlevé ces deux provinces, était loin de redouter sa puissance, et même au milieu des cabales, la guerre se faisait avec succès sur les frontières contre les Espagnols.

Le petit état des Provinces-Unies commençait à prendre de la consistance ; les Hollandais se rendaient redoutables au delà des mers ; ils se faisaient connaître dans le monde politique, et de suppliants qu'ils avaient été auprès de la France, ils devenaient auxiliaires. Mais cet état était depuis sa fondation attaché intimement à la France : l'intérêt les réunissait ; ils avaient les mêmes ennemis. Henri-le-Grand et Louis XIII avaient été ses protecteurs; Anne d'Autriche ne devait donc point les redouter, et leurs conquêtes en Asie sur les Espa-

gnols et les Portugais servaient les Français plus qu'ils ne les inquiétaient.

Les Suisses conservaient leur libertě sans chercher à opprimer personne. Il vendaient leurs troupeaux à leurs voisins; ils étaient pauvres; ils ignoraien les sciences et tous les arts que le luxe a fait naître; mais ils étaient sages e heureux.

Les nations du nord de l'Europe, l Pologne, la Suède, le Danemarck, l Russie, étaient, comme les autres puissances, toujours en défiance ou en guerr entr'elles.

Les Turcs n'étaient plus ce qu'il avaient été sous les Sélim, les Mahomet et les Soliman : la mollesse corrompait le sérail sans en bannir la cruauté Les sultans étaient en même temps, e les plus despotes des souverains dan leur sérail, et les moins assurés de leu trône et de leur vie. Osman et Ibrahin venaient de mourir par le cordeau. Mustapha avait été deux fois déposé. L'empir turc, ébranlé par ses secousses, étai encore attaqué par les Persans; mais quand les Persans le laissaient respirer et que les révolutions du sérail étaien finies, cet empire redevenait formidabl à la chrétienté; car depuis l'embouchur

du Boristhène jusqu'aux états de Venise, on voyait la Moscovie, la Hongrie, la Grèce, les îles, tour à tour en proie aux armes des Turcs; et, dès l'an 1644, ils faisaient constamment cette guerre de Candie si funeste aux chrétiens.

Tels étaient la situation, la force et l'intérêt des principales nations européennes, vers le temps de la mort du roi de France Louis XIII.

A cette époque les troubles de l'Angleterre étaient plus grands que jamais : les nouveaux ministres de Charles I, Strafford et Land, se voyaient, comme l'avait été Buckingham, en butte à la haine du peuple. Aux querelles avec le parlement, relativement aux subsides, s'était joint des discussions religieuses. Les puritains, que Jacques I n'avait pas assez réprimés, avaient fait de grands progrès. Cette secte dangereuse pour la monarchie introduisait des principes de résistance, et Land donna occasion à ces principes d'éclater, en voulant introduire dans le rit anglais des cérémonies approchantes de celles des catholiques. Les puritains s'alarmèrent. Ils répandirent le bruit que le but de l'évêque était de réunir l'église anglicane à la romaine,

et que le Saint-Siége allait rétablir son ancienne autorité dans le royaume. On était d'autant plus disposé à le croire, que les complaisances de Charles pour la reine sa femme, et le zèle d'Henriette de France pour la religion catholique, portaient à penser que le roi d'Angleterre n'était pas très-éloigné d'abjurer le protestantisme.

L'impression des discours des puritains fut si forte, que beaucoup d'Anglais, dans la crainte de ce changement, qui faisait prévoir quelque secousse violente, se retirèrent en Amérique. L'émigration fut considérable, le mécontentement presque général. Dès ce moment le roi perdit l'amour du peuple. En Ecosse, où les innovations de Land avaient été proposées, les murmures dégénérèrent en révoltes ouvertes. Il fallut envoyer des troupes contre eux, et pour les payer Charles eut recours au clergé anglican, et même aux catholiques d'Angleterre, qui tous haïssaient également les puritains. Ils lui fournirent quelques secours pour soutenir cette guerre de religion; mais ils furent insuffisans, et faute de paie l'armée était prête à se dissiper, lorsque tous les seigneurs qui composaient le

conseil secret du roi lui sacrifièrent tous généreusement une grande partie de leurs biens. Les deux ministres, Straffort et Land, et le marquis Hamilton, se signalèrent sur tout par leurs sacrifices. Straffort donna seul vingt mille livres sterling; mais il fut mal récompensé par la nation de son généreux dévouement. Ces libéralités n'étant pas à beaucoup près suffisantes; le roi fut encore obligé de convoquer un parlement.

Nouvelle occasion de troubles. La chambre des communes, au lieu d'accorder des secours, se répandit en plaintes amères. Tous les droits que le roi s'était arrogés furent déclarés abusifs, et l'on prétendit les restreindre. Charles s'irrita, cassa ce parlement; mais les malheurs de la guerre d'Écosse, les progrès des rebelles, qui pénétrèrent jusqu'à Newcastle, le forcèrent de convoquer un cinquième parlement, qui acheva sa ruine. Il commença en 1641, et fut appelé le *long parlement*, à cause de sa longue et funeste durée.

Aux demandes ordinaires de subsides, les communes répondirent par un acte d'accusation contre le comte de Strafford. Ce ministre se défendit avec

vigueur et noblesse; il prouva que les plus grands abus d'autorité s'étaient commis avant son ministère. Mais on se rejeta sur quelques malversations, inévitables dans ces temps de troubles, toutes commises pour le service du roi, et sur-tout effacées par la grandeur d'ame avec laquelle il l'avait secouru. Mais ce dévouement était son crime; c'était celui pour lequel on l'accusait de haute trahison. Les pairs le condamnèrent; il fallait le consentement du roi pour l'exécution; et ce prince, qui aimait tendrement Strafford, refusa de signer la sentence, et fit tout ce qu'il put pour le sauver; il descendit lui-même aux prières, envoya la reine et le prince de Galles supplier en faveur de Strafford. Mais les cris du peuple en fureur, qui demandait à grands cris la tête du condamné, épouvantèrent la famille royale : Strafford pria son maître de ne pas s'exposer pour lui. Charles prit en gémissant la plume fatale. L'injustice se consomma; le ministre fidèle fut sacrifié, et les remords tourmentèrent ce prince jusque sur l'échafaud. On accusa ensuite Land, qui se sauva. Tous les ministres, tous ceux qui étaient attachés à la personne du roi, ou furent

mis en cause, ou s'enfuirent. Charles resta sans conseil, exposé aux entreprises journalières des communes, qui, sous prétexte de réformer les abus, bouleversaient le gouvernement.

Au milieu de tous ces troubles les catholiques d'Irlande crurent avoir trouvé le moment favorable pour secouer le joug de l'Angleterre; ils prirent les armes de tous côtés, et se jetèrent en foule sur les Anglais. Ceux-ci, au lieu de se réunir, se laissèrent accabler dans leurs maisons, et tombèrent séparément sous le feu des Irlandais. Ces forcenés massacrèrent indistinctement, sans distinction de sexe ni de condition. Charles demanda au parlement des subsides pour lever des troupes, et marcher contre ces rebelles. On lui en accorda, mais de si modiques, qu'il ne put s'opposer à la rebellion; et après lui avoir refusé les moyens de la réprimer, on lui fit un crime de sa continuation. Le malheureux prince se trouvait entre les Irlandais, fanatiques de liberté; les Ecossais, entraînés par un sombre zèle de religion; et les Anglais, moins vifs en apparence, moins outrés dans leurs prétentions, mais plus méthodiques et plus dangereux.

Telle était la situation de Charles I au moment où les guerres de la fronde éclatèrent en France.

Les guerres civiles commencèrent à Paris comme elles avaient commencé à Londres pour un peu d'argent. Mazarin, qui devint l'objet de la haine des grands, avait cependant usé d'abord avec modération de sa puissance; il avait même affecté dans les commencemens de sa grandeur autant de simplicité que Richelieu avait déployé de hauteur. Le royaume était bien gouverné dans l'intérieur, et les victoires successives de Condé, la prise de Thionville, qui suivit de près la journée de Rocroi, les batailles de Fribourg, de Nordlingen, de Lens, avaient mis le comble à la gloire de ce jeune héros, qui comptait par des victoires les années de sa jeunesse; tout semblait assurer la prospérité de la France. Le duc d'Orléans, frère de Louis XIII, avait aussi soutenu la réputation d'un fils de Henri IV par la prise de Gravelines, par celles de Courtrai et de Mardick; le vicomte de Turenne avait pris Landau; il avait chassé les Espagnols de Trèves, et rétabli l'électeur.

Bientôt ce même général gagna, avec

les Suédois, la bataille de Lavingen; celle de Sommerhausen, et contraignit le duc de Bavière à sortir de ses états à l'âge de près de quatre-vingts ans. Le comte de Harcourt prit Balaguer, et battit les Espagnols. Ils perdirent en Italie Porto-Longone. Vingt vaisseaux et vingt galères de France battirent la flotte espagnole sur la côte d'Italie.

Ce n'était pas tout encore; les armées françaises avaient envahi la Lorraine sur le duc Charles IV, prince guerrier, mais inconstant, imprudent et malheureux; il se vit à la fois dépouillé de ses états par la France, et retenu prisonnier par les Espagnols. Les alliés de la France pressaient la puissance autrichienne au Midi et au Nord, et les Français étaient victorieux de tous les côtés; mais pour soutenir tant de succès il fallait des fonds : l'argent, ce nerf de la guerre, était toujours ce qui amenait les difficultés Les richesses de Mazarin et celles du surintendant Emeri, italien comme lui, et venu de même en France sans fortune, donnaient lieu aux murmures; on trouvait mauvais qu'ils eussent acquis des terres, et se fussent enrichis aux dépens de la nation. Le parlement de Paris, les maîtres des

requêtes, les autres cours s'ameutèrent. En vain Mazarin ôta la surintendance à son confident Emeri, et le relégua dans une de ses terres, on eut le cardinal Mazarin en horreur, quoique dans ce même temps il consommât le grand ouvrage de la paix de Munster. Ce fameux traité et les barricades sont de la même année 1648.

Il faut convenir que Mazarin avait fourni inconsidérément un prétexte aux mauvaises intentions de ses ennemis; il avait fait venir d'Italie une sœur, une belle-sœur et une troupe de nièces. On sentait que cette famille n'était appelée que pour s'enrichir; et vainement Mazarin tachait d'esquiver adroitement les attaques de ses envieux. Il en était un qui ne lui accordait ni paix ni trève, et relevait toutes ses fautes, parce qu'il voulait se mettre à sa place; ce rival redoutable était le fameux Gondi, coadjuteur de son oncle l'évêque de Paris, et depuis cardinal de Retz. Il était l'ame de toutes les intrigues contre Mazarin. Pendant que celui-ci demandait de nouveaux impôts, son ennemi avait soin de répandre des pamphlets contre Mazarin et sa famille, qu'on représentait être une grande charge pour l'état. Le

parlement refusa d'enregistrer les édits burseaux; la cour s'obstina à l'exiger; le parlement s'opiniâtra, et déclara le cardinal perturbateur du repos public et ennemi de l'état.

La reine et le cardinal résolurent de faire enlever trois des plus opiniâtres magistrats du parlement. Cet attentat amena la journée des barricades, et la reine se vit obligée de rendre les membres du parlement qu'elle avait fait emprisonner.

Le cardinal de Retz se vantait, dit-on, d'avoir fait armer tout Paris dans cette journée, où la cour fut forcée de plier, et redoubla ainsi l'audace des factieux. Elle ne tarda pas à être portée si loin, que la reine prit le parti de fuir de la capitale avec ses enfans, son ministre, le duc d'Orléans, frère de Louis XIII, et le grand Condé. La cour se retira à Saint-Germain, et se trouva dans un tel dénuement, qu'on fut obligé de mettre en gage chez les usuriers les pierreries de la couronne.

Le roi manqua souvent du nécessaire. Les pages de sa chambre furent congédiés, parce qu'on n'avait pas de quoi les nourrir. Dans ce même temps, la tante de Louis XIV, Henriette de France,

fille de Henri-le-Grand, épouse du roi d'Angleterre, réfugiée à Paris, y était réduite aux extrémités de la misère. Le peuple, enivré de fureur, semblait insensible à l'affliction de tant de personnes royales; mais la reine presse le prince de Condé de servir de protecteur au roi. Le vainqueur de Rocroi, de Fribourg, de Lens et de Norlingue ne put démentir tant de services passés; il fut flatté de défendre une cour qu'il croyait ingrate, contre la Fronde qui recherchait son appui. Le parlement eut le grand Condé à combattre, et il osa soutenir la guerre.

Le duc de Vendôme, petit-fils de Henri IV, l'idole du peuple, et l'instrument dont on se servit pour le soulever, était, ainsi que le prince de Conti, à la tête de l'armée parisienne. Cette armée, toujours battue par celle du roi, était l'objet des sarcasmes et des plaisanteries de la cour. La légèreté française se montrait à découvert à travers les troubles de la Fronde. On tournait en chansons ces misérables querelles. Les femmes étaient à la tête des factions; l'amour faisait et défaisait les cabales. La guerre finit et recommença à diverses reprises; il n'y eut personne qui ne changeât sou-

vent de parti. Le prince de Condé ayant ramené la cour triomphante dans Paris, se donna le plaisir de la mépriser après l'avoir défendue; et ne trouvant pas qu'on lui donnât des récompenses proportionnées à sa gloire et à ses services, il fut le premier à tourner Mazarin en ridicule, à braver la reine, et à insulter le gouvernement qu'il dédaignait. Il se ligua alors avec le prince de Conti, son frère, et le duc de Longueville, qui abandonnèrent le parti de la Fronde. Mazarin crut rompre cette nouvelle cabale en faisant arrêter les princes. Les parisiens marquèrent beaucoup de joie en voyant prisonniers ceux qui les avaient assiégés. Mais la Fronde se ranime avec plus de force; la reine se vit bientôt obligée d'ouvrir leur prison, et de chasser du royaume son premier ministre. Mazarin alla lui même au Hâvre où les princes étaient détenus; il leur rendit la liberté, et se retira à Liége. Condé revint à Paris aux acclamations de ce même peuple qui avait applaudi à son arrestation. Sa présence renouvela les cabales, les dissentions et les meurtres.

Le royaume resta dans cette combustion encore quelques années. Le gouvernement ne prit presque jamais que des

partis faibles et incertains; il semblait devoir succomber; mais les révoltés furent toujours désunis, et c'est ce qui sauva la cour. Le coadjuteur, tantôt ami, tantôt ennemi du prince de Condé, suscita contre lui une partie du parlement et du peuple; il osa en même temps servir la reine, en tenant tête à ce prince, et l'outrager en poursuivant Mazarin dont il avait fait mettre la tête à prix.

Le prince de Condé finit par se résoudre à faire ouvertement la guerre. Il part de Paris, il va soulever la Guienne, le Poitou et l'Anjou, et mendier contre la France le secours des Espagnols, dont il avait été le fléau le plus terrible.

Ce moment, qui ternit la gloire de ce prince, rétablit celle de Mazarin. Retiré en Allemagne, il rassemble un corps de troupes, et les envoie se joindre à l'armée que la cour avait rassemblée dans les provinces. Ces troupes vainquirent celles du grand Condé, comme s'il avait été dans la destinée de ce prince de n'être vainqueur qu'en combattant pour son souverain. Dans le combat qui fut livré sous les murs de Paris, ce prince fut prêt à périr; il ne dut son salut qu'à

l'intérêt de mademoiselle de Montpensier, qui fit tirer le canon de la Bastille sur les troupes du roi. Mazarin ne tarda pas à rentrer à Paris, triomphant de toutes les cabales. Le roi, déjà majeur, vint au devant de lui avec son frere. Les parisiens le reçoivent avec de grands transports de joie. Le parlement le félicite en corps. Le cardinal de Retz est mis en prison; il se sauve, perd l'évêché de Paris, et va traîner des jours obscurs dans une petite ville de Lorraine. La vie de Mazarin ne fut plus ensuite qu'un triomphe perpétuel. Il la termina par le traité des Pyrénées, en 1659, et donna avant de mourir la paix à l'Europe.

La France était alors florissante au dehors, et au dedans les rebellions avaient été terminées dès l'année 1654; et le roi, dont les grandes qualités se montrèrent de bonne heure, étant enfin sorti de l'adolescence, en imposait aux factieux. Déjà, par sa majesté, il imprimait le respect en même temps qu'il inspirait l'amour; et le frein de l'autorité royale contenait ceux qui s'étaient soulevés contre la régente.

Il fut sans doute très-malheureux pour l'infortuné Charles Ier, que les troubles

de la France se fussent rencontrés avec ceux de l'Angleterre, et l'eussent empêché de recevoir les secours que le monarque français se serait probablement empressé de lui donner dans un moment plus tranquille. Mais c'est dans le moment le plus orageux des guerres de la Fronde qu'Henriette de France vint chercher un asile à la cour de son neveu, et implorer son assistance pour son époux. Cette reine, digne fille de Henri IV, avait prouvé qu'elle avait hérité de l'activité courageuse de son père, lorsque Charles, après avoir long-temps hésité à prendre les armes contre ses sujets rebelles, s'était enfin décidé à leur faire la guerre. La reine lui avait amené de Hollande des soldats, de l'artillerie, des armes et des munitions. Elle repartit aussitôt chercher de nouveaux secours, qu'elle amena quelques mois après. Charles eut d'abord quelques succès contre les parlementaires ; mais tout vaincus qu'ils étaient, ils agissaient en maîtres ; ils condamnaient à la mort, comme coupables de haute trahison, les sujets qui voulaient rendre au roi des villes. Par ces excès, ils portaient l'effroi dans tous les cœurs, et empêchaient quelques partisans de Charles d'oser se

déclarer pour lui. Leur hardiesse redoubla lorsque Cromwel eut gagné successivement deux batailles sur les troupes du roi. Charles marcha d'infortunes en infortunes : indignement trahi, livré par les Ecossais à qui il avait cru pouvoir se fier, il fut fait prisonnier et enfermé dans Hamptoncourt. Il essaya de se sauver, et de passer dans l'île de Wigth. Il y fut arrêté, et ne trouva dans ce lieu, où il cherchait un asile, qu'une prison plus dure que la première.

Fairfax et Cromwell, qui s'étaient rendus maîtres du parlement, croyant la mort du roi nécessaire à leur dessein d'établir une république, commencèrent le procès criminel qui conduisit sur l'échafaud le malheureux Charles I. Ce prince, dit-on, s'attendait à ne pas vivre long-temps : il s'attendait à être empoisonné ou assassiné ; mais jamais à subir une sentence revêtue de formes juridiques, et à tomber sous la hache du bourreau. Cependant il fut conduit au supplice et marcha à la mort avec un courage intrépide. Il eut la tête tranchée le 30 janvier 1649, dans la place de Wittehall. Avant de recevoir le coup fatal, il justifia en peu de mots sa conduite, et reconnut qu'il méritait la mort pour

avoir laissé exécuter la sentence injuste prononcée contre Strafford.

Ainsi ce malheureux roi marqua, dans ses derniers momens, un vif regret de cette faiblesse, qu'il n'avait cessé de déplorer. Ce qui prouve que des actions à peu près semblables ont des succès bien différens, c'est que Charles I périt sur l'échafaud pour avoir, dans le commencement des troubles, abandonné le sang de Strafford à son parlement; et que Louis XIV, au contraire, devint le maître paisible de son royaume en souffrant l'exil de Mazarin. Le roi d'Angleterre, en abandonnant son favori, enhardit un peuple qui respirait la guerre et qui haïssait les rois; et Louis XIV, ou plutôt la reine-mère, en renvoyant le cardinal, ôta tout prétexte de révolte à un peuple las de la guerre et qui aimait la royauté.

Nous avons vu que ce ministre, après avoir été banni, rentra en triomphe dans Paris, reçu du roi comme un père, du peuple comme un maître; il proscrivit à son tour ceux qui l'avaient fait proscrire, et s'appliqua à réparer en même temps les brèches que les derniers troubles avaient faites à la puissance du royaume. Pendant que l'état avait été déchiré

au dedans, il avait été attaqué et affaibli au dehors. Le fruit des victoires des Français était perdu ; les Espagnols avaient repris plusieurs places ; et Condé, qui n'avait pu rester long-temps à Paris, Condé proscrit par le cardinal, Condé devenu général des armées espagnoles, menaçait sa patrie. Turenne lui fut opposé ; il eut le bonheur de le vaincre devant Arras ; cette victoire assura le succès de la campagne et disposa le roi d'Espagne à désirer la paix.

Anne d'Autriche, qui aimait son frère Philippe IV, voyait avec douleur la France en guerre avec lui ; c'était contre son gré qu'on avait continué de lui faire la guerre pendant toute la durée de sa régence ; et dès qu'il fut possible de songer à y mettre fin, elle employa tout son crédit sur son fils à le porter à des intentions pacifiques. Cependant c'était moins alors les deux rois que leurs ministres qui décidaient en souverains : Mazarin, d'un côté, maître absolu de la France et du jeune roi ; et de l'autre, don Louis de Haro, qui gouvernait l'Espagne et Philippe IV, continuaient cette guerre sans pour ainsi dire consulter leurs maîtres.

A cette époque Cromwell, cet usur-

pateur digne de régner, avait subjugué l'Angleterre, l'Ecosse et l'Irlande; il régnait véritablement sur ces trois royaumes sous le titre de *protecteur.* Déjà il avait réparé les malheurs des guerres civiles; le commerce était libre et florissant; toutes les nations de l'Europe, qui avaient négligé l'alliance de l'Angleterre sous Jacques I et sous Charles I, la briguaient sous le protecteur.

Mazarin et don Louis de Haro prodiguaient à l'envi leur politique pour s'unir avec le tyran qu'ils estimaient. C'était sans doute le comble de la gloire de Cromwell de se voir recherché même par la France, où le fugitif Charles II avait trouvé un asile. Hélas! cet infortuné en fut bientôt banni par le traité que Cromwell fit avec Mazarin; il obligea le roi de France à faire sortir de ses états les fils de Charles I. Charles II et le duc d'Yorck, petit-fils de Henri IV par leur mère, furent réduits à aller traîner en Espagne leurs malheurs et leurs espérances.

Mais pour écarter les réflexions qu'inspire cette cruelle politique de Mazarin, hâtons-nous de porter nos regards sur le fameux traité des Pyrénées qui donna une reine à la France. Jouissons,

avec Anne d'Autriche, de cette paix avantageuse qui plaça sa nièce Marie-Thérèse sur le trône des Français. Cette reine qui, par ses aimables qualités, mérita l'amour de ses sujets et l'estime de son époux, aurait droit de nous fixer quelques instans. Je vous dirais quelque chose des fêtes brillantes que ce mariage occasiona, si j'avais le temps de m'arrêter aux détails; mais pressée par le temps et par la foule des événemens que me présente ce règne fertile en grandes choses, je me vois forcée de le parcourir à grands pas.

Le rétablissement de Charles II, roi d'Angleterre, eut lieu un an après le traité des Pyrénées, en 1660. Cromwell était mort dès l'an 1656, au milieu des projets qu'il faisait pour l'affermissement de sa puissance et pour la gloire de sa maison. Richard son fils succéda paisiblement au protectorat de son père; mais n'ayant ni son génie ni ses grandes qualités militaires, il ne soutint point le sceptre par l'épée, mécontenta les Anglais, et prépara la révolution qui replaça sur le trône d'Angleterre l'héritier légitime. Richard fut déposé en 1659; et le général Monck, qui eût pu songer à lui succéder, forma au con-

traire le dessein de rétablir la maison royale. Il disposa habilement les esprits, et opéra, sans effusion de sang, la révolution qui lui fit tant d'honneur. Il fit rappeler Charles II et condamner la mémoire de Cromwell. Les juges qui avaient prononcé la sentence de Charles I furent les seules victimes immolées par son fils; et à peine Charles II fut placé sur le trône, qu'on vit les plaisirs et la magnificence succéder à la triste férocité qui avait régné si long-temps.

Vers le temps de la mort de Cromwell, dont on porta le deuil à la cour de France, on vit arriver à Paris Christine, reine de Suède. Cette fille de Gustave-Adolphe, qui, après avoir succédé à son père à l'âge de cinq ans, s'être montré digne du trône, avoir même acquis des talens et des connaissances au-dessus de son sexe, méprisa l'éclat d'une couronne; et, à la grande surprise de toute l'Europe, abdiqua, à l'âge de vingt-sept ans, en faveur de Charles-Gustave son cousin. Cette jeune reine, qui avait renoncé à la souveraineté pour vivre tranquille et se livrer paisiblement aux goûts des arts et des sciences, fut un objet d'admiration pour les Français. Sa maison devint bientôt, à Paris, le rendez-

vous des savans qu'elle se plaisait à attirer auprès d'elle; mais elle ne trouva point, à la cour de France, de femmes dont le génie pût s'égaler au sien. Christine, en général, dédaignait son sexe, et ne se plaisait qu'avec les hommes très-instruits. Louis XIV la vit et lui rendit de grands honneurs; mais ce monarque, qui était encore fort jeune, osait à peine lui parler; il se trouvait ignorant auprès de cette femme célèbre par ses connaissances, et il était près d'elle timide et réservé.

Christine ne resta point très-longtemps en France; elle la quitta pour se fixer à Rome, dont le séjour convenait mieux à ses goûts; et le monarque dont elle avait paru mépriser la timide ignorance, ne tarda point à captiver l'admiration de toute l'Europe.

Louis XIV montra qu'il méritait le nom de Grand, qui lui fut donné par la suite, lorsqu'à la mort de Mazarin, n'étant encore âgé que de vingt-deux ans, il déclara qu'il ne prendrait point de premier ministre et gouvernerait par lui-même. Cette résolution, qu'il conserva jusqu'au dernier moment de sa vie, annonça ce qu'on devait attendre de ce jeune monarque. Soumis jusqu'alors

docilement aux conseils de Mazarin, il n'avait point fait connaître ses talens pour le gouvernement; mais depuis quelque temps il consultait ses forces et il essayait en secret son génie pour régner. L'ordre qu'il établit dans les finances, la discipline qu'il rétablit dans les troupes, la magnificence et la décence qui embellirent sa cour, les plaisirs mêmes qui eurent, sous son règne, de l'éclat et de la grandeur, prouvèrent l'étendue de ce génie qui savait allier les grandes et les petites choses. Ce jeune prince entouré des grâces, servi par les arts, suivi de la victoire, semblait fait pour donner des lois à l'univers. En effet, il ne tarda pas à prendre le premier rang parmi les rois de l'Europe; d'un côté, il force l'Espagne de céder le pas à ses ambassadeurs; de l'autre, Rome, qui ose résister à ses prétentions hautaines, est obligée de plier et de se soumettre à des conditions humiliantes. La garde corse est cassée; et une colonne élevée dans le palais des Césars, atteste la supériorité de la France. En soutenant sa dignité, il n'oublie pas d'augmenter son pouvoir. Ses finances, bien administrées par Colbert, le mirent en état d'acheter Dunkerque et Mardik

du roi d'Angleterre; peu après il force le duc de Lorraine à lui donner la forte ville de Marsal.

Il met sa grandeur à soutenir l'empereur Léopold contre les Turcs. Une victoire mémorable remportée à Saint-Gothar par Montecuculli, avait déjà appris à redouter Louis XIV; il passait dans l'Europe pour un prince guerrier et politique, même avant qu'il eût fait la guerre. Il signifie à l'Espagne des droits litigieux; ses armées qui volent à la suite des négociateurs, abrégent la discussion; et le traité d'Aix-la-Chapelle, en 1668, légitime ses prétentions.

Accoutumé à vaincre les rois, il s'indigne de trouver de la résistance dans une république; la Hollande porte la peine de son audace; pour avoir voulu lui résister, elle se vit sur le penchant de sa ruine. Cependant l'Angleterre la soutient; l'Allemagne entière se lève pour elle; l'Espagne, si abattue, fait aussi ses efforts. L'Europe presque entière se ligue contre Louis XIV; il tient tête à tous ses ennemis, et dicte, en 1678, les conditions de la paix de Nimègue. Les forces qu'il retint sur pied lui servent à humilier Alger et Gênes. La première, deux fois bombardée, de-

manda en vain la paix; elle ne peut l'obtenir qu'après avoir brisé les chaînes des esclaves chrétiens et s'être engagée solennellement à n'en plus mettre aux fers. Qu'il est beau d'user de sa puissance pour imposer de telles conditions! Tunis et Tripoli firent les mêmes soumissions. Le monarque français me paraît bien plus grand, bien plus admirable en imprimant la terreur de son nom sur les côtes d'Afrique, qu'en forçant le doge de Gênes de venir à Versailles lui faire d'humbles excuses pour empêcher la ruine de cette république, dont le crime était d'avoir vendu de la poudre et des bombes aux Algériens.

Louis XIV, dont on juge maintenant les actions avec une sévérité qui égale l'enthousiasme qu'il excita long-temps, Louis XIV abusa sans doute quelquefois de son pouvoir: il fit trop légèrement la guerre en diverses occasions; mais quelque reproche qu'on puisse lui faire à cet égard, le respect universel qu'il sut inspirer, la haute réputation qu'il donna à sa nation, lui mériteront toujours la reconnaissance des Français. Ils ne cesseront de s'enorgueillir de l'avoir eu pour roi, que quand ils auront cessé d'estimer tout ce qui flatte l'ambition et la vanité des hommes. Celle de

Louis XIV fut singulièrement flattée par l'ambassade qu'il reçut du roi de Siam, en 1684. Ce pays, où l'on avait ignoré jusqu'alors que la France existât, venait d'apprendre à la redouter en voyant les Français établir des comptoirs sur la côte de Coromandel. Ils avaient porté dans ces extrémités de l'Asie la réputation de leur roi; et un grec de Céphalonie, nommé Phalk Constance, devenu grand visir du roi de Siam, envoya, au nom de son maître, une solennelle ambassade avec de grands présens à Louis XIV, pour lui faire entendre que ce roi indien, charmé de sa gloire, ne voulait faire de commerce qu'avec la nation française, et qu'il n'était pas éloigné de se faire chrétien. L'intérêt de la religion parut aussi se joindre à ceux de la vanité. Louis XIV s'empressa d'envoyer au roi de Siam deux ambassadeurs et six jésuites, depuis il y joignit des officiers et huit cents soldats. Mais on ne tira aucun fruit de cette tentative; la religion du roi avait été trompée; celui de Siam était loin de songer à se faire chrétien, et l'éclat de son ambassade fut le seul avantage qui en résulta pour la France.

Je ne suivrai point Louis-le-Grand

dans ses querelles avec la cour de Rome, et même dans celles qu'il eut avec l'empereur au sujet de l'électeur qu'il voulut donner à Cologne. Le pape et l'empereur refusèrent de reconnaître l'électeur nommé par Louis XIV, et celui-ci soutint avec hauteur les droits de son protégé. Il se vengea du pape en lui enlevant Avignon, et de l'empereur en lui faisant la guerre.

Il en soutint une plus noble et plus juste en se déclarant le protecteur du roi Jacques II, détrôné par son gendre Guillaume III. Jacques II, roi d'Angleterre, successeur de Charles II son frère, catholique comme lui, ne sut point user des ménagemens nécessaires pour ne point indisposer une nation attachée à la religion anglicane et très-jalouse de ses priviléges. Le grand crédit qu'il donnait aux jésuites révolta les protestans et presque tous les grands du royaume. Les principales têtes de l'état se liguèrent contre lui; ils députèrent vers le prince d'Orange, qui avait épousé la fille aînée de Jacques. Ce prince n'hésita point à accepter la couronne de son beau-père; il équipa une flotte, surprit Jacques, et le réduisit à prendre la fuite. Ce monarque infortuné, attaqué et pour-

suivi par un de ses gendres, abandonné par l'autre et par sa propre fille, haï de ses sujets, et voyant même ses amis le quitter pour s'attacher au prince d'Orange, vint chercher un refuge et un asile en France. Louis XIV l'accueillit avec noblesse, le combla de présens et de marques de distinction, et fit de grands préparatifs pour le rétablir. Mais la petitesse de Jacques le rendit l'objet des railleries des courtisans; et ma'gré les bonnes intentions de Louis XIV et les succès de Tourville, vice-amiral de France, sur les Anglais et les Hollandais, l'entreprise échoua par la maladresse de Jacques. Il ne sut point seconder en Irlande les efforts du roi de France; la bataille de la Boyne, qui suivit la première disgrâce d'Irlande, assura le trône à Guillaume III. Pendant que le prince d'Orange, gendre perfide, mais brave guerrier, s'exposait au milieu du combat, où il fut même blessé, le roi Jacques ne se montra ni à la tête des Français, ni à la tête des Irlandais; il fut le premier à se retirer lorsque ceux-ci plièrent. Ce manque de bravoure dans sa propre cause découragea le petit nombre de ses sujets qui tenaient

encore pour lui. Jacques revint en France, laissant son rival gagner en Irlande de nouvelles batailles et s'affermir sur le trône. Cependant le roi de France, soutenant toujours la fortune de Jacques, fit passer de nouvelles troupes à Limerick, et bientôt après le malheureux succès du siége de cette ville, il tenta une entreprise décisive en faisant faire une descente en Angleterre avec vingt mille hommes. L'escadre française fut détruite à la Hogue ; les Français cédèrent à la supériorité du nombre. Cet échec est le premier que reçut sur la mer la puissance de Louis XIV; et bientôt après les côtes de France furent infestées; les Anglais firent des descentes et bombardèrent Dieppe et le Hâvre. Mais la victoire n'abandonna point Louis sur terre. Fleurus, Steinkerque, champs de ses triomphes; Mons, Namur, trophées de sa gloire, attestèrent encore sa supériorité. Néanmoins les nombreuses armées qu'il mettait sur pied dépeuplaient le royaume et causaient la famine. Au milieu de sa grandeur et du luxe de sa cour, Louis XIV sentit les approches de la disette. Les peuples commencèrent à ne plus admirer et à murmurer; cette situation affli-

geante lui arracha des sacrifices à Ryswick, en 1697.

Le roi de Suède, Charles XI, joua, dans cette paix de Riswick, le beau rôle de médiateur, et Louis XIV relâcha de ses droits et de ses prétentions avec une facilité qui étonna tous ceux qui se rappelaient avec quelle hauteur il avait jusqu'alors prescrit les conditions dans tous les traités, et signalé ainsi sa grandeur par la suite. On supposa que cette paix avait été préparée par la plus profonde politique; et qu'en cédant quelque chose, Louis XIV avait voulu assurer les droits de son petit-fils à la succession d'Espagne.

Nous ne nous occuperons point aujourd'hui, ma chère Aline, de cette guerre d'Espagne; c'est assez d'avoir terminé ce qui est relatif à celle d'Angleterre, et de savoir que le roi Guillaume avait entraîné dans sa cause l'empereur, l'empire, l'Espagne, les Provinces-Unies et la Savoie. Louis XIV, qui s'était trop avancé pour reculer, se soutint, pour ainsi dire, contre l'Europe entière, et nous avons vu que s'il ne fut pas toujours vainqueur, il le fut encore fort souvent dans une guerre aussi difficile.

Les événemens qui suivirent la paix de Riswick appartiennent au dix-huitième siècle, c'est pourquoi je les réserve pour ma première lettre; contentez-vous de trouver dans celle-ci une imparfaite esquisse de la plus grande partie du règne de Louis XIV, et n'attendez point de moi un tableau complet de ce siècle fertile en merveilles.

LETTRE LXI ET DERNIÈRE.

Coup-d'œil général sur les divers états de l'Europe pendant le dix-huitième siècle, et dernier regard sur l'Asie.

En vous présentant, dans ma dernière lettre, une esquisse rapide des faits les plus mémorables du beau règne de Louis XIV, je n'ai pu, ma chère Aline, mentionner tous ces héros chers aux Français, et dont les victoires ont presque immortalisé la mémoire. Mais si, comme je n'en doute pas, vous cherchez dans des auteurs plus détaillés des éclaircissemens sur les faits que je n'ai indiqués que légèrement, vous suppléerez facilement à mon silence, et vous jouirez du plaisir de vous retrouver en pays de connaissance. Il est des événemens dont j'ai négligé de vous parler à dessein : il m'a paru, par exemple, inutile de vous promener dans les champs du carnage, et parmi les affreux ravages du Palatinat. J'aurais craint de faire saigner le cœur

de mon Aline, en lui faisant parcourir ce pays si florissant avant la guerre, et livré au fer et au flammes. C'est ici qu'il faut gémir de la cruelle politique qui fit deux fois réduire en cendres ce beau pays, et disperser au loin les malheureux habitans de ces villes et villages incendiés, après avoir été livrés au plus affreux pillage. Ceux qui blâment Louis XIV de s'être fait un si grand nombre d'ennemis, et qui l'admirent en même temps d'avoir pris tant de mesures pour se défendre, et même pour les prévenir, excusent peut-être ces excès comme nécessaires aux succès de ses armes; mais toute l'Europe en eut horreur. La faute en fut rejetée sur le ministre Louvois, qui avait déjà donné plus d'une preuve de son inhumanité. Louis signa cet ordre cruel sans trop réfléchir à ses suites. On lui rend assez de justice pour croire que s'il eût été témoin du spectacle de cette affreuse dévastation, il aurait lui-même éteint les flammes. Mais c'est de ce moment que les nations, qui avaient jusqu'alors admiré sa grandeur, et s'étaient contentées de blâmer son ambition, commencèrent à crier contre sa dureté, et à taxèr sa politique de cruauté.

Nous n'avons jusqu'alors contemplé que la gloire de Louis XIV; nous allons aujourd'hui considérer ses revers. Disons d'abord un mot des heureux effets qui suivirent la paix de Riswick. Le midi de l'Europe fut quelque temps tranquille, aussi bien que le nord; il ne restait plus de guerres que celles que les Turcs faisaient à l'Allemagne, à la Pologne, à Venise et à la Russie. Les chrétiens, quoique mal gouvernés et divisés entre eux, avaient dans cette guerre la supériorité. La bataille de Zenta, où le prince Eugène battit le grand-seigneur en personne, abaissa l'orgueil ottoman, et procura la paix de Carlovitz, où les Turcs reçurent la loi. Les Vénitiens eurent la Morée; les Moscovites, Asoph; les Polonais, Kaminieck; l'empereur, la Transylvanie. La chrétienté fut alors tranquille et heureuse; on n'entendait parler de guerre ni en Asie, ni en Europe. Toute la terre était en paix vers les deux dernières années du dix-septième siècle: mais cette heureuse époque fut de trop courte durée. Les malheurs publics recommencèrent bientôt: dès l'an 1700 le Nord fut troublé par les deux hommes les plus singuliers qui aient existé sur la terre. L'un était le czar Pierre Alexiovitz,

empereur de Russie; et l'autre, le jeune Charles XII, roi de Suède. Le czar Pierre, supérieur à son siècle et à son pays, fit ce que Jean Wasilovitz avait voulu tenter : par son génie et par ses travaux, il a été le réformateur de son pays et le véritable fondateur de la grandeur de son empire. Charles XII, petit-fils de Charles-Gustave, à qui nous avons vu la célèbre Christine céder la couronne de Suède, Charles XII, plus courageux que le czar Pierre, mais moins utile à ses sujets, fait pour commander à des soldats, et non à des peuples, a été le premier des héros de son temps; mais il est mort avec la réputation d'un roi imprudent. La désolation du Nord, dans une guerre de dix-huit années, a dû son origine à la politique ambitieuse du czar, du roi de Danemarck et du roi de Pologne, qui voulurent profiter de la jeunesse de Charles XII pour lui ravir une partie de ses états. A l'âge de seize ans, dans l'année 1700, le roi Charles les vainquit tous trois. Il fut la terreur du Nord, et passait déjà pour un grand homme, dans un âge où les autres hommes n'ont pas encore reçu toute leur éducation.

Les troubles du midi de l'Europe ont

eu une toute autre origine. Il s'agissait de recueillir les dépouilles du roi d'Espagne, dont la mort s'approchait. Charles II, fils de Philippe IV, n'ayant encore que quatre ans à la mort de son père, s'était vu enlever par Louis XIV une portion de ses états. Ce monarque avait réclamé les droits de son épouse Marie-Thérèse à la succession de son père, quoiqu'il y eût renoncé par le traité des Pyrénées. La terreur de ses armes engagea la régente à lui céder quelques places pour avoir la paix. Cette reine, qui n'était point la mère de Marie-Thérèse, mais la seconde épouse de Philippe IV, reconnut de même l'indépendance du Portugal, pour mettre fin à la guerre que l'Espagne soutenait infructueusement. On lui fit par la suite un reproche de ces cessions; cependant elle conserva son autorité et même son crédit après la minorité de son fils. Il est vrai qu'on l'accuse d'avoir employé des moyens odieux pour conserver cette autorité dont elle était si jalouse. On prétend que, loin de remplir dignement ses devoirs de mère, elle tâcha d'affaiblir le corps et l'esprit de son fils, afin de continuer de gouverner sous son nom. On dit encore qu'elle rendit à sa bru la vie

très - désagréable. Cette jeune reine, Marie-Louise, fille du duc d'Orléans, frère de Louis XIV, mourut d'une fausse couche, après avoir beaucoup souffert des vexations habituelles de sa belle-mère, qui détestait les Françaises. Charles II épousa en secondes noces une allemande, Marie-Anne, fille de l'électeur Palatin. Cette princesse ne lui donna point d'enfans; et Charles conçut un tel chagrin de se voir sans postérité, qu'il tomba dans une mélancolie qui acheva de miner sa santé, déjà fort faible. On voyait sa fin approcher, et tout le monde le pressait de désigner son successeur. Il fit un testament en faveur du prince électoral de Bavière, fils d'une de ses sœurs. Ce prince mourut: on demanda à Charles d'autres dispositions. Plusieurs monarques avaient des prétentions à sa succession. Louis XIV, petit-fils de Philippe III, par sa mère Anne d'Autriche, était le premier héritier sur les rangs. L'empereur Léopold était au même degré que le roi de France; il était fils de Marie-Anne d'Autriche, sœur cadette de l'épouse de Louis XIII. Les droits du roi de France paraissaient mieux établis que ceux de l'empereur, puisqu'il descendait de l'aînée. Mais Léopold se prévalait des re-

nonciations authentiques et ratifiées de Louis XIII et de Louis XIV à la couronne d'Espagne ; ensuite le nom d'Autriche ; le sang de Maximilien, dont Léopold et Charles II descendaient également ; l'union constante des deux branches de la maison d'Autriche, et leur haine contre celle de Bourbon, jointe à l'aversion que la nation espagnole avait alors pour les Français, semblaient faire pencher la balance en faveur de l'empereur. Avant la paix de Riswick, l'Europe entière s'attendait à voir perpétuer le trône d'Espagne dans la maison d'Autriche ; mais la faiblesse de Charles avait dérangé, dès l'an 1696, cet ordre de succession, sa complaisance pour sa mère l'ayant porté à sacrifier en secret le nom autrichien, en désignant pour son successeur le prince électoral de Bavière. La mort de ce jeune héritier ranima les espérances de tous les prétendans. Les maisons de France et d'Autriche se craignaient et s'observaient ; elles avaient l'Europe à craindre. L'Angleterre et la Hollande, alors puissantes, et dont l'intérêt était de tenir la balance entre les souverains, ne voulaient point souffrir que la même tête pût réunir la couronne d'Espagne à celle de l'Empire, ou de France.

Cependant la succession du malheureux Charles II était tellement enviée, qu'on vit Pierre II, roi de Portugal, se mettre au rang des prétendans ; il ne pouvait tirer son droit que d'un Jean I, fils naturel de Pierre-le-Justicier, au quinzième siècle. Sa prétention était absurde et chimérique ; néanmoins il tenta de la soutenir.

Les puissances de l'Europe s'agitaient, et un projet de partage avait été mis en avant, lorsqu'il n'était point encore connu que le jeune prince de Bavière était appelé au trône. Charles s'irrita en apprenant qu'on déchirait de son vivant sa monarchie ; et, dans son indignation, il déclara son choix. Mais peu après la mort du jeune héritier replongea la nation espagnole dans la crainte d'un démembrement : les intrigues recommencèrent à la cour de Madrid, à Vienne, à Versailles, à Londres, à la Haie et à Rome.

Comme Charles, moribond, hésitait à se décider entre les concurrens, Louis XIV, le roi Guillaume et les états généraux disposèrent encore une fois, en idée, de la monarchie espagnole. Les puissances étaient à peu près d'accord sur le partage ; il n'y avait que l'empereur

qui refusait de signer ce traité, parce qu'il espérait avoir toute la succession. Quand ce nouvel affront fut connu à la cour de Madrid, le roi fut sur le point de succomber à sa douleur. Ce malheureux prince, qui se voyait mourir à la fleur de son âge, voulut donner tous ses états à l'archiduc Charles, neveu de sa femme et second fils de l'empereur Léopold. Quelques propos imprudens de l'archiduc, tenus à l'ambassadeur de Madrid, firent échouer ce dessein; et le caractère liant et insinuant du marquis d'Harcourt, ambassadeur de France en Espagne, où il sut se concilier tous les cœurs, fit changer en bienveillance l'antipathie des Espagnols pour les Francais.

L'empereur priait, menaçait : le roi de France représentait ses droits, mais sans oser jamais demander pour un de ses petits-fils la succession entière; il ne s'occupait qu'à flatter le malade. Enfin l'incertitude de Charles se fixa; et par son dernier testament il donna tous ses états au duc d'Anjou, petit-fils de sa sœur aînée et de Louis XIV. Charles d'Autriche mourut au mois de novembre 1700, un mois après avoir signé la ruine de sa maison et la grandeur de celle des Bourbons.

Ce dernier acte avait été tenu si secret, que l'ambassadeur de l'empereur se flattait encore que l'archiduc était reconnu successeur. L'Europe parut d'abord dans l'engourdissement de la surprise et de l'impuissance, quand elle vit la monarchie d'Espagne soumise à la France dont elle avait été trois cents ans la rivale. Louis XIV semblait le monarque le plus heureux et le plus puissant de la terre. Il se voyait à soixante-deux ans entouré d'une nombreuse postérité : un de ses petits-fils allait gouverner sous ses ordres l'Espagne, l'Amérique, la moitié de l'Italie et les Pays-Bas. Cependant quelque avantageuse que fût cette perspective, lorsqu'on délibéra dans le conseil extraordinaire qui eut lieu à ce sujet, plusieurs voix s'élevèrent pour s'en tenir au traité de partage, qui était un gain pour la France, au lieu d'accepter le testament, qui n'était un avantage que pour la maison de Bourbon. Le chancelier de Pontchartrain et le duc de Beauvilliers, qui ouvrirent l'avis de s'en tenir au traité, voyaient d'ailleurs les dangers d'une nouvelle guerre à soutenir. Louis les voyait aussi ; mais il était accoutumé à ne pas les craindre ; et il accepta le testament.

Dans les premiers instans l'empereur n'osa se plaindre; et le roi Guillaume, à l'âge de cinquante-deux ans, devenu infirme et faible, ne paraissait plus un ennemi dangereux. Il lui fallait le consentement de son parlement pour faire la guerre; et Louis avait fait passer de l'argent en Angleterre, et il comptait sur plusieurs voix dans le parlement. Guillaume et la Hollande, n'étant pas assez forts pour se déclarer, écrivirent à Philippe V comme au roi légitime d'Espagne. Louis était assuré de l'électeur de Bavière, père du jeune prince qui était mort désigné roi. Cet électeur, gouverneur des Pays-Bas au nom du dernier roi Charles II, assurait tout d'un coup à Philippe V la possession de la Flandre. L'électeur de Cologne, frère de l'électeur de Bavière, était aussi intimement que lui lié à la France. Le duc de Savoie, déjà beau-père du duc de Bourgogne, allait l'être encore du roi d'Espagne; il devait commander les armées françaises en Italie. Le duc de Mantoue, vendu à la France par son ministre, reçut garnison française dans Mantoue; le Milanais reconnut sans balancer le petit-fils de Louis XIV; le Portugal même, ennemi naturel de l'Espagne, s'unit d'abord

avec elle. Ainsi tout paraissait sourire aux Bourbons : de Gibraltar à Anvers, et du Danube à Naples, tout paraissait pour eux. La nation espagnole avait reconnu Philippe V, et même les grands du royaume, à quelques-uns près, qui firent une protestation secrète. La réception du jeune monarque fut magnifique et affectueuse. Sa douceur, sa complaisance pour les grands, son affabilité et sur-tout sa piété, lui gagnèrent tous les cœurs. Il épousa Marie-Louise-Gabrielle de Savoie, princesse aimable, vive, spirituelle, dont la présence fut un nouveau charme pour les peuples.

Louis XIV jouissait de tant de prospérité; il s'en enorgueillissait lorsque sur ces entrefaites Jacques II mourut à Saint-Germain en 1701. La politique paraissait devoir engager le roi de France à ne point se hâter de reconnaître le prince de Galles pour roi d'Angleterre, d'Ecosse et d'Irlande, sur-tout après avoir reconnu Guillaume par le traité de Riswick : mais un pur sentiment de générosité le porta d'abord à donner au fils du roi la consolation d'un honneur et d'un titre que son malheureux père avait eu jusqu'à sa mort. Malgré l'avis unanime de son conseil, Louis céda aux

larmes et aux prières de Marie de Modène, veuve de Jacques. Cette reine, appuyée des sollicitations de madame de Maintenon, le conjura avec tant d'instance de ne point faire à son fils l'outrage de lui refuser un simple titre, que Louis écouta sa générosité naturelle qui le portait à soutenir les rois opprimés.

On prétend que le roi Guillaume, ennemi jusqu'au tombeau de la gloire de Louis XIV, avait déjà promis à l'empereur d'armer pour lui l'Angleterre et la Hollande; et que, quand Louis XIV n'eût point reconnu le prince de Galles, il n'en aurait pas moins eu contre lui le roi Guillaume. Mais ce prince, animé du désir de la vengeance, après que Jacques III eut été reconnu, poursuivit avec plus d'ardeur le projet de ligue contre la France; il mit encore le Danemarck dans les intérêts de Léopold, et le projet de coalition fut signé à la Haie. Guillaume fit déclarer par le parlement d'Angleterre le nouveau roi Jacques coupable de haute trahison: un bill d'*atteinder* fut porté contre lui; et en vertu de ce bill on mit depuis sa tête à prix.

Cependant la guerre de la succession s'engagea: l'empereur Léopold la commença en Italie. Pour attaquer Louis XIV

du côté de l'Allemagne, il attendait que le corps germanique se fût ébranlé en sa faveur. Il avait des intelligences et un parti en Espagne ; mais il fallait qu'un des fils de Léopold se présentât ; et il ne pouvait se rendre dans ce pays qu'à l'aide des flottes d'Angleterre et de Hollande. Le roi Guillaume hâtait les préparatifs ; son esprit, plus agissant que jamais, remuait tout, disposait tout pour abaisser Louis XIV. Il devait, au commencement de 1702, se mettre à la tête des armées. La mort prévint ses desseins ; une chute de cheval acheva de déranger ses organes affaiblis, et une petite fièvre l'emporta le 16 mars 1702. Il ne marqua en mourant d'autre inquiétude que celle dont le tourmentaient les affaires de l'Europe. Ce prince a laissé la réputation d'un grand politique, quoiqu'il n'eût point été populaire, et d'un général redoutable, quoiqu'il eût perdu beaucoup de batailles. Il ne régna paisiblement en Angleterre, que parce qu'il ne voulut pas y être absolu. On l'appelait par cette raison le stathouder des Anglais, et le roi des Hollandais. Il savait toutes les langues de l'Europe, et n'en parlait aucune avec agrément, ayant beaucoup plus de réflexion dans l'esprit que d'imagination.

La mort de Guillaume III fit monter sur le trône d'Angleterre la princesse Anne, fille de Jacques, mariée au prince de Danemarck, qui ne fut que son premier sujet. Cette princesse, qui avait été ouvertement brouillée avec son beau-frère le roi Guillaume, ne fut pas plutôt reine, qu'elle adopta toutes ses mesures, qui s'accordaient avec les vœux de la nation. Elle entra dans les dispositions de l'Angleterre et de la Hollande pour résister aux Bourbons, et tâcher de placer l'archiduc Charles sur le trône d'Espagne. La ligue contre la maison de Bourbon prenait un caractère alarmant, par l'adhésion de plusieurs princes d'Allemagne et de quelques autres alliés : cependant le petit-fils de Louis régnait déjà paisiblement en Espagne; mais il eut la maladresse de quitter son royaume pour aller seconder les troupes françaises en Italie. Cette absence déplut aux Espagnols. Il s'éleva des troubles pendant lesquels la jeune reine déploya des talens et une générosité qui ramenèrent le calme : mais à son retour le roi trouva mal intentionnés des seigneurs qu'il avait laissés dans des dispositions favorables. Le parti de l'archiduc avait habilement profité de l'éloignement de

Philippe V; et lorsqu'en 1704 ce compétiteur vint débarquer dans le Portugal, qui s'était joint à la ligue, ce prince trouva un assez grand nombre de partisans, et se fit proclamer sous le nom de Charles III.

La guerre s'était faite en Italie au désavantage de la France : le maréchal de Villeroi vaincu, et pris dans Crémone par le prince Eugène, avait été remplacé par le duc de Vendôme. Celui-ci avait été vainqueur toutes les fois qu'il n'avait point eu affaire au prince Eugène en personne; mais dès qu'il trouvait en tête ce grand général, la France n'avait plus l'avantage. Au milieu des combats et des siéges de tant de châteaux et de petites villes, on apprit à Versailles, avec une extrême surprise, que le duc de Savoie, petit-fils d'une sœur de Louis XIII, beau-père du duc de Bourgogne et de Philippe V, traitait avec l'empereur. Il paraît que ce prince avait à se plaindre de la manière dont le général français en agissait avec lui, et que ce fut ce qui le détermina à changer de parti. A peine la maison de Bourbon avait perdu cet allié, que le Portugal se déclara contre elle; et bientôt le fameux Churchil, comte et ensuite duc de Marl-

borough, général des troupes anglaises et hollandaises, vint porter un coup fatal à la grandeur de la France. Dès que Marlborough eut le commandement des armées confédérées en Flandres, il fit voir qu'il avait appris l'art de la guerre sous Turenne. Il avait fait ses premières campagnes en qualité de volontaire sous ce grand général. On reconnut bientôt qu'il avait bien profité de ses leçons; et les généraux hollandais, qui d'abord voulaient lui disputer le commandement, furent obligés de lui déférer en tout.

Pendant que Philippe V et Charles III se disputaient le trône en Espagne, se chassaient tour à tour de la capitale; que la nation se déclarait tantôt pour l'un, tantôt pour l'autre, marquant cependant, en général, un penchant plus décidé pour Philippe, l'Allemagne et la Flandre, autrefois théâtres des triomphes des Français, devenaient leurs tombeaux. Je ne détaillerai point à mon Aline leurs revers désastreux : nommer le prince Eugène et Marlborough, c'est dire quels ennemis ils avaient à combattre. Mais il s'élevait un homme qui devait rassurer la fortune de la France; c'était le maréchal duc de Villars. Il fut l'artisan de sa fortune par son opiniâtreté

à faire au delà de son devoir; mais il déplut quelquefois à Louis XIV, et, ce qui était plus dangereux, au ministre Louvois. On lui reprochait de manquer de modestie, d'avoir une trop haute idée de sa propre valeur; mais enfin on s'était aperçu qu'il avait le génie de la guerre; et après l'avoir fait gémir long temps, on l'avança en peu d'années. Il n'était encore que lieutenant-général, lorsqu'après la bataille de Fridlingen il fut proclamé par les soldats maréchal de France sur le champ de bataille : quinze jours après le roi confirma le grade que la voix des soldats lui avait donné. Ce général remporta une victoire encore plus éclatante à Hochstet, et chassa devant lui les Impériaux, dans ces mêmes plaines où, l'année suivante, le maréchal Tallars fut fait prisonnier avec des corps entiers. L'armée de France dispersée laisse aux alliés une carrière ouverte du Danube au Rhin. Ils passent le Rhin; ils entrent en Alsace. Cent lieues de pays perdues n'empêchaient point Louis XIV de soutenir son petit-fils en Espagne et d'être victorieux en Italie. Mais bientôt les Anglais prirent pour eux Gibraltar, conquirent en six semaines le royaume de Valence et de Catalogne pour l'ar-

chiduc, et s'emparèrent de Barcelone.

A ces pertes en Espagne se joignirent de cruels revers en Flandres et en Italie. Le duc de Vendôme avait repoussé avec gloire le prince Eugène à la journée de Cassano; et, après cette bataille, il avait gagné celle de Cassinato en l'absence du prince Eugène. On célébrait encore ces deux victoires, lorsque Villeroi perd une armée entière à Ramilies. Toute la Flandre espagnole fut perdue par cette défaite. Marlborough entra victorieux dans Anvers, dans Bruxelles; il prit Ostende, et Menin se rendit à lui.

Le roi tire aussitôt le duc de Vendôme de l'Italie; il est appelé en Flandres pour réparer les fautes de Villeroi, et laisse les affaires dans une grande crise en Italie. Une défaite devant Turin fait perdre tout le fruit des précédentes victoires. Bientôt les Français sont chassés d'Italie; et Louis XIV qui avait menacé toute l'Europe, se voit au moment d'être attaqué jusque dans l'intérieur de ses états. Cependant ce grand roi faisait encore face partout, quoiqu'il fût partout affaibli; il résistait, protégeait et même attaquait encore de tous côtés. La Provence, menacée d'une invasion par mer et par terre, est sauvée par l'armée de Villars.

Louis XIV tente une invasion dans la Grande Bretagne; malgré le dépérissement de ses forces maritimes, malgré les flottes des Anglais qui couvraient la mer, il envoie le prétendant en Ecosse, où il avait des partisans. Il tente de rétablir au moins sur le trône d'Ecosse le fils de Jacques; et envisageant dans cette entreprise du moins une gloire certaine, il oblige les Anglais de diviser leurs forces. Au mauvais succès de cette tentative se joignent de nouveaux revers en Flandres: une grande détresse en France et les funestes effets du cruel hiver de 1709 achèvent de désespérer la nation. La gelée avait fait périr les oliviers dans le midi de la France; presque tous les arbres fruitiers gelèrent: on fut privé de l'espoir des récoltes, et l'on avait très-peu de magasins. Le fléau de cet hiver était général dans l'Europe; mais les ennemis avaient plus de ressource. La France ne pouvait se procurer des grains qu'à grands frais, en les faisant venir des Echelles du Levant et de l'Afrique; et l'on courait le risque qu'ils fussent pris par les flottes ennemies. Cependant le roi donne l'exemple des sacrifices; il vend pour quatre cent mille francs de vaisselle d'or : les seigneurs l'imitent;

mais la famine ne s'en fit pas moins sentir.

Louis XIV avait déjà fait quelques avances pour la paix ; il les renouvelle en ce moment, et n'hésite pas, dans ces circonstances funestes, à la demander à ces mêmes Hollandais, autrefois si maltraités par lui. Mais les alliés, enorgueillis de leurs succès, se montrent difficiles sur les conditions; ils parlent en vainqueurs; ils déploient avec l'envoyé du plus fier des rois toute la hauteur que lui-même avait montrée en 1672. On veut l'obliger à détrôner lui-même son petit-fils, et n'accorder à ce prince aucun dédommagement. Louis XIV répond avec grandeur à ces dures propositions : « Puis-« qu'il faut faire la guerre, j'aime mieux « la faire à mes ennemis qu'à mes en-« fans » ; et soutenant courageusement l'adversité, il se montre encore redoutable au milieu de ses revers. Cependant aucune calamité ne manquait à la France; la guerre civile y déployait ses fureurs ; les protestans, poussés à la rebellion par l'imprudence qu'avait eu Louis XIV de révoquer l'édit de Nantes, se révoltaient dans l'intérieur, pendant que les armées françaises étaient battues au dehors.

L'Espagne était encore bien plus à

plaindre que la France : presque toutes ses provinces avaient été ravagées par ses ennemis et par ses défenseurs. Elle était attaquée par le Portugal; son commerce périssait. La disette était générale; mais cette disette fut plus funeste aux vainqueurs qu'aux vaincus, parce que dans une très-grande étendue de pays, l'affection des peuples refusait tout aux Autrichiens, et donnait tout à Philippe. C'était à son épouse que ce prince devait en grande partie cette préférence sur son rival. Cette princesse courageuse et intrépide dans les dangers, montrait dans le malheur une constance agissante. Elle allait elle-même de ville en ville animer les cœurs, exciter le zèle, et recevoir les dons que lui apportaient les peuples. Ses qualités aimables attachaient tellement les Espagnols, qu'aucun des grands, qui avaient juré d'être fidèles à Philippe, ne viola son serment. Le roi de France ne pouvait secourir son petit-fils; Philippe n'avait plus ni troupes, ni général de la part de la France. Le duc d'Orléans, par qui s'était un peu rétablie sa fortune chancelante, loin de continuer de commander ses armées, était alors regardé comme son ennemi. Il travaillait en se-

cret à se faire un parti pour supplanter Philippe V ; on eût, dit on, des preuves de sa perfidie ; mais Louis XIV ne voulut pas punir son neveu dans le temps que son petit-fils touchait à sa ruine. Faisant un nouvel effort, il envoya en Espagne le duc de Vendôme que les grands demandaient en corps. La présence de ce prince, regardé par les Espagnols comme un autre Eugène, et sa seule réputation valurent une armée. A peine il eût mis le pied en Espagne, que son nom seul attira une foule de volontaires. On s'empressa de lui fournir des fonds ; les débris de la bataille de Sarragosse se joignirent à lui, et Vendôme, sans laisser rallentir un moment cette nouvelle ardeur, poursuit les vainqueurs, ramène le roi à Madrid, oblige l'ennemi de se retirer vers le Portugal ; le suit, passe le Tage à la nage ; fait prisonnier Stanhope avec cinq mille anglais ; atteint le général Staremberg, et le lendemain lui livre la bataille de Villa-Viciosa. Philippe V, animé par les succès du duc de Vendôme, combat avec lui ; il se met à la tête de l'aile droite, le général prend la gauche : il remporte une victoire entière ; et en moins de quatre mois, ce prince, qui était arrivé quand tout était

désespéré, rétablit tout, et affermit pour jamais la couronne d'Espagne sur la tête de Philippe.

Tandis que cette révolution éclatante étonnait les alliés, une autre plus sourde et non moins décisive se préparait en Angleterre. La duchesse de Marlborough était la favorite de la reine Anne; elle gouvernait entièrement cette princesse; et c'était le crédit de l'épouse de Marlborough qui avait placé ce grand capitaine à la tête des armées. De misérables vétilles brouillent la duchesse avec sa souveraine; l'impérieuse favorite a la maladresse d'aliéner entièrement, par sa hauteur déplacée, celle qu'il lui eût été facile d'appaiser si elle eût agi avec prudence. La duchesse est disgraciée sans retour; et par suite la reine, livrée à d'autres favoris, pour abaisser la puissance du duc de Marlborough, change le ministère et songe à faire la paix. Ainsi une intrigue de cour va changer la face des affaires. Une négociation secrète s'entame avec les nouveaux ministres anglais; mais il est douteux que, malgré leur désir de se débarrasser de Marlborough, en terminant une guerre qui le rendait nécessaire, ils eussent pu y réussir et se soustraire aux engagemens

pris avec les alliés, si l'empereur Joseph n'était venu à mourir. Ce prince qui avait succédé à son père Léopold, et que les succès avaient accompagné depuis, qu'il était parvenu à l'empire, n'était nullement disposé à des intentions pacifiques, et l'avait assez fait connaître à Louis XIV. Mais après six années d'un règne glorieux, Joseph I mourut en 1711, et laissa les états de la maison d'Autriche, l'empire d'Allemagne et les prétentions sur l'Espagne et l'Amérique, à son frère Charles, qui fut élu empereur quelques mois après.

Au premier bruit de cette mort les préjugés qui armaient tant de nations commencèrent à se dissiper en Angleterre, par les soins du nouveau ministère. On avait voulu empêcher que Louis XIV ne gouvernât l'Espagne, l'Amérique, la Lombardie, le royaume de Naples et la Sicile, sous le nom de son petit-fils; pourquoi vouloir réunir tant d'états dans la main de l'empereur Charles VI? pourquoi la nation anglaise aurait-elle épuisé ses trésors? Toutes ces raisons ouvrirent les yeux aux Anglais; un nouveau parlement fut convoqué, et la reine eut la liberté de préparer la paix de l'Europe.

Mais pendant que le cabinet négociait en secret, Marlborough était en campagne; il avançait toujours en Flandre; il prenait Bouchain, s'avançait au Quesnoy, et de là comptait s'avancer vers Paris, lorsqu'une suspension d'armes vint arrêter ses succès. Elle est publiée entre la France et l'Angleterre. Mais les progrès du prince Eugène répandent l'alarme jusque dans Versailles; tout le royaume était dans l'affliction. La mort du fils unique du roi, arrivée depuis un an; celle du duc de Bourgogne, de la duchesse et de leur fils aîné, tous trois enlevés rapidement et portés dans le même tombeau, leur dernier enfant mourant; toutes ces infortunes domestiques, jointes aux étrangères et à la misère publique, faisaient regarder la fin du règne de Louis XIV comme un temps marqué pour les calamités; et l'on s'attendait à plus de désastres que l'on n'avait vu auparavant de grandeur et de gloire.

La mort du duc de Vendôme, qui arriva vers ce même temps en Espagne, vint encore ajouter au découragement général. Landrecies assiégée par le prince Eugène ne pouvait tenir long-temps; et l'on prétend que l'alarme était si grande

à Versailles, qu'on agita la question de savoir si le roi ne se retirerait pas à Chambord, sur la Loire. La victoire de Denain sauva la France; le maréchal de Villars profita habilement d'une faute que fit le prince Eugène, lui donna le change, força ses retranchemens, l'obligea de lever le siége de Landrecies, reprit Douai, le Quesnoy, Bouchain. Une première victoire changea tout; elle fit recouvrer à Villars la supériorité; il mit les frontières en sûreté, et la paix d'Utrecht fut le fruit de ce succès. Elle eut lieu en 1713; et l'année d'après le maréchal de Villars eut encore la gloire d'assurer à Rastadt, avec son digne émule le prince Eugène, la paix générale de l'Europe.

Cette même année 1714 la reine Anne mourut d'apoplexie, au moment où elle paraissait disposée à appeler son frère Jacques III à lui succéder. Elle fut la dernière reine d'Angleterre de la famille des Stuarts; maison à jamais célèbre par ses malheurs.

Cette princesse eût un règne glorieux, quoiqu'elle fut une femme fort médiocre; mais ses ministres et ses généraux donnèrent du lustre à son règne. Elle se repentit dans ses derniers ins-

tans d'avoir proscrit son frère ; mais la mort prévint ses favorables intentions pour lui, et la maison de Hanovre, qu'elle regardait comme étrangère, lui succéda.

Georges I, fils d'Ernest-Auguste, premier électeur d'Hanovre, fils d'une petite-fille de Jacques I, fut appelé au trône après Anne, par une loi de Guillaume, qui déférait la couronne à la ligne protestante. Le prétendant, qui, comme vous l'avez vu, avait pris le nom de Jacques III, et que Louis XIV se vit obligé de renvoyer de France par les derniers traités de paix, ce prince fut exclu définitivement à cause de son attachement à la religion catholique. Cependant il avait un puissant parti qu'on appelait les jacobites, et Louis XIV, toujours généreux, fit encore un effort en sa faveur ; il lui procura des secours pour se rendre en Ecosse, et tâcher de faire valoir ses droits contre le roi Georges. Mais Louis-le-Grand mourut, avant que le prétendant eût été défait par l'armée anglaise, et réduit à venir cacher sa honte à Commerci.

Louis XIV termina sa longue carrière en 1715; il était âgé de soixante-dix-sept ans, et en avait régné soixante-

douze. Ce monarque, qui réunit tous les genres de gloire, dont le siècle fut véritablement celui des grands hommes, vit s'agrandir sous son règne la sphère des connaissances, comme il avait agrandi ses états, et porté au loin la réputation de sa grandeur. La poésie, l'éloquence du barreau et de la chaire furent portées à leur perfection. Les savans et les artistes encouragés par lui, et noblement récompensés, enrichirent la France de chefs-d'œuvres, et la rendirent l'école du goût, de la politesse et de tous les talens utiles et agréables.

Je ne parlerai point à mon Aline des faiblesses de Louis XIV ; on connaît son penchant à la galanterie, ainsi que la plupart de ses maîtresses. Il était l'un des plus beaux hommes de son royaume, et l'un des plus aimables. Il aima les femmes, et fut plus d'une fois aimé pour lui-même. Marie-Thérèse, son épouse, méritait par ses charmes et ses vertus de captiver sa tendresse; mais si elle ne le posséda point entièrement, au milieu même de ses infidélités, il conserva du moins toujours pour elle les égards qui pouvaient adoucir son inconstance, et fut estimable même dans ses égaremens. Sa cour conservait un ton de dé-

cence dont lui-même donnait l'exemple, et la régence, sous Louis XV, prit un caractère bien différent.

Tout changea à l'avénement de Louis XV au trône; habitudes, opinions, relations politiques, et l'on en indique pour cause principale l'espèce d'antipathie qui existait entre le duc d'Orléans, qui devint régent et Louis XIV. Ce prince se plût à changer tout ce qu'avait fait son oncle, apparemment pour se venger de n'avoir pu obtenir ni son estime, ni son amitié. Il ne méritait ni l'une ni l'autre par ses mœurs et ses principes. Philippe, duc d'Orléans, offre plus d'un point de ressemblance avec le prince du même nom qui s'est rendu l'objet de l'exécration. Il eût quelques-uns de ses vices, et n'était guère moins ambitieux; mais il avait infiniment plus de courage, de bravoure et d'esprit que n'en eût jamais son arrière-petit-fils. Vous avez vu qu'il montra dans la guerre d'Espagne ses qualités guerrières et son ambition. Sa qualité de premier prince du sang lui valut le titre de régent à la mort de Louis XIV; mais ce monarque, qui ne l'aimait point, avait restreint ses pouvoirs en lui donnant ce titre par son testament. Les pertes successives de ses

fils et petits-fils avaient redoublé la tendresse de Louis XIV pour ses enfans naturels ; il voulut leur en donner une preuve authentique en assignant, par ce même testament, un rang et des honneurs distingués aux princes légitimés. Il voulut qu'ils fussent admis dans le conseil de régence ; mais le duc d'Orléans ne put souffrir ce partage d'autorité ; il fit impérieusement casser par le parlement le testament de Louis XIV. Ce monarque, si absolu de son vivant, trouve après sa mort un neveu qui l'est autant que lui, et qui ne respecte aucune de ses dernières volontés. L'ambitieux d'Orléans, déclaré maître absolu par le parlement, n'est pas encore entièrement satisfait ; il lui manque le titre de souverain. Pendant que d'un côté il change toute la face de la cour, qu'à l'extérieur grave et austère qui y dominait dans les dernières années de Louis XIV, il fait succéder la légèreté, la dissipation et la licence, de l'autre il se livre aux Anglais, se laisse guider par leurs conseils, afin de s'assurer de leur protection, si le jeune roi, dont la santé était chancelante, venait à mourir.

Louis XV, ce faible rejeton, échappé à la faux de la mort qui frappa toute sa

famille ; Louis XV, dont la délicatesse faisait entrevoir la fin prochaine, dernier fils de la charmante duchesse de Bourgogne, l'idole de la cour et de toute la France ; ce prince qui devait le jour à un père de la plus grande espérance, à l'élève de Fénélon, enlevé trop tôt à l'amour des Français ; ce prince enfin dont les jours furent plus d'une fois menacés, vit, dès son enfance, sa succession enviée par d'avides parens, qui attendaient impatiemment l'instant de se mettre à sa place.

Le roi d'Espagne, Philippe V, était celui qui paraissait y avoir le plus de droits, et sa seconde épouse, Elisabeth, princesse de Parme, beaucoup plus ambitieuse que lui, était très-disposée à les faire valoir. Non-seulement elle prenait ses mesures en cas d'événemens, mais l'on prétend qu'elle fit plus d'une fois ses paquets et tous ses préparatifs pour être prête à passer en France aussitôt qu'on apprendrait la mort du roi. La moindre incommodité du jeune monarque ranimait les espérances des avides héritiers, et l'on a même assuré qu'on tenta plusieurs fois d'empoisonner Louis XV ; mais la vigilance de ses gouvernantes le sauva. Quant aux vérita-

bles auteurs de cet attentat, ils n'ont jamais été bien connus : on a soupçonné le régent ; mais plus d'un auteur assure que malgré qu'il fut peu délicat dans ses mœurs et ses principes, il était incapable d'une action aussi noire. Cependant il est constant que lors des morts successives des princes et princesses de la maison royale, qui donnèrent lieu aux soupçons de poison, ils tombèrent vivement sur lui, et il fut même sur le point d'être arrêté. Mais de simples présomptions ne doivent pas être admises comme preuves d'un crime qu'on n'a fait que soupçonner, et peut-être parce que les scélérats dont le duc était entouré paraissaient capables de l'exécuter. Ce qui paraît plus certain, c'est qu'il songeait à se placer sur le trône, au préjudice de la branche espagnole, s'il était arrivé accident à son pupile. La santé du jeune monarque se fortifia et déjoua tous les projets ambitieux, au grand regret de la reine d'Espagne, qui ne put se consoler de ne point devenir reine de France.

Pendant la minorité de Louis XV, l'empereur d'Allemagne, Charles VI, fit la guerre aux Turcs, qui avaient enlevé aux Vénitiens le Péloponèse. L'em-

pereur, garant de la paix de Carlowitz, soutint les Vénitiens contre les Turcs, et le prince Eugène, continuant de soutenir la gloire des armes impériales, remporta de nouvelles victoires, et par la paix de Passarowitz donna Belgrade et Témeswar à l'empereur.

L'alliance du régent avec l'Angleterre rompit celle de la France avec l'Espagne. Dès que Louis XIV eut les yeux fermés, on vit l'intelligence et l'union cesser entre les deux branches de la maison de Bourbon. Par suite des prétentions de Philippe V, ou plutôt de la reine son épouse qui le gouvernait entièrement, de sourdes menées eurent lieu dans l'intérieur de la France. Le fameux cardinal Albéroni, ministre célèbre en Espagne, après avoir rétabli les finances et les forces de la monarchie espagnole, entreprit de bouleverser l'Europe. D'un côté, il formait le projet d'enlever la Sardaigne à l'empereur, et la Sicile aux ducs de Savoie, qui en étaient en possession depuis la paix d'Utrecht; de l'autre, il intriguait en Angleterre pour faire changer la constitution, et travaillait à exciter en France une guerre civile. Il négociait à la fois avec la Porte Ottomane, avec le czar

Pierre-le-Grand, et avec Charles XII. Il engageait les Turcs à renouveler la guerre contre l'empereur, et Charles XII, réuni avec le czar, devait mener lui-même le prétendant en Angleterre, et le rétablir sur le trône de ses pères.

Ce cardinal soulevait en même temps la Bretagne; il excitait cette province à se révolter contre le régent; et déjà il faisait secrètement filer en France des troupes déguisées. Mais la conspiration est découverte; la duchesse du Maine, le cardinal de Polignac, et autres grands qui voulaient enlever la régence au duc d'Orléans sont arrêtés, et les autres projets d'Albéroni ne réussissent guère mieux.

La mort de Charles XII, roi de Suède, tué en Norwège, empêche l'effet des bonnes intentions de ce héros pour le fils de Jacques II. Les Turcs, malgré Albéroni, font la paix avec l'empereur Charles VI; et ce ministre, qui avait voulu tout bouleverser, vit à la fois l'empereur, le régent de France et le roi Georges I réunis contre lui.

Le régent de France fit la guerre à l'Espagne, de concert avec les Anglais, si opposés à la France sous le dernier règne. La première guerre entreprise sous Louis XV fut contre son

oncle, que Louis XIV avait établi au prix de tant de sang ; et ce qui est encore remarquable, c'est que le maréchal de Berwick, qui avait beaucoup contribué à affermir Philippe V sur le trône, commandait l'armée française envoyée contre lui. Le duc de Liria, fils du maréchal de Berwick, était officier général dans l'armée espagnole. L'abbé Dubois, depuis cardinal, confident et ministre du régent, dirigea toute cette entreprise. Elle tourna tout-à-fait à la honte d'Albéroni : une flotte anglaise, qui battit celle d'Espagne auprès de Messine, déconcerta tous les desseins de ce ministre. Considéré six mois avant comme un grand homme d'état, il ne passa plus alors que pour un brouillon et un téméraire. Le duc d'Orléans ne voulut donner la paix à Philippe V qu'à condition qu'il renverrait son ministre ; il fut livré par le roi d'Espagne aux troupes françaises, qui le conduisirent sur les frontières d'Italie. Le seul résultat de ses grands desseins fut qu'on s'accorda à donner la Sicile à l'empereur Charles VI, et la Sardaigne aux ducs de Savoie, qui prirent alors le titre de rois de Sardaigne.

Dubois, enfant de la fortune comme Albéroni, mais plus heureux que lui sur la fin de sa vie, obtint, quelque temps après, le chapeau de cardinal, au grand regret des gens honnêtes que faisait rougir son indigne conduite; mais tout puissant sur le régent, qui lui abandonnait le timon des affaires pour se livrer entièrement aux plaisirs, il préparait la chute de la monarchie française par ses dilapidations. Le bouleversement général des finances, fruit de son administration, amena le système de Law, ce système des billets qui changea toutes les fortunes. Le duc d'Orléans eût été capable de bien gouverner, s'il eût voulu en prendre la peine; il avait plus de capacité que toutes les viles créatures qui prirent sur lui tant d'empire; mais son amour pour le plaisir l'éloignait des affaires sérieuses. Le système de Law l'éblouit; il crut voir dans la banque qu'on lui proposait un moyen de tout réparer. Ce prince, avide de nouveautés, se livra aveuglément à cet écossais, qui avait vainement proposé son système au duc de Savoie. Victor-Amédée avait eu la sagesse de rejeter sa proposition, en disant qu'il n'était pas assez riche pour

se ruiner. Le régent, moins prudent, mit le comble aux maux qu'il avait déjà faits à la France, en donnant au systématique Law la place de contrôleur général des finances. Une richesse fictive éblouit d'abord quelques esprits; mais bientôt la subversion totale des fortunes de tous les particuliers, et celle des finances du royaume, obligèrent, dans la même année, le spoliateur Law de se hâter de prendre la fuite : il sortit du pays qu'il avait voulu enrichir, chargé de l'exécration publique; et sans la protection du duc de Bourbon-Condé, qui lui prêta une chaise de poste, il n'eût pu se dérober à la fureur du peuple. Le parlement de Paris s'était opposé, autant qu'il l'avait pu, à ces innovations, et par cette raison avait été exilé à Pontoise. On sentit la sagesse de la résistance de ce corps, lorsque la fureur du jeu des actions fut calmée, lorsque la démence qui avait saisi les esprits commença à se refroidir par ces tristes suites. Ce fléau politique n'atteignit pas seulement la France; les Holandais et les Anglais se laissèrent aussi séduire par la brillante perspective des fortunes rapides élevées sur la crédulité et la misère

publique. La France se sentit longtemps de l'état de langueur où cette opération funeste l'avait réduite.

Cependant il paraît que le duc d'Orléans n'était pas encore désabusé du faux système qui l'avait séduit ; on prétend qu'il songeait à rappeler Law, réfugié à Venise, lorsque la mort vint l'enlever presque subitement ; il mourut d'une attaque d'apoplexie le 2 décembre 1723. Le cardinal Dubois l'avait précédé de quelques mois avant, et Louis XV étant alors majeur, le duc d'Orléans avait pris le titre de premier ministre au lieu de celui de régent.

Le duc de Chartres, fils de Philippe d'Orléans, aimait la retraite et la tranquillité ; il ne fit point de démarche pour succéder à son père dans le ministère. Le duc de Bourbon, arrière-petit fils du grand Condé, s'empressa de demander cette place, et l'obtint du jeune roi majeur. Le cardinal de Fleuri, ancien évêque de Fréjus, précepteur de Louis XV, partagea en quelque sorte le ministère, en se chargeant de tout le département de l'église.

L'un des actes principaux du ministère du duc de Bourbon fut le renvoi de l'infante d'Espagne, épouse destinée à

Louis XV par le traité de paix avec Philippe V, et envoyée en France pour y être élevée. Une intrigue de cour fut la cause de cet affront, qui devait nécessairement ramener la guerre, pour peu que le roi d'Espagne eût du nerf. La grande jeunesse de la princesse fut le prétexte du renvoi, et le véritable motif, le projet de donner à Louis XV une épouse qui, ayant obligation au duc de Bourbon de son élévation, fût disposée à s'unir à lui pour éloigner le cardinal de Fleuri, dont l'ascendant sur son élève l'emportait sur le crédit du duc. Après quelque hésitation entre divers partis, on crut trouver les qualités qu'on cherchait dans la fille de Stanislas Leczinski, fait roi de Pologne par Charles XII, et détrôné par Pierre-le-Grand. Réfugié à Veissembourg, sur les frontières de l'Alsace, Stanislas y vivait d'une pension modique que le ministère français lui payait mal. Sa fille, élevée dans l'adversité, belle, vertueuse et modeste, parut à la négociatrice du ministre digne du sort qu'on lui destinait. Le mariage se fit, et Marie Leczinski sortit de l'obscurité pour monter sur le trône de France. Son ame reconnaissante promettait à

monsieur le duc la protection qu'il avait espérée; mais sa timidité ne lui permit pas de s'élever avec force pour le soutenir contre le précepteur du roi. Le duc de Bourbon passait pour s'être singulièrement enrichi des débris du système de Law; la voix publique l'accusait; et lorsque ses démêlés avec le cardinal de Fleuri mirent le roi dans la nécessité de renvoyer l'un ou l'autre, le duc fut sacrifié au précepteur. La reine pleura, s'affligea de cette disgrâce; mais elle n'eut ni le courage, ni la force nécessaire pour s'y opposer.

Le cardinal de Fleuri devint alors ministre, et tout puissant sur un monarque qui ne marquait point de volonté, qui en croyait volontiers les autres, lors même que la justesse naturelle de son esprit lui faisait trouver le meilleur parti à prendre dans les occasions épineuses. Le cardinal de Fleuri tint avec sagesse les rênes du gouvernement, et fit chérir son ministère par la simplicité et l'affabilité de ses manières. Sa place ne changea point ses mœurs: devenu premier ministre, on s'étonna de le trouver le plus aimable et le plus désintéressé des cour-

tisans. Le bien de l'état s'accorda longtemps avec sa modération.

Mais quelqu'estimable qu'ait été sa conduite personnelle, il mérite de grands reproches pour celle qu'il tint à l'égard du roi ; elle fut l'une des principales causes de ses désordres. Il avait pris peu de soin de l'éducation du roi ; et ne s'étant nullement attaché à lui donner les connaissances nécessaires à un monarque, il ne lui inspira qu'une dévotion peu éclairée, qui ne le préserva point des dangers de la corruption ; et loin de l'engager à se mêler des affaires, il chercha à l'en éloigner pour conserver plus entière son autorité : ainsi son ambition, voilée sous les dehors de la modestie, livra le roi aux conseils pernicieux dont il était entouré. Fleuri voulut le retenir quand il était trop tard, et lorsque le charme des plaisirs s'était fait sentir trop vivement, pour que le prince pût rentrer facilement dans le sentier étroit des vertus difficiles à pratiquer au milieu d'une cour corrompue. On sait que Louis XV était doué des qualités les plus aimables, qu'elles lui avaient mérité l'amour des Français, et le surnom si flatteur de Louis-le-Bien-Aimé. Ce nom lui fut donné lors-

qu'il tomba malade à Metz, après s'être distingué par sa bravoure et ses exploits militaires en Flandres. C'est de ce moment qu'il commença à se faire connaître à ses peuples, et qu'après des actions dignes d'éloges, après avoir lui-même repoussé les ennemis qui pénétraient en France du côté de l'Allemagne, il tomba malade au milieu de ses succès. En peu de jours il fut à l'extrémité, et c'est alors qu'on connut combien il était aimé. La consternation générale de tout le royaume, les naïves expressions de la douleur du peuple, et les transports qu'excitèrent sa convalescence, firent verser des larmes d'attendrissement à ce monarque, lorsqu'on lui en fit le récit. « Ah! s'écria-t-il, qu'il est « doux d'être aimé ainsi! et qu'ai-je fait « pour le mériter »!

Il est douloureux, ma chère Aline, de voir ce prince survivre à l'affection de son peuple. Il est pénible de devoir ajouter qu'il mourut aussi généralement haï, qu'il avait été chéri lors de sa maladie à Metz. Et cependant Louis XV ne fut jamais tyran; il ne se plut point à accabler ses peuples d'impôts : mais les désordres scandaleux de sa vie privée, son dégoût pour les affaires, qui laissait

librement exercer les dilapidations, le faste dévorant de sa cour, ses prodigalités pour ses maîtresses, lui firent perdre l'amour et l'estime de ses sujets; et ce qui est encore plus terrible, ils préparèrent la révolution si funeste à son successeur.

Si je n'écrivais que l'histoire de France, je pourrais m'arrêter ici, ne point vous en dire davantage sur le règne de Louis XV, pour me hâter de passer à celui qui était universellement désiré par les Français; mais quelque rapide que soit mon aperçu, il doit vous aider à saisir les rapports entre les diverses puissances. Je reviens donc sur mes pas, pour les considérer dans leur ensemble et vous dire un mot des principales guerres. Heureusement pour l'Europe, après le renvoi du cardinal Albéroni, les affaires se trouvèrent gouvernées par deux ministres pacifiques, qui s'accordèrent pour entretenir la paix dans presque toute l'Europe. Robert Walpole, premier ministre en Angleterre, était d'un caractère aussi peu entreprenant que le cardinal de Fleuri, et ces deux hommes unirent leurs efforts pour maintenir les puissances prépondérantes dans le repos qui avait été le fruit de

la paix d'Utrecht. Jusqu'en 1733, ce repos ne fut troublé qu'une fois par les guerres passagères de 1718 et de 1726. Ce fut un temps heureux pour toutes les nations qui, cultivant à l'envi le commerce et les arts, oublièrent toutes leurs calamités passées.

En ces temps-là se formaient deux puissances dont l'Europe n'avait point entendu parler avant ce siècle. La première était la Russie, que le czar Pierre-le-Grand avait tirée de la barbarie. Avant lui cet empire était si étranger à la France, et si peu connu que, lorsqu'en 1668 Louis XIV eût reçu une ambassade moscovite, on célébra cet événement par une médaille, comme on avait fait lors de l'ambassade des Siamois. Cet empire nouveau commença à influer sur toutes les affaires, et à donner des lois au nord après avoir abattu la Suède. La seconde puissance, établie à force d'art et sur des fondemens moins vastes, était la Prusse. Ses forces se préparaient et ne se déployaient point encore.

La maison d'Autriche était restée à peu près dans l'état où la paix d'Utrecht l'avait mise. L'Angleterre conservait sa puissance sur mer, et la Hollande perdait insensiblement la sienne. Ce petit

état, puissant par le peu d'industrie des autres nations, tombait en décadence, parce que ses voisins faisaient eux-mêmes le commerce dont il avait été le maître. La Suède languissait; le Danemarck était florissant; l'Espagne et le Portugal subsistaient par l'Amérique; l'Italie, toujours faible, était divisée en autant d'états qu'au commencement du siècle, si on en excepte Mantoue, devenue patrimoine autrichien.

La Savoie donna alors un grand spectacle au monde, et une grande leçon aux souverains. Le roi de Sardaigne, duc de Savoie, ce Victor-Amédée, tantôt allié, tantôt ennemi de la France et de l'Autriche, lassé des affaires et de lui-même, abdiqua par un caprice, en 1730, à l'âge de soixante-quatre ans, la couronne qu'il avait portée le premier de sa famille; et par un autre caprice se repentit un an après. Quatre souverains abdiquèrent en ce siècle, Christine en Suède, Casimir en Pologne, Philippe V en Espagne, et Victor-Amédée en Savoie et Sardaigne. Philippe, devenu cacochime, indolent et irrésolu, après avoir cédé sa couronne à son fils D. Louis, ne reprit le gouvernement que malgré lui à la mort de ce prince, qui ne régna qu'un

an. Casimir ne pensa jamais à remonter sur le trône; Christine en fut tentée quelque temps par un dégoût qu'elle eut à Rome; Amédée seul voulut reprendre par la force la couronne qu'il avait abandonnée à son fils. Ce prince, Charles-Emmanuel, eût peut-être remis le sceptre à son père, s'il ne l'eût redemandé, moins pour lui que pour une maîtresse impérieuse qui voulait régner. Le conseil fut d'avis de prévenir les suites funestes de cette entreprise, et de faire arrêter celui qui avait été son souverain. La chose fut exécutée, et Victor-Amédée mourut en prison en 1732. Ni l'abdication de ce roi, ni sa tentative pour reprendre le sceptre, ni sa prison, ni sa mort, ne causèrent le moindre mouvement chez les nations voisines.

Tout était paisible depuis la Russie jusqu'à l'Espagne, lorsque la mort d'Auguste III, roi de Pologne, électeur de Saxe, replongea l'Europe dans les dissentions et les malheurs.

Le roi Stanislas, beau-père de Louis XV, déjà nommé roi de Pologne en 1704, fut élu roi, en 1733, de la manière la plus légitime et la plus solennelle. Cependant l'empereur Charles VI fit procéder à une autre élection, appuyée par

ses armes et par celles de la Russie. Frédéric-Auguste, fils du dernier roi de Pologne, qui avait épousé une nièce de Charles VI, l'emporta sur son concurrent, beau-père du roi de France.

En vain Stanislas se rendit à Dantzick pour soutenir son élection; le grand nombre qui l'avait choisi céda bientôt au petit nombre qui lui était contraire. Dix mille Russes firent d'abord disparaître tout ce qui s'était assemblé en faveur de Stanislas. La nation polonaise qui, un siècle auparavant, regardait les Russes avec mépris, était alors intimidée et conduite par eux. Ils étaient devenus formidables depuis que Pierre-le-Grand les avait formés.

La France eût pu tenir la balance et déjouer les desseins des empires d'Allemagne et de Russie, en envoyant par mer une nombreuse armée; mais la parcimonie du cardinal de Fleuri, et la crainte d'inquiéter l'Angleterre, ne permirent au roi que de faire de faibles efforts pour soutenir son beau-père, et il succomba dans son entreprise. Ce ne fut qu'à travers mille dangers que Stanislas échappa aux armées russes et saxonnes. Frédéric-Auguste III fut universellement reconnu dans la diète de

pacification, tenue à Varsovie en 1734; et son rival, réduit à fuir déguisé, vit sa tête mise à prix par le comte Munick, général des Russes.

Quelle honte pour Louis XV d'avoir souffert qu'on fît un tel affront à son beau-père! Le ministère de France eût entièrement perdu cette réputation nécessaire au maintien de sa grandeur, s'il n'eût tiré vengeance de cet outrage, et de celui fait à un de ses vaisseaux, dont l'équipage fut emmené prisonnier à Pétersbourg, où régnait alors l'impératrice Anne. L'éloignement des lieux ne permettait pas qu'on se portât sur les Moscovites, et la politique voulait que la vengeance tombât sur l'empereur. On l'exécuta efficacement en Allemagne et en Italie. La France s'unit avec l'Espagne et la Sardaigne. Ces trois puissances avaient des intérêts divers, qui tous concouraient au même but d'affaiblir la maison d'Autriche.

Le roi Charles-Emmanuel espérait le Milanais, et il lui fut promis par les ministres de France et de Madrid. Le roi d'Espagne, Philippe V, ou plutôt la reine Elisabeth de Parme, son épouse, espérait pour ses enfans de plus grands établissemens que Parme et Plaisance. Le

roi de France n'envisageait d'abord pour lui d'autres avantages que celui de sa propre gloire et l'abaissement de ses ennemis; mais la Lorraine devint le fruit de cette guerre. Les succès des Français en Italie ne furent jamais aussi constamment heureux que dans cette guerre, malgré la mort du maréchal de Villars, qui finit sa glorieuse carrière à quatre-vingts-deux ans, après avoir pris Milan. Le maréchal de Coigni, son digne successeur, gagna deux batailles, tandis que le duc de Montemar, général des Espagnols, remporta une victoire dans le royaume de Naples. Don Carlos, qui avait été reconnu prince héréditaire de Toscane, fut bientôt roi de Naples et de Sicile. Ainsi l'empereur Charles VI perdit presque toute l'Italie pour avoir donné un roi à la Pologne; et un fils du roi d'Espagne eut en deux campagnes ces Deux-Siciles, prises et reprises tant de fois. L'empereur fut trop heureux de recevoir les conditions que lui offrait la France victorieuse. Par cette paix, D. Carlos fut reconnu roi de Naples et de Sicile. On assigna à François, duc de Lorraine, gendre de l'empereur Charles VI, l'héritage des Médicis. Le roi de Sardaigne, duc de Savoie,

eut une portion du Milanais ; l'empereur perdit le reste. Le roi Stanislas renonça par ce même traité au royaume de Pologne ; il lui fut seulement permis de garder le titre de roi, et pour dédommagement, la Lorraine lui fut donnée. Dès-lors cette province fut réunie irrévocablement à la couronne de France, et, pour la dernière fois, elle eut un souverain résidant chez elle, qui la rendit florissante et heureuse.

Tout resta paisible pendant quelque temps entre les princes chrétiens ; il faut cependant en excepter les querelles naissantes de l'Espagne et de l'Angleterre pour le commerce de l'Amérique. La cour de France continua d'être regardée comme l'arbitre de l'Europe.

L'empereur faisait la guerre aux Turcs sans consulter l'empire ; cette guerre fut malheureuse. Louis XV le tira de ce précipice par sa médiation ; et M. de Villeneuve, son ambassadeur à la Porte Ottomane, alla en Hongrie conclure, en 1739, avec le grand visir, la paix dont l'empereur avait besoin.

Presque dans le même temps Louis XV pacifiait l'état de Gênes, menacé d'une guerre civile. Il soumit et adoucit pour un temps les Corses, qui avaient secoué

le joug de Gènes. Il étendait ses soins sur Genève, et appaisait une guerre civile élevée dans ses murs.

Il interposait sur-tout ses bons offices entre l'Espagne et l'Angleterre, qui commençaient à se faire sur mer une guerre ruineuse. On avait vu en 1735 ce même gouvernement employer sa médiation entre l'Espagne et le Portugal; aucun voisin n'avait à se plaindre de la France, et toutes les nations la regardaient comme leur médiatrice et leur mère commune. Cette gloire et cette félicité ne furent pas de longue durée.

La mort de l'empereur Charles VI, qui arriva en 1740, vint causer des mouvemens bien plus grands que n'avait fait celle du roi de Pologne, Auguste II. Charles VI, dernier prince de la maison d'Autriche, laissait une succession importante qui fut vivement disputée à sa fille Marie-Thérèse. Les royaumes de Bohême et de Hongrie, rendus héréditaires dans la maison d'Autriche, étaient un héritage sur lequel plusieurs souverains avaient des prétentions. Marie-Thérèse, fille aînée de Charles, se fondait sur le droit naturel qui l'appelait à succéder à son père, et sur une pragmatique solennelle qui confirmait ce droit, et que

Charles VI avait fait garantir par les états de l'empire, par tous les princes qui pouvaient la troubler, et sur-tout par la France.

Ses droits paraissaient donc parfaitement établis, et cependant ils lui furent contestés par un grand nombre de concurrens, qui s'efforcèrent de la dépouiller de son riche héritage. D'un côté Charles Albert, électeur de Bavière, réclame la succession en vertu d'un testament de l'empereur Ferdinand I, frère de Charles-Quint. Auguste III, roi de Pologne, allègue des droits plus récens, ceux de sa femme, fille aînée de l'empereur Joseph I, frère aîné de Charles VI.

Le roi d'Espagne, Philippe V, fait remonter les siens à la femme de Philippe II, fille de l'empereur Maximilien II, dont il descendait par les femmes. Louis XV pouvait aussi prétendre à cette succession aux mêmes titres; mais il lui convenait mieux d'être arbitre et protecteur que concurrent. Il commence par s'établir juge entr'eux; et pendant que cette cause de tant de têtes couronnées se plaide par des mémoires publics, une puissance nouvelle entre en lice, et commence les hostilités

d'un côté où personne ne les attendait.

La Prusse ducale, érigée en royaume en 1701 par l'empereur Léopold, en faveur de l'électeur de Brandebourg, Frédéric-Guillaume; la Prusse n'était alors encore qu'un désert : mais Frédéric-Guillaume, son second roi, la peuple, la police, bâtit des villes, établit le commerce, et laisse son petit état florissant à son successeur. Frédéric II recueille tout le fruit des soins de son père, et devient le plus terrible de tous les princes ligués contre Marie-Thérèse. Il réclame quatre duchés en Silésie; ses aïeux y avaient renoncé par transaction en forme; mais se trouvant puissant, il revient contre leur abandon.

Déjà la France, l'Espagne, la Bavière et la Saxe se remuaient pour faire un empereur. Charles, électeur de Bavière, montre de grandes prétentions à l'empire, et continue de vouloir aspirer à tout l'héritage de Charles VI. Cependant Marie-Thérèse, épouse du grand-duc de Toscane, François de Lorraine, s'est mise d'abord en possession de tous les domaines de son père; elle a reçu les hommages des états d'Autriche à Vienne, et déjà par ses manières affables elle a gagné le cœur des Hongrois. Elle

s'occupe d'assurer à son époux le partage de toutes ses couronnes sans en perdre la souveraineté, et lui donne le titre de *co-régent*. Lorsque le roi de Prusse demande qu'elle lui cède la Basse-Silésie, en lui offrant à ce prix son crédit, son secours et ses armes, Marie-Thérèse refuse de démembrer ses états, et Frédéric commence la guerre. Il marche en Silésie, l'envahit toute entière, et gagne sur les Autrichiens la fameuse bataille de Molwitz. C'est dans ce moment fâcheux pour Marie-Thérèse, que la France, entraînée par les intrigues du maréchal de Belle-Isle, s'unit aux rois de Prusse et de Pologne pour donner l'empire à l'électeur de Bavière. Marie-Thérèse se flattait encore de faire son époux empereur; et déjouée de ce côté, elle voit l'Europe entière, pour ainsi dire, s'armer contr'elle. C'est alors que son grand caractère se déploie, qu'elle se montre supérieure à son sexe. Pleine de vertu, de courage et de grandeur d'âme; chassée de Vienne par l'électeur de Bavière, qui s'avance à grands pas dans l'Autriche, elle va confier sa fortune aux Hongrois. Elle les harangue en latin, leur présente son fils Joseph II, et leur arrache des larmes de sensibilité.

Tous les palatins attendris et animés, tirent leurs sabres en s'écriant : « Mourons pour notre roi, Marie-Thérèse ». Elle était enceinte alors, et sa position était si terrible, qu'elle mandait à sa belle-mère : « J'ignore s'il me restera une ville pour faire mes couches ». Mais dans cet état elle inspire, par son grand courage, le plus vif intérêt. Pendant qu'elle excite le zèle de ses Hongrois, qui ne se rallentirent jamais et la soutinrent au milieu de tous les dangers, elle anime en sa faveur l'Angleterre et la Hollande; elle en tire des secours d'argent, négocie avec le roi de Sardaigne, agit dans l'Empire, et tire des soldats de cette province.

Ses fidèles Hongrois lui fournissent des troupes, avec lesquelles elle bat Charles VII. Ce prince paya cher l'honneur de porter la couronne impériale; après cinq ans de guerres malheureuses, il mourut privé de presque tous ses états. Les Français, vivement attaqués par les troupes victorieuses de Marie-Thérèse, s'étaient vus forcés de quitter l'Allemagne; elle les fait poursuivre avec vigueur; et bientôt après la mort de Charles VII, elle place son époux, François-Etienne de Lorraine, sur le

trône impérial; elle le fait couronner dans Francfort. En lui commença la maison d'Autriche-Lorraine; dès-lors tout tourne en faveur de Marie-Thérèse. De nouveaux succès des Prussiens ne peuvent changer les mesures et les résolutions de cette héroïne; Frédéric se réconcilie avec elle, et conclut le traité de Dresde, en 1746.

Marie-Thérèse porte le théâtre de la guerre en Italie; ses généraux triomphent partout, dans cette contrée, des armées françaises. Les Autrichiens s'emparent de Gènes, et pénètrent dans la Provence ainsi que dans le Dauphiné, d'où ils sont chassés presqu'aussitôt. Les Français recouvrent leur valeur pour défendre leurs frontières. La Flandre est menacée, et c'est alors que Louis XV marche en personne pour repousser les Autrichiens. Dès son approche, les Hollandais qui avaient promis de joindre leurs troupes à celles de Marie-Thérèse et aux Anglais, commencent à craindre; au lieu de remplir leurs promesses, ils envoient des députés au roi de France. Sa présence anime les soldats; et les Français avaient déjà remporté plusieurs victoires lorsque Louis XV tomba malade à Metz. Je vous ai dit quelle fut

la consternation du royaume. Ce monarque chéri n'était pas encore hors de danger, que déjà il s'occupait de celui où le prince Charles de Lorraine avait jeté la France par son passage du Rhin. A peine il est guéri qu'il résout le siége de Fribourg, et passe le Rhin à son tour. Immédiatement après la prise de cette ville, Louis XV retourne à Paris, où il fut reçu comme le vengeur de sa patrie, et comme un père qu'on avait craint de perdre; mais sans le suivre au milieu des effusions de tendresse d'un peuple qui l'adorait, ni même à l'armée où il retourna bientôt cueillir de nouveaux lauriers, disons que cette guerre, où Louis XV finit par être abandonné par ceux pour qui il l'avait commencée, ne se termina qu'en 1748, par la paix d'Aix-la-Chapelle. Vainqueur dans les Pays-Bas, maître de la Flandre, le roi de France demandait en vain la paix. Il l'offrait et ne pouvait la faire accepter. L'Angleterre s'y opposait toujours, et le forçait malgré lui de faire de nouvelles campagnes. Toujours en droit d'attaquer le territoire des Hollandais, et toujours le menaçant, il crut les amener à son grand dessein de pacification générale, en leur proposant un congrès dans une

de leurs villes. On choisit Breda. Le congrès fut inutile, et le roi qui ne pouvait les persuader, fut forcé de conquérir une partie de leur pays pour les amener à désirer la paix. Tout le peuple, au bruit de l'invasion, demanda pour stathouder le prince d'Orange. Il fut proclamé par la terreur des armes françaises; et vers ce même temps, le prince Charles-Edouard, fils de celui qu'on appelait le *prétendant*, ou le chevalier de Saint-Georges, tenta une expédition en Angleterre. Il passa en Ecosse dans l'espoir de s'y former un parti, et d'essayer de se replacer sur le trône de ses ancêtres. Le moment paraissait favorable pour une révolution ; le roi Georges était hors du royaume, et il n'y avait pas six mille hommes de troupes réglées en Angleterre. A la tête d'une petite troupe de fidèles Ecossais, et de quelques seigneurs attachés à sa famille, le prince eut d'abord quelques succès; il défit deux régimens envoyés contre lui, vit grossir son parti, pénétra jusqu'à Edimbourg, y fut proclamé ; mais dans le même temps on mettait à Londres sa tête à prix. Cependant il inspirait tant d'ardeur à sa faction, qu'il parut redoutable au roi Georges, sur-tout après

qu'il eût gagné la bataille de Preston-Pans. Le roi d'Angleterre revient à la hâte s'opposer aux progrès de la révolution, et son retour fut funeste au prétendant et à son parti. De nouvelles victoires remportées par le prince Edouard, ne le préservèrent pas d'une défaite dans une bataille décisive. De petits succès, qui étaient beaucoup pour sa situation, le mirent seulement à même de combattre contre le duc de Cumberland. Vaincu par lui, entièrement défait à Culloden, le prince vit ses troupes absolument dispersées, et fut trop heureux de pouvoir se dérober au sort qui l'attendait, s'il eût été fait prisonnier. Après de grands dangers et d'extrêmes fatigues, il parvint à passer en France. Il n'y trouva point un asile hospitalier; il fut sacrifié lors du traité de paix. Les Anglais exigèrent que ce jeune prince sortît du royaume, et Louis XV ne sut point leur refuser cette honteuse satisfaction. Il força ce jeune infortuné d'aller chercher un autre refuge.

La bataille de Lawfelt, gagnée par le roi de France et le maréchal de Saxe, la prise de Berg-op-Zoom et le siége de Maëstricht, amenèrent enfin cette paix tant désirée. A chaque victoire Louis

n'avait cessé de l'offrir; mais ses derniers succès, et sur-tout la Hollande en danger, déterminèrent les ennemis à la demander eux-mêmes. Louis XV, se parant d'une modération impolitique, ne voulut rien pour lui, mais il fit tout pour ses alliés; il assura à don Carlos le royaume des Deux-Siciles; il établit dans Parme, Plaisance et Guastalla, don Philippe, son gendre; le duc de Modène, son allié et gendre du duc d'Orléans, régent, fut remis en possession de son pays, qu'il avait perdu pour avoir pris les intérêts de la France. Gênes rentra dans tous ses droits. Le roi de Prusse fut celui qui retira les plus grands avantages; il conserva la conquête de la Silésie. Le duc de Savoie, roi de Sardaigne fut, après le roi de Prusse, celui qui gagna le plus, la reine de Hongrie ayant payé son alliance d'une partie du Milanais.

Après cette paix d'Aix-la-Chapelle, la France se rétablit comme après celle d'Utrecht, et fut encore plus florissante. Alors l'Europe chrétienne se trouva partagée entre deux grands partis qui se ménageaient l'un l'autre. Les états de l'impératrice reine de Hongrie, et une partie de l Allemagne, la Russie, l'Angleterre, la Hollande, la Sardaigne com-

possaient une de ces grandes factions ; l'autre était formée de la France, l'Espagne, les Deux-Siciles, la Prusse et la Suède. Toutes les puissances restèrent armées et on espéra un repos durable, par la crainte même que les deux moitiés de l'Europe semblaient inspirer l'une à l'autre.

Louis XIV avait le premier entretenu ces nombreuses armées, qui forcèrent les autres puissances à faire les mêmes efforts ; et après la paix d'Aix-la-Chapelle, les puissances chrétiennes de l'Europe eurent environ un million d'hommes sous les armes.

Le cardinal de Fleuri, contre le gré duquel on avait entrepris la guerre, termina sa carrière avant qu'elle fût finie. Il mourut à l'âge de quatre-vingt-huit ans, en 1741, dans le moment où les affaires étaient dans la plus grande crise, orage qui altérait un peu la gloire de son long et heureux ministère.

Louis XV prit dès-lors la résolution de gouverner par lui-même ; mais inconstant par caractère, il changeait de ministres presque aussi souvent que de maîtresses, et se laissait influencer par leurs divers avis. Cependant sa conduite

politique fut bien moins répréhensible que sa vie privée : juste, généreux et modéré dans les succès, il n'eût mérité que des éloges s'il eût eu plus d'empire sur ses passions.

L'Europe entière ne vit guère luire de plus beaux jours que depuis la paix d'Aix-la-Chapelle, en 1748, jusque vers l'an 1755. Le commerce fleurissait de Pétersbourg jusqu'à Cadix ; les beaux arts étaient partout en honneur ; on voyait entre toutes les nations une correspondance mutuelle ; l'Europe ressemblait à une grande famille réunie après ses différends. Des malheurs nouveaux semblèrent être annoncés par des tremblemens de terre qui se firent sentir en plusieurs provinces, mais d'une manière beaucoup plus terrible à Lisbonne. Un grand tiers de cette ville fut renversée sur ses habitans ; il y périt près de trente mille personnes. Ce fléau s'étendit en Espagne ; la petite ville de Sétubal fut presque détruite, d'autres endommagées. Les secousses se firent sentir de même en Afrique ; le jour même que les habitans de Lisbonne périssaient, la terre s'ouvrit auprès de Maroc ; une peuplade entière d'Arabes fut ensevelie dans les abîmes ; les villes de

Fez et de Méquinez furent encore plus maltraitées que Lisbonne.

De grandes dissentions éclatèrent en Suède vers ce temps. Ce royaume était devenu une république dont le roi n'était que le premier magistrat. Quelques seigneurs, partisans de l'autorité royale, entreprirent d'affranchir leur roi, Adolphe Frédéric, de la dure surveillance du sénat. Leur conspiration fut découverte, et le sénat fit mettre à mort les conjurés. Cette aventure indisposa la Suède contre son roi, et contribua ensuite à faire déclarer la guerre à Frédéric, roi de Prusse, dont la sœur avait épousé le roi de Suède.

Une légère querelle entre la France et l'Angleterre, pour quelques terrains sauvages vers l'Arcadie, alluma bientôt une guerre sanglante et changea la politique des souverains de l'Europe. Les conquêtes que la France avait faites en Amérique sous Louis XIV, furent attaquées par les Anglais, et ils commencèrent la guerre si longue du Canada, en s'emparant de plus de trois cents navires marchands. Le roi de France, avant d'en tirer vengeance, fit demander justice; et ne l'ayant point obtenue, il fit marcher une armée consi-

pérable pour attaquer par terre le roi George II, dans son électorat d'Hanovre. Cette irruption en Allemagne menaçait l'Europe d'un nouvel embrasement, par suite de celui allumé dans le Nouveau-Monde. Le roi d'Angleterre appela une seconde fois du fond du nord trente mille Russes qu'il devait soudoyer. L'empire russe était l'allié de l'empereur et de l'impératrice-reine de Hongrie. C'était Elisabeth Petrowna, fille de Pierre-le-Grand et de Catherine, qui régnait alors en Russie. Elle avait détrôné et fait enfermer le prince Ivan, appelé par l'impératrice Anne à lui succéder. Cette princesse eut des connaissances et des talens politiques; on lui doit l'ascendant que la Russie a pris dans les affaires d'Asie et d'Europe. Son alliance avec le roi d'Angleterre, faite pour inquiéter la France, semblait aussi menacer la Prusse: Frédéric prévint le coup qui pouvait lui être porté en se liguant lui même avec l'Angleterre. Cette ligue changea les desseins du roi de France; il se borna à menacer les côtes de l'Angleterre.

Cependant le maréchal de Richelieu reprit Minorque sur les Anglais, qui l'avaient enlevé à l'Espagne; c'est à peu près les plus grands avantages que nous

ayons obtenus sur mer, et particulièrement sur les Anglais, pendant le règne de Louis XV, où ils prirent, par leurs flottes, un très grand ascendant.

Une nouvelle guerre en Allemagne se préparait, et cette fois Marie-Thérèse se ligua avec la France et la Russie contre le roi de Prusse. Ces trois puissances avaient des griefs contre lui, ainsi qu'Auguste III, roi de Pologne et électeur de Saxe, qui se joignit à la coalition contre la Prusse, l'Angleterre et le landgrave de Hesse.

Cette guerre de sept ans est celle où Frédéric le grand développa cette tactique nouvelle et savante qui étonna ses ennemis et lui mérita tant de gloire. Il ne m'appartient point de traiter un tel sujet, ni d'entrer dans les détails de sa tactique militaire et des hauts faits qui en furent la suite ; il me suffira de vous dire que, par la rapidité de ses marches, par la célérité de ses mouvemens, il déjoua les efforts des plus grands généraux. Quelquefois vaincu et près d'être accablé, sans jamais être abattu, on le vit remporter des victoires au moment où on le croyait sur le point de succomber. Opiniâtre dans ses entreprises, et jamais découragé, on le vit donner jusqu'à sept

assauts en un jour à un camp retranché, et finir par l'emporter. Deux fois, dans le cours de cette fameuse guerre de sept ans, Berlin, sa capitale, fut prise, une fois par les Autrichiens, une autre par les Russes. Une contribution d'argent racheta Berlin de la surprise du général Haddik; et presqu'aussitôt le roi de Prusse gagna la bataille de Rosbach. Jamais il n'était plus fécond en ressources que quand il était vivement attaqué. Dans la campagne de 1760 le général russe Totteleben s'empara aussi de Berlin, mais il n'y put rester que trois jours; et quinze jours ou trois semaines après, Frédéric battit complétement le maréchal Daun à Torgau.

Partout enfin Frédéric se montrait avec éclat : je veux dire qu'il rachetait toujours ses défaites par d'éclatantes victoires, et qu'il semblait n'en éprouver que pour se relever ensuite plus glorieusement. Prompt comme l'éclair, il avait toujours sur ses ennemis la supériorité que donnent la rapidité du coup d'œil et l'activité des opérations.

Marie-Thérèse ne put jamais parvenir à reprendre la Silésie à Frédéric-le-Grand. Les Français, devenus ses auxiliaires, combattirent vainement pour lui

faire rendre cette même province dont ils avaient contribué à la dépouiller quelques années avant. Cet objet de tous ses vœux resta entre les mains du roi de Prusse, et pour le bonheur de ses habitans. Quoiqu'elle eût été plusieurs fois ravagée par ses ennemis, elle se vit renaître par ses soins paternels; et il la laissa en mourant l'une des contrées les plus fertiles et les plus commerçantes de l'Europe.

Pendant le cours de la guerre de sept ans, on vit mourir, en 1760, le roi d'Angleterre, George II, dans la trente-troisième année de son règne, au milieu des triomphes de sa nation qui le regretta, quoiqu'il n'eût aucune qualité brillante. George III, son fils et son successeur, occupe encore aujourd'hui le trône d'Angleterre.

L'impératrice de Russie, Elisabeth Pétrowna, mourut aussi dans le cours de cette guerre en 1762. A cette époque le roi de Prusse était retranché sous Breslau, et son royaume de Prusse envahi par les Russes; la Poméranie et la Saxe étaient dévastées; les finances qui commençaient à lui manquer, rendaient sa position assez fâcheuse. A force de combattre il s'était fort affaibli; mais la mort

d'Elisabeth amena pour lui un heureux changement. Pierre III, neveu et successeur de cette princesse, était depuis long-temps l'ami secret du roi de Prusse. Grand admirateur de ses talens militaires, lorsque lui-même n'était encore que grand duc de Russie, et sans aucun pouvoir, il se hâta, dès qu'il fut empereur, de faire la paix avec lui, et devint son allié contre Marie-Thérèse, dont sa tante Elisabeth avait été l'amie la plus constante. Ainsi l'on vit tout d'un coup le roi de Prusse se préparer à entrer en Bohême, à l'aide d'une armée de ces mêmes Russes qui combattaient contre lui quelques semaines avant.

Mais une révolution subite en Russie vint encore déranger la nouvelle situation de Frédéric. Pierre III avait commencé son règne par des changemens effectifs; et il en projetait de plus grands, dont la seule annonce inquiéta le sénat et l'indisposa contre le nouvel empereur. Il voulait répudier son épouse Catherine d'Anhalt; il songeait à la faire enfermer : cette princesse le prévint. Le régiment des gardes, que Pierre avait eu la maladresse de mécontenter, fut celui qui le détrôna. La révolution fut conduite avec une effrayante célérité :

en une seule nuit Catherine gagna les soldats, et le lendemain se fit proclamer impératrice. Pierre néglige les moyens que lui proposait le général Munich pour châtier les rebelles; il délibère au lieu d'agir; et bientôt, abandonné de ses troupes, il est enfermé dans une forteresse où il mourut huit jours après. Quelques auteurs disent que sa mort fut causée par le punch, qu'il prit avec excès pour tromper l'ennui de sa prison; mais le plus grand nombre assure qu'il fut étranglé. La mort du prince Ivan fut résolue deux ans après celle de Pierre. On crut nécessaire de sacrifier cette nouvelle victime; et le règne si glorieux de Catherine II commença par deux crimes. Il est fâcheux de ne pouvoir laver sa mémoire de ces imputations qui ternissent toute sa gloire; elle eut celle d'illustrer la Russie, et d'en être la véritable législatrice.

Le roi de Prusse, privé du secours de l'empereur de Russie, n'en continua pas moins la guerre contre la maison d'Autriche, la moitié de l'Empire, la France et la Suède.

Louis XV s'épuisait d'hommes et d'argent par son impolitique et fatale alliance avec la maison d'Autriche; et il éprou-

vait des désastres dans toutes les parties du monde. Après avoir vu sa puissance s'établir en Asie d'une manière triomphante, la compagnie des Indes, devenue conquérante pour son malheur, souffrit des révolutions qui se faisaient alors dans les gouvernemens de l'Asie. Les Anglais en profitèrent pour étendre leurs possessions, et enlevèrent aux Français Pondichéri et Chandernagor. Depuis, ils ne cessèrent de ruiner le commerce des Français dans l'Inde. Les flottes et les armées anglaises ne se bornèrent pas à attaquer les Français en Asie, ils les chassèrent d'Afrique, et s'efforcèrent de leur enlever de même leurs possessions en Amérique. Les Espagnols éprouvaient aussi dans cette contrée la supériorité de la marine anglaise.

Les ressources de la France étaient épuisées; le roi désirait la paix; et le duc de Praslin, ministre des affaires étrangères, fut assez heureux pour la conclure en 1763. La France recouvra Pondichéri et quelques comptoirs; mais elle fut exclue dans l'Inde de ses établissemens sur le Gange, et céda en Afrique ses possessions sur le Sénégal.

Le duc de Choiseul, ministre de la guerre, avait le premier entamé les né-

gociations; et quelques années après, il conclut le mariage du dauphin, petit-fils de Louis XV, avec la fille de l'impératrice Marie-Thérèse, cette célèbre et malheureuse Antoinette, qui se fit d'abord adorer des Français.

A l'époque du mariage du dauphin, Louis XV n'était plus depuis long-temps Louis-le-Bien-Aimé; les désordres de sa conduite, ses profusions pour ses favorites lui avaient fait perdre l'amour de ses sujets, et déjà son successeur était désiré. Les vertus du prince qui fut depuis Louis XVI consolaient de la perte du dauphin, son père, enlevé à la fleur de l'âge; et bientôt les charmes séduisans de la jeune dauphine captivèrent tous les cœurs, et sa bienfaisance la rendit l'idole du peuple, qui devait hélas un jour la conduire à la mort!

Hâtons-nous de terminer le règne de Louis XV, qui, depuis l'époque du mariage du dauphin, n'offre plus guère que des exils de ministres, et des querelles de parlement dont je ne vous parlerai point; mais je vous dirai que ce prince fut entouré de l'éclat des sciences, rendues si brillantes sous Louis XIV. Son successeur les favorisait avec discernement; les arts et les lettres furent par lui

encouragés ; et sur-tout sous le règne de madame de Pompadour, les artistes et les gens de lettres furent protégés et noblement récompensés.

Louis XV avait vu, pour ainsi dire, se renouveler la face de l'Europe. Aux morts de souverains que j'ai déjà mentionnées, il faut ajouter celle de Philippe V, roi d'Espagne, qui mourut en 1746. Sa veuve, qui régnait plus que lui dans ses dernières années, où il était devenu cacochyme, conserva encore du crédit sous Ferdinand, son successeur. Ce prince régna treize ans, et laissa en mourant, en 1759, sa couronne à Charles III, son frère, alors roi de Naples. Celui-ci céda cette dernière à son fils, qui prit le nom de Ferdinand IV.

L'empereur François-Etienne, dont on a très-peu parlé, parce que son règne ne fut, à proprement parler, que celui de son épouse Marie-Thérèse, mourut en 1765. Il laissa l'empire à son fils Joseph II; mais tant que vécut Marie-Thérèse, elle continua de gouverner les états qu'elle avait si glorieusement conservés.

En Suède, Adolphe-Frédéric, prince rempli de candeur, de bonté et de bienfaisance, laissa, en 1771, la couronne à son fils Gustave III.

En Danemarck, Frédéric V avait laissé, en 1766, la couronne à son fils Christian VII, qui n'était âgé que de dix-sept ans. Il se maria, dans la même année, avec la princesse Caroline-Mathilde, sœur du roi d'Angleterre, jeune et charmante princesse qui embellit la cour de Danemarck, sans pouvoir plaire à son époux : à la suite de quelques intrigues, où sa belle-mère prit part, elle fut répudiée six ans après son mariage.

Louis XV, après avoir vu la mort planer ainsi de tous côtés sur la tête des souverains de l'Europe, paya ce tribut de l'humanité en 1774, à l'âge de soixante-quatre ans.

Louis XVI commença son règne par des bienfaits. L'exemption des droits de joyeux avénement et l'affranchissement des serfs furent les premiers actes de son autorité, et préparèrent à chérir celle qui s'annonçait sous les auspices de la vertu, de la bienfaisance et de la justice. Cependant ceux qui aiment à se créer des présages avaient tiré de fâcheuses conjectures sur son règne, de l'accident funeste arrivé lors des fêtes de son mariage avec Marie-Antoinette.

La prudence de Louis XVI semblait devoir les écarter. Elevé dans l'ignorance

des affaires, et n'étant encore âgé que de vingt ans, Louis se défie de ses propres forces, et croit avoir besoin d'un conducteur dans le dédale du gouvernement. Il choisit pour Mentor le comte de Maurepas, disgracié et éloigné du ministère depuis vingt-trois ans. Ce vieillard, amolli par un long repos, avait beaucoup perdu de son activité ; il n'en eut point assez pour remédier aux abus et réparer le désordre des finances ; il fit même adopter de fausses mesures. La réforme d'une partie de la maison du roi amena bientôt la création de maisons particulières pour ses frères, Monsieur et le comte d'Artois. Les dépenses, loin d'être diminuées, furent doublées; et pendant qu'aux premiers actes de bienfaisance Louis XVI ajoutait l'abolition de la torture, la réintégration des protestans dans leurs droits de citoyens, et semblait mériter la reconnaissance éternelle des Français, déjà se préparait la révolution qui devait l'accabler. Cependant jamais souverain ne reçut des témoignages plus doux et plus vifs de l'amour de ses peuples. On le comparait aux Titus, aux Marc-Aurèle. Mais tandis qu'une partie de la nation lui décernait les titres les plus flatteurs, une autre méditait sa

perte. Des idées de république fermentaient depuis long-temps dans quelques esprits, et les abus du dernier règne avaient enflammé le zèle des novateurs contre la royauté. La lutte presque perpétuelle de Louis XV avec le parlement, avait accoutumé aux discussions sur les bornes de l'autorité royale ; et les principes philosophiques répandus dans les écrits des auteurs les plus célèbres, sapaient le trône et l'autel. Louis XV avait sévèrement maintenu la prohibition des livres de ce genre : son successeur fut vivement sollicité de lever la proscription : il le fit, et n'en prévit pas les conséquences. Lui-même, dit-on, avait un peu de penchant à la philosophie ; il pensait qu'elle pouvait contribuer au plus grand bonheur de son peuple. Plusieurs souverains se piquaient alors d'être philosophes. Frédéric-le-Grand, dans sa retraite de Sans-Souci, se faisait honneur de mériter le nom de philosophe ; il se le donnait lui-même dans ses écrits, et se reposait de ses travaux guerriers en cultivant les lettres. Il attirait près de lui les plus célèbres personnages de la secte dite *philosophique ;* il prétendit même lutter contre Voltaire ; et malgré les *germanismes* qu'on lui reproche

avec justice, il se fit encore une réputation, comme souverain, par ses poésies. L'impératrice de Russie, Catherine II, qui aimait et protégeait les lettres, marquait aussi une faveur plus particulière aux littérateurs que leurs principes philosophiques avaient fait persécuter, en France, sous le dernier règne. Enfin l'empereur Joseph II, professant encore plus hautement la philosophie du jour, s'était montré, à la cour de France, plus en philosophe qu'en roi, et semblait dédaigner l'éclat du rang suprême.

Louis XVI, sans imiter son beau-frère, permit de l'admirer hautement, et laissa fermenter les principes destructeurs de sa puissance; il s'entoura de gens séduits par de faux systèmes; et se laissant entraîner par eux, il s'engagea sans nécessité dans une guerre lointaine. Il sacrifia ses flottes et ses trésors pour aller créer dans le Nouveau-Monde une république où se forma l'élite des révolutionnaires. Une jeunesse avide de gloire s'échappa de la cour et des armées pour aller cueillir des lauriers en Amérique, former à la discipline et préparer à la victoire les bataillons américains. Mais en leur ménageant les moyens de s'affranchir du joug oppresseur des An-

glais, les guerriers français préparèrent la ruine de la France. Après la conclusion d'une paix assez désavantageuse, ils rapportèrent dans leur patrie toute l'effervescence des idées républicaines, et les propagèrent vivement. On parla plus que jamais de réformes; le mauvais état des finances les rendait de plus en plus nécessaires; mais on continua de prendre des mesures peu efficaces pour combler le déficit. Le ministère avait déjà montré de la faiblesse; les dettes s'étaient accrues, loin de diminuer; on murmurait hautement contre le gouvernement et contre les ministres : on s'acharnait contre la reine; on lui faisait un crime de ses légèretés et de son goût pour le luxe. Déjà le prince perfide, qui lui fit tant de mal, se vengeait de n'avoir pu obtenir sa bienveillance, en faisant répandre contre elle d'indignes libelles. La malheureuse affaire du collier vint achever d'indisposer contre cette souveraine. En vain elle répara par des sacrifices et des preuves de grandeur d'ame les erreurs de sa jeunesse, elle perdit non-seulement l'amour, mais le respect des Français. Le monstre acharné contre elle avait besoin de la faire paraître coupable; et il y réussit.

On avait licencié la partie la plus saine et la plus fidèle de la maison militaire du roi; on avait fait de grandes réformes dans les dépenses de la cour, et cependant les finances restaient épuisées. Des mouvemens séditieux avaient amené des changemens dans le ministère; des réunions se forment dans les provinces, et particulièrement en Bretagne et en Dauphiné; le tumulte augmente, et de faibles ministres semblent prendre eux-mêmes plaisir à dépouiller Louis de l'autorité suprême, pour le livrer sans défense à la rage de ses ennemis.

Les parlemens donnent le signal des troubles en demandant la convocation des états généraux, qui devaient les anéantir. Le tiers-état obtient la double représentation; et dès cet instant la révolution est décidée. Les états se constituent bientôt en assemblée nationale; et dans l'enceinte de leurs délibérations on conspire contre le monarque, qui se livre sans défiance. Par une condescendance aveugle il enhardit les factieux, et n'entreprend de les arrêter que lorsqu'il n'est plus temps de le faire. Sa faiblesse et sa bonté amènent enfin la fatale catastrophe qui le précipite du trône et le conduit à l'échafaud.

Je ne puis me résoudre à vous retracer ces jours d'horreur et de deuil présens encore au souvenir de tous les Français ; ils n'ont besoin que d'être légèrement indiqués. Disons seulement que la république fut décrétée par la convention nationale, qui détruisit ce que les deux assemblées précédentes avaient créé.

Les autres souverains de l'Europe, qui avaient vu d'abord avec une sorte d'indifférence les troubles de la France, se liguèrent en apparence pour délivrer Louis XVI et lui faire recouvrer son autorité, mais en effet dans l'intention de démembrer son royaume. Ils espéraient triompher facilement des milices nationales ; mais ils reconnurent ce que l'expérience des siècles aurait dû leur apprendre : qu'un peuple passionné pour la liberté est invincible, quand il combat pour la défense de ses foyers.

Les efforts mal combinés des puissances coalisées ne firent que hâter la perte du roi, et celle de la reine, qui le suivit sur l'échafaud quelques mois après.

Laissons ces illustres victimes, et celles qui leur succédèrent, pour nous occuper un moment des événemens du dehors.

Pendant que la terreur régnait impérieusement dans l'intérieur de la France,

les ennemis, animés du désir de la vengeance, enlèvent aux républicains une partie de leurs conquêtes ; la Belgique reprise, la désertion de Dumourier et une suite de défaites mettent un moment la France en danger. Déchirée au dedans, insultée au dehors; livrée aux factions, aux invasions des Prussiens, des Autrichiens et des Anglais, pendant que la guerre civile désole les provinces de l'Ouest, elle semblait devoir succomber. Mais la levée d'un million d'hommes, quatorze armées sur pied relèvent la république française ; les ennemis sont repoussés, la Belgique est reconquise, et bientôt une suite de victoires étonne les puissances confédérées et déconcerte leurs efforts. Tandis qu'une foule de têtes tombe sous la hache révolutionnaire, les armées se grossissent d'un grand nombre de volontaires qui fuient ce théâtre d'horreur, et viennent chercher dans les camps un asile honorable. Leur valeur s'unit à celle des soldats enthousiastes de la liberté, et bientôt tous ensemble opèrent des prodiges. Mais leurs efforts héroïques sont surpassés par ceux qui annoncent le héros qui devait tirer la France de l'anarchie, lui rendre ses lois, ses mœurs, sa religion, et rétablir sous

le nom d'*empire* cette monarchie qui, après avoir duré près de quatorze siècles, avait été détruite en 1792.

Le gouvernement était sans force ; la France ressemblait à un vaisseau livré sans pilote à la merci des flots ; mais sur les rives lointaines du Nil le bruit de ses dangers a retenti ; il s'est fait entendre à l'invincible guerrier qui devait la sauver. Il franchit les mers, il brave tous les périls. Le même bras qui faisait triompher nos armes en Egypte, vient imposer un frein à l'anarchie, mettre fin aux alarmes et aux calamités publiques.

Tel que ces héros que nous avons vu dans l'ancienne Grèce calmer tout à coup les orages populaires, tel NAPOLÉON-LE-GRAND accourt sauver la France. Sa seule présence en impose aux factions : bientôt les Français régénérés recommencent une nouvelle existence politique ; l'ordre social renaît, le culte est rétabli, les mœurs et les vertus reprennent leur empire ; une législation sage nous est donnée.

Au dehors la victoire fait trembler nos ennemis ; elle ne quitte plus nos drapeaux ; elle est la compagne fidèle du héros qui commande lui-même ses armées.

Au dedans la paix intérieure s'affermit, des monumens s'élèvent, les routes s'aplanissent; les beaux-arts éplorés, les sciences chassées de leur asile et presque abandonnées retrouvent un protecteur, un père; de nouveaux temples sont ouverts aux enfans du génie; ils célèbrent à l'envi le grand homme qui les régénère.

Les derniers événemens sont si généralement connus, que je termine ici mon aperçu sur le dix-huitième siècle. Peut-être un jour finirai-je ce grand tableau, en jetant un coup-d'œil sur les autres parties du monde, et particulièrement sur l'Asie, pour vous faire connaître les dernières révolutions de la Perse, de l'Indostan, et celle de la presqu'île au delà du Gange, où s'éleva l'empire des Birmans sur la fin du règne de Louis XV. Cet empire, aujourd'hui très-étendu et très-puissant, a pris naissance dans le royaume d'Ava, et présente l'un des phénomènes du dernier siècle par la rapidité avec laquelle il s'est formé, et a fait d'un peuple esclave les conquérans de tous les peuples des petits royaumes voisins.

Mais je veux vous faire désirer de plus amples détails, et seulement vous faire apercevoir que parmi les peuples que

nous regardons comme barbares, et dont on dédaigne de connaître l'histoire, nous pourrions trouver encore un vaste champ aux études, si l'immensité d'une telle carrière ne forçait de se restreindre et de s'arrêter aux limites plus généralement connues.

Contentons-nous donc, ma chère Aline, de les avoir rapidement parcourues; et prouvez-moi que ce n'est pas vainement que j'ai franchi avec vous l'immense chaos des faits historiques. Recueillez le fruit de mes soins, et tous mes vœux seront remplis.

FIN DE L'HISTOIRE MODERNE.

TABLE

DES MATIÈRES CONTENUES DANS CE VOLUME.

FIN DE LA TABLE.



